

Rapport annuel  
2002

## Sommaire

- 01 Message du Président
- 10 Gouvernement d'entreprise
- 18 Notre énergie en partage
- 26 Communication financière
- 34 Rapport de gestion
- 40 L'actualité industrielle en 2002
- 42 Informations sur le Groupe
- 78 Informations financières

# Chiffres clés **2002**

---

#### Abréviations

b	baril	t	tonne métrique	M	million
pc	pied cube	bep	baril équivalent pétrole	G	milliard
/j	par jour	kbep/j	kilo (millier) bep/j	MW	mégawatt
/an	par an	kb/j	kilo (millier) b/j	€	euro

Les termes TotalFinaElf, Compagnie et Groupe utilisés dans le rapport se réfèrent de façon collective à TOTAL FINA ELF S.A. et à ses filiales © TotalFinaElf Avril 2003.

# Chiffres clés 2002

## Données financières

En millions d'euros, à l'exception du résultat par action, du dividende et des pourcentages

	2002	2001	2000
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>102 540</b>	<b>105 318</b>	<b>114 557</b>
<b>Résultat opérationnel des secteurs d'activité <sup>(1)</sup></b>	<b>10 995</b>	<b>13 121</b>	<b>14 884</b>
<b>Résultat opérationnel net des secteurs d'activité <sup>(1)</sup></b>	<b>5 868</b>	<b>7 564</b>	<b>8 035</b>
<b>Résultat net (part du Groupe) <sup>(1)</sup></b>	<b>6 260</b>	<b>7 518</b>	<b>7 637</b>
<b>Résultat net par action (en €) <sup>(1)(2)</sup></b>	<b>9,40</b>	<b>10,85</b>	<b>10,80</b>
<b>Dividende par action (en €) <sup>(3)</sup></b>	<b>4,10</b>	<b>3,80</b>	<b>3,30</b>
<b>Dette nette / fonds propres</b>	<b>29 %</b>	<b>31 %</b>	<b>33 %</b>
<b>Rentabilité des fonds propres</b>	<b>20 %</b>	<b>24 %</b>	<b>27 %</b>
<b>Flux de trésorerie d'exploitation</b>	<b>11 006</b>	<b>12 303</b>	<b>13 389</b>
<b>Investissements bruts</b>	<b>8 657</b>	<b>10 566</b>	<b>8 339</b>

## Données opérationnelles

	2002	2001	2000
<b>Production d'hydrocarbures (en kbep/j)</b>	<b>2 416</b>	<b>2 197</b>	<b>2 124</b>
<b>Liquides (en kb/j)</b>	<b>1 589</b>	<b>1 454</b>	<b>1 433</b>
<b>Gaz (Mpc/j)</b>	<b>4 532</b>	<b>4 061</b>	<b>3 758</b>
<b>Traitements en raffinerie (kb/j) <sup>(4)</sup></b>	<b>2 349</b>	<b>2 465</b>	<b>2 411</b>
<b>Ventes de produits raffinés (kb/j) <sup>(5)</sup></b>	<b>3 751</b>	<b>3 724</b>	<b>3 695</b>

(1) Hors éléments non récurrents.

(2) Calculé sur la base du nombre moyen pondéré dilué d'actions.

(3) Dividende 2002 : sous réserve de l'approbation de l'Assemblée Générale du 6 mai 2003.

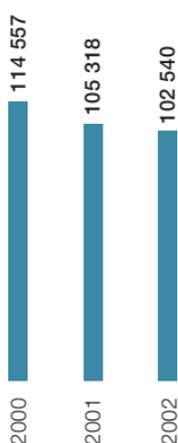
(4) Y compris quote-part dans Cepsa.

(5) Y compris quote-part dans Cepsa et Trading.

# Panorama financier 2002



Chiffre d'affaires (M€)



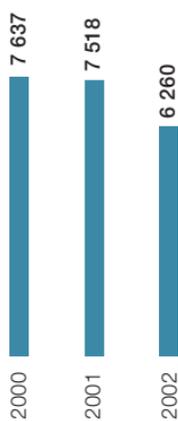
Résultat net par action\*  
(€/action)



\* Hors éléments non récurrents



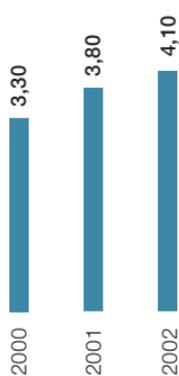
Résultat net\*  
(part du Groupe) (M€)



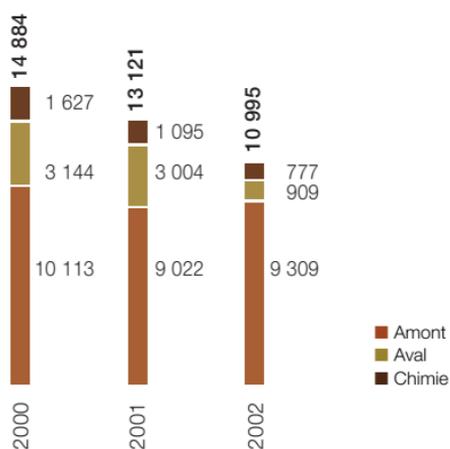
\* Hors éléments non récurrents



### Dividende par action (€)



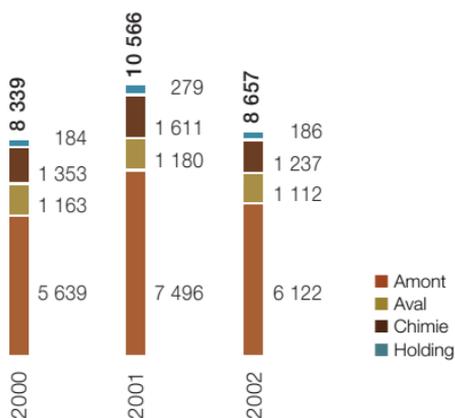
### Résultat opérationnel des secteurs\* (M€)



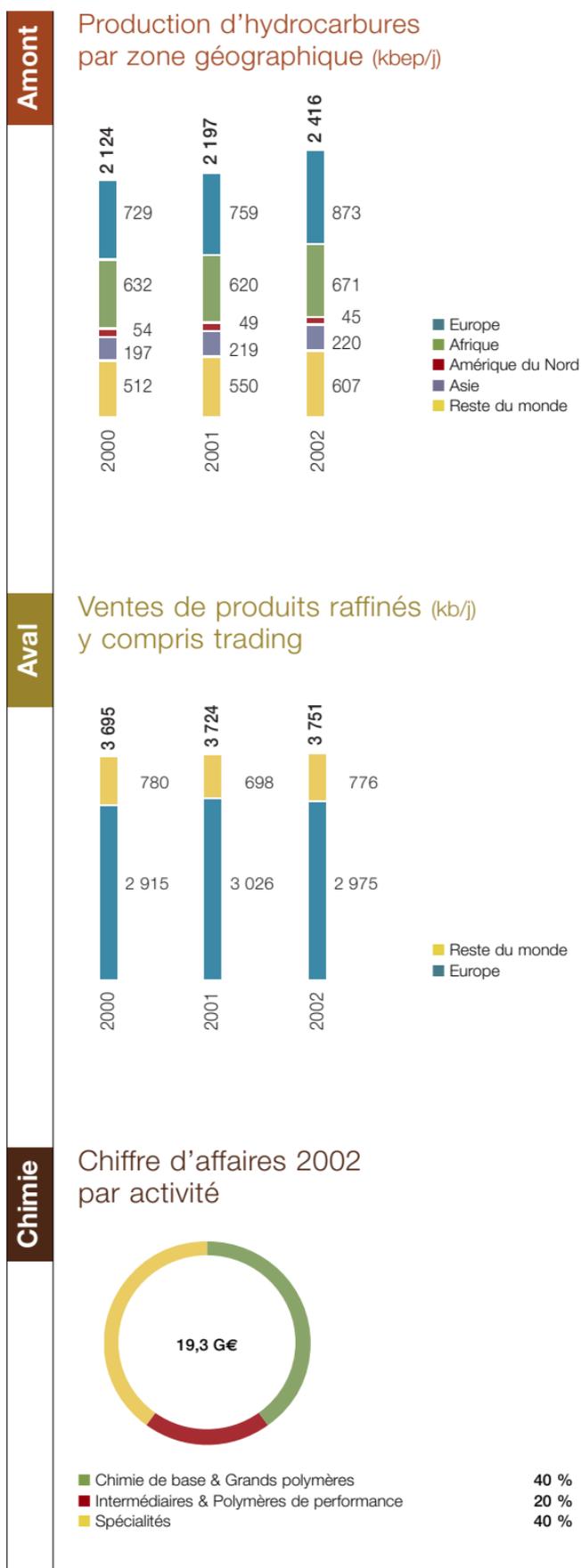
\* Hors éléments non récurrents



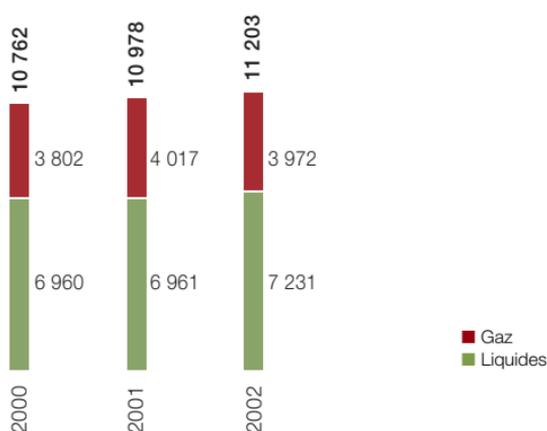
### Investissements bruts par secteur (M€)



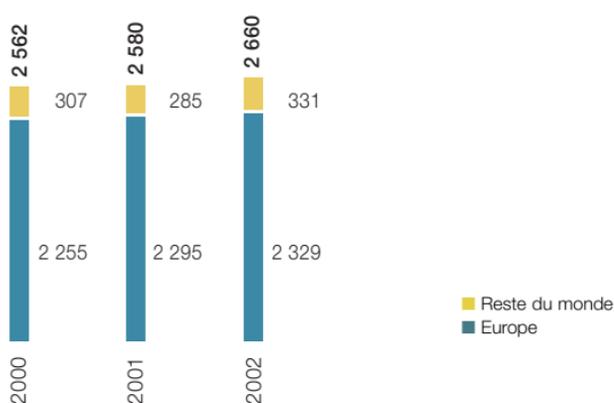
# Activité des secteurs 2002



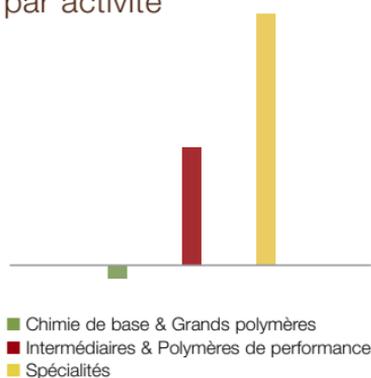
## Réserves de liquides et de gaz (Mbp)



## Capacité de raffinage (kb/j) en fin d'année



## Résultat opérationnel chimie 2002 par activité\*



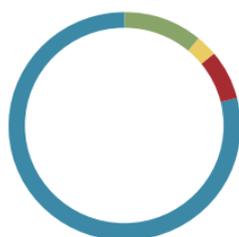
\* Hors éléments non récurrents

# Structure de l'actionnariat

Les estimations de l'actionnariat à fin 2002 sont les suivantes :



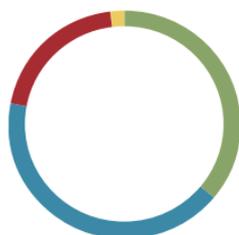
## Répartition de l'actionnariat



■ Actionnaires stables et autres nominatifs	11 %
■ Salariés	3 %
■ Détenion intra-Groupe	7 %
■ Autres	79 %



## Répartition de l'actionnariat par zones géographiques



■ France	36 %
■ Reste de l'Europe	42 %
■ Amérique du Nord	20 %
■ Reste du monde	2 %

Le nombre des actionnaires de TotalFinaElf est approximativement de 540 000.

# Ressources humaines 2002



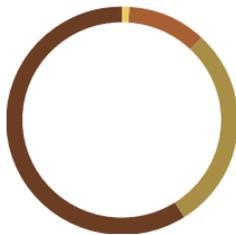
Répartition des effectifs 2002  
par zone géographique



■ France	44 %
■ Reste de l'Europe	31 %
■ Reste du monde	25 %



Répartition des effectifs 2002  
par secteur



■ Holding	1 %
■ Amont	11 %
■ Aval	29 %
■ Chimie	59 %

**Sociétés consolidées.** Effectifs au 31.12.2002 : 121 469.



En 2002, TotalFinaElf a été l'un des acteurs les plus dynamiques et les plus performants de l'industrie pétrolière mondiale.

Les démarrages et les montées en puissance de grands projets industriels innovants se sont traduits par une croissance de 10 % des productions d'hydrocarbures du Groupe.

Cette progression, historiquement forte, est intervenue dans un contexte économique et pétrolier plus difficile qu'en 2001, marqué notamment par une conjoncture déprimée en Europe et une situation de crise économique dans certains pays d'Amérique latine.

THIERRY DESMAREST  
*PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL*



Les actions que nous avons engagées à la suite des fusions ont été activement poursuivies. L'augmentation des productions, la mise en œuvre de synergies et les efforts de productivité ont permis de limiter l'impact fortement négatif de l'environnement économique. Le Groupe enregistre ainsi en 2002 un résultat net hors éléments non récurrents de 6,26 milliards d'euros, en diminution de 17 % par rapport à l'année précédente. Le résultat net par action hors éléments non récurrents s'élève pour sa part à 9,40 euros contre 10,85 euros en 2001, soit une baisse limitée à 13 %, grâce notamment au large programme de rachats d'actions qui a continué en 2002 à un rythme élevé. Si l'on exprime le résultat net par action hors éléments non récurrents en dollars pour pouvoir le comparer à celui des autres majors pétroliers, la baisse est limitée à 8 % alors que nos principaux concurrents ont enregistré une baisse comprise entre 22 % et 34 %.

Notre ambition est d'être exemplaires non pas seulement par nos performances financières, mais aussi par nos exigences renforcées en matière de sécurité des opérations, de protection de l'environnement et de consolidation des liens avec toutes les parties prenantes à nos activités. Création de valeur, sécurité et développement durable constituent, par leurs effets combinés, les clés des succès à venir de TotalFinaElf. J'ai ainsi mis en place en janvier 2002 une nouvelle organisation du Groupe en matière de sécurité, d'environnement et de développement durable. Les deux nouvelles Directions de la Sécurité Industrielle d'une part, du Développement durable et de l'Environnement d'autre part, ont donné un nouvel élan à nos actions en fédérant les initiatives engagées dans les différentes activités du Groupe et en s'appuyant sur une forte mobilisation des salariés. La maîtrise des émissions de gaz à effet de serre a été affirmée comme un objectif prioritaire pour tous les secteurs industriels de TotalFinaElf. Nous souhaitons ainsi montrer qu'un industriel responsable peut prendre des initiatives ambitieuses face aux grands problèmes de notre civilisation et y répondre sans attendre l'institution de mesures réglementaires par des États ou des organismes internationaux. Nous présentons par ailleurs cette année notre approche du développement durable et ses résultats, dans les termes les plus concrets possibles, dans le premier rapport sociétal et environnemental du Groupe intitulé "Notre énergie en partage".

Dans le secteur Amont, l'augmentation de nos productions de pétrole et de gaz en 2002 a été la plus forte parmi les majors pétroliers.

Cette augmentation est principalement due à la contribution des productions de Girassol en Angola, de Sincor au Venezuela, de South Pars en Iran ainsi qu'Elgin/Franklin en mer du Nord britannique.

Les réserves du Groupe en hydrocarbures s'élèvent à 11,2 milliards de barils équivalent pétrole, en progression de 2 %. À notre rythme de production actuel, leur durée de vie est de 12,7 années.

Le Groupe continue à consacrer environ les deux tiers du montant annuel de ses investissements au secteur Amont, sur des projets de grande taille et à bas coûts techniques, afin de poursuivre une croissance soutenue et profitable. Plus de dix nouveaux champs doivent ainsi entrer en production d'ici la fin de 2003.

À horizon de cinq ans, notre objectif est une progression moyenne de la production de pétrole et de gaz du Groupe de 5 % par an. L'intégration de TotalFinaElf dans la filière gaz-électricité sur des projets ciblés sera poursuivie, pour mieux valoriser ses ressources gazières existantes, rendre commerciales de nouvelles réserves en gaz naturel et développer les énergies renouvelables.

**Notre ambition est d'être exemplaires non pas seulement par nos performances financières, mais aussi par nos exigences renforcées en matière de responsabilité sociétale et environnementale.**

Le secteur Aval a affronté en 2002 un environnement particulièrement difficile. Les marges de raffinage en Europe ont connu une nouvelle dégradation, après le recul déjà enregistré l'année précédente, et se sont inscrites au niveau le plus bas observé depuis de nombreuses années. Les résultats de l'Aval ont été de surcroît affectés par un programme d'une ampleur exceptionnelle de grands arrêts qui a touché sept raffineries opérées en Europe.

Ces arrêts ont été mis à profit pour mettre en œuvre un programme ambitieux de maintenance et d'amélioration de l'outil de raffinage, qui permettra

en particulier de répondre aux nouvelles spécifications des carburants automobiles à très basse teneur en soufre, en avance par rapport à la réglementation. Avec ce programme, TotalFinaElf témoigne à la fois de sa volonté de moderniser son outil industriel, pour le rendre performant et adapté, et confirme ses engagements dans la prévention des risques industriels et la protection de l'environnement. Dans le domaine du marketing, 2002 a été l'année de mise en œuvre, en France, d'une nouvelle stratégie de segmentation du réseau entre la marque Total et la marque Elf. Hors de France, le Groupe a poursuivi l'unification de ses réseaux à la marque Total et amélioré son positionnement géographique et concurrentiel par le renforcement de ses activités sur les marchés en croissance et la cession de positions marginales.

La Chimie de TotalFinaElf a été à nouveau confrontée en 2002 à des conditions de marché très difficiles. En Chimie de base et Grands Polymères, l'environnement a été particulièrement déprimé dans la chaîne éthylène/polyéthylène et dans la chaîne chlore. Les Intermédiaires ont bien résisté et les Spécialités ont amélioré leur performance. Le résultat opérationnel du secteur s'inscrit en baisse de 29 % par rapport à l'année précédente. L'année 2002 a vu se poursuivre le repositionnement stratégique de la Chimie qui a recentré ses activités sur ses cœurs de métiers, notamment la Pétrochimie, et accéléré son développement sur des marchés asiatiques à forte croissance. Le Groupe a ainsi renforcé ses capacités de production sur certains de ses grands sites industriels et signé une lettre d'intention avec Samsung, en vue de prendre une participation de 50 % dans les actifs du complexe pétrochimique de Daesan en Corée du Sud. La cession de l'activité peintures a été finalisée au début de 2003. L'objectif de recentrage des activités Chimie par la cession d'environ 1,5 milliard d'euros d'actifs sur la période 2001 à 2003 est d'ores et déjà atteint ; une politique active de gestion du portefeuille continuera d'être mise en œuvre dans les années qui viennent.

La stratégie financière prudente du Groupe, dans un contexte de marchés très volatils, est marquée par une grande continuité. À la fin de 2002, le ratio de dettes nettes sur fonds propres est ainsi de 28,6 % contre 30,9 % un an auparavant. Grâce à la solidité

de son bilan, TotalFinaElf est en mesure de résister aux fluctuations de son activité, tout en poursuivant la politique de croissance rentable mise en œuvre avec succès durant les dernières années. En 2002, la rentabilité des capitaux employés moyens du Groupe (ROACE) s'est établie à 15 %. Les investissements se sont élevés à 8,7 milliards d'euros en 2002 et se maintiendront autour de ce niveau élevé en 2003, avec une forte priorité pour l'Amont.

Afin de poursuivre une politique dynamique de rémunération des actionnaires, le Conseil a décidé de proposer à l'Assemblée Générale de porter le montant du dividende de 3,80 à 4,10 euros, soit une hausse de 8 % sur un an et de 74 % sur trois ans.

Cette même Assemblée aura également à se prononcer sur le changement de nom de la Société mère de "TOTAL FINA ELF S.A." en "TOTAL S.A.". Le nom "TotalFinaElf" avait été créé pour rapprocher les équipes des trois entités qui ont donné naissance au Groupe actuel. La réussite de la fusion nous permet de franchir une nouvelle étape et de doter le Groupe d'un nom simple et clair, susceptible de bénéficier de la visibilité du réseau de stations-service. L'Assemblée décidera ainsi du lancement du nouveau Total et de sa nouvelle identité visuelle.

Le Groupe dispose d'un large portefeuille de projets, de positions fortes et compétitives, renforcées par les actions menées au cours des dernières années. Ses compétences technologiques et la valeur de ses équipes sont reconnues. Sa volonté de progrès en matière de développement durable se traduit dans des objectifs ambitieux. Je suis ainsi confiant dans sa capacité à maintenir un rythme de croissance soutenu et équilibré, bien diversifié géographiquement, sur des bases tout à la fois durables et rentables.

Thierry Desmarest

## **2002 s'est ouvert avec l'affirmation d'une priorité très forte pour améliorer la sécurité des installations du Groupe.**

### **Quel bilan peut-on tirer un an après ?**

"Nous avons décidé de faire de l'année 2002 une année phare pour le renforcement de la sécurité au sein du Groupe. Un programme d'investissement sécurité de 500 millions d'euros avait ainsi été élaboré ; il est lancé. Nous avons redéfini, en les renforçant, les structures en charge de superviser la sécurité industrielle ; elles sont désormais opérationnelles. Nous avons lancé des mécanismes d'audit externe des systèmes de management de sécurité ; ils se mettent en place.

Et nous voulions en même temps, à côté de tout ce qui est prévention des risques d'accidents majeurs, arriver à diminuer la fréquence des accidents de moindre importance ; les premiers résultats viennent. La mobilisation de tous nos responsables et de nos équipes a donc été forte. La continuité est indispensable dans un domaine comme celui de la sécurité. Nous poursuivrons nos efforts pour rejoindre le niveau des meilleurs."

### **Quelles actions concrètes le Groupe a-t-il mises en œuvre dans le transport maritime ?**

"Nous avons décidé de prendre des mesures drastiques, des mesures simples, qui nous conduisent à une très forte sélectivité des bateaux que nous acceptons pour transporter notre pétrole ou nos produits pétroliers.

En pratique, dans tous les cas de figure, nous n'affrètons plus de bateaux de plus de vingt ans. Quand il s'agit d'affrètements pour une période relativement longue, concernant des bateaux qui vont effectuer plusieurs transports, la limite d'âge que nous leur fixons est de quinze ans. Les bateaux que nous affrètons ainsi sur des périodes relativement longues ont en fait maintenant, en moyenne, sept ans. Nous avons donc fait un effort de rajeunissement tout à fait considérable. En outre, pour transporter le fioul lourd, nous nous sommes donné cette limite de quinze ans. Je crois donc que nous avons maintenant les règles de sélection de navires parmi les plus strictes de la profession."

### **Quels sont, pour chacun de ses secteurs d'activité, les atouts du Groupe ?**

"Dans l'Amont, TotalFinaElf se distingue par la croissance de ses productions de pétrole et de gaz, la plus forte parmi les majors pétroliers. En 2002, cette croissance est de 10 %, taux trois fois plus élevé que celui de ses grands concurrents. Pour les années à venir, la hausse de 5 % en moyenne que nous prévoyons pour le Groupe est environ le double des objectifs couramment présentés dans la profession. Ceci correspond à un développement de nos activités ambitieux et fortement créateur de valeur.

Dans le secteur du raffinage et du marketing, TotalFinaElf continue à réaliser des gains de productivité et à réduire ses coûts. Les progrès en ce domaine sont tout à fait spectaculaires, puisque le point mort moyen des raffineries européennes du Groupe, qui était de 21 dollars par tonne en 1992, se situe désormais à 7,5 dollars, avec un objectif de 5 dollars en 2005. TotalFinaElf améliore son positionnement géographique et concurrentiel avec l'unification de ses réseaux à la marque Total en Europe, hors de France, et le développement rapide et profitable de ses activités de distribution en Afrique et dans le pourtour méditerranéen, ainsi que de ses ventes de spécialités, GPL et lubrifiants.

Le secteur Chimie de TotalFinaElf est diversifié et de taille mondiale. Il est actuellement engagé dans un processus de recentrage de ses activités sur ses cœurs de métiers, notamment la Pétrochimie, et de développement sur les marchés asiatiques fortement porteurs. La rigueur avec laquelle nous le gérons et les programmes d'extension de ses grands sites nous permettront d'obtenir des succès importants dès que le marché des produits chimiques sera mieux orienté."

**La présence importante de TotalFinaElf au Moyen-Orient est-elle un atout pour le Groupe dans le contexte géopolitique difficile de cette région du monde ?**

"TotalFinaElf est la seule compagnie pétrolière internationale à exercer des activités dans onze pays du Moyen-Orient. Il faut y voir un atout important. Le Moyen-Orient est en effet la plus grande zone de production et de réserves de pétrole brut au monde. Son importance ne fera que croître au cours des décennies à venir, compte tenu de la diminution des réserves dans d'autres provinces pétrolières et de l'augmentation des besoins. Depuis la création de TotalFinaElf, en 2000, la contribution du Moyen-Orient représente environ 17 % de la production et des réserves du Groupe dans le monde. En termes de risques, TotalFinaElf dispose aujourd'hui d'un portefeuille d'actifs remarquablement diversifié. Ses réserves se répartissent de manière équilibrée entre quatre zones géographiques : l'Afrique, l'Europe, le Moyen-Orient, et le reste du monde."

**Comment voyez-vous le Groupe à horizon de dix ans ?**

"Le pétrole représente aujourd'hui environ 40 % de la consommation énergétique mondiale, et le gaz 24 %. Ce rôle essentiel des hydrocarbures dans la satisfaction des besoins en énergie ne sera pas remis en question à horizon de dix ans. Face à cette évolution, TotalFinaElf est bien positionné avec ses réserves de pétrole et de gaz. Parmi les grands groupes pétroliers, il est un de ceux qui a les perspectives de croissance des productions les plus importantes. C'est un avantage compétitif majeur. La croissance soutenue de sa production d'hydrocarbures lui permettra en particulier de créer de la valeur pour ses actionnaires et de bien résister aux aléas conjoncturels. L'engagement du Groupe dans le développement durable et la protection de l'environnement sera poursuivi sur les cinq axes de travail prioritaires que nous avons retenus : la valorisation des ressources d'hydrocarbures, le développement des énergies nouvelles, l'amélioration des produits et de leur utilisation, l'intégration de nos implantations dans la vie locale et la réduction de l'empreinte de nos activités sur l'environnement. TotalFinaElf pourra ainsi légitimement prétendre figurer au cours de la décennie à venir dans le peloton des tout premiers groupes pétroliers au monde en termes de développement durable, de compétitivité et de rentabilité."



# Le Comité Exécutif et le Comité Directeur

Les membres du Comité Exécutif

De gauche à droite,

1<sup>er</sup> rang :

François Cornélis

Thierry Desmarest

Jean-Luc Vermeulen

2<sup>e</sup> rang :

Jean-Paul Vettier

Christophe de Margerie

Bruno Weymuller

3<sup>e</sup> rang :

Robert Castaigne

**Les trois secteurs d'activité de TotalFinaElf** sont organisés en centres de profit : Amont, Aval, Chimie. L'Amont rassemble, aux côtés de l'exploration et la production d'hydrocarbures, les activités Gaz-Électricité et les autres énergies. L'Aval regroupe les activités de Raffinage et de Marketing, le Trading et les Transports maritimes. Le secteur Chimie comporte trois grands sous-secteurs d'activité : la chimie de base et les grands polymères, les intermédiaires et polymères de performance, les spécialités.

Les secteurs bénéficient de l'assistance des Directions Fonctionnelles de la Holding : Finances, Juridique, Stratégie et Évaluation des Risques, Ressources Humaines et Communication.

Le Comité Exécutif (COMEX) et le Comité Directeur (CODIR) constituent les instances de Direction du Groupe. Le COMEX arrête les décisions d'importance stratégique et autorise les investissements correspondants. Il prépare les décisions qui sont du ressort du Conseil d'Administration de TotalFinaElf. Le CODIR assure la coordination des différentes entités du Groupe, le suivi des résultats d'exploitation des Directions Opérationnelles et l'examen des rapports d'activité des Directions Fonctionnelles.



## Le Comité Exécutif

Thierry Desmarest : Président

François Cornélis : Vice-Président, Directeur Général Chimie

Robert Castaigne : Directeur Financier

Christophe de Margerie : Directeur Général Exploration-Production

Jean-Luc Vermeulen : Directeur Général Amont

Jean-Paul Vettier : Directeur Général Raffinage-Marketing

Bruno Weymuller : Directeur Stratégie et Évaluation des Risques



## Le Comité Directeur

Le CODIR rassemble aux côtés des membres du COMEX 21 dirigeants des différentes Directions Fonctionnelles et Opérationnelles.

**Holding**  – Michel Bonnet, Jean-Michel Gires, Jean-Jacques Guilbaud, Pierre Guyonnet, Ian Howat.

**Amont**  – Michel Bénézit, Yves-Louis Darricarrère, Jean-Marie Masset, Charles Mattenet, Jean Privey.

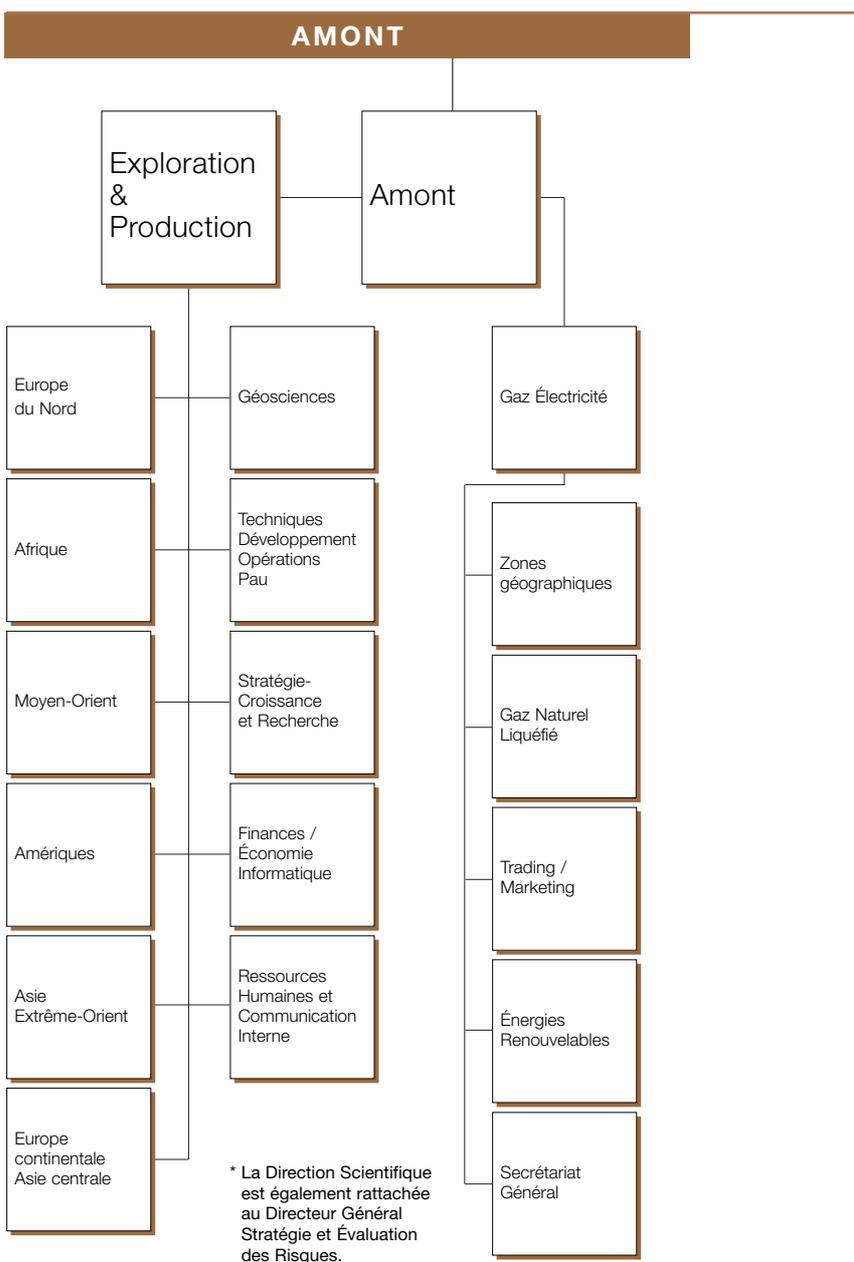
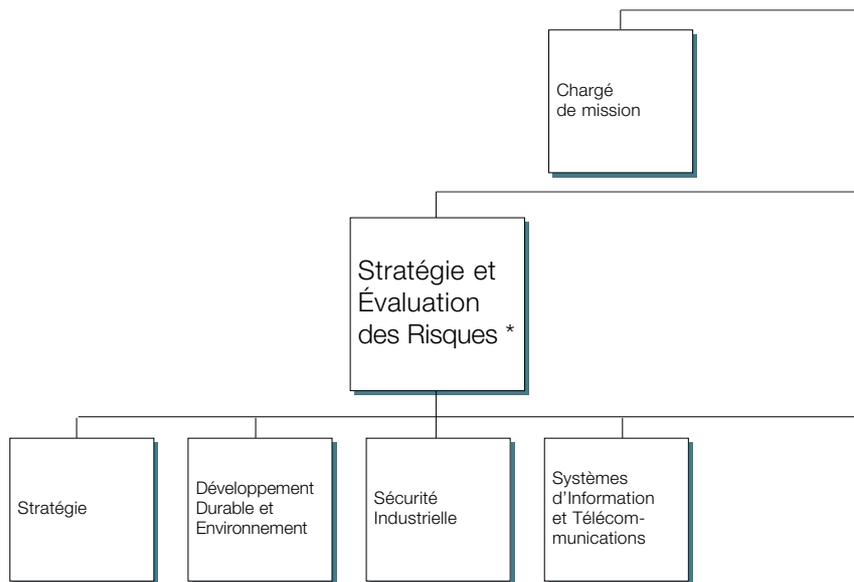
**Aval**  – Alain Champeaux, Jean-Claude Company, François Groh, Pierre Klein, Eric de Menten, André Tricoire.

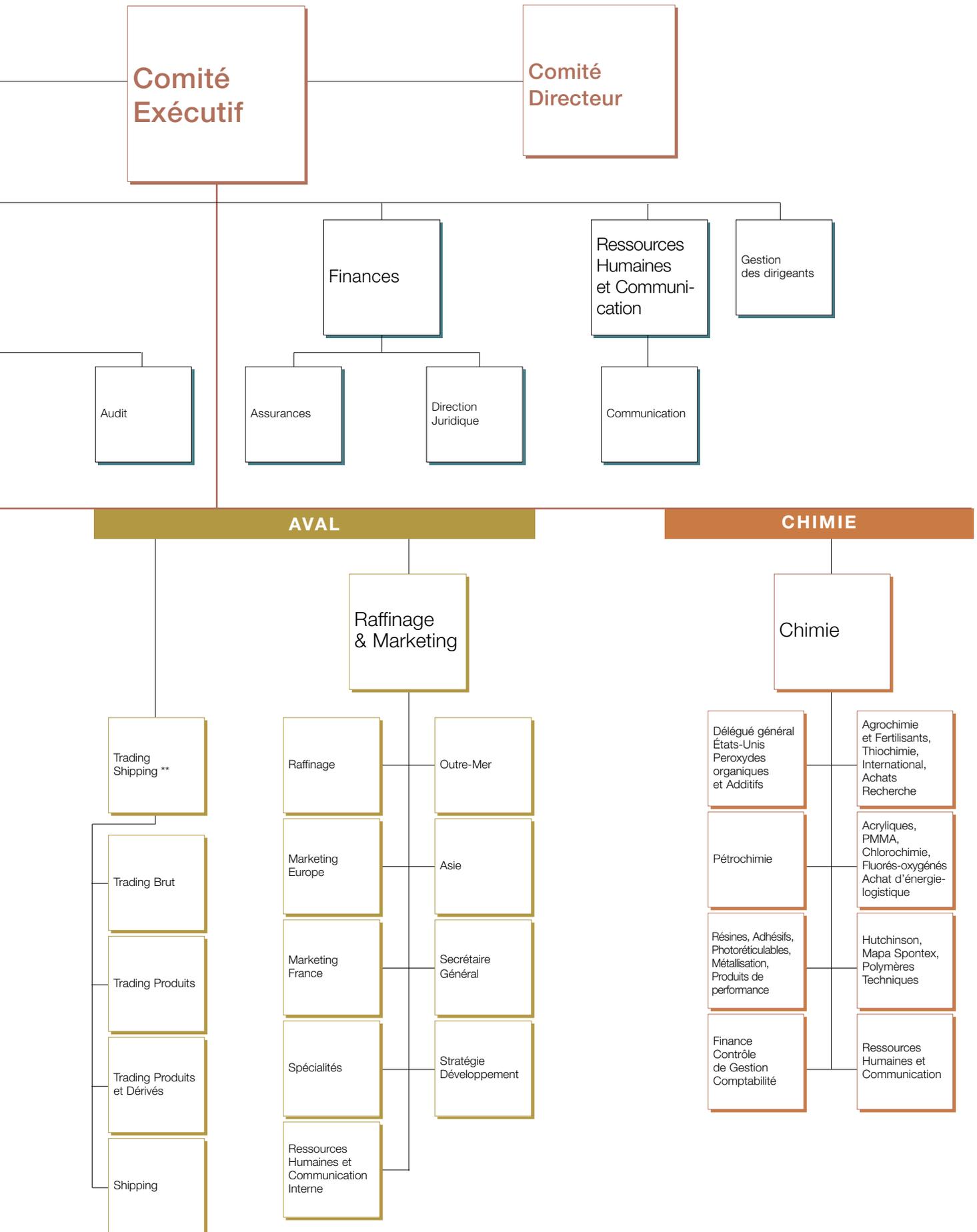
**Chimie**  – Pierre-Christian Clout, Philippe Goebel, Jean-Bernard Lartigue, Jean-Pierre Seeuws, Hugues Woestelandt.

*Composition du COMEX et du CODIR au 1<sup>er</sup> mars 2003.*

# Schéma d'organisation

au 1<sup>er</sup> mars 2003





\*\* La Direction Trading & Shipping rapporte au Directeur Financier.



TotalFinaElf poursuit une politique active d'information relative au Gouvernement d'entreprise et à la transparence des rémunérations et des attributions d'options de souscription et d'achat d'actions de l'ensemble de ses principaux dirigeants.

Le Groupe a mis en place, dès 1995, deux comités spécialisés : un Comité de Nomination et des Rémunérations et un Comité d'Audit. En mars 2001, le Conseil a adopté une Charte des Administrateurs, qui incorpore l'essentiel des recommandations sur le gouvernement de l'entreprise et regroupe l'ensemble des droits et obligations s'attachant à la fonction d'administrateur.

Dans sa séance du 19 février 2003, le Conseil d'administration a réexaminé les règles de gouvernement d'entreprise adoptées le 5 septembre 1995, pour intégrer les évolutions et les recommandations récentes dans ce domaine, et a notamment arrêté la liste des administrateurs indépendants.



## Charte des Administrateurs

La Charte des Administrateurs précise les obligations de chaque Administrateur et fixe la mission et les règles de fonctionnement du Conseil d'administration. Chaque Administrateur s'engage à maintenir son indépendance de jugement et à participer activement aux travaux du Conseil, grâce notamment aux informations qui lui sont transmises par la Société. Il informe le Conseil des situations de conflit d'intérêt dans lesquelles il peut se trouver et des projets qui lui sont proposés et auxquels il envisagerait de participer. Il exprime clairement son opposition éventuelle aux projets discutés au sein du Conseil. Il détient au moins 500 actions au nominatif et respecte strictement les textes relatifs à l'utilisation d'informations privilégiées.

La mission du Conseil d'administration consiste à déterminer les orientations de l'activité de la Société et à veiller à leur mise en œuvre. Sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux assemblées d'actionnaires et dans la limite de l'objet social, le Conseil se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la Société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent. Dans ce cadre et sans que cette énumération soit exhaustive, le Conseil :

- désigne les mandataires sociaux chargés de gérer l'entreprise et contrôle leur gestion ;
  - définit la stratégie de TotalFinaElf ;
  - débat des opérations majeures envisagées par le Groupe dans les conditions qu'il arrêtera ;
  - est tenu informé de tout événement important concernant la marche de la Société ;
  - procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns.
- Il s'assure, en particulier, avec le concours du Comité d'Audit :
- de la bonne définition des pouvoirs dans l'entreprise ainsi que du bon exercice des pouvoirs et responsabilités respectifs des organes de la Société,
  - qu'aucune personne ne dispose du pouvoir d'engager la Société sans contrôle,
  - du bon fonctionnement des organes internes de contrôle et du caractère satisfaisant des conditions d'exercice de leur mission par les commissaires aux comptes,
  - du bon fonctionnement des Comités qu'il a créés ;

- veille à la qualité de l'information fournie aux actionnaires ainsi qu'aux marchés financiers à travers les comptes qu'il arrête et le rapport annuel ou à l'occasion d'opérations majeures ;
- convoque et fixe l'ordre du jour des Assemblées ;
- arrête chaque année la liste des administrateurs considérés comme indépendants au regard des critères généralement retenus en matière de gouvernement d'entreprise.

Le Conseil d'administration se réunit au moins quatre fois par an et chaque fois que les circonstances l'exigent. Les Administrateurs sont présents, représentés ou participent à la réunion par des moyens de visioconférence satisfaisant aux caractéristiques techniques prévues par la réglementation.

Le Conseil crée les comités spécialisés, permanents ou non, qui sont requis par la législation applicable ou qu'il estime opportuns.

Le Conseil alloue des jetons de présence aux Administrateurs et peut allouer des jetons de présence supplémentaires aux Administrateurs participant à des comités spécialisés, en respectant le montant global fixé à cet effet par l'Assemblée Générale.

Le Conseil procédera, à intervalles réguliers n'excédant pas trois ans, à une évaluation de son propre fonctionnement. Il procède en outre annuellement à un débat sur son fonctionnement.

## Composition du Conseil d'administration

Durant l'exercice, la composition du Conseil d'administration de TOTAL FINA ELF S.A. a été la suivante :

### **Thierry Desmarest**

57 ans. Président-directeur général de TOTAL FINA ELF S.A. Administrateur de Sanofi-Synthélabo. Membre du Conseil de Surveillance : Air Liquide, Areva. Administrateur de TOTAL FINA ELF S.A. depuis 1995 et jusqu'en 2004. Président-directeur général d'Elf Aquitaine depuis le 15 janvier 2000. Détient 14 800 actions.

### **Yves Barsalou**

70 ans. Administrateur indépendant <sup>(1)</sup>. Président honoraire du Crédit Agricole S.A. Administrateur de Société des Caves de Roquefort, Sodagri, Banco Espírito Santo. Membre du Conseil de Surveillance du *Midi Libre*. Administrateur de TOTAL FINA ELF S.A. depuis 2000 et jusqu'en 2003. Détient 741 actions.

### **Daniel Bouton**

52 ans. Administrateur indépendant <sup>(1)</sup>. Président-directeur général de la Société Générale. Administrateur de Schneider Electric S.A., Arcelor. Membre du Conseil de Surveillance de Vivendi Environnement. Administrateur de TOTAL FINA ELF S.A. depuis 1997 et jusqu'en 2003. Détient 800 actions.

### **Bertrand Collomb**

60 ans. Administrateur indépendant <sup>(1)</sup>. Président-directeur général de Lafarge. Membre du Conseil de Surveillance d'Allianz (Munich). Administrateur de TOTAL FINA ELF S.A. depuis 2000 et jusqu'en 2003. Détient 1 178 actions.

### **Honorable Paul Desmarais**

(Administrateur jusqu'au 7 mai 2002)

75 ans. Président du Comité Exécutif de Power Corporation du Canada. Vice-Président du Groupe Bruxelles Lambert (Bruxelles). Président du Conseil et Administrateur-Délégué de Pargesa Holding S.A. (Suisse). Administrateur de Great-West (Canada).

### **Paul Desmarais Jr.**

48 ans. Administrateur indépendant <sup>(1)</sup>. Président du Conseil et cochef de la Direction de Power Corporation du Canada. Membre du Conseil et du Comité de Direction de Great-West (Canada), Groupe Bruxelles Lambert (Bruxelles), London Insurance Group Inc. Administrateur de Pargesa Holding S.A., Suez. Administrateur de TOTAL FINA ELF S.A. depuis le 7 mai 2002 et jusqu'en 2005. Détient 500 actions.

### **Xavier Dupont**

70 ans. Administrateur indépendant <sup>(1)</sup>. Président de Natexis Quantactions France. Membre du Conseil de Surveillance : Banque Privée Saint Dominique, Acofi. Administrateur de TOTAL FINA ELF S.A. depuis 2000 et jusqu'en 2003. Détient 1 000 actions.

### **Michel François-Poncet**

(Administrateur jusqu'au 7 mai 2002)

67 ans. Administrateur indépendant <sup>(1)</sup>. Vice-Président du Conseil d'administration de BNP Paribas. Administrateur de LVMH, Groupe Schneider, Power Corporation du Canada. Membre du Conseil de Surveillance d'AXA.

### **Jacques Friedmann**

70 ans. Administrateur indépendant <sup>(1)</sup>. Administrateur de BNP Paribas. Administrateur de TOTAL FINA ELF S.A. depuis 2000 et jusqu'en 2003. Détient 1 519 actions.

### **Baron Goossens**

(décédé le 8 novembre 2002)

Administrateur indépendant <sup>(1)</sup>. Président-directeur général de Belgacom. Administrateur de K.B.C. Holding Banque Assurance, Sofina.

**Frédéric Isoard**

(Administrateur jusqu'au 6 novembre 2002)  
70 ans. Ancien Président d'Elf Trading S.A. Genève.

**Professeur Bertrand Jacquillat**

58 ans. Administrateur indépendant <sup>(1)</sup>. Professeur des Universités. Cofondateur et Président-directeur général d'Associés en Finance. Administrateur de TOTAL FINA ELF S.A. depuis 1996 et jusqu'en 2005. Détient 900 actions.

**Antoine Jeancourt Galignani**

65 ans. Administrateur indépendant <sup>(1)</sup>. Ancien Président du Conseil d'administration des Assurances Générales de France. Président du Conseil de Surveillance de Euro Disney SCA. Administrateur de Société Générale, Kaufman et Broad. Administrateur de TOTAL FINA ELF S.A. depuis 1994 et jusqu'en 2003. Détient 780 actions.

**Anne Lauvergeon**

43 ans. Administrateur indépendant <sup>(1)</sup>. Président du directoire d'Areva. Administrateur de Suez, Sagem, Pechiney. Administrateur de TOTAL FINA ELF S.A. depuis 2000 et jusqu'en 2003. Détient 500 actions.

**Michel Pébereau**

60 ans. Administrateur indépendant <sup>(1)</sup>. Président-directeur général de BNP Paribas. Administrateur de Lafarge, Saint-Gobain. Membre du Conseil de Surveillance d'AXA, Dresdner Bank AG. Président de la Fédération Bancaire Française. Administrateur de TOTAL FINA ELF S.A. depuis 2000 et jusqu'en 2003. Détient 589 actions.

**Thierry de Rudder**

53 ans. Administrateur indépendant <sup>(1)</sup>. Administrateur délégué de Groupe Bruxelles Lambert. Administrateur de Société Générale de Belgique, Tractebel, PetroFina. Administrateur de TOTAL FINA ELF S.A. depuis 1999 et jusqu'en 2004. Détient 989 actions.

**Jürgen Sarrazin**

66 ans. Administrateur indépendant <sup>(1)</sup>. Ancien Président du Directoire de Dresdner Bank. Administrateur de TOTAL FINA ELF S.A. depuis 2000 et jusqu'en 2003. Détient 1 777 actions.

**Robert Studer**

64 ans. Administrateur indépendant <sup>(1)</sup>. Ancien Président du Conseil d'administration de l'Union des Banques Suisses. Administrateur de BASF, Espírito Santo Financial Group, Renault, Schindler Holding. Administrateur de TOTAL FINA ELF S.A. depuis 2000 et jusqu'en 2003. Détient 1 463 actions.

**Serge Tchuruk**

65 ans. Administrateur indépendant <sup>(1)</sup>. Président-directeur général d'Alcatel. Administrateur de Thales, Société Générale. Administrateur de TOTAL FINA ELF S.A. depuis 1989 et jusqu'en 2004. Détient 50 935 actions.

**Pierre Vaillaud**

67 ans. Administrateur indépendant <sup>(1)</sup>. Ancien Président-directeur général d'Elf Aquitaine et de Technip. Administrateur d'Egis. Membre du Conseil de Surveillance de Technip-Coflexip, Cegelec, Oddo Pinatton. Administrateur de TOTAL FINA ELF S.A. depuis 2000 et jusqu'en 2003. Détient 1 113 actions.

**Lord Alexander of Weedon Q.C.**

(Administrateur jusqu'au 7 mai 2002)  
66 ans. Administrateur indépendant <sup>(1)</sup>. Ancien Président du groupe Natwest.

*(1) Administrateur indépendant : administrateur n'ayant aucune relation significative avec TOTAL FINA ELF S.A. (qualification revue et arrêtée chaque année par le Conseil d'administration).*



## Ordre du jour des réunions du Conseil d'administration

Le Conseil d'administration s'est réuni à 6 reprises en 2002.

Le taux de présence pour l'ensemble des administrateurs a été de 81,25 %

L'ordre du jour des réunions a comporté en particulier les points suivants :

**29 janvier :**

- résultats estimés du Groupe pour 2001,
- budget 2002,
- fixation des éléments de rémunération du Président pour 2002.

**12 mars :**

- comptes définitifs 2001 (comptes consolidés, comptes société mère),
- préparation de l'Assemblée Générale Mixte annuelle, comprenant un projet de refonte des statuts dans le cadre de la mise en harmonie avec la loi NRE.

**6 mai :**

- politique du Groupe en matière de sécurité industrielle,
- examen de la politique d'assurance du Groupe.

**9 juillet :**

- estimation des résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2002,
- attribution d'options d'achat d'actions,
- plan à long terme du secteur Exploration-Production.

**3 septembre :**

- comptes définitifs du 1<sup>er</sup> semestre 2002 (comptes consolidés, comptes société mère) et situation financière du Groupe,
- stratégie de la branche Chimie.

**19 novembre :**

- résultats du 3<sup>e</sup> trimestre 2002,
- stratégie du Groupe et plan à 5 ans.

## Le Comité d'Audit

Ce Comité a pour mission d'assister le Conseil d'administration pour que celui-ci puisse s'assurer de la qualité du contrôle interne et de la fiabilité de l'information fournie aux Actionnaires ainsi qu'aux marchés financiers. Le Comité d'Audit ("le Comité") exerce notamment les missions suivantes :

- proposer la désignation des commissaires aux comptes, leur rémunération et s'assurer de leur indépendance,
- proposer les règles de recours aux commissaires aux comptes pour des travaux autres que de contrôle des comptes,
- examiner les hypothèses retenues pour les arrêtés de comptes, étudier les comptes sociaux de la société mère et les comptes consolidés annuels, semestriels et trimestriels avant leur examen par le Conseil, en ayant pris connaissance régulièrement de la situation financière, de la situation de trésorerie et des engagements de la Société,
- évaluer les procédures de contrôle interne, et notamment s'assurer de la mise en place et du bon fonctionnement d'un comité de contrôle des informations à publier, prendre connaissance de ses conclusions,
- examiner les programmes annuels de travaux des auditeurs externes et internes,
- examiner le rapport d'audit interne et les autres rapports (commissaires aux comptes, rapport annuel...),
- évaluer l'organisation des délégations de pouvoirs d'engagement et la pertinence des procédures de suivi des risques,
- évaluer la pertinence du choix des principes et méthodes comptables,
- examiner les conditions d'utilisation des produits dérivés,
- donner un avis sur les opérations majeures envisagées par le Groupe,
- prendre connaissance de l'état annuel des contentieux importants.

Le Comité est composé d'au moins trois Administrateurs désignés par le Conseil d'administration. Les Administrateurs indépendants représentent au moins deux tiers des membres.

Dans le choix des membres du Comité, le Conseil porte une attention particulière à leur qualification en matière financière et comptable.

Les membres du Comité d'Audit ne peuvent recevoir de la Société et de ses filiales que (i) les jetons de présence

dus au titre de leur mandat d'Administrateur et de membre du Comité d'Audit (ii) les rémunérations et pensions dues au titre d'un travail antérieur au profit de la Société et non dépendantes d'une activité future.

Le Comité désigne son Président. Son secrétaire est le Directeur Financier.

Le Comité se réunit au moins pour examiner les comptes consolidés annuels et trimestriels.

Le Comité d'Audit peut entendre le mandataire social et procéder à des visites ou à l'audition de responsables d'entités opérationnelles ou fonctionnelles utiles à la réalisation de sa mission.

Le Comité procède à l'audition des commissaires aux comptes. Il peut les entendre en dehors de tout représentant de la Société.

S'il l'estime nécessaire pour l'accomplissement de sa mission, le Comité demande au Conseil les moyens pour disposer d'une assistance externe.

Le Comité fait rapport écrit au Conseil d'administration de ses travaux.

Le Comité est composé de MM. Jacques Friedmann, Bertrand Jacquillat et Thierry de Rudder.

L'ancienneté des membres du Comité, en tant qu'Administrateurs de TotalFinaElf, est au 31 décembre 2002 respectivement de deux ans, six ans et trois ans.

### Les travaux du Comité d'Audit en 2002

Le Comité d'Audit s'est réuni à sept reprises au cours de l'année 2002. Les réunions du 28 janvier et du 11 mars ont été consacrées respectivement à l'examen des résultats préliminaires du Groupe, à l'arrêtés des comptes définitifs de l'exercice 2001 et à l'analyse des plafonds de garanties accordés par la société mère.

Au cours du second trimestre, le Comité s'est réuni le 6 mai pour analyser les impacts pour le Groupe de la réorganisation des cabinets d'audit internationaux à la suite de la disparition du réseau Andersen dans le monde.

Le 22 mai, la réunion a porté sur l'examen des comptes consolidés du premier trimestre et l'analyse des activités de trading du pétrole brut et des produits raffinés.

Au second semestre, le Comité s'est réuni le 2 septembre pour examiner les comptes du deuxième trimestre et du premier semestre ainsi que les activités de trading du gaz et de l'électricité.

Le 10 octobre, la réunion a porté sur l'examen de l'état actuel des normes comptables en France et sur l'évolution à attendre de la mise en place des normes IAS/IFRS à compter de l'exercice 2005.

Enfin, le Comité s'est réuni le 18 novembre pour analyser les comptes du troisième trimestre 2002, examiner les conséquences pour le Groupe de la loi Sarbanes-Oxley promulguée aux États-Unis le 30 juillet 2002, et procéder à un échange de vues sur les conclusions du rapport du groupe de travail présidé par M. Bouton sur le fonctionnement des Conseils d'administration et des différents Comités en France. Par ailleurs, l'ordre du jour du Comité prévoit une présentation de la situation de la trésorerie et de la liquidité du Groupe à la date la plus récente.



## Le Comité de Nomination et des Rémunérations

Ce Comité a pour objectifs principaux :

- de recommander au Conseil d'administration les personnes susceptibles d'être nommées administrateurs ou dirigeants mandataires sociaux (cf. ci-après "mandataires sociaux") et de préparer les règles de gouvernement d'entreprise applicables par la Société ;
- d'examiner les politiques de rémunération des dirigeants mises en œuvre dans la Société et la rémunération des membres du Comité Exécutif, de proposer les rémunérations du mandataire social et de préparer tout rapport que la Société doit présenter sur ces sujets.

Il exerce notamment les missions suivantes :

### A/ En matière de nominations

1. Assister le Conseil dans le choix des Administrateurs, des mandataires sociaux et des Administrateurs membres des Comités.
2. Proposer annuellement au Conseil la liste des administrateurs pouvant être considérés comme "Administrateur indépendant" de la Société.

### B/ En matière de rémunérations

1. Formuler, auprès du Conseil, des recommandations et propositions concernant :
  - la rémunération, le régime de retraite et de prévoyance, les avantages en nature, les autres droits pécuniaires, y compris en cas de cessation d'activité, des mandataires sociaux de TOTAL FINA ELF S.A.,
  - les attributions d'options de souscription ou d'achat d'actions et en particulier les attributions nominatives aux mandataires sociaux.
2. Examiner la rémunération des membres du Comité Exécutif, y compris les plans de stock-options et ceux qui sont fondés sur l'évolution de la valeur de l'action ("equity-based plans"), les régimes de retraite et de prévoyance, et les avantages en nature.

Le Comité est composé d'au moins trois Administrateurs désignés par le Conseil d'administration. Les Administrateurs indépendants représentent la majorité des membres. Les membres du Comité de Nomination et des Rémunérations ne peuvent recevoir de la Société et de ses filiales que (i) les jetons de présence dus au titre de leur mandat d'Administrateur et de membre du Comité de Nomination et des Rémunérations (ii) les rémunérations et pensions dues au titre d'un travail antérieur au profit de la Société et non dépendantes d'une activité future.

Le Comité désigne son Président et son secrétaire.

Ce dernier est un cadre dirigeant de la Société.

Le Comité se réunit au moins deux fois par an.

Le Comité invite le mandataire social à lui présenter ses propositions.

Le mandataire social n'assiste pas aux délibérations relatives à sa propre situation. Tout en respectant la confidentialité appropriée des débats, le Comité peut demander au mandataire social à bénéficier de l'assistance de tout cadre dirigeant de la Société dont les compétences pourraient faciliter le traitement d'un point à l'ordre du jour.

S'il l'estime nécessaire pour l'accomplissement de sa mission, le Comité demande au Conseil les moyens pour disposer d'une assistance externe.

Le Comité fait rapport au Conseil d'administration de ses travaux.

Le Comité s'est réuni deux fois en 2002. Ses membres sont MM. Bertrand Collomb, Michel Pébereau et Serge Tchuruk, tous Administrateurs indépendants.

## Politique d'attribution des options de souscription et d'achat d'actions TotalFinaElf

		Nombre de bénéficiaires	Nombre d'options notifiées	Répartition	Nombre moyen d'options par bénéficiaire
<b>Plan 1996</b> <sup>(1)</sup>	Principaux dirigeants <sup>(7)</sup>	14	154 000	16,0 %	11 000
<b>Options de souscription</b> <i>(décision du Conseil d'administration du 11 décembre 1996 ; prix d'exercice : 392 F soit 59,76 euros ; rabais : 5 %)</i>	Cadres dirigeants	138	359 400	37,4 %	2 604
	Autres salariés	650	446 600	46,5 %	687
	<b>Total</b>	<b>802</b>	<b>960 000</b>	<b>100 %</b>	<b>1 197</b>
<b>Plan 1998</b> <sup>(2)</sup>	Principaux dirigeants <sup>(7)</sup>	16	157 500	16,5 %	9 844
<b>Options d'achat</b> <i>(décision du Conseil d'administration du 17 mars 1998 ; prix d'exercice : 615 F soit 93,76 euros ; rabais : 4,94 %)</i>	Cadres dirigeants	162	347 600	36,4 %	2 146
	Autres salariés	824	449 900	47,1 %	546
	<b>Total</b>	<b>1 002</b>	<b>955 000</b>	<b>100 %</b>	<b>953</b>
<b>Plan 1999</b> <sup>(2)</sup>	Principaux dirigeants <sup>(7)</sup>	19	279 000	18,6 %	14 684
<b>Options d'achat</b> <i>(décision du Conseil d'administration du 15 juin 1999 ; prix d'exercice : 113 euros ; rabais : 4,74 %)</i>	Cadres dirigeants	215	517 000	34,5 %	2 405
	Autres salariés	1 351	703 767	46,9 %	521
	<b>Total</b>	<b>1 585</b>	<b>1 499 767</b>	<b>100 %</b>	<b>946</b>
<b>Plan 2000</b> <sup>(3) (6)</sup>	Principaux dirigeants <sup>(7)</sup>	24	246 200	10,1 %	10 258
<b>Options d'achat</b> <i>(décision du Conseil d'administration du 11 juillet 2000 ; prix d'exercice : 162,70 euros ; rabais : 0,0 %)</i>	Cadres dirigeants	298	660 700	27,2 %	2 217
	Autres salariés	2 740	1 518 745	62,6 %	554
	<b>Total</b>	<b>3 062</b>	<b>2 425 645</b>	<b>100 %</b>	<b>792</b>
<b>Plan 2001</b> <sup>(4) (6)</sup>	Principaux dirigeants <sup>(7)</sup>	21	295 350	11,0 %	14 064
<b>Options d'achat</b> <i>(décision du Conseil d'administration du 10 juillet 2001 ; prix d'exercice : 168,20 euros ; rabais : 0,0 %)</i>	Cadres dirigeants	281	648 950	24,1 %	2 309
	Autres salariés	3 318	1 749 075	64,9 %	527
	<b>Total</b>	<b>3 620</b>	<b>2 693 375</b>	<b>100 %</b>	<b>744</b>
<b>Plan 2002</b> <sup>(5) (6)</sup>	Principaux dirigeants <sup>(7)</sup>	28	333 600	11,6 %	11 914
<b>Options d'achat</b> <i>(décision du Conseil d'administration du 9 juillet 2002 ; prix d'exercice : 158,30 euros ; rabais : 0,0 %)</i>	Cadres dirigeants	299	732 500	25,5 %	2 450
	Autres salariés	3 537	1 804 750	62,9 %	510
	<b>Total</b>	<b>3 864</b>	<b>2 870 850</b>	<b>100 %</b>	<b>743</b>

(1) Les options sont exerçables avec un différé de 3 ans à compter de leur date de notification individuelle et doivent être exercées dans un délai de 6 ans à compter de cette date.

(2) Les options sont exerçables avec un différé de 5 ans à compter de leur date de notification individuelle et doivent être exercées dans un délai de 8 ans à compter de cette date.

(3) Les options sont exerçables avec un différé de 4 ans assorti d'un délai d'incessibilité de 5 ans à compter de leur date de notification individuelle, et doivent être exercées dans un délai de 8 ans à compter de cette date.

(4) Les options sont exerçables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2005 et doivent être exercées dans un délai de 8 ans à compter de leur date de notification individuelle. Le différé d'exercice est assorti d'un délai d'incessibilité de 4 ans.

(5) Les options sont exerçables avec un différé de 2 ans assorti d'un délai d'incessibilité de 4 ans à compter de leur date de notification individuelle, et doivent être exercées dans un délai de 8 ans à compter de cette date.

(6) Certains collaborateurs présents dans le groupe Elf Aquitaine en 1998 ont également bénéficié en 2000, 2001 et 2002 de la confirmation d'options Elf Aquitaine attribuées en 1998 sous réserve de la réalisation d'objectifs de résultats par le groupe Elf Aquitaine de 1998 à 2002 (voir page 149).

(7) Membres du Comité Directeur et le Trésorier, tels que définis au jour de l'attribution des options par le Conseil d'administration.

## Rémunération des organes d'Administration et de Direction

Le montant global des rémunérations directes et indirectes de toute nature perçues des sociétés françaises et étrangères membres du Groupe par l'ensemble des principaux dirigeants du Groupe (les membres du Comité Directeur et le Trésorier) s'est élevé à 14,6 millions d'euros pour l'exercice 2002 (29 personnes) <sup>(1)</sup> et à 14,8 millions d'euros pour l'exercice 2001 (26 personnes). En 2002, la partie variable a représenté 35 % du montant global. Les principaux dirigeants du Groupe ne bénéficient pas des jetons de présence qui leur sont alloués à raison des mandats sociaux détenus dans les sociétés du Groupe.

La rémunération brute globale (y compris avantages en nature) versée en 2002 à Monsieur Thierry Desmarest par les sociétés du Groupe s'est élevée à 2 409 952 euros, comprenant une part variable, assise sur le salaire de base fixé par le Conseil d'administration et fonction des résultats du Groupe au cours de l'année précédente, de 1 112 900 euros.

(1) Pour les membres du Comité Exécutif, ce montant s'est élevé à 6,98 millions d'euros en 2002 (7 personnes) et à 8,11 millions d'euros en 2001 (8 personnes).

Les rémunérations allouées aux membres du Conseil d'administration au titre des jetons de présence se sont élevées à 0,76 million d'euros en 2002, conformément à la décision de l'Assemblée Générale Mixte du 22 mars 2000 qui a fixé, à partir de l'exercice 2000, le montant global des jetons de présence à 5 millions de francs (soit 762 245 euros). Il y avait 16 administrateurs au 31 décembre 2002, contre 20 administrateurs au 31 décembre 2001.

Les modalités de répartition du montant global de 0,76 million d'euros des jetons de présence au titre de 2002 sont les suivantes :

- une partie fixe annuelle de 15 000 euros par administrateur (*pro rata temporis* en cas de changement en cours d'année) ;
- un montant de 4 000 euros par administrateur membre du Comité d'Audit ou du Comité de Nomination et des Rémunérations pour chaque présence effective à une séance du Comité ;
- le solde étant réparti entre les administrateurs en fonction des présences effectives aux réunions du Conseil d'administration.

Le détail des rémunérations allouées à chacun des administrateurs figure en pages 155 à 157.

La liste des principaux dirigeants du Groupe au 31 décembre 2002 était la suivante (29 personnes au 31 décembre 2002 et 26 personnes au 31 décembre 2001) :

#### Comité Directeur

Thierry DESMAREST \*, François CORNÉLIS \*, Jean-Luc VERMEULEN \*, Christophe de MARGERIE \*, Jean-Paul VETTER \*, Robert CASTAIGNE \*, Bruno WEYMULLER \*.

Michel BENEZIT, Michel BONNET, Alain CHAMPEAUX, Pierre-Christian CLOUT, Jean-Claude COMPANYY, Yves-Louis DARRICARRÈRE, Philippe GOEBEL, François GROH, Jean-Jacques GUILBAUD, Pierre GUYONNET, Ian HOWAT, Pierre KLEIN, Jean-Bernard LARTIGUE, Jean-Marie MASSET, Charles MATTENET, Eric de MENTEN, Jean PRIVEY, Jean-Pierre SEEUWS, Bernard TRAMIER, André TRICOIRE, Hugues WOESTELANDT.

\* Membres du Comité Exécutif au 31 décembre 2002.

#### Trésorier

Charles PARIS de BOLLARDIERE.

### Options de souscription et d'achat d'actions TotalFinaElf de l'ensemble des principaux dirigeants du Groupe au 31 décembre 2002 (Comité Directeur et Trésorier)

	Plan 1996 Options de souscription	Plan 1998 Options d'achat	Plan 1999 Options d'achat	Plan 2000 Options d'achat	Plan 2001 Options d'achat	Plan 2002 Options d'achat	Total
Prix d'exercice (en euros)	59,76	93,76	113,00	162,70	168,20	158,30	
Date d'expiration	11/12/2002	17/03/2006	15/06/2007	11/07/2008	10/07/2009	09/07/2010	
Options attribuées	139 500	132 500	210 000	248 300	307 650	-	1 037 950
Options existantes au 1 <sup>er</sup> janvier 2002	62 000	132 500	210 000	248 300	307 650	-	960 450
Options attribuées durant l'exercice 2002	-	-	-	-	-	333 600	333 600
Options exercées durant l'exercice 2002	62 000	0	0	0	0	0	62 000
Options existantes au 31 décembre 2002	0	132 500	210 000	248 300	307 650	333 600	1 232 050

NB : parmi le Comité Directeur et le Trésorier de TotalFinaElf au 31 décembre 2002, des membres issus du groupe Elf Aquitaine bénéficient d'options Elf Aquitaine qui font l'objet, en cas d'exercice, d'une faculté d'échange contre des actions TotalFinaElf sur la base de la parité d'échange de l'offre publique en surenchère intervenue en 1999, soit 19 actions TotalFinaElf pour 13 actions Elf Aquitaine (voir page 150).

Le nombre total d'options d'achat d'actions consenties en 2002 aux dix salariés de TOTAL FINA ELF S.A. et de toute société comprise dans le périmètre du Groupe (non mandataires sociaux de TOTAL FINA ELF S.A.) dont le nombre d'options ainsi consenties est le plus élevé s'élève à 176 500 options au prix d'exercice de 158,30 euros (plan d'attribution unique décidé par le Conseil d'administration du 9 juillet 2002).

Le nombre total d'options de souscription ou d'achat d'actions levées en 2002 par les dix salariés de TOTAL FINA ELF S.A. et de toute société comprise dans le périmètre du Groupe (non mandataires sociaux de TOTAL FINA ELF S.A.) dont le nombre d'options ainsi souscrites ou achetées est le plus élevé s'élève à 69 000 options au prix d'exercice moyen pondéré de 59,76 euros.

### Options de souscription et d'achat d'actions TotalFinaElf consenties à Monsieur Thierry Desmarest, président du Conseil d'administration de TOTAL FINA ELF S.A.

	Plan 1996 Options de souscription	Plan 1998 Options d'achat	Plan 1999 Options d'achat	Plan 2000 Options d'achat	Plan 2001 Options d'achat	Plan 2002 Options d'achat	Total
Prix d'exercice (en euros)	59,76	93,76	113,00	162,70	168,20	158,30	
Date d'échéance	11/12/2002	17/03/2006	15/06/2007	11/07/2008	10/07/2009	09/07/2010	
Options attribuées	32 000	30 000	40 000	50 000	75 000	-	227 000
Options existantes au 1 <sup>er</sup> janvier 2002	17 000	30 000	40 000	50 000	75 000	-	212 000
Options attribuées durant l'exercice 2002	-	-	-	-	-	60 000	60 000
Options exercées durant l'exercice 2002	17 000	0	0	0	0	0	17 000
Options existantes au 31 décembre 2002	0	30 000	40 000	50 000	75 000	60 000	255 000





## Publication du premier Rapport Sociétal et Environnemental

TotalFinaElf a l'ambition de mettre en œuvre, dans une démarche active de développement durable, une politique volontariste en matière de sécurité, de respect de l'environnement, de préparation de l'avenir énergétique, de gestion des ressources humaines et d'ouverture et de dialogue avec les acteurs de la société civile. Pour franchir une nouvelle étape dans ce processus engagé de longue date, le premier Rapport Sociétal et Environnemental intitulé "Notre énergie en partage" au périmètre du Groupe est publié en même temps que le présent rapport annuel. Les développements qui suivent constituent une brève présentation des principaux sujets qu'il traite. Le lecteur est invité à se reporter à ce rapport, également disponible sur le site Internet du Groupe : [www.totalfinaelf.com](http://www.totalfinaelf.com), pour de plus amples informations.



## Veiller à la compréhension des valeurs du Groupe, s'assurer du respect des principes de comportement

Au cours de l'année 2002, le Comité d'éthique a poursuivi l'élaboration d'une démarche éthique proactive, pleinement opérationnelle au début de l'année 2003. Cette démarche comprend désormais trois volets :

### L'information

Une quarantaine de conférences et de présentations internes ont eu lieu tout au long de l'année et ont touché environ 1 500 collaborateurs du Groupe, à l'occasion de séminaires ou dans leurs filiales respectives.

### La formation

Un stage formel de sensibilisation aux questions d'éthique d'entreprise a été élaboré. Il sera dispensé en 2003 dans une trentaine de villes à travers le monde, chacune de ces villes étant située dans une zone d'activité importante du Groupe.

### L'évaluation de la performance éthique

Un contrat a été conclu avec la firme anglaise Good Corporation pour contrôler et évaluer l'application du Code de conduite TotalFinaElf dans les différentes entités du Groupe. Une grille de 74 critères permet de définir le "profil éthique" de l'entité auditée au regard de ses parties prenantes : salariés, actionnaires, clients, fournisseurs, environnement et communautés des pays hôtes. Après un test pratiqué dans deux filiales, un premier groupe de neuf filiales employant plus de 250 salariés chacune et représentatives des diverses activités de TotalFinaElf à l'international a fait l'objet, entre janvier et mars 2003, d'un profilage éthique.



## Informier et dialoguer à l'extérieur du Groupe

Les représentants du Groupe ont pris part aux travaux du Pacte mondial (Global Compact), qui, à l'initiative du secrétaire général de l'ONU, vise à travers l'application de 9 principes d'action et de comportement à promouvoir un développement respectueux des droits de l'homme et de l'environnement. Un dialogue constructif a été poursuivi par ailleurs avec des organismes officiels, des organisations non gouvernementales ainsi que des agences de notation éthique.

## Améliorer la sécurité

La maîtrise de la sécurité est au cœur des métiers du Groupe. Depuis leur origine, les différentes activités doivent gérer des risques industriels de tous ordres, liés à la production et la manipulation de matières dangereuses, inflammables, explosives et/ou toxiques. La sécurité concerne également la protection des personnes à leur poste de travail lors de leurs opérations quotidiennes, de la réalisation de projets, de l'exécution de travaux. L'explosion de l'usine AZF Grande Paroisse à Toulouse le 21 septembre 2001 a conduit le Groupe à renforcer encore son organisation et ses programmes sécurité. Dans un contexte d'incertitude sur les origines exactes de cette catastrophe, les actions de renforcement de la sécurité industrielle ont été déployées dans toutes les directions, tout au long de l'année 2002, et seront poursuivies sur le long terme.

Le Comité Exécutif a fixé en mars 2002 deux objectifs prioritaires en matière de sécurité industrielle et proposé un plan d'action associé :

- revue actualisée des risques technologiques majeurs dans chaque branche ;
- réduction des accidents du travail de 15 % par an pour les quatre années à venir, en terme de taux de fréquence d'accidents.

Le plan d'action défini comprend des mesures concrètes articulées autour de trois axes : affirmer l'engagement du management, renforcer les méthodes et les pratiques de sécurité, améliorer la communication et la transparence. Il comporte également un volet financier avec la définition d'un programme d'investissements sur 4 ans.

### **La sécurité dans les transports maritimes**

L'amélioration de la sécurité dans le transport maritime est une exigence permanente, qui passe notamment par la politique de sélection des navires. Pour ceux affrétés par le Groupe, les règles de sélection appliquées sont parmi les plus sévères de l'industrie pétrolière. Pour le transport de produits pétroliers par exemple, le Groupe impose une limite d'âge de 20 ans pour les navires de plus de 30 000 tonnes depuis décembre 2002 (contre 80 000 tonnes auparavant), et interdit tous les navires de plus de 25 ans, quel que soit leur tonnage. Concrètement, le choix des navires affrétés s'appuie sur les inspections des compagnies pétrolières lors des escales des navires dans les ports. Les compagnies mutualisent leurs informations au travers du système Ship Inspection Report (SIRE).

Concernant le transport de produits chimiques, Atofina développe une approche similaire : critères de sélection stricts, mutualisation des informations sur les navires avec les autres compagnies.

## AZF : faire face aux conséquences et contribuer à la réindustrialisation

L'explosion du site AZF Grande Paroisse à Toulouse, le 21 septembre 2001, a déclenché la plus grande catastrophe industrielle européenne, en milieu urbanisé, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Le bilan est tragique : on déplore 30 morts, plusieurs milliers de blessés, dont certains très graves, et des dommages matériels considérables. Les dernières estimations des dommages aux tiers portent sur environ 1,8 milliard d'euros, dont la totalité est prise en charge par le Groupe et ses assureurs.

### **Indemniser, réparer, les actions d'urgence**

Comme Thierry Desmarest, Président du Groupe, s'y était engagé sur les lieux et le jour même de la catastrophe, le 21 septembre 2001, le Groupe assume sa responsabilité d'industriel, sans attendre de connaître les causes de l'explosion qui reste à ce jour inexpliquée.

Par cet engagement, le Groupe a exprimé sa solidarité avec la population toulousaine et les salariés de Grande Paroisse, et a garanti, pour toutes les victimes, une indemnisation complète, y compris des personnes non assurées. Les dispositions prises, immédiatement, aux côtés de l'État, des collectivités territoriales et des assureurs, ont permis la mise en œuvre de mesures exceptionnelles.

Les principes d'indemnisation s'insèrent dans le cadre suivant :

- participation du Groupe au Comité National de Suivi des Victimes (CNSV), instance de gestion de la crise et de dialogue qui a présidé, sous l'autorité de la Chancellerie, à la mise en œuvre de la réparation des dommages, en prenant en considération les positions de toutes les entités concernées y compris les associations de victimes ;
- signature des conventions entre le Groupe et les compagnies d'assurances dès octobre 2001. Ces conventions ont validé les procédures exceptionnelles favorisant ainsi une indemnisation rapide et équitable de toutes les victimes ;
- mise en place des équipes nécessaires à la gestion des indemnisations et des travaux : plate-forme d'expertise et d'indemnisation (300 personnes), cellule dédiée au suivi des "dommages corporels" (30 personnes), liaison permanente avec les autorités publiques et les associations de victimes.

Ces mesures sont coordonnées par une Direction Déléguée du Groupe à Toulouse.

À ce jour, plus de 70 % des dossiers de sinistre ont été soldés, plus d'un milliard d'euros d'indemnisation ont été versés aux victimes.

Les mesures d'ordre social ont porté sur :

- l'aide de première urgence aux familles endeuillées et aux grands blessés à travers un fonds géré par la Croix-Rouge française ;

- la mobilisation des moyens indispensables aux travaux de première nécessité ;
- la mise en place du Fonds de Solidarité Énergie pour prendre en charge les coûts de surconsommation (électricité/chauffage) causés par l'explosion ;
- la création d'une cellule d'assistantes sociales, et d'un espace Croix-Rouge pour assurer le soutien psycho-social des victimes ;
- l'aide au reclassement des salariés de la zone sinistrée.

## Préparer l'avenir

### Poursuivre l'accompagnement social des salariés de Grande Paroisse

Le 11 avril 2002, le Groupe a annoncé sa décision de ne pas redémarrer le site de Grande Paroisse de Toulouse. La procédure de reclassement du personnel et d'indemnisation des sous-traitants a immédiatement débuté, et un accord a été signé le 27 septembre 2002 avec les organisations syndicales. Cette mission de reclassement a été confiée à une cellule composée à cet effet de représentants du service du personnel de Grande Paroisse et d'un cabinet de consultants spécialisés. En février 2003, sur les 459 salariés composant l'effectif de Grande Paroisse Toulouse le 21 septembre 2001, 96 d'entre eux sont encore en cours de reclassement. Les autres (363) ont trouvé une solution définitive sur la base du volontariat.

### Réhabiliter le site

Les travaux de démantèlement des installations se poursuivent à un rythme soutenu et devraient être achevés d'ici à la fin 2003. Les travaux de dépollution pourraient durer environ une année.

### Relancer l'activité économique

Lors de l'annonce, le 11 avril 2002, de son intention de ne pas redémarrer le site, TotalFinaElf s'est engagé, aux côtés de Grande Paroisse et d'Atofina, à développer une politique active d'aide à la création d'emploi à Toulouse et à contribuer à des investissements de développement créateurs d'emploi, en coopération avec les acteurs locaux. L'ensemble de ces mesures, s'étendant sur une durée de trois à cinq ans, devrait aider à créer ou conforter un millier d'emplois dans l'agglomération toulousaine.

### Les travaux de la commission d'enquête interne

La commission d'enquête interne a étudié, et continue d'étudier, toutes les hypothèses d'origine industrielle, avec l'aide de nombreux experts et laboratoires français et étrangers. Soucieuse de ne rien exclure, dans le champ d'investigation où elle s'estime compétente, la commission d'enquête interne a mis en œuvre un programme de recherches et d'expériences très large qui requiert différents types d'expertises et d'importants moyens. Des travaux et des études approfondissent toutes les hypothèses et sont menés par des experts du Groupe, des consultants extérieurs et de grands laboratoires

scientifiques français et étrangers dans les domaines les plus variés : détonique, chimie (aux Pays-Bas, en Angleterre et en Russie), électricité (aux États-Unis), étude du sous-sol *via* une campagne de mesures physiques héliportées et terrestres, sismique (en Espagne et en France) et acoustique pour expertiser les enregistrements sonores disponibles.

Ce programme de recherches n'a pas permis, à ce jour, de déterminer les causes de l'explosion. Il se poursuit.



## Respecter l'environnement

Réduire l'empreinte des activités sur l'environnement tout en préparant l'avenir énergétique, accroître la sécurité des opérations sont des composantes essentielles de la politique de développement durable du Groupe.

### Réduction des émissions et des rejets

- Le raffinage a réalisé des investissements importants dans de nouvelles unités de procédés dans ses sites courant 2002, pour un montant supérieur à 100 millions d'euros. Ils ont pour but de répondre, d'une part, aux exigences du marché et, d'autre part, à la sévèrisation des spécifications des produits, notamment la réduction de la teneur en soufre des carburants, tout en améliorant leurs propres performances environnementales.
- Le Marketing, pour sa part, a poursuivi l'équipement des distributeurs d'essence de ses stations-service ayant un débit de plus de 3 000 m<sup>3</sup> d'essence par an de pistolets récupérateurs des vapeurs d'hydrocarbures émises lors du plein du réservoir des véhicules. En France, 145 stations-service sur 170 ont été équipées en 2002 avec un coût moyen de 50 000 euros par installation.
- Dans le secteur Chimie, Atofina s'était engagée à diminuer d'un tiers le rejet dans l'atmosphère de 16 substances prioritaires entre 1999 et 2002 ; l'objectif a été atteint grâce à des améliorations de procédés.

### Réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES)

En 2002, l'ensemble des émissions des activités pétrolières et chimiques se sera élevé à 67,4 millions de tonnes d'équivalent CO<sub>2</sub>, contre 86 millions en 1990, soit une réduction de 21,6 %. Dans une démarche volontariste, chaque secteur d'activité du Groupe a défini et quantifié de nouveaux engagements :

- L'Exploration-Production s'engage ainsi à réduire de 30 % les émissions de GES à la tonne de pétrole produite entre 1990 et 2005, au lieu des 20 % affichés en 2001, pour ce qui concerne les installations qu'elle opère.
- Le Gaz-Électricité s'est fixé un taux de réduction de ses émissions de GES, ramené à l'unité de production, de 37 % d'ici à 2005 et s'engage à atteindre en 2010 une intensité d'émissions inférieure à 350 kg de CO<sub>2</sub>/MWh.
- Le Raffinage-Marketing maintient un objectif de réduction de 20 % à la tonne de pétrole traitée.

– La Chimie s'est fixé un nouvel objectif, en valeur absolue, de 45 % de réduction de ses émissions au lieu des 35 % annoncés en 2001.

#### Réhabilitation des sites

Une gestion durable des ressources comprend aussi le réaménagement des anciens sites industriels à la fin des opérations. L'objectif est de restaurer les sites dans des conditions aussi proches que possible du milieu initial et de les conserver dans cet état par une surveillance continue. Un nombre important de sites du Groupe font actuellement l'objet d'une réhabilitation, opération qui prend plusieurs années. On peut citer, à titre d'exemple en France : Dieuze, l'Estaque, Libercourt, Paimbœuf, Vendin ; aux États-Unis : Bryan, Commencement Bay, Myers, Portland, Tacoma.

## ↳ Préparer l'avenir énergétique

TotalFinaElf s'attache à prolonger la durée de vie des ressources d'hydrocarbures, ce qui permettra d'assurer dans de meilleures conditions la transition vers les énergies du futur. À cette fin, le Groupe a investi plusieurs voies prometteuses.

La préparation de l'avenir implique également le développement de compétences en matière d'énergies renouvelables. TotalFinaElf est à cet égard présent dans le secteur de l'éolien et du solaire photovoltaïque. Enfin, TotalFinaElf s'intéresse également à la chaîne d'activités visant à produire, distribuer, stocker et utiliser l'hydrogène à des fins énergétiques, tout en minimisant ou supprimant les émissions de gaz à effet de serre (GES).

#### Valoriser les hydrocarbures

L'optimisation des taux de récupération des hydrocarbures en place dans les champs "matures" constitue un objectif prioritaire. Le cas d'Ekofisk, en mer du Nord norvégienne, dont TotalFinaElf est partenaire avec 39,9 % d'intérêts, est exemplaire à cet égard. Après trente ans de production, ce champ fait l'objet d'un plan de redéveloppement qui devrait prolonger sa durée d'exploitation jusqu'en 2028 et porter le taux de récupération à 45 %, à comparer aux 17 % envisagés lors de sa mise en production.

Le Groupe a acquis un domaine minier de première importance en mer profonde (Angola, Gabon, Nigeria, golfe du Mexique) et une expertise de premier plan dans la mise en œuvre des technologies de pointe. En mai 2003, TotalFinaElf va ainsi recevoir le prestigieux "Distinguished Achievement Award" de l'Offshore Technology Conference (OTC) à Houston, en reconnaissance du projet Girassol, un développement de première grandeur dans l'offshore profond angolais.

À l'instar des champs d'hydrocarbures situés en mer profonde, les gisements d'huile extralourde sont désormais considérés comme de nouvelles réserves. Au Venezuela,

le Groupe est leader de Sincor, inauguré en mars 2002, et a pris une participation dans le permis de Surmont en Athabasca, dans la province canadienne de l'Alberta.

Le gaz est une énergie appelée à jouer un rôle essentiel dans l'approvisionnement énergétique du futur, en raison de ses qualités intrinsèques. Près du tiers des réserves mondiales de gaz naturel est constitué de gaz "acides", c'est-à-dire contenant des constituants indésirables qui rendent aujourd'hui leur exploitation difficile et onéreuse. Le Groupe, qui s'est forgé une solide compétence avec le gisement de Lacq, dans le sud-ouest de la France, a lancé un important programme de recherche sur de nouveaux schémas et procédés de traitement pour rendre les gisements de gaz acides exploitables.

Pionnier de l'industrie du gaz naturel liquéfié (GNL), TotalFinaElf en est un acteur majeur avec une présence dans cinq complexes de liquéfaction qui assurent près de 40 % de la production mondiale. La réduction des coûts de la chaîne GNL est un enjeu majeur au développement des grands projets actuellement à l'étude. Le Groupe s'est engagé dans plusieurs voies de recherche : augmentation de la taille unitaire des trains de liquéfaction, développement d'usines sur support flottant et de nouveaux équipements.

#### Développer les énergies renouvelables

Dans le domaine de la production d'énergie éolienne, TotalFinaElf développe des projets à la fois innovants et respectueux de l'environnement. Les premières implantations d'éoliennes ont été lancées, notamment sur le site de la raffinerie du Groupe à Mardyck, en France, près de Dunkerque.

Total Énergie, filiale commune d'EDF et de TotalFinaElf, est l'un des premiers fournisseurs mondiaux de systèmes photovoltaïques dans les pays en développement. Ainsi, le Groupe participe en partenariat à deux programmes à grande échelle d'électrification rurale au Maroc (16 000 clients) et en Afrique du Sud (15 000 clients).

L'usine que Photovoltech (TotalFinaElf 42,5 %) construit à Tienen (Belgique) sera pour sa part achevée mi-2003. Elle produira des cellules photovoltaïques à base de silicium polycristallin à haut rendement, avec une capacité annuelle de près de 10 mégawatts.

#### Explorer de nouvelles technologies

L'industrie des systèmes à base de piles à combustible devrait émerger avant la fin de la décennie, dans le domaine des applications stationnaires. Le Groupe a décidé d'explorer les possibilités de cette filière en tant que producteur et distributeur de carburants, et aussi chimiste de spécialités. Il participe ainsi au développement et aux essais de systèmes utilisant l'hydrogène. En 2002, un Centre de compétences hydrogène a été créé à Berlin, une première en Europe.



## Politique de ressources humaines : équité et diversité

Présent dans plus de 120 pays, le Groupe a placé sa politique de ressources humaines dans la perspective d'une gestion mondiale de ses effectifs. Il entend motiver ses salariés tout en respectant les diversités, dans le cadre d'un dialogue social constructif.

### Un recrutement dynamique et sans discrimination

En 2002, le Groupe a recruté sous contrat de long terme 7 800 nouveaux salariés, soit 6,5 % du total de ses équipes. Les nouveaux embauchés sont majoritairement recrutés sur une base mondiale. Plus de 95 % des salariés de TotalFinaElf sont des nationaux qui se rattachent à toutes les traditions culturelles de la planète. Le Groupe veille à éviter toute forme de discrimination à l'embauche. La Direction des Ressources humaines suit les recrutements effectués par les sociétés du Groupe et leur apporte une collaboration régulière en matière d'outils, de formation, d'identification de candidats et les aide aussi à recruter des collaborateurs possédant des qualités répondant aux critères constitutifs d'une culture d'entreprise commune.

La nature des activités industrielles et la nécessité de se déplacer souvent, parfois dans des environnements difficiles, a longtemps pesé sur la mixité, qui est aujourd'hui dans un rapport trois quarts/un quart au profit des hommes. Cette proportion évolue progressivement vers un meilleur équilibre, en raison notamment d'une action volontariste dans les recrutements. Le pourcentage des femmes ingénieurs recrutées en France est ainsi passé de 18 % en 2000 à 23 % en 2001 et 30 % en 2002.

TotalFinaElf s'investit fortement dans l'insertion professionnelle des jeunes, au moyen de stages, de bourses d'études, de la généralisation après embauche de périodes d'apprentissage ou de compagnonnage. Outre les nombreuses possibilités de stages proposés dans les différentes filiales étrangères, plusieurs milliers de stages ont été réalisés en France l'an dernier. Ils s'adressent à des étudiants de formations diverses, issus d'environ 140 écoles et universités différentes.

### Préparer les performances de demain par la gestion des carrières et la formation continue

TotalFinaElf s'est doté d'une organisation spécifique pour accompagner le développement des parcours professionnels et favoriser la mobilité au sein du Groupe, celle des gestionnaires de carrières, dont le rôle est de mettre en regard, d'une part, les salariés, leurs compétences, leurs possibilités et leurs souhaits et, d'autre part, les besoins du Groupe et leur évolution à moyen terme.

À la fin de 2002, les gestionnaires de carrières étaient près de deux cents. À ce jour, les carrières internationales concernent 3 205 salariés du Groupe.

*Le Comité d'éthique (de gauche à droite : Thierry Lemonnier, Jean-Pierre Cordier, Peter Herbel, Hélène Baletaud, Jean-Noël Dairon) veille à l'application des principes d'action et de comportement du Groupe fondés sur le professionnalisme, le respect des collaborateurs, et le souci permanent de la sécurité et de la protection de l'environnement.*

La formation, en dehors des programmes orientés vers l'opérationnel ou la tenue du poste, est nourrie par l'activité de la fonction Développement social. Celle-ci, en liaison avec des experts reconnus et le concours des responsables internes, s'efforce d'approfondir les sujets émergents susceptibles d'entraîner des changements significatifs en matière d'attentes vis-à-vis du travail, de relations dans l'entreprise, d'évolutions sociales.

TotalFinaElf s'emploie à développer les compétences dans les pays où il est implanté, apportant par là sa contribution au développement local et régional. Un programme de partenariat avec les universités des pays d'implantation est en cours de déploiement. Il est axé sur la diffusion de cours sur place par des experts du Groupe et l'octroi de bourses d'études à des étudiants sélectionnés.

#### Une politique de rémunérations multisupports, équitable et responsable

La politique du Groupe en matière de rémunérations vise principalement à offrir à ses collaborateurs, quels que soient leur pays et leur secteur d'activité, un niveau de rémunération globale en ligne avec le marché et permettant de rétribuer à la fois la réussite individuelle et la performance de l'entreprise. Inscrite dans la durée, elle est un des éléments majeurs grâce auxquels TotalFinaElf cherche à attirer, retenir et motiver les talents et expertises multiples nécessaires à son succès à long terme.

Le Groupe est attentif à rémunérer la performance. D'abord, par le jeu de la sélectivité, des bonus et des parts variables, il récompense la performance individuelle et la tenue du poste, appréciées par la hiérarchie au cours de l'entretien annuel. Ensuite, il rémunère la performance d'ensemble, mesurée par les indicateurs retenus dans les accords d'intéressement et participation, lorsque la législation locale l'autorise.

Toujours pour récompenser la performance individuelle, le Groupe a distribué l'an dernier 2 870 850 options d'achat d'actions à 3 864 salariés, ce qui correspond à plus de 3 % de l'effectif global.

TotalFinaElf a également une politique active de promotion de l'actionnariat de ses salariés, par le moyen d'augmentations de capital qui leur sont réservées. C'est dans ce cadre qu'il a lancé une augmentation de capital en 2002 qui a donné les résultats suivants : 498 sociétés du Groupe ont participé à l'opération, représentant 85 pays. Les salariés et anciens salariés ont été 50 841 à y souscrire, soit pour les actifs plus de 36 % de l'effectif du Groupe. Le pourcentage du capital détenu par les salariés s'est établi à 3,23 % en fin d'année.

Dans le cadre de sa politique de rémunération globale, et au-delà des régimes obligatoires nationaux ou, si nécessaire, pour remédier à leur absence ou à leur insuffisance, le Groupe est conduit à mettre en place des régimes de prévoyance et de retraite au profit de ses salariés. Ces régimes contribuent à la sécurité financière des salariés et de leurs proches.

#### Des pratiques sociales fondées sur le dialogue et la solidarité

En France, un dialogue permanent avec les partenaires sociaux basé sur l'écoute et la concertation a permis, à la suite du rapprochement de Totalfina et d'Elf Aquitaine, l'harmonisation en un an et demi des régimes du personnel relevant du secteur Pétrole.

En Europe, l'accord constituant le Comité européen TotalFinaElf est un exemple significatif du dialogue social à un niveau supranational. Ce Comité est composé de cinquante membres titulaires élus ou désignés pour quatre ans, les filiales non françaises disposant de 28 membres. Les questions relevant de sa compétence sont celles qui concernent l'ensemble du Groupe en Europe, ou un minimum de deux entreprises du Groupe situées dans deux pays européens différents. Si les thèmes abordés sont divers, y compris les cessions d'activités ou les acquisitions, l'hygiène et la sécurité y ont une place prépondérante.

Le Groupe veille à se conformer aux conventions de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) et aux principes directeurs de l'Organisation de Coopération et de Développement Économique (OCDE) à l'intention des entreprises multinationales. Il est aussi en ligne avec le troisième principe du Global Compact, auquel il a adhéré au début de 2002, ou encore avec le quatrième chapitre de la norme SA 8000 qu'il expérimente en Ouganda.



## Société et Communautés : pour une responsabilité élargie

### Écouter, dialoguer, agir

Sa mission de fournisseur d'énergie, clé du développement et du progrès social, place TotalFinaElf au cœur d'enjeux majeurs, environnementaux, sociaux, économiques et géopolitiques. Mieux aménager le dialogue avec toutes les parties prenantes à ses activités dans une démarche de transparence, de partenariat et de solidarité pour répondre aux attentes de la société constitue l'une de ses priorités en matière de développement durable. Cet objectif requiert à la fois une grande écoute, un esprit d'ouverture et une persévérance dans l'action. Plusieurs décisions intervenues au cours de l'année 2002 y concourent :

- au niveau de l'organisation du Groupe, le regroupement du Développement durable et de l'Environnement au sein de la même Direction, pour systématiser l'approche du développement durable ;



- l'adhésion de TotalFinaElf au Pacte mondial (Global Compact), initiative lancée par le secrétaire général de l'ONU ; dans l'objectif de favoriser un dialogue entre les grands acteurs de la vie mondiale ;
- la décision de mettre en œuvre au sein du Groupe la norme SA 8000, destinée à garantir le respect des règles édictées notamment par l'Organisation Mondiale du Travail en matière de sécurité, de santé, de protection des enfants et de libertés syndicales ;
- la conclusion d'un contrat auprès d'un organisme spécialisé pour évaluer l'application du Code de conduite de TotalFinaElf dans ses filiales.

**Une responsabilité élargie à la vie locale**

**En France**, dans les régions qui accueillent ses activités, le Groupe a mis en œuvre depuis plusieurs années des formes de solidarité économique et d'engagement qui visent spécifiquement à soutenir la création et le développement des petites et moyennes entreprises.

Ces actions d'aide au développement régional interviennent dans les domaines où les PME sont les plus sensibles : l'apport en compétence, l'aide à l'exportation et le soutien financier.

L'Association TotalFinaElf Développement Régional a soutenu au cours des quatre dernières années 295 jeunes entreprises, contribuant à maintenir ou créer 1 600 emplois.

Lorsqu'il s'agit d'assistance à des opérations de redéploiement industriel, le Groupe intervient via la Sofrea, filiale créée il y a vingt-quatre ans pour assister les entrepreneurs dans la définition de leur stratégie et la mise au point de leur plan de financement. La Sofrea accorde des prêts à taux réduits en fonction du nombre d'emplois créés. Depuis 24 ans, elle a soutenu et financé 1 899 dossiers d'entreprises pour un montant global de 241 millions d'euros et ainsi permis de maintenir ou créer plus de 20 000 emplois.

**À l'international**, TotalFinaElf a choisi de nombreux programmes de développement participatifs dans les domaines de l'aide économique, de la santé et de l'éducation. En 2002, le Groupe a dressé pour la première fois un bilan de ses interventions en faveur des pays hôtes. Ce premier bilan, qui porte sur les réalisations menées à bien en 2001, a recensé au total près de 1 000 actions, concernant aussi bien l'assistance humanitaire que les programmes éducatifs ou les opérations d'aide au développement économique local. Le secteur Exploration-Production, pour sa part, a mis en œuvre plus de 700 actions, avec l'aide de 400 organisations non gouvernementales.

*Le Groupe contribue également à l'essor des communautés qui accueillent nos activités. Il accompagne ses projets, entre autres, d'aide à l'éducation (en haut) et aux infrastructures médicales (en bas). Par tous les moyens, il favorise la solidarité entre les collaborateurs (au centre).*



# Relations avec les actionnaires Une approche inscrite dans la durée



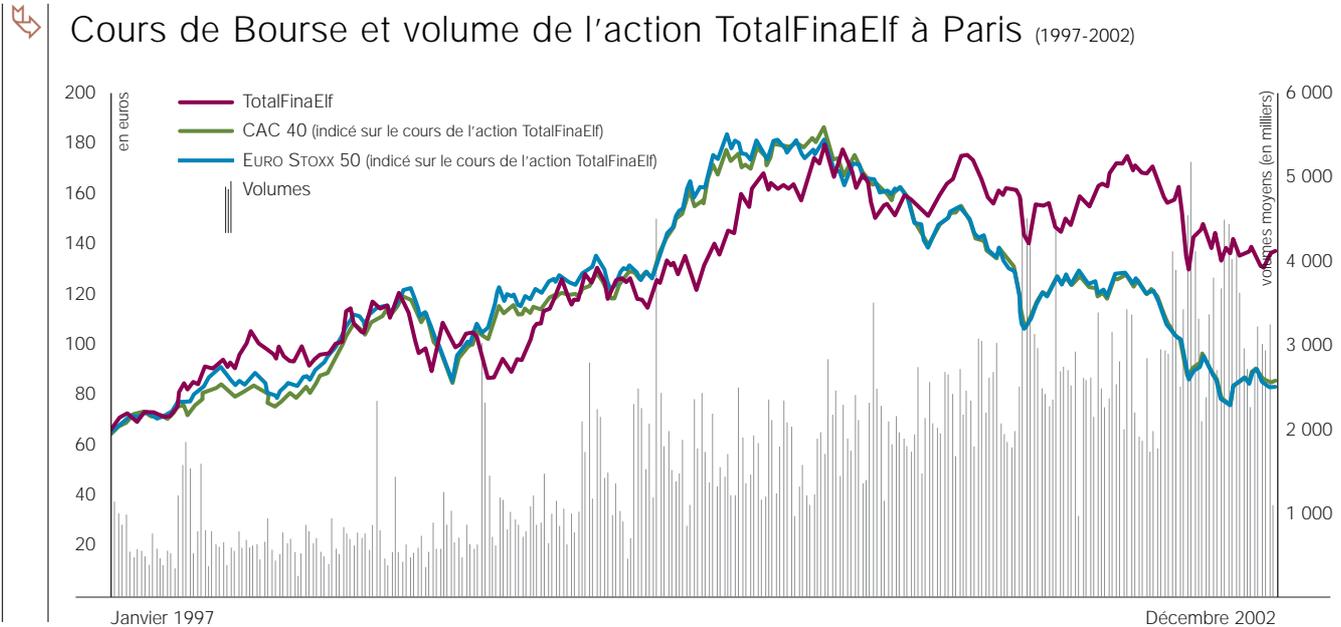
## Une politique active d'information et de dialogue

Société cotée à Paris mais aussi à Bruxelles, à Londres et à New York, TotalFinaElf s'est toujours efforcée de donner à ses actionnaires une information complète et lisible avec des références stables dans la présentation de ses comptes. Début 2003, un "Comité de contrôle des informations à publier" a été créé avec pour mission d'examiner les documents présentés aux marchés financiers et boursiers, et de s'assurer que les procédures de validation et de contrôle des informations ont bien été respectées.

Une démarche active d'information a été poursuivie en 2002, dans l'optique de faciliter la compréhension des activités du Groupe et la connaissance de nos métiers, tant pour les actionnaires institutionnels que pour les actionnaires individuels. Deux exemples illustrent cette volonté : le Groupe a augmenté sensiblement le niveau de détail des informations opérationnelles et financières fournies dans les communiqués de presse publiés à l'occasion des résultats trimestriels. Plus particulièrement pour les actionnaires individuels, la *Lettre à nos Actionnaires* a été refondue en concertation avec le Comité Consultatif des Actionnaires.

Une volonté de multiplier les occasions d'échange et de dialogue. En 2002, au-delà des traditionnels rendez-vous à destination des actionnaires individuels que sont l'Assemblée Générale et le salon Actionaria, le Groupe a également réuni ses actionnaires à Anvers, à Tours et à Paris. Au total, plus de 2 400 actionnaires ont pu participer à ces réunions d'information. Par ailleurs, le Groupe a réuni quelques analystes financiers et actionnaires institutionnels en mai, pour visiter les sites de production offshore en Angola. Enfin, il a organisé en décembre, à la raffinerie d'Anvers, une journée de présentation des activités de raffinage et de chimie devant plus de 60 analystes financiers.

# L'action TotalFinaElf



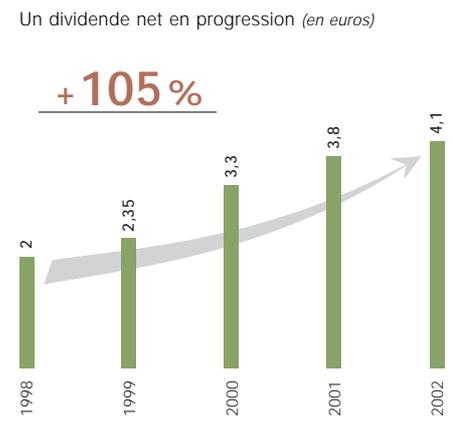
**Rendement sur 10 ans**  
(sur un investissement de 1 000 euros)

Un actionnaire de TotalFinaElf qui aurait investi un capital de 1 000 euros le 31 décembre 1992 disposerait d'un capital de 5 668 euros au 31 décembre 2002, en supposant un réinvestissement en actions TotalFinaElf du montant des dividendes bruts (y compris avoir fiscal de 50 %), hors prélèvements fiscaux ou sociaux. Le rendement actuariel de son investissement aurait été de 18,95 % par an sur la période.

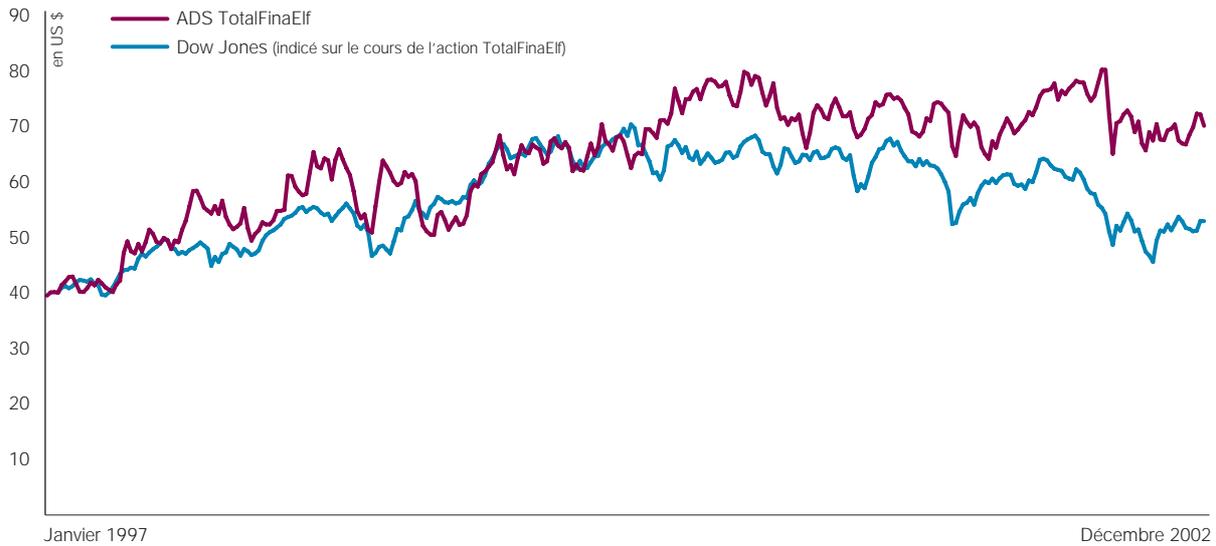


**Évolution du dividende par action**

En 2002, TotalFinaElf a continué à faire progresser le montant du dividende en proposant à l'Assemblée Générale des actionnaires un dividende de 4,10 euros par action au titre de l'exercice 2002, en hausse de 8 % par rapport à l'année précédente. Sur les 3 dernières années, cette hausse s'élève à 74 %. La politique de distribution consiste à payer un dividende représentant sur une moyenne période 50 % du bénéfice net par action hors éléments non récurrents.



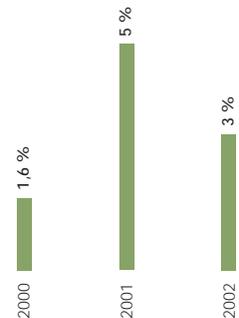
### ADS TotalFinaElf à New York (1997 - 2002)



### Politique de rachat d'actions

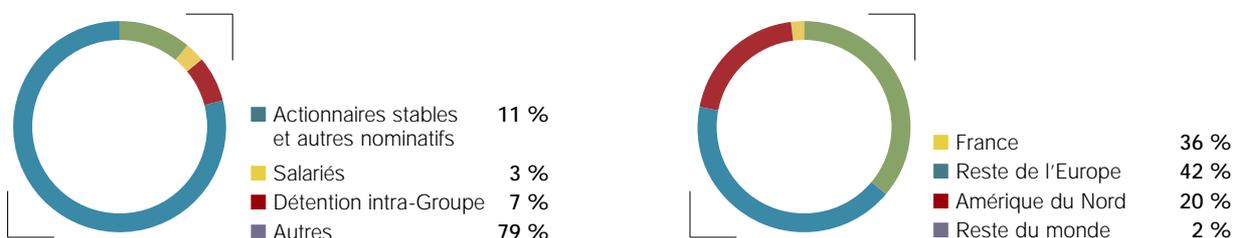
Au cours de l'année 2002, TotalFinaElf a racheté 24 millions de ses propres actions pour un coût d'environ 3,4 milliards d'euros. Hors rachats liés à la couverture du plan d'options d'achat d'actions lancé au cours de la période pour 2,9 millions d'actions, les rachats ont porté sur 3 % du capital. Compte tenu d'un environnement pétrolier favorable (prix du pétrole à un niveau élevé) et de cession d'actifs et de participations financières non stratégiques, le Groupe a pu disposer d'un cash-flow net excédentaire après investissements, ce qui lui a permis de pratiquer ces rachats d'actions tout en maintenant une situation financière très solide et en augmentant le dividende. TotalFinaElf entend poursuivre cette politique de rachat d'actions en 2003.

Pourcentage du capital racheté



### Structure de l'actionnariat

Les estimations de l'actionnariat à fin 2002 sont les suivantes. Le nombre d'actionnaires de TotalFinaElf est approximativement de 540 000.



## L'action TotalFinaElf

Cours de l'action	2002	2001	2000	1999	1998	1997
Plus haut (en séance)	179,40	179,80	189,00	141,00	123,48	108,70
Plus bas (en séance)	121,2	126,00	118,50	85,95	82,93	62,05
Dernier de l'année (clôture)	136,1	160,40	158,40	132,50	86,29	99,85
<b>Volume de transactions (moyenne par séance)</b>						
Bourse de Paris	2 979 693	2 482 110	1 759 658	1 317 580	754 397	695 452
SEAO International <sup>(a)</sup>	1 913 200	2 568 514	1 963 004	1 559 303	592 028	594 666
New York Stock Exchange <sup>(b)</sup> (nombre d'ADS)	477 912	436 654	441 063	308.228	230 624	208 024
<b>Dividende brut par action (€)</b>	<b>6,15 <sup>(d)</sup></b>	<b>5,70</b>	<b>4,95</b>	<b>3,525</b>	<b>3,00</b>	<b>2,97</b>
Dividende net	4,10 <sup>(d)</sup>	3,80	3,30	2,35	2,00	1,98
Avoir fiscal <sup>(c)</sup>	2,05 <sup>(d)</sup>	1,90	1,65	1,175	1,00	0,99

(a) Pour rendre le volume des transactions sur le SEAO International comparable au volume de transactions à Paris, il est usuel de diviser par deux le nombre de transactions enregistrées à Londres pour prendre en compte l'effet de l'intervention des market makers à Londres. Toutefois, les volumes présentés dans le tableau ci-dessus n'ont pas été divisés par deux.

(b) Deux ADS correspondent à une action TotalFinaElf.

(c) Sur la base d'un avoir fiscal de 50 %. Pour les personnes physiques, l'avoir fiscal est égal à 50 % du dividende net. En revanche, pour certaines catégories d'actionnaires personnes morales, le taux de l'avoir fiscal a été ramené de 50 % à 45 % pour les dividendes mis en paiement en 1998, puis à 40 % pour ceux mis en paiement en 1999, à 25 % pour ceux mis en paiement en 2000, à 15 % pour ceux mis en paiement en 2001. Enfin, en application de la loi de finances pour 2003, le taux de l'avoir fiscal a été fixé à 10 % pour les dividendes mis en paiement en 2002.

(d) Sous réserve de l'approbation par l'Assemblée Générale du 6 mai 2003.

### Places de cotation de l'action TotalFinaElf

L'action TotalFinaElf est cotée à la Bourse de Paris (Code EUROCLEAR 12027, premier marché, éligible au Service de Règlement Différé – SRD – mis en place par Euronext Paris SA), à la Bourse de Bruxelles (depuis le 1<sup>er</sup> mars 1999) et à la Bourse de Londres où elle fait l'objet d'échanges sur le SEAO International. Depuis le 25 octobre 1991, les American Depositary Shares (deux ADS correspondent à une action TotalFinaElf) sont cotés au New York Stock Exchange (NYSE).

Les warrants US TotalFinaElf sont négociés quotidiennement au NYSE.

L'action TotalFinaElf fait également l'objet d'options négociables de type court terme ou long terme échangées sur le MONEP à Paris ainsi que sur le Belgian Futures and Options Exchange (BELFOX) à Bruxelles. De même, depuis décembre 1992, des options sur les ADS TotalFinaElf sont échangées sur le Chicago Board of Exchange (CBOE), le NYSE et l'American Stock Exchange (ASE). Par ailleurs, TotalFinaElf fait notamment partie de l'indice CAC 40 de la Bourse de Paris et des indices européens Dow Jones Stoxx 50 et EURO Stoxx 50. Au 31 décembre 2002, TotalFinaElf représentait 14,80 % de l'indice CAC 40. En outre, TotalFinaElf fait partie depuis la première sélection des indices Europe et Monde du FTSE4Good, indices créés pour apprécier les performances environnementales, sociales et éthiques des entreprises.

### Évolution de l'action TotalFinaElf sur les 18 derniers mois (à la Bourse de Paris)

	Plus haut en séance	Plus bas en séance	Volumes quotidiens moyens
Septembre 2001	168,6	126,0	4 024 064
Octobre 2001	162,2	142,0	2 664 351
Novembre 2001	159,8	136,3	3 004 578
Décembre 2001	160,4	141,1	2 466 998
Janvier 2002	163,8	151,6	2 640 835
Février 2002	170,5	159,2	2 591 436
Mars 2002	177,3	168,2	2 626 345
Avril 2002	179,4	164,3	2 356 491
Mai 2002	174,9	162,5	2 119 872
Juin 2002	166,8	150,0	3 454 818
Juillet 2002	169,9	121,2	3 986 132
Août 2002	151,0	132,3	2 846 186
Septembre 2002	149,7	125,1	3 693 751
Octobre 2002	148,0	127,9	3 890 513
Novembre 2002	141,4	132,1	2 696 294
Décembre 2002	138,4	128,2	2 708 902
Janvier 2003	142,7	115,2	3 534 752
Février 2003	127,5	116,0	3 026 501



## Les relations avec nos actionnaires individuels



Être à votre écoute...  
recueillir vos suggestions...

### Le Comité Consultatif des Actionnaires

Créé en 1993, le Comité Consultatif des Actionnaires de TotalFinaElf est destiné à aider le Groupe dans sa démarche d'amélioration constante de sa communication vers ses actionnaires individuels. Il se compose, au 31 décembre 2002, de 14 membres choisis pour leur représentativité, tant géographique que socioprofessionnelle, des 540 000 actionnaires individuels de la Société. Le Comité Consultatif des Actionnaires a pour vocation de se faire l'interprète des attentes de ces derniers et d'être force de proposition. Il se réunit au moins trois fois par an. Les membres du Comité sont nommés pour une durée de trois ans à partir de candidatures spontanées. En 2002, le Comité s'est réuni trois fois, notamment sur la carte Club des Actionnaires/Club TOTAL, les serveurs vocaux, la refonte de la *Lettre à nos Actionnaires* et les attentes des actionnaires en matière de communication financière dans la tourmente boursière.



### Vous informer de façon pédagogique...

Un effort pour rendre davantage pédagogique le large éventail de documents destinés aux actionnaires a été réalisé en 2002 et sera poursuivi en 2003, avec l'aide du Comité Consultatif des Actionnaires. Un groupe de travail dédié à la *Lettre à nos Actionnaires* sera notamment créé au printemps et un nouveau site finance reconstruit et dynamisé sera opérationnel à compter du mois de septembre sur le site Internet de TotalFinaElf, [www.totalfinaelf.com](http://www.totalfinaelf.com)



### Mieux vous connaître grâce...

#### Aux rencontres

Le principal rendez-vous annuel, l'Assemblée Générale, s'est tenu le 7 mai 2002 au Palais des Congrès et a permis à près de 1 900 actionnaires de rencontrer en direct les dirigeants de TotalFinaElf. Pour donner une plus large audience à cette réunion, les débats ont été diffusés sur Internet, tout actionnaire intéressé pouvant ainsi, quel que soit l'endroit où il se trouvait, suivre en direct les débats de l'Assemblée en se connectant sur le site Internet du Groupe.

Le Groupe a également réuni ses actionnaires le 27 juin à Anvers, le 27 novembre à Tours et, enfin, le 10 décembre à Paris. Au total, plus de 2 400 actionnaires ont pu participer à ces réunions d'information. Nice, Nancy et Paris sont d'ores et déjà prévues au programme pour 2003.

Une autre grande occasion de rencontre annuelle a été le Salon Actionaria. Les 22 et 23 novembre 2002, TotalFinaElf était présent au Palais des Congrès de Paris. Ce salon, fréquenté par plus de 30 000 visiteurs, a permis à l'équipe des Relations avec les Actionnaires individuels de dialoguer avec les actionnaires, de recueillir leurs suggestions et, enfin, de présenter le Club des Actionnaires TotalFinaElf.



## Au Club des Actionnaires

Pour adhérer au Club, il faut posséder au minimum 30 actions au porteur ou 1 action au nominatif. La vocation du Club est de renforcer les relations entre TotalFinaElf et ses actionnaires en leur permettant d'approfondir leur connaissance de leur Société et en multipliant les occasions d'échange.

### Devenez membre du Club des Actionnaires et...

**Dialoguez** avec votre entreprise : un numéro vert gratuit depuis la France est dédié aux membres du Club : le 0 800 300 948. Ce numéro vert fonctionne 7 j/7 et 24 h/24. Il est accessible à partir de l'étranger en composant le (331) 47 44 76 67.

Une adresse e-mail spécifique est également disponible : clubdesactionnaires@totalfinaelf.com

**Visitez** nos sites industriels ou participez aux événements dont nous sommes partenaires. En 2002, 18 manifestations différentes ont été proposées aux membres du Club des Actionnaires : de la visite de l'usine de gants Mapa ou de la présentation de l'avitaillement carburant de l'aéroport de Roissy à la découverte thématique du musée du Louvre en passant par la visite du conservatoire botanique de Porquerolles. Au total, près de 800 participants ont pu bénéficier du programme 2002.

**Recevez** des informations régulières. Les documents financiers, la *Lettre à nos Actionnaires*, le *Guide de l'Actionnaire individuel*, le magazine *Énergies*, le *Courrier du Club* vous permettront de suivre les évolutions de votre Société.

**Participez** à deux modules de formation, à Paris ou en province : "mieux comprendre les comptes de TotalFinaElf" ou "mieux comprendre les mécanismes boursiers".

**Bénéficiez**, dans le réseau de stations-service à la marque Total, des avantages du programme de fidélisation Club TOTAL à des conditions avantageuses. Pour 10 litres de carburant, les membres collectent 2 points de fidélité au lieu d'un seul pour un client classique.

En outre, les avantages du réseau Mouvango sont également accessibles aux actionnaires membres du Club. Ce réseau regroupe de grandes enseignes présentes dans tous les déplacements (hôtels du groupe Accor, Europcar, Frantour, etc.).

**Pour rejoindre le Club des Actionnaires, n'hésitez pas à nous contacter au numéro vert suivant (appel gratuit depuis la France) : le 0 800 039 039.** Si vous appelez de l'étranger, composez le (331) 47 44 24 02. Un bulletin d'adhésion vous sera adressé.

## Service de gestion du titre au nominatif pur

Les principaux avantages dont bénéficient les actionnaires ayant leurs actions inscrites au nominatif pur sont :

- la gratuité des droits de garde ;
- le droit de vote double au-delà de 2 ans de détention en continu ;
- la rapidité d'exécution de leurs ordres d'achat ou de vente ;
- des frais de courtage avantageux : 0,30 % HT sans minimum forfaitaire ;
- une convocation personnelle aux Assemblées Générales,
- des informations régulières sur TotalFinaElf : ils reçoivent à leur domicile toutes les informations publiées par leur Groupe à l'attention des actionnaires ;
- un numéro vert dédié pour toutes leurs transactions avec BNP Paribas Securities Services (appel gratuit depuis la France) : 0 800 11 7000. Si vous appelez de l'étranger, composez le (331) 55 77 39 68.

### Si vous souhaitez, vous aussi, transférer vos titres au nominatif, appelez le numéro vert du Service Relations Actionnaires TotalFinaElf au 0 800 039 039.

Si vous appelez de l'étranger, composez le (331) 47 44 24 02. Il vous sera adressé un *Guide du nominatif* récapitulant tous les avantages du nominatif ainsi que les démarches à suivre à l'occasion de votre demande de transfert.



## Les relations avec nos actionnaires institutionnels et les analystes financiers

À l'occasion notamment des deux *roadshows* de 2002, les membres de la Direction Générale du Groupe ont rencontré, comme chaque année, des gérants de portefeuille et des analystes financiers sur les principales places financières en Europe (Paris, Bruxelles, Amsterdam, Londres, Dublin, Edimbourg, Francfort, Zurich, Genève, Stockholm, Copenhague, Milan et Madrid), en Amérique du Nord (New York, Boston, Philadelphie, Chicago, Denver, Dallas, Houston, San Francisco, Los Angeles et San Diego) et au Moyen-Orient (Abu Dhabi).

Par ailleurs, plusieurs réunions d'information ont été organisées à l'occasion de la publication des résultats.

Sur l'ensemble de l'année 2002, le Groupe a organisé environ 400 réunions avec les investisseurs et analystes.

### Agenda 2003

- 6 mai : Assemblée Générale et résultats du 1<sup>er</sup> trimestre 2003
- 16 mai : mise en paiement, en numéraire, du dividende
- 6 août : résultats du premier semestre 2003
- 7 novembre : résultats du troisième trimestre 2003
- 21 et 22 novembre : Salon Actionaria
- 4 novembre : réunion d'actionnaires à Nancy
- 18 novembre : réunion d'actionnaires à Nice
- 11 décembre : réunion d'actionnaires à Paris

### Contactez-nous...

#### Si vous êtes actionnaire individuel :

Service des Relations avec les Actionnaires individuels TotalFinaElf  
2, place de la Coupole - La Défense 6  
92078 Paris-La Défense cedex  
Tél. : n° vert 0 800 039 039 (appel gratuit depuis la France).  
De l'étranger, composez le : (331) 47 44 24 02  
Fax : 01 47 44 20 14  
E-mail : [actionnairesindividuels@totalfinaelf.com](mailto:actionnairesindividuels@totalfinaelf.com)

#### Si vous êtes analyste ou investisseur institutionnel :

À Paris : Direction de la Communication Financière  
2, place de la Coupole - La Défense 6  
92078 Paris-La Défense cedex  
Tél. : 01 47 44 58 53 ou (331) 47 44 58 53  
Fax : 01 47 44 58 24 ou (331) 47 44 58 24  
E-mail : [investorel@fr.psinet.com](mailto:investorel@fr.psinet.com)

À New York : TotalFinaElf Services, Inc.  
444, Madison Avenue, 42<sup>nd</sup> floor  
New York, NY 10022-6903  
Tél. : (001)(212) 922-3030  
Fax : (001)(212) 922-3074  
E-mail : [ir.nyc@totalfinaelf.com](mailto:ir.nyc@totalfinaelf.com)

## Rapport de gestion du Conseil d'administration

### Panorama de l'exercice pour TotalFinaElf

Les trois secteurs d'activité du Groupe sont :

- L'Amont, qui regroupe l'exploration, la production d'hydrocarbures, le gaz, l'électricité et les autres énergies ;
- l'Aval, avec le raffinage, la distribution des produits pétroliers, les spécialités, le trading et shipping des bruts et produits ;
- la Chimie, qui regroupe la Chimie de base & Grands polymères, les Intermédiaires & Polymères de performance et les Spécialités.

Dans un environnement globalement moins favorable qu'en 2001, TotalFinaElf a réussi à limiter la baisse de ses résultats notamment grâce à la croissance des productions d'hydrocarbures qui a atteint le niveau record de 10 % et à la mise en œuvre des programmes de synergies et de productivité.

Si l'on exprime le résultat net par action hors éléments non récurrents en dollars pour pouvoir le comparer à celui des autres majors pétroliers, la baisse est limitée à 8 % alors que nos principaux concurrents ont enregistré une baisse comprise entre 22 % et 34 %.

L'environnement pétrolier de l'année 2002 a été contrasté :

- le prix moyen du baril de Brent ressort sur l'année 2002 en légère hausse de 2 % à 25,0 \$/b, contre 24,4 \$/b en 2001 ;
- la marge de raffinage européenne (TRCV) a enregistré en 2002 une très forte baisse de 48 % à 8,0 \$/t, contre 15,4 \$/t en 2001 ;
- le dollar s'est déprécié de 5 % par rapport à l'euro, la parité moyenne euro/dollar en 2002 s'établissant à 0,95, contre 0,90 en 2001.

Par ailleurs, après une amélioration enregistrée en milieu d'année, l'environnement pétrochimique s'est à nouveau dégradé au quatrième trimestre.

Le résultat opérationnel des secteurs d'activité hors éléments non récurrents de l'année 2002 est en baisse de 16 % à 10 995 millions d'euros, contre 13 121 millions d'euros en 2001.

Les éléments non récurrents du résultat opérationnel de l'année 2002 s'élèvent à - 659 millions d'euros. Ils comprennent essentiellement des amortissements exceptionnels des actifs Gaz/Électricité et de commercialisation de gaz de pétrole liquéfiés (GPL) en Argentine.

La croissance et les programmes de synergies/productivité ont contribué pour 1,3 milliard d'euros à l'évolution du résultat opérationnel de l'année 2002. Ces efforts internes ont permis de limiter l'impact fortement négatif

de l'environnement (- 3,1 milliards d'euros) et les conséquences du niveau inhabituellement élevé d'arrêts programmés de raffineries réalisés en majorité au troisième et au quatrième trimestre (- 0,3 milliard d'euros).

Le résultat opérationnel net des secteurs d'activité hors éléments non récurrents de l'ensemble de l'année 2002 ressort à 5 868 millions d'euros, contre 7 564 millions d'euros en 2001, soit une baisse de 22 %. Cette baisse plus forte que celle du résultat opérationnel hors éléments non récurrents s'explique notamment par le fait que l'Amont, plus fortement taxé que l'Aval et la Chimie, a vu sa part dans le résultat des secteurs augmenter entre 2001 et 2002.

Le résultat net part du Groupe hors éléments non récurrents de l'exercice 2002 s'établit à 6 260 millions d'euros, contre 7 518 millions d'euros en 2001, soit une baisse de 17 %.

Le bénéfice net par action hors éléments non récurrents de l'année 2002, calculé sur la base d'un nombre moyen pondéré dilué d'actions de 666,1 millions, s'établit à 9,40 euros, contre 10,85 en 2001, soit une baisse de 13 %. Celle-ci a pu être limitée notamment grâce à l'impact relatif de l'important programme de rachats d'actions réalisé par le Groupe.

En 2002, le Groupe a racheté 24,03 <sup>(1)</sup> millions de ses propres actions (soit 3,5 % du capital) pour un montant total de 3,40 milliards d'euros.

Au 31 décembre 2002, le nombre dilué d'actions est de 655,0 millions, contre 673,0 millions au 31 décembre 2001.

Le résultat net part du Groupe de l'année 2002 ressort à 5 941 millions d'euros, contre 7 658 millions d'euros en 2001.

Ces résultats contiennent des éléments non récurrents pour un montant négatif de 319 millions d'euros sur l'année 2002 et positif de 140 millions d'euros sur l'année 2001. Les éléments non récurrents de 2002 sont composés principalement de plus-values de cessions de titres (notamment Sanofi-Synthelabo), d'amortissements exceptionnels des actifs Gaz/Électricité et commercialisation de GPL en Argentine, et de la prise en compte dans les impôts différés du changement de fiscalité pétrolière au Royaume-Uni.

Le ratio de dettes nettes sur fonds propres s'établit à 28,6 % à fin 2002, contre 30,9 % à fin 2001.

En 2002, la rentabilité des capitaux employés moyens du Groupe (ROACE) <sup>(2)</sup> s'est établie à 15 %.

*(1) Dont 2,91 millions d'actions affectées au plan d'option d'achat.*

*(2) ROACE : "Return On Average Capital Employed". Afin de faciliter la comparaison avec les autres majors, le Groupe a décidé de présenter la rentabilité des capitaux employés en rapportant le résultat opérationnel net courant à la moyenne des capitaux employés de début et de fin de période et non plus aux capitaux employés de début de période. Cette présentation sera réalisée pour chacun des secteurs ainsi que pour l'ensemble du Groupe.*

La rentabilité des fonds propres ressort au niveau élevé de 20 % en 2002.

Le flux de trésorerie d'exploitation de l'année 2002 s'élève à 11 006 millions d'euros, en baisse de 11 % par rapport à celui de 2001.

En 2002, les investissements se sont établis à 8 657 millions d'euros, contre 10 566 millions d'euros en 2001. Cette baisse s'explique notamment par la réduction des investissements dans l'activité Gaz/Électricité et dans la Chimie.

### Environnement pétrolier

	2002	2001	%
/ \$	0,95	0,90	- 5 % *
Brent (\$/b)	25,0	24,4	+ 2 %
Marge de raffinage TRCV (\$/t)	8,0	15,4	- 48 %

\* Variation du dollar par rapport à l'euro.

### Nombre d'actions

(millions)	2002	2001	%
Nombre moyen pondéré dilué d'actions	666,1	693,2	- 4 %
Nombre dilué d'actions fin de période	655,0	673,0	- 3 %

### Comptes consolidés TotalFinaElf

(en millions d'euros)	2002	2001	%
Chiffre d'affaires	102 540	105 318	- 3 %
Résultat opérationnel des secteurs hors éléments non récurrents	10 995	13 121	- 16 %
Résultat opérationnel net des secteurs hors éléments non récurrents	5 868	7 564	- 22 %
Résultat net part du Groupe hors éléments non récurrents	6 260	7 518	- 17 %
Résultat net part du Groupe	5 941	7 658	- 22 %
Bénéfice net par action (euros) hors éléments non récurrents	9,40	10,85	- 13 %
Dividende (euros/action)	4,10 *	3,80	+ 8 %
Investissements **	8 657	10 566	- 18 %
Désinvestissements *** au prix de cession	2 313	7 004	- 67 %
Flux de trésorerie d'exploitation	11 006	12 303	- 11 %

\* Sous réserve de l'approbation par l'Assemblée Générale du 6 mai 2003.

\*\* Y compris augmentation de prêts long terme.

\*\*\* Y compris remboursement de prêts long terme.

Les désinvestissements en 2002, évalués au prix de cession, s'élèvent à 2 313 millions d'euros correspondant essentiellement, outre des remboursements de prêts long terme, à des cessions de titres (Sanofi-Synthelabo et participations financières).

Le cash-flow net <sup>(3)</sup> du Groupe s'établit en 2002 à 4 662 millions d'euros, contre 8 741 millions d'euros en 2001.

(3) Cash-flow net = flux de trésorerie d'exploitation + désinvestissements - investissements.

### Éléments non récurrents

(en millions d'euros)	2002	2001
<b>Éléments non récurrents du résultat opérationnel des secteurs</b>		
Charges de restructuration et plans de préretraite interne	- 29	- 24
Amortissements exceptionnels	- 659 *	- 50
Autres éléments	+ 29	- 18
<b>Total</b>	<b>- 659</b>	<b>- 92</b>
<b>Éléments non récurrents du résultat net (part du Groupe)</b>		
Plus-values de cession	+ 626	+ 1 400
Impact Usine AZF – Toulouse	- 61	- 600
Charges de restructuration et plans de préretraite interne	- 158	- 226
Amortissements exceptionnels	- 467 **	- 224
Autres éléments	- 259	- 210
<b>Total</b>	<b>- 319</b>	<b>+ 140</b>

\* Dont - 500 M liés aux effets de la crise argentine.

\*\* Dont - 310 M liés aux effets de la crise argentine.

## Amont

Le résultat opérationnel hors éléments non récurrents de l'Amont s'établit à 9 309 millions d'euros en 2002, en hausse de 3 % par rapport à 2001. Les effets positifs de la forte croissance des productions et de la hausse des prix du brut ont été atténués par l'impact de la dépréciation du dollar par rapport à l'euro et par la baisse des prix du gaz.

Le résultat opérationnel net hors éléments non récurrents de l'Amont est stable par rapport à celui de 2001 à 4 648 millions d'euros. Cette stabilité, compte tenu de la hausse du résultat opérationnel hors éléments non récurrents, s'explique par la baisse des frais financiers capitalisés consécutive au démarrage de nombreux projets et par la moindre contribution des résultats des sociétés mises en équivalence.

La rentabilité des capitaux employés moyens (ROACE) de l'Amont s'établit à 23 % en 2002.

Sur l'ensemble de l'année 2002, la production d'hydrocarbures s'établit à 2 416 kbep/j, contre 2 197 kbep/j en 2001, soit une croissance de 10 %. Hors impact de la réduction des quotas OPEP, la croissance des productions s'est élevée à 11,5 %.

La production d'hydrocarbures liquides en 2002 est en hausse de 9 % à 1 589 kb/j, contre 1 454 kb/j en 2001. Cette croissance est principalement due à la contribution du bloc 17 en Angola, de Sincor au Venezuela, de South Pars et Dorood en Iran ainsi que de différents champs en mer du Nord britannique.

La production de gaz a augmenté de 12 % à 4 532 Mpc/j, contre 4 061 Mpc/j en 2001. Les principales contributions sont la montée en production de Elgin/Franklin et de Nuggets en mer du Nord britannique et des démarrages de production en Norvège et en Syrie.

Les efforts continus d'exploration/appréciation ont permis à TotalFinaElf de poursuivre la croissance des réserves prouvées d'hydrocarbures. Ces dernières s'élèvent à 11 203 millions de barils équivalent pétrole (Mbep), contre 10 978 Mbep en 2001, soit une hausse de 2 %. Au rythme de production actuel, la durée de vie des réserves est de 12,7 années. Le taux de renouvellement des réserves pour les filiales consolidées ressort à 151 % sur la période 2000-2002, un niveau très compétitif parmi les majors.

Le coût de renouvellement des réserves consolidées s'établit à 4,0 \$/bep sur la période 2000-2002. Sur la même période, le coût de découverte des réserves consolidées ressort à 0,7 \$/bep.

Les principales découvertes en 2002 ont été réalisées en offshore profond dans le golfe de Guinée (Nigeria et Angola, dont Zinia au quatrième trimestre 2002), en mer du Nord et au Kazakhstan sur la structure de Kalamkas.

L'année 2002 a été marquée par la montée en puissance de grands projets développés par le Groupe : South Pars en Iran, Girassol en Angola, Elgin/Franklin en mer du Nord et l'upgrader de Sincor au Venezuela. Ce dernier est actuellement en phase de redémarrage après 10 semaines d'arrêt consécutif aux troubles survenus dans le pays.

Parmi les autres faits marquants figurent l'approbation du projet Snøhvit par le parlement norvégien, la prise de participation à hauteur de 5 % dans le projet de pipe BTC et l'acquisition de plusieurs permis en Russie.

Dans l'activité Gaz/Électricité, le Groupe a été conduit à passer une provision exceptionnelle de 431 millions d'euros relative aux actifs argentins. L'autre fait marquant

### Chiffres clés Amont

	2002	2001	%
Production d'hydrocarbures (kbep/j)	2 416	2 197	+ 10 %
• Liquides (kb/j)	1 589	1 454	+ 9 %
• Gaz (Mpc/j)	4 532	4 061	+ 12 %
Réserves d'hydrocarbures (Mbep)	11 203	10 978	+ 2 %
• Liquides (Mb)	7 231	6 961	+ 4 %
• Gaz (Gpc)	21 575	21 929	- 2 %
Résultat opérationnel (M ) hors éléments non récurrents	9 309	9 022	+ 3 %
Résultat opérationnel net (M ) hors éléments non récurrents	4 648	4 652	-
Investissements (M )	6 122	7 496	- 18 %
Désinvestissements au prix de cession (M )	603	1 116	- 46 %
Flux de trésorerie d'exploitation (M )	7 721	8 085	- 5 %

de l'année est le démarrage de la centrale électrique de Taweelah en Abu Dhabi.

Enfin, dans le domaine des énergies renouvelables, des développements ont eu lieu dans le domaine de l'énergie solaire au Maroc. En France, la construction de la ferme éolienne de Dunkerque a commencé.

## Aval

Le résultat opérationnel hors éléments non récurrents 2002 du secteur Aval est en forte baisse de 70 % à 909 millions d'euros, contre 3 004 millions d'euros en 2001.

Le recul de la demande de produits pétroliers dans les pays de l'OCDE lié à la faible croissance économique et à une douceur climatique exceptionnelle en 2002 a conduit à une forte dégradation de l'environnement Aval : marge de raffinage européenne en baisse de 48 %, marges de marketing sous pression dans un contexte de brut élevé.

Les résultats de l'Aval ont été de surcroît affectés par un niveau inhabituellement élevé de grands arrêts programmés de raffineries : sept des douze raffineries opérées par TotalFinaElf en Europe ont été affectées en 2002, surtout au troisième et au quatrième trimestre 2002.

Les efforts internes de synergies/productivité ont eu un impact positif de l'ordre de 0,2 milliard d'euros sur le résultat opérationnel de l'Aval mais n'ont que partiellement atténué l'impact défavorable de l'environnement et des arrêts de raffineries.

Le résultat opérationnel net hors éléments non récurrents de l'Aval en 2002 est en baisse de 63 % à 846 millions d'euros, contre 2 309 millions d'euros en 2001.

Dans ce contexte, la rentabilité des capitaux employés moyens de l'Aval (ROACE) s'est établie à 8 % en 2002.

Compte tenu des arrêts de raffineries, les volumes raffinés en 2002 sont en baisse de 5 % à 2 349 kb/j, contre 2 465 kb/j en 2001. Le taux d'utilisation des raffineries s'établit à 88 % en 2002, contre 96 % en 2001.

Les volumes vendus sont en légère hausse en 2002 à 3 751 kb/j, contre 3 724 kb/j en 2001.

Dans le raffinage, les principaux faits marquants de l'année 2002 concernent l'important programme d'arrêts de raffineries qui a permis d'améliorer l'outil industriel en augmentant la fiabilité des unités, la sécurité des opérations ainsi que les taux de conversion et de désulfuration.

Dans le marketing, 2002 a été l'année de mise en œuvre, en France, d'une nouvelle stratégie de segmentation du réseau entre la marque TOTAL (priorité donnée au service) et la marque ELF (priorité donnée au prix).

Hors de France, un accord de principe a été conclu avec Agip et Galp aux termes duquel le Groupe cède ses stations-service à la marque TOTAL en Espagne et acquiert des stations-service en Italie et au Portugal. Par ailleurs, TotalFinaElf a cédé son réseau en Suisse, pays dans lequel sa part de marché était inférieure à 3 %.

## Chiffres clés Aval

	2002	2001	%
Volumes raffinés * (kb/l)	2 349	2 465	- 5 %
Ventes de produits raffinés ** (kb/l)	3 751	3 724	+ 1 %
Résultat opérationnel (M ) hors éléments non récurrents	909	3 004	- 70 %
Résultat opérationnel net (M ) hors éléments non récurrents	846	2 309	- 63 %
Investissements (M )	1 112	1 180	- 6 %
Désinvestissements au prix de cession (M )	283	1 079	- 74 %
Flux de trésorerie d'exploitation (M )	1 447	4 374	- 67 %

\* Y compris quote-part de Cepsa.

\*\* Y compris ventes trading et quote-part des ventes de Cepsa.

 Chimie

Le chiffre d'affaires hors Groupe du secteur Chimie est quasi stable à 19 317 millions d'euros, contre 19 560 millions d'euros en 2001.

Le résultat opérationnel hors éléments non récurrents de 2002 est en baisse de 29 % à 777 millions d'euros, contre 1 095 millions d'euros en 2001.

L'environnement Chimie a eu un impact négatif sur le résultat opérationnel de l'année 2002 d'environ 0,4 milliard d'euros.

Le résultat opérationnel de la Chimie de base et des Grands polymères a été affecté par un environnement particulièrement déprimé dans la chaîne éthylène/polyéthylène et dans la chaîne chlore.

Les Intermédiaires ont bien résisté dans une conjoncture économique difficile et les Spécialités ont amélioré leur performance.

Le résultat opérationnel net hors éléments non récurrents ressort à 374 millions d'euros, contre 603 millions d'euros en 2001, soit une baisse de 38 %.

## Chiffres clés Chimie (M )

	2002	2001	%
Chiffre d'affaires	19 317	19 560	- 1 %
Résultat opérationnel hors éléments non récurrents	777	1 095	- 29 %
Résultat opérationnel net hors éléments non récurrents	374	603	- 38 %
Investissements	1 237	1 611	- 23 %
Désinvestissements au prix de cession	140	541	- 74 %
Flux de trésorerie d'exploitation	1 053	1 261	- 16 %

La rentabilité des capitaux employés moyens (ROACE) de la Chimie est de 5 % <sup>(4)</sup> en 2002.

Les principaux faits marquants de l'année 2002 pour la Chimie de base et les Grands polymères concernent la signature d'une lettre d'intention avec Samsung afin de permettre à TotalFinaElf de prendre une participation de 50 % dans les actifs du complexe pétrochimique de Daesan en Corée du Sud, la mise en production d'une nouvelle unité de polypropylène à Feluy en Belgique et le rachat de la part de Enichem dans Qapco au Qatar.

Dans le domaine des Intermédiaires et des Spécialités, une gestion dynamique du portefeuille d'actifs a été poursuivie en 2002. L'activité télomères fluorés a été cédée et l'activité peintures, regroupée chez SigmaKalon, a fait l'objet d'un projet de cession dont la finalisation est prévue au premier trimestre 2003 après accord des autorités de concurrence.

(4) Hors amortissement des goodwill de 131 millions d'euros.

## Comptes de TOTAL FINA ELF S.A. et proposition de dividende

Le bénéfice de TOTAL FINA ELF société mère s'établit à 2 410 millions d'euros en 2002, contre 3 829 millions d'euros en 2001. Le Conseil d'administration de TotalFinaElf, après avoir arrêté les comptes, a décidé de proposer à l'Assemblée Générale des Actionnaires du 6 mai 2003 la distribution d'un dividende de 4,10 euros par action, en hausse de 8 % par rapport au dividende de l'année précédente, auquel s'ajoutera l'avoir fiscal selon les conditions en vigueur. Le dividende sera mis en paiement en numéraire le 16 mai 2003.

### Sensibilités des résultats 2003 aux paramètres d'environnement

	Variation	Sensibilités 2003 (estimation) *		
		Résultat opérationnel	Résultat net	BNPA <sup>(5)</sup>
/ \$	± 0,1 \$ par	1,10 G	0,57 G	0,87
Brent	± 1 \$ par baril	0,54 G	0,26 G	0,40
Marge de raffinage (TRCV)	± 1 \$ par tonne	0,11 G	0,07 G	0,11

\* Sensibilités annuelles 2003, sur la base d'un environnement à /\$ = 1 ; Brent = 20 \$/b ; TRCV = 12 \$/t.

(5) Calculé sur la base du nombre dilué d'actions au 31.12.2002, soit 655 millions.

## Perspectives

Compte tenu des incertitudes liées à l'évolution de la situation au Moyen-Orient, il est difficile d'esquisser des tendances pour l'environnement pétrolier en 2003.

Depuis le début de l'année, les prix du pétrole se situent à un niveau élevé. Les marges de raffinage viennent d'enregistrer un fort redressement. Le dollar s'est en revanche affaibli contre l'euro et l'activité pétrochimie a subi une forte réduction de ses marges compte tenu du prix élevé du naphtha.

Dans ce contexte, TotalFinaElf maintient pour 2003 un programme d'investissement soutenu à 8,7 milliards d'euros, avec une forte priorité pour l'Amont. Les investissements se répartissent de la manière suivante : 67 % pour l'Amont, 15 % pour l'Aval et 18 % pour la Chimie (y compris le projet d'association avec Samsung).

Le Groupe devrait continuer à améliorer ses performances en 2003 dans un environnement constant :

- L'Amont devrait augmenter ses productions de 5 %.
- Dans l'Aval, la poursuite des programmes de synergies et de productivité devrait contribuer pour 300 millions d'euros à l'amélioration du résultat opérationnel.
- Dans la Chimie, les programmes d'actions propres, les restructurations et les actions de gestion du portefeuille seront poursuivis.

L'objectif d'amélioration du résultat opérationnel annuel de 4,8 milliards d'euros au terme de la période 2000-2003 en environnement constant est confirmé.

À moyen terme, l'objectif est de poursuivre une croissance des productions d'hydrocarbures à un rythme moyen de 5 % par an d'ici à 2007.

Par ailleurs, des objectifs de rentabilité (ROACE <sup>(6)</sup>) ont été fixés pour 2005 : 16 % <sup>(7)</sup> dans l'Amont, 16 % dans l'Aval et 14% <sup>(8)</sup> dans la Chimie. Au niveau de l'ensemble du Groupe, l'objectif de ROACE pour 2005 est fixé à 15,5 %.

Le ratio d'endettement sera maintenu autour de 30 % et la politique de rachat d'actions poursuivie.

En se fixant des objectifs consistants de croissance et de rentabilité sur le moyen terme, le Groupe mobilise ses équipes dans une logique de croissance profitable et durable.

(6) Dans l'environnement de référence : /\$ = 1 ; Brent = 17 \$/b, TRCV = 12 \$/t ; chimie en milieu de cycle.

(7) Cet objectif prend en compte les effets de l'alourdissement de la fiscalité britannique et de la crise en Argentine.

(8) Hors amortissement des goodwill.

# L'actualité industrielle en 2002

## ÉTATS-UNIS



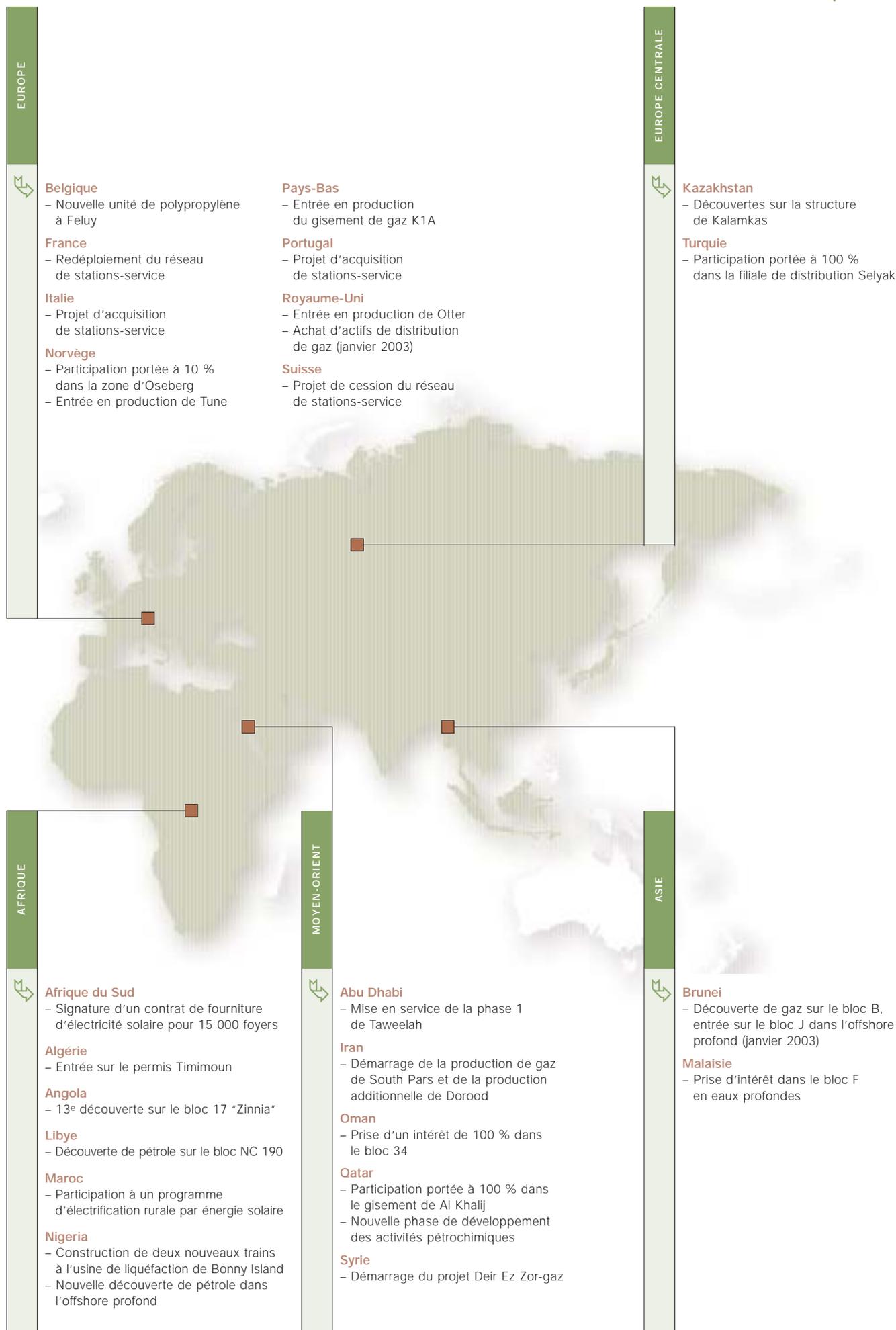
- Attribution de 20 blocs d'exploration en Alaska
- Mise en production de Aconcagua dans le golfe du Mexique

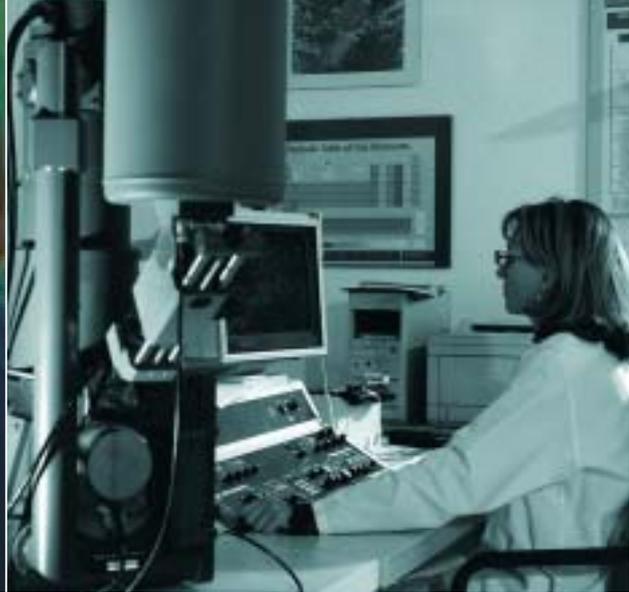
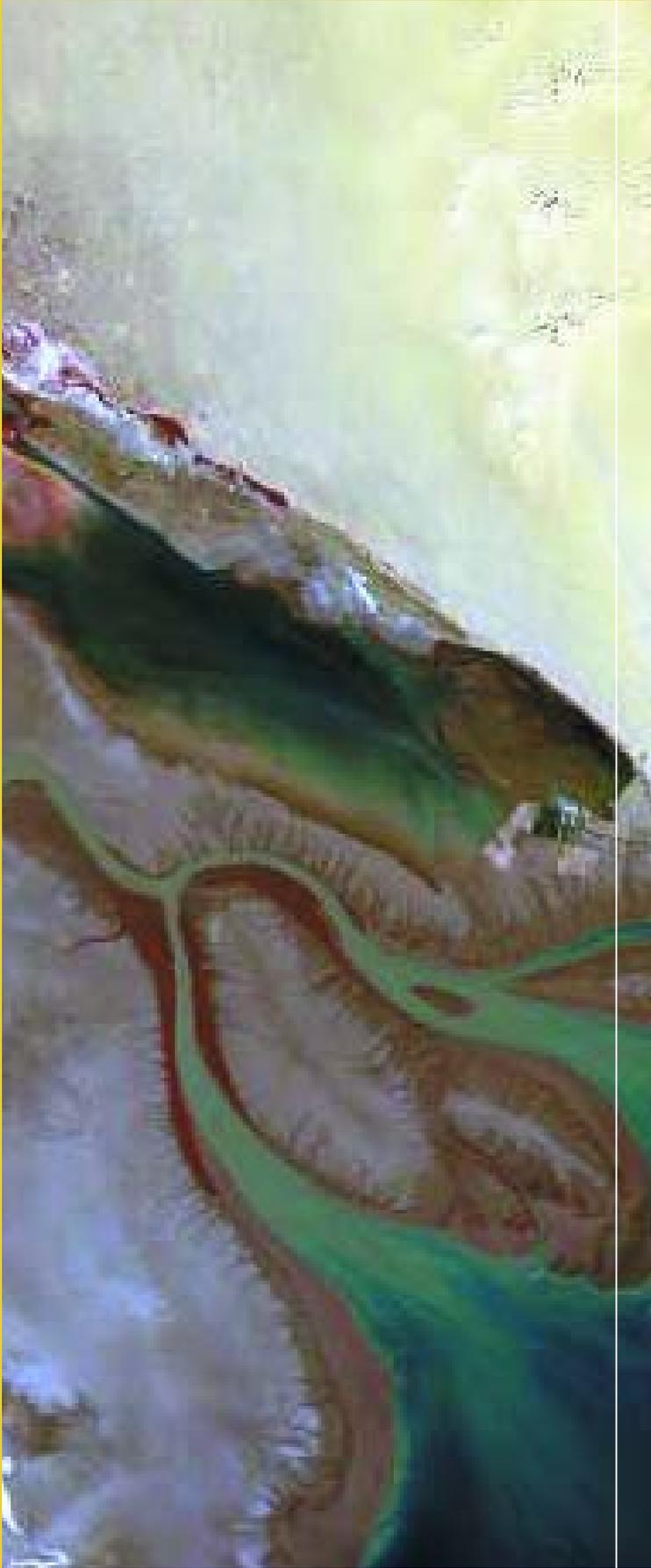
## AMÉRIQUE LATINE



- Venezuela**
- Démarrage des installations de Sincor







# Activités

Les activités exercées par TotalFinaElf dans le monde se répartissent en trois secteurs :

## Amont Aval Chimie

Le secteur Amont comprend les activités d'exploration, de développement et de production, ainsi que les activités exercées par TotalFinaElf dans les domaines du charbon, du gaz et de l'électricité. Le secteur Aval procède à la vente de pratiquement tout le pétrole brut produit par TotalFinaElf, à l'achat de l'essentiel du pétrole brut nécessaire à l'approvisionnement des raffineries du Groupe, exploite les raffineries, commercialise les produits pétroliers à travers le réseau et hors réseau, et conduit les activités de trading de produits. Le secteur Chimie inclut la Chimie de base et les Grands polymères, liés aux activités de raffinage du Groupe, les Intermédiaires et les Polymères de performance, ainsi que la Chimie de spécialités, qui comprend le caoutchouc, les résines, les adhésifs et la métallisation.

## Informations sur le Groupe



### Histoire et développement

TOTAL FINA ELF S.A., société anonyme de droit français créée le 28 mars 1924, forme, avec l'ensemble de ses filiales et sociétés liées (ci-après désignée le "Groupe"), l'un des cinq plus grands groupes pétroliers et gaziers intégrés cotés dans le monde \*. Il est présent dans plus de cent vingt pays. TotalFinaElf est présent dans tous les segments de l'industrie pétrolière, qu'il s'agisse des activités Amont (exploration, développement et production de pétrole et de gaz), Aval (raffinage et marketing, trading et transport maritime de pétrole brut et de produits pétroliers). TotalFinaElf exerce également des activités dans la Chimie de base et Grands polymères, les Intermédiaires et les Polymères de performance et la Chimie de spécialités dont les produits sont destinés à l'industrie et à la grande consommation. En outre, TotalFinaElf détient des participations dans les secteurs suivants : mines de charbon, cogénération et électricité.

Le Groupe a débuté ses activités Amont au Moyen-Orient en 1924. Il s'est depuis développé et a étendu sa présence dans le monde entier. Début 1999, le Groupe a pris le contrôle de PetroFina S.A. (ci-après désigné "PetroFina" ou "Fina") et début 2000, celui d'Elf Aquitaine (ci-après désigné "Elf Aquitaine" ou "Elf"). Le Groupe détient 99,4 % des actions Elf Aquitaine et, depuis le début 2002, 100 % des actions PetroFina.

La stratégie du Groupe a pour objectif le développement de son secteur Amont, le renforcement de sa position parmi les leaders sur les marchés du gaz naturel et du GNL de par le monde ; la consolidation de sa position dans les activités aval en Europe, tout en développant ses participations sur des marchés en croissance rapide tels que le Bassin méditerranéen, l'Afrique et l'Extrême-Orient ; la rationalisation de son portefeuille Chimie en donnant la priorité à l'amélioration de la rentabilité, au développement des activités pétrochimiques et à la croissance sélective de la chimie des intermédiaires et des spécialités.

Le siège social du Groupe est situé 2, place de la Coupole, La Défense, 92400 Courbevoie, France. Son numéro de téléphone est le 33 (0) 1 47 44 45 46 et l'adresse de son site Web : [www.totalfinaelf.com](http://www.totalfinaelf.com).



### Rappel sur la présentation des informations

Les éléments financiers contenus dans cette partie du rapport annuel sont présentés en conformité avec les principes comptables généralement admis en France et, en conséquence, traitent l'acquisition d'Elf Aquitaine, à partir de l'exercice fiscal 2000, selon la méthode de la mise en commun des intérêts (Article 215 du règlement 99-02).

\* Selon le critère de la capitalisation boursière.



# Amont

## Exploration et Production d'hydrocarbures, gaz naturel liquéfié, Aval gazier, électricité, charbon et autres énergies.

Le secteur Amont de TotalFinaElf couvre l'ensemble des activités d'exploration et de production ainsi que l'activité Gaz-Électricité. En 2002, TotalFinaElf a exercé ses activités dans 44 pays et produisait des hydrocarbures dans 27 d'entre eux (voir rubrique "Présentation des activités par zone géographique", p. 46). Le double objectif du Groupe pour le secteur Amont est de poursuivre une forte croissance des productions tout en garantissant la rentabilité, en se concentrant principalement sur des projets de grande envergure et à faible coût.

Le secteur Amont regroupe également les activités Gaz-Électricité grâce auxquelles le Groupe peut être présent tout au long de la chaîne du gaz naturel : exploration et production, liquéfaction, transport, commercialisation et production d'énergie.

Le tableau suivant présente les principales données financières du secteur Amont de TotalFinaElf pour les trois derniers exercices.

### Données financières du secteur Amont <sup>(1)</sup>

au 31 décembre de l'année

(en millions d'euros)	2002	2001	2000
Total des ventes, hors Groupe	16 225	14 365	11 108
Résultat opérationnel	9 309	9 022	10 113

*(1) Pour de plus amples informations sur le secteur Amont et la répartition géographique de ses activités, se reporter à la Note 4 figurant dans les notes annexes aux états financiers consolidés incluses dans le présent rapport annuel.*



## Exploration et développement

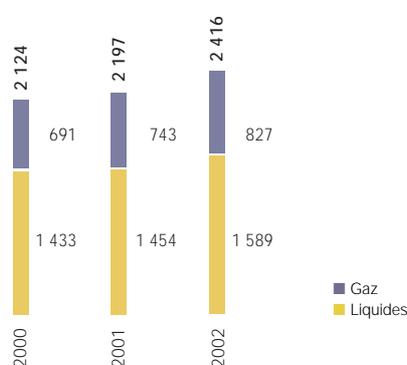
TotalFinaElf évalue ses opportunités d'exploration en fonction de différents facteurs géologiques, techniques, politiques et économiques (y compris les questions d'ordre fiscal et contractuel), ainsi qu'au vu des prévisions d'évolution des prix du pétrole et du gaz. Les découvertes et les extensions de champs existants représentent environ 53 % des 3 189 Mbep de réserves prouvées supplémentaires du secteur Amont pour les trois années 2000, 2001 et 2002 (avant déduction de la production et des achats/ventes de réserves en terre pour cette période).

Sauf indications contraires, toute référence aux réserves prouvées, aux réserves prouvées développées, aux réserves prouvées non développées et à la production de TotalFinaElf correspond à la part du Groupe dans lesdites réserves ou ladite production (et s'entend net du pétrole brut ou du gaz naturel pris par des tiers au titre des redevances en nature). Seul le montant des réserves prouvées d'hydrocarbures de TotalFinaElf considérées comme exploitables pendant la durée restante des concessions, des contrats de partage de production ou contrats de type "buy-back" concernés a été inclus, sans tenir compte des éventuels renouvellements non contractuels desdites concessions ou desdits contrats.

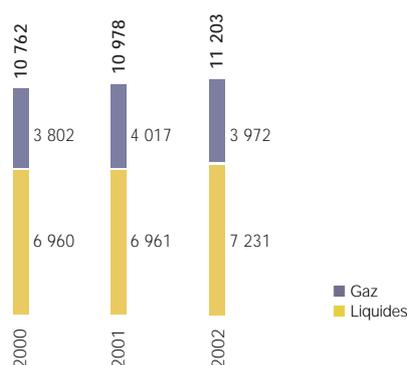
TotalFinaElf **5<sup>e</sup> producteur \* mondial d'hydrocarbures ;**  
**1<sup>er</sup>** en Afrique ;  
**2<sup>e</sup>** au Moyen-Orient ;  
 Exploration & Production dans **plus de 40 pays**  
**2,42 Mbep/j** produits en 2002  
**11,2 Gbep** de réserves au 31.12.2002  
 Investissements 2002 :  
**6,1 milliards d'euros**  
**14 019 collaborateurs**

\* Source : données sociétés, hors compagnies pétrolières nationales.

### Production de liquides et de gaz (en kbep/jour)



### Réserves de liquides et de gaz (Mbep)



Le programme d'exploration de TotalFinaElf est resté intensif en 2002. Les investissements d'exploration des filiales consolidées se sont élevés à 708 millions d'euros au cours de l'année. Ils ont été réalisés notamment aux États-Unis, au Nigeria, en Angola, au Kazakhstan, en Libye, au Royaume-Uni, en Norvège, au Congo, en Colombie, au Brésil et à Trinidad et Tobago.

Les investissements de développement du secteur Amont se sont élevés à 4,2 milliards d'euros. Les principaux investissements ont été réalisés au Nigeria, au Royaume-Uni, en Norvège, en Angola, en Iran, au Venezuela, en Indonésie, au Qatar, au Gabon, au Congo, en Russie et aux Pays-Bas.

## Réserves

Au 31 décembre 2002, le total des réserves prouvées de pétrole brut et de gaz naturel de TotalFinaElf atteignait 11 203 Mbep (dont 54 % de réserves prouvées développées et 46 % de réserves prouvées non développées). Le pétrole brut et les condensats représentaient environ 65 % de ces réserves et le gaz naturel 35 %. Ces réserves sont principalement situées en Europe (Norvège, Royaume-Uni, Pays-Bas, France et Italie), en Afrique (Nigeria, Angola, Algérie, Congo, Gabon, Libye et Cameroun), en Extrême-Orient (Indonésie, Thaïlande, Myanmar et Brunei), en Amérique du Nord (États-Unis), au Moyen-Orient (Émirats arabes unis, Oman, Iran, Qatar, Syrie et Yémen) en Amérique du Sud (Venezuela, Argentine, Bolivie, Colombie, Trinidad et Tobago), ainsi que dans d'autres pays du reste du monde (Kazakhstan, Russie).

Le tableau suivant présente le niveau des réserves prouvées (développées et non développées) de TotalFinaElf à travers le monde aux dates indiquées.

### Réserves prouvées nettes <sup>(1)</sup>

	Liquides (Mb)	Gaz naturel (Gpc)	Cumul (Mbep)
<b>31 décembre 2000</b>	<b>6 960</b>	<b>20 705</b>	<b>10 762</b>
Variation depuis le 31 décembre 1999	1,3 %	2,2 %	2,9 %
<b>31 décembre 2001</b>	<b>6 961</b>	<b>21 929</b>	<b>10 978</b>
Variation depuis le 31 décembre 2000	0 %	5,9 %	2,0 %
<b>31 décembre 2002</b>	<b>7 231</b>	<b>21 575</b>	<b>11 203</b>
Variation depuis le 31 décembre 2001	3,9 %	- 1,6 %	2,0 %

*(1) Incluent la quote-part de TotalFinaElf dans les réserves prouvées (nettes) des sociétés mises en équivalence et de deux sociétés non consolidées (Oman LNG et Abu Dhabi Liquefaction Company). Voir la rubrique Informations complémentaires (non auditées) sur l'activité Pétrole et Gaz, incluse par ailleurs dans le présent document page 122.*

Les réserves prouvées sont estimées au moyen de données géologiques et d'engineering pour déterminer si la quantité de pétrole brut ou de gaz naturel située dans des réservoirs connus pourra être produite dans de bonnes conditions économiques et opérationnelles. Ce processus implique des jugements subjectifs qui font de l'évaluation des réserves un exercice sujet à révisions car la précision n'est pas absolue. Les réserves de gaz et de pétrole de TotalFinaElf sont estimées une fois par an pour tenir compte, entre autres choses, des niveaux de production, du comportement des champs, des réserves supplémentaires issues des nouvelles découvertes et acquisitions, des cessions et autres facteurs économiques. Les réserves prouvées mondiales de TotalFinaElf incluent les réserves prouvées (nettes) de ses filiales consolidées, ainsi que sa quote-part dans les réserves prouvées (nettes) des sociétés mises en équivalence et de deux sociétés

## Production par zone géographique

	2002			2001			2000		
	Liquides (kb/j)	Gaz naturel (Mpc/j)	Total (kbep/j)	Liquides (kb/j)	Gaz naturel (Mpc/j)	Total (kbep/j)	Liquides (kb/j)	Gaz naturel (Mpc/j)	Total (kbep/j)
<b>Filiales consolidées</b>									
<b>Europe</b>	<b>464</b>	<b>2 230</b>	<b>873</b>	<b>417</b>	<b>1 852</b>	<b>759</b>	<b>398</b>	<b>1 786</b>	<b>729</b>
France	11	176	43	11	181	43	12	183	44
Italie	1	-	1	1	3	1	1	8	2
Pays-Bas	1	351	62	1	402	71	1	410	73
Norvège	280	651	400	257	508	352	243	458	331
Royaume-Uni	171	1 052	367	147	758	292	141	727	279
<b>Afrique</b>	<b>589</b>	<b>374</b>	<b>661</b>	<b>540</b>	<b>369</b>	<b>611</b>	<b>560</b>	<b>332</b>	<b>624</b>
Algérie	52	205	92	49	208	89	51	191	87
Angola	158	-	158	96	-	96	94	-	95
Cameroun	15	-	15	16	-	16	16	-	16
Congo	103	-	103	110	-	110	121	-	121
Congo (RD)	-	-	-	-	-	-	2	-	2
Gabon	100	8	101	105	8	106	119	8	120
Libye	36	-	36	20	-	20	20	-	20
Nigeria	125	161	156	144	153	174	137	133	163
<b>Amérique du Nord</b>	<b>5</b>	<b>214</b>	<b>45</b>	<b>7</b>	<b>221</b>	<b>49</b>	<b>9</b>	<b>240</b>	<b>54</b>
États-Unis	5	214	45	7	221	49	9	240	54
<b>Asie du Sud-Est</b>	<b>23</b>	<b>1 122</b>	<b>220</b>	<b>24</b>	<b>1 114</b>	<b>219</b>	<b>26</b>	<b>966</b>	<b>197</b>
Brunei	1	52	11	1	51	10	1	51	10
Indonésie	17	731	154	18	739	155	20	689	147
Myanmar	-	150	18	-	129	16	-	42	5
Thaïlande	5	189	37	5	195	38	5	184	35
<b>Reste du monde</b>	<b>273</b>	<b>359</b>	<b>338</b>	<b>208</b>	<b>283</b>	<b>259</b>	<b>172</b>	<b>250</b>	<b>218</b>
<b>Moyen-Orient</b>	<b>152</b>	<b>62</b>	<b>163</b>	<b>100</b>	<b>-</b>	<b>100</b>	<b>92</b>	<b>-</b>	<b>92</b>
E.A.U.	18	-	18	19	-	19	21	-	21
Iran	38	-	38	22	-	22	16	-	16
Qatar	34	4	35	17	-	17	18	-	18
Syrie	54	58	64	32	-	32	26	-	26
Yémen	8	-	8	10	-	10	11	-	11
<b>Amérique du Sud</b>	<b>116</b>	<b>297</b>	<b>170</b>	<b>102</b>	<b>283</b>	<b>153</b>	<b>74</b>	<b>250</b>	<b>120</b>
Argentine	14	249	59	15	243	59	14	232	56
Bolivie	-	24	5	-	15	3	-	-	-
Colombie	39	24	43	54	25	58	51	18	55
Venezuela	63	-	63	33	-	33	9	-	9
<b>Autres</b>	<b>5</b>	<b>-</b>	<b>5</b>	<b>6</b>	<b>-</b>	<b>6</b>	<b>6</b>	<b>-</b>	<b>6</b>
Russie	5	-	5	6	-	6	6	-	6
<b>Production totale cumulée</b>	<b>1 354</b>	<b>4 299</b>	<b>2 137</b>	<b>1 196</b>	<b>3 839</b>	<b>1 897</b>	<b>1 165</b>	<b>3 574</b>	<b>1 822</b>
<b>Filiales mises en équivalence et non consolidées</b>									
Afrique	10	-	10	9	-	9	8	-	8
Moyen-Orient	225	233	269	249	222	291	260	184	294
Reste du monde	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total filiales mises en équivalence et non consolidées</b>	<b>235</b>	<b>233</b>	<b>279</b>	<b>258</b>	<b>222</b>	<b>300</b>	<b>268</b>	<b>184</b>	<b>302</b>
<b>Production mondiale</b>	<b>1 589</b>	<b>4 532</b>	<b>2 416</b>	<b>1 454</b>	<b>4 061</b>	<b>2 197</b>	<b>1 433</b>	<b>3 758</b>	<b>2 124</b>

non consolidées. Pour de plus amples informations concernant les réserves prouvées de TotalFinaElf au 31 décembre 2002, 2001 et 2000, cf. rubrique Informations complémentaires (non auditées) sur l'activité Pétrole et Gaz, incluse par ailleurs dans le présent document page 122 et suivantes.

Concernant les informations relatives à l'estimation faite par TotalFinaElf des réserves de gaz naturel et de liquides prouvées, développées et non développées, du secteur Amont, présentées par zone géographique au 31 décembre 2002, 2001 et 2000, cf. tableaux présentés à la rubrique Informations complémentaires (non auditées) sur l'activité Pétrole et Gaz, incluse par ailleurs dans le présent document page 122 et suivantes.

## Production

La production journalière moyenne de liquides et de gaz naturel du secteur Amont a augmenté de 10 %, pour atteindre 2 416 kbep/j en 2002, contre 2 197 kbep/j en 2001. Les liquides ont représenté environ 66 % et le gaz naturel 34 % environ de la production globale du secteur en 2002 (en équivalent pétrole).

Le tableau ci-contre présente la production journalière moyenne de pétrole brut et de gaz naturel revenant à TotalFinaElf du secteur par zone géographique pour chacun des trois derniers exercices. Dans les pays dans lesquels les activités de TotalFinaElf s'inscrivent dans le cadre d'un contrat de partage de production, la production du Groupe représente les quantités à sa disposition en vertu desdits contrats.

À l'instar de ses homologues du secteur, TotalFinaElf ne détient souvent qu'une participation dans les champs, le solde étant détenu par d'autres partenaires d'exploitation (parmi lesquels peuvent figurer d'autres compagnies pétrolières, des compagnies pétrolières d'État ou des organismes publics). TotalFinaElf intervient fréquemment en qualité d'opérateur sur les champs dans lesquels il détient une participation. Pour une description des principaux champs producteurs du secteur Amont, cf. rubrique "Présentation des activités par zone géographique" ci-après.

Pratiquement toute la production de pétrole brut du secteur Amont est vendue au secteur Aval qui en utilise, à son tour, une partie au titre des activités Aval et en commercialise une autre partie auprès de différents clients dans le monde. Voir au chapitre Aval, la rubrique Trading, page 68.



## Ventes de gaz naturel

La production de gaz naturel de TotalFinaElf est majoritairement vendue dans le cadre de contrats à long terme. Toutefois, sa production nord-américaine est majoritairement vendue au comptant ainsi qu'une partie de sa production britannique et argentine. Les contrats à long terme dans le cadre desquels TotalFinaElf vend sa production de gaz naturel et de GNL prévoient généralement un prix lié, entre autres facteurs, aux prix moyens du pétrole brut et d'autres produits pétroliers. Bien que le prix du GNL ait tendance à fluctuer dans le sillage de celui du pétrole brut, il s'écoule un certain laps de temps avant que les variations des prix du pétrole brut ne se fassent sentir au niveau des prix du gaz naturel. Du fait de la corrélation entre le prix contractuel du gaz naturel et les prix du pétrole brut, les prix contractuels ne sont généralement pas affectés par les fluctuations à court terme du prix du gaz naturel au comptant.

## Présentation des activités par zone géographique

Le tableau ci-dessous résume l'activité de TotalFinaElf sur ses principaux champs producteurs par zone géographique en précisant l'année de début d'activité sur le champ, la participation du Groupe, l'activité d'opérateur et la nature de production.



### Principaux champs producteurs au 31 décembre 2002

	Début de l'activité dans le pays	Principaux champs opérés par le Groupe en production (Part Groupe en %) <sup>(1)</sup>	Principaux champs non opérés par le Groupe en production (Part Groupe en %)	Liquides ou Gaz		
<b>Europe</b>						
France	1939	Lacq (100,00 %)		L, G		
Pays-Bas	1964	Zuidwal (42,21 %)		G		
		Leeuwarden (92,78 %)		G		
		K6/L7 (56,16 %)		G		
		L4a (55,66 %)		G		
		F15a (32,47 %)		G		
		K4a (50,00 %)		G		
		K4b/K5a (26,06 %)		G		
		K5b (25,00 %)		G		
		J3a (30,00 %)		G		
		K1a (40,10 %)		G		
				Champ unitisé Markham (14,75 %)	G	
		Norvège	1965	Frigg (37,80 %)		G
				Heimdal (26,33 %)		G
		Ekofisk (39,90 %)		L, G		
		Eldfisk (39,90 %)		L, G		
		Embla (39,90 %)		L, G		
		Tor (48,20 %)		L, G		
		Oseberg (10,00 %)		L, G		
		Veslefrikk (18,00 %)		L		
		Troll (3,69 %)		L, G		
		Aasgard (7,65 %)		L, G		
		Snorre (5,95 %)		L		
		Valhall (15,72 %)		L		
		Hod (25,00 %)		L		
		Sleipner West (9,41 %)		L, G		
		Sleipner East (10,00 %)		L, G		
		Statfjord East (2,80 %)		L		
		Sygna (2,52 %)		L		
		Tordis (5,60 %)		L		
		Glitne (21,80 %)		L		
		Huldra (24,33 %)		L, G		
		Visund (7,65 %)		L, G		
		Vale (24,24 %)		L, G		
		Tune (20,00 %)		L		
		Vigdis (5,60 %)		L		
Royaume-Uni	1962	Alwyn N., Dunbar, Ellon, Grant (100,00 %)		L, G		
		Nuggets (100,00 %)		G		
		Elgin/Franklin (46,17 %)		L, G		
		Otter (54,30 %)		L		
		Frigg (39,18 %)		G		
				Bruce (43,25 %)	L, G	
				Keith (25,00 %)	L, G	
				Champ unitisé Markham (7,35 %)	G	
				ETAP (Mungo, Monan) (12,43 %)	L, G	
				Armada (12,53 %)	G	
		Alba (12,65 %)	L			
		Nelson (11,53 %)	L			

(1) La participation financière du Groupe dans l'entité locale est d'environ 100 % dans tous les cas, sauf concernant Elf Gabon (57,9 %), le Cameroun (75,8 %) et certaines entités à Abu Dhabi et Oman (voir Notes 2 à 8, page 50).


**Principaux champs producteurs au 31 décembre 2002**

	Début de l'activité dans le pays	Principaux champs opérés par le Groupe en production (Part Groupe en %) <sup>(1)</sup>	Principaux champs non opérés par le Groupe en production (Part Groupe en %)	Liquides ou Gaz
<b>Afrique</b>				
Algérie	1952		Tin Fouye Tabankort (35,00 %)	L, G
			Hamra (100,00 %)	L
Gabon	1928	Avocette, Coucal (57,50 %)		L
		Hylla, Vanneau (75,00 %)		L
		Anguille, Torpille (100,00 %)		L
		Gonelle (100,00 %)		L
		Atora (40,00 %)		L
		Baudroie Marine (50,00 %)		L
Nigeria	1962		Rabi (47,50 %)	L
		OML 57 (40,00 %)		L
		OML 58 (40,00 %)		L, G
		OML 100 (40,00 %)		L
		OML 102 (40,00 %)		L
Congo	1928		Champs SPDC (10,00 %)	L, G
		Likouala (65,00 %)		L
		Tchibouela (65,00 %)		L
		Tchibeli (65,00 %)		L
		Tchendo (65,00 %)		L
		Yanga (55,25 %)		L
		Sendji (55,25 %)		L
		Nkossa (51,00 %)		L
			Loango (50,00 %)	L
			Zatchi (35,00 %)	L
Angola	1953	Blocs 3-80, 3-85, 3-91 (50,00 %)		L
		Girassol (bloc 17) (40,00 %)		L
			Bloc 2-85 (27,50 %)	L
			Kuito (bloc 14) (20,00 %)	L
Cameroun	1951		Cabinda offshore (bloc 0) (10,00 %)	L
		Ekoundou (15,30 %)		L
		Kombo (15,30 %)		L
Libye	1959		Mokoko (7,00 %)	L
		Mabruk (75,00 %)		L
			El Sharara (7,50 %)	L
<b>Extrême-Orient</b>				
Indonésie	1968	Handil (50,00 %)		L, G
		Bekapai (50,00 %)		L, G
		Peciko (50,00 %)		L, G
		Tambora/Tunu (50,00 %)		L, G
			Nilam (9,29 %)	L, G
Myanmar	1992	Yadana (31,24 %)		G
Thaïlande	1990		Bongkot (33,33 %)	L, G
Brunei	1987	Maharaja Lela		
		Jamalulalam (37,50 %)		L, G

(1) La participation financière du Groupe dans l'entité locale est d'environ 100 % dans tous les cas, sauf concernant Elf Gabon (57,9 %), le Cameroun (75,8 %) et certaines entités à Abu Dhabi et Oman (voir Notes 2 à 8, page 50).


**Principaux champs producteurs au 31 décembre 2002**

	Début de l'activité dans le pays	Principaux champs opérés par le Groupe en production (Part Groupe en %) <sup>(1)</sup>	Principaux champs non opérés par le Groupe en production (Part Groupe en %)	Liquides ou Gaz
<b>Amérique du Nord</b>				
États-Unis	1964	Virgo (64,00 %)		G
		Aconcagua (50,00 %)		G
		MacAllen-Pharr (96,00 %)		G
		Slick Ranch (89,00 %)		G
		Bethany (90,00 %)		G
			Camden Hills (16,67 %)	
		MacAllen-Ranch (19,00 %)		
<b>Amérique du Sud</b>				
Venezuela	1981	Jusepin (55,00 %)		L
			Zuata (Sincor) (47,00 %)	L
Colombie	1973		Cusiana (19,00 %)	L, G
			Cupiagua (19,00 %)	L
Bolivie	1995		San Alberto (15,00 %)	G
			Sabalo (15,00 %)	G
Argentine	1978	Aguada Pichana (27,27 %)		L, G
		San Roque (24,71 %)		L, G
		Canadon Alfa (37,50 %)		L, G
		Hidra (37,50 %)		L
		Argo (37,50 %)		L
<b>Russie</b>	1989	Kharyaga (50,00 %)		L
<b>Reste du monde</b>				
<b>Moyen-Orient</b>				
Abu Dhabi	1939	Abu Al Bu Khoosh (75,00 %)		L
			Abu Dhabi offshore (13,33 %)	L <sup>(2)</sup>
			Abu Dhabi onshore (9,50 %)	L <sup>(3)</sup>
Dubai	1954		Dubai offshore (27,50 %)	L <sup>(4)</sup>
Iran	1954	Sirri (60,00 %)		L <sup>(5)</sup>
			South/Pars 2&3 (40,00 %)	L, G <sup>(6)</sup>
			Dorood (55,00 %)	L <sup>(7)</sup>
Oman	1937		Divers champs onshore (4,00 %)	L <sup>(8)</sup>
Qatar	1938	Al Khalij (100,00 %)		L
			North Field (20,00 %)	L, G
Syrie	1988	Jafra/Qahar (50,00 %)		L
			Deir Ez Zor Gaz (50,00 %)	L, G
Yémen	1987	Kharir/Atuf (28,57 %)		L
			Permis de Jannah (bloc 5) (15,00 %)	L

(1) La participation financière du Groupe dans l'entité locale est d'environ 100 % dans tous les cas, sauf concernant Elf Gabon (57,9 %), le Cameroun (75,8 %) et certaines entités à Abu Dhabi et Oman (voir Notes 2 à 8, ci-dessous).

(2) Participation de 13,3 % via ADMA (société mise en équivalence). TotalFinaElf est également associé à l'operating du Groupe Abu Dhabi Marine Operating Company.

(3) Participation de 9,5 % via ADPC (société mise en équivalence). TotalFinaElf est également associé à l'operating du Groupe Abu Dhabi Company For Onshore Oil Operation.

(4) Participation indirecte de 25 % via Dubai Marine Areas (société mise en équivalence) et participation directe de 2,5 % via Total Service Golfe.

(5) Sur les champs de Sirri A et E, les opérations ont été transférées à la société publique National Iranian Oil Company (NIOC).

TotalFinaElf détient une participation de 60 % dans le consortium étranger.

(6) TotalFinaElf est opérateur sur le développement des phases 2 & 3 du champ de South Pars et détient une participation de 40 % dans le consortium étranger.

(7) TotalFinaElf est opérateur sur le développement du champ de Dorood et détient une participation de 55 % dans le consortium étranger.

(8) TotalFinaElf détient une participation de 4 % dans le Groupe Petroleum Development Oman Llc (opérateur) via Pohol (société mise en équivalence). Le Groupe détient également une participation de 5,54 % dans l'usine GNL d'Oman.



## Activités principales

### Europe

**La production SEC de TotalFinaElf en Europe s'est élevée à 873 kbep/j en 2002, soit 36 % de la production totale du Groupe pour l'année.**

#### Grande-Bretagne

La production nette de TotalFinaElf Exploration UK s'établit à 367 kbep/j, en augmentation de 26 % par rapport à 2001. Le puits d'exploration SW Seymour (TotalFinaElf 25 %), foré à partir de la plate-forme d'Armada, a trouvé une accumulation d'huile et de gaz. La zone à gaz était en cours de développement fin 2002. Le puits d'exploration Forvie Nord a révélé une accumulation de gaz. La découverte est en cours d'évaluation. Le champ d'Otter (TotalFinaElf opérateur 54,3 %) est entré en production en octobre 2002 avec un puits. Le second puits était en cours de complétion à la fin de l'année, afin d'accroître la production au niveau de 30 kb/j en 2003 (en 100 %). L'extension du champ d'Alba (Alba Extrême South, TotalFinaElf 12,7 %) est entrée en production en octobre 2002. Un module d'habitation additionnel a été installé sur la plate-forme de Dunbar. Le développement du champ de Nuggets N4 a été approuvé et la production est prévue commencer en 2003. Le champ d'Elgin-Franklin (TotalFinaElf opérateur 46,2 %) a produit de façon satisfaisante au dessus du niveau 100 % de 200 kbep/j en moyenne.

#### Norvège

La production 2002 du premier pays contributeur du Groupe s'est accrue de 14 % par rapport à l'année 2001, atteignant 400 kbep/j dont 178 kbep/j provenant de la zone d'Ekofisk (TotalFinaElf 39,9 %). Le puit d'appréciation de Tyrihans, terminé mi-novembre 2002, a confirmé la taille du champ. Les champs de Vale (TotalFinaElf 24,2 %) et Tune (TotalFinaElf 20 %) ont été mis en production respectivement en mai et novembre 2002. Le développement des champs de Skirne et Byggve (TotalFinaElf 40 %, opérateur) a été approuvé par les autorités en juillet 2002. Le démarrage de la production est prévu en 2004. L'extension de Vigdis dans la zone de Tampen (TotalFinaElf 5,6 %), le développement d'Alpha North dans la zone de Sleipner (TotalFinaElf 9,4 %) et le développement du gaz du champ de Visund (TotalFinaElf 7,7 %) ont tous été approuvés en 2002 avec un démarrage de la production de ces actifs prévu respectivement en fin 2003, 2004 et 2005. La construction des installations GNL de Snohvit, projet approuvé début 2002 (TotalFinaElf 18,4 %) a démarré et le système d'enlèvement maritime du GNL a été finalisé. Le Groupe a vendu ses 18 % d'intérêts dans le champ de Veslefrikk. Depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2002, TotalFinaElf commercialise directement sa production de gaz suite à la suppression du comité de centralisation des ventes de gaz norvégien (GFU). Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2003, tous les actifs de transport de gaz sec sont rassemblés dans une seule association (Gassled), dans laquelle TotalFinaElf détient une participation de 9,04 %.

- 1 South Pars en Iran : une performance technique et humaine. Les deux conduites de 150 km de long qui acheminent le gaz du gisement marin vers l'usine de traitement sont les lignes polyphasiques les plus longues jamais mises en service dans le monde.
- 2 Elgin/Franklin se caractérise avant tout par l'ensemble haute pression/haute température de ses effluents, le plus élevé jamais opéré, ainsi que par la taille de ses champs.

### Pays-Bas

TotalFinaElf est le deuxième opérateur gazier des Pays-Bas, avec une production opérée de 123 kbep/j et une production nette (part filiale) de 62 kbep/j en 2002. La première phase du développement K1A s'est achevée fin 2002 avec les mises en production successives, de janvier à décembre, de 3 puits depuis la plate-forme K1A installée en 2001. Un plateau de production de 20 kbep/j est prévu pour 2003. Les moyens de compression nécessaires au maintien de la production de la zone K4-K5 (K5 TC) ont été installés courant 2002 : pose de la plate-forme K5PK début août et mise en gaz du premier train de compression en décembre 2002.

### France

Les principaux champs de gaz, situés dans le Sud-Ouest de la France, en particulier à Lacq-Meillon (TotalFinaElf opérateur 100 %), ainsi que divers petits champs de gaz et de pétrole dans la même région et dans le bassin parisien, ont produit 43 kbep/j, niveau équivalent à celui de 2001. L'usine de Lacq traite également d'importantes quantités de soufre et d'autres produits issus des champs de gaz.

### Italie

TotalFinaElf a saisi l'opportunité de devenir opérateur de la concession Gorgoglione le 30 juillet 2002 après l'achat de la participation de l'ENI dans cette concession affichant d'importantes réserves d'huile lourde dans un réservoir profond. Un plan de développement du champ de Tempa Rossa (concession de Gorgoglione) est en cours d'établissement. Un test longue durée sur un puits (Perticara 1) a été effectué cette année.

### Roumanie

L'interprétation de la sismique 2D acquise en 2001 ayant démontré l'absence de prospectivité du bloc Neptune, ce dernier a été rendu en 2002 sans travaux supplémentaires.



### Afrique

**La production SEC de TotalFinaElf en Afrique s'est élevée à 671 kbep/j en 2002 (y compris sa quote-part dans la production des filiales mises en équivalence et non consolidées) soit 28 % de la production totale du Groupe, en hausse de 8,2 % par rapport à 2001. Ses principales activités d'exploration et de production sont situées en Afrique du Nord et en Afrique de l'Ouest, essentiellement dans les pays du golfe de Guinée.**

#### Algérie

La production moyenne du Groupe, qui a représenté 98 kbep/j en 2002, provient des champs d'Hamra et de Tin Fouyé Tabankort ainsi que des participations de sa filiale CEPESA dans les champs de RFK et Ourhoud. En 2002, TotalFinaElf a obtenu les blocs 325a et 329 dans le bassin de Timimoun. Les travaux d'exploration ont commencé sur le permis de Rhourde El Sid, dans le bassin de Birkin. Il faut également noter le démarrage en décembre 2002 d'Ourhoud (CEPSA 39,8 %) dont la production devrait atteindre 230 kb/j en 2003.

#### Angola

La production de TotalFinaElf est en augmentation de 65 % à 162 kbep/j en 2002. Elle provient essentiellement du bloc 17 (TotalFinaElf opérateur 40 %), du bloc 0 (TotalFinaElf 10 %) et du bloc 3 (TotalFinaElf opérateur 50 %). En eaux profondes, sur le bloc 17, le développement du champ de Girassol a confirmé son succès avec une montée rapide au plateau de 200 kb/j. Le raccordement de Jasmim aux installations de Girassol est prévu en 2003. Les travaux en vue du développement de Dalia et de Rosa se poursuivent. Zinia est venue s'ajouter à la liste des 12 précédentes découvertes sur ce bloc. Sur le bloc 14 (TotalFinaElf 20 %), la réalisation de la phase 2A sur le champ de Kuito doit permettre de maintenir le niveau de production. La découverte de Gabela en 2002 et l'appréciation positive de Tombua et Landana ont confirmé le potentiel de ce bloc. Elle s'ajoute à la découverte de Plutão sur le bloc 31 (TotalFinaElf 5 %). Le Groupe a, par ailleurs, confirmé sa participation dans l'étude du développement d'un projet GNL afin d'apporter une solution économique à la valorisation du gaz associé (TotalFinaElf 12 %).

#### Cameroun

La production 2002 en quote-part Groupe a atteint 15 kbep/j. TotalFinaElf E&P Cameroun, filiale du Groupe à 75,8 %, détenue à 20 % par la Société Nationale des Hydrocarbures camerounaise (SNH) et à 4,2 % par une société tierce, FRANCAREP, opère plus de 65 % de la production d'hydrocarbures du pays et détient des participations dans la majorité des concessions d'exploitation attribuées par la République du Cameroun.

### Congo

La production pour TotalFinaElf a été de 103 kbep/j en 2002. Le Groupe détient des participations de 15 % à 65 % dans des permis d'exploration et de production situés tous en mer, notamment le champ de N'Kossa (TotalFinaElf opérateur 51 %) et le champ de Tchibouela Est (TotalFinaElf opérateur 65 %) qui sont ses principaux champs producteurs. L'extension pour un an du permis MTPS qui arrivait à échéance en 2002 a été obtenue. Après l'appréciation positive du champ de Moho Bilondo en 2001/2002 sur le permis Haute Mer, une demande de permis d'exploitation a été déposée pour permettre le lancement de son développement. Une zone d'exploration concertée chevauchant la partie Sud du permis Haute Mer et la partie Nord du Bloc 14 en Angola a été établie. Les partenaires sont ceux des deux permis cités (TotalFinaElf 35,5 %).

### Gabon

La production en 2002 pour TotalFinaElf a été de 101 kbep/j. Elf Gabon gère quelques trente concessions et permis d'exploration et de production. Les principaux champs producteurs de TotalFinaElf sont Rabi-Kounga (TotalFinaElf 47,5 %), Avocette (TotalFinaElf opérateur 57,5 %), Anguille et Torpille (TotalFinaElf opérateur 100 %). Les actions Elf Gabon, cotées sur Euronext Paris, sont détenues par TotalFinaElf (58 %), la République gabonaise (25 %) et le public (17 %). En outre, Elf Gabon a acquis en 2002 une participation de 90 % dans le bloc Mbinda, et a signé un contrat d'exploitation et de partage de production qui a prolongé les licences sur les champs de Baudroie, Baudroie Nord Marine, Baliste et Mérou Sardine jusqu'en 2013 avec une possibilité d'extension pour deux périodes de 5 ans.

### Libye

La production nette du Groupe en 2002 a été de 36 kbep/j. Elle provient principalement des champs de Mabruk (TotalFinaElf opérateur 75 %) et des intérêts détenus dans le champ d'El Sharara (TotalFinaElf 7,5 %). En 2002, le développement de la structure B du bloc C 137 (TotalFinaElf opérateur 37,5 %) s'est poursuivi et permettra une mise en production en 2003, avec un plateau de 35 kbep/j. Les travaux d'exploration dans le prolifique bassin de Murzuk (bloc NC 191) ont commencé, la campagne sismique est terminée. Sur le bloc NC 186, le développement de la structure A a été décidé.

### Maroc

En 2002, sur la Zone Dakhla Offshore, TotalFinaElf a réalisé 8 000 kilomètres de sismique 2D.

### Nigeria

La production du Groupe en 2002 au Nigeria a atteint 156 kbep/j dont 44 % provenant des champs opérés par TotalFinaElf (participation de 40 %). Le reste de la production de TotalFinaElf provient d'une association NNPC, Shell, Agip, TotalFinaElf (participation de 10 %). Le Groupe détient également 15 % de Nigeria LNG

Company dont le premier train de liquéfaction est entré en service fin 1999 et le deuxième début 2000, doublant la capacité de production de l'usine pour la porter à 6 Mt/an. La production brute de GNL s'est élevée à 6,07 Mt en 2002 et celle de condensats à 2,2 Mb. Un troisième train GNL d'une capacité de 2,9 Mt/an de GNL et de 1 Mt/an de GPL a été mis en production en décembre 2002. Le plan d'investissement pour les nouveaux trains 4 et 5 et leur alimentation gaz ont été approuvés en mars 2002. Sur le permis en eaux très profondes OPL 246 (TotalFinaElf opérateur 24 %), la découverte AKPO-1 a été confirmée par 4 puits d'appréciation positifs. Le champ d'Amenam-Kpono en eaux peu profondes, dont le développement a été lancé en 2000, devrait être mis en production en 2003, avec un objectif en plateau de 125 kb/j. Ce projet couvre deux blocs unitisés OML 99 et OML 70 ; la participation du Groupe en tant qu'opérateur est de 30,4 %. TotalFinaElf est également partenaire à 12,5 % sur le permis en eaux profondes OML 118, sur lequel la découverte significative de Bonga South West a été faite en 2001. Le champ de Bonga doit être mis en production en 2004. Enfin, l'OPL 222 (TotalFinaElf opérateur 20 %) est en cours d'appréciation après la découverte d'huile d'Usan 1, confirmé par le puits Usan 2.



### Moyen-Orient

**La production SEC de TotalFinaElf au Moyen-Orient (y compris sa quote-part dans la production des filiales mises en équivalence et non consolidées) s'est élevée à 432 kbep/j en 2002, soit 18 % de la production totale du Groupe pour l'année.**

#### Arabie saoudite

TotalFinaElf détient une participation de 30 % dans le consortium international qui a été sélectionné en 2001 pour développer Core Venture 3 de la Saudia Arabian Natural Gas Initiative. Ce projet en cours de négociation avec le Gouvernement devrait inclure l'exploration de deux zones de 140 000 km<sup>2</sup> et 50 000 km<sup>2</sup> dans la région de Rub'al Khali, l'étude de faisabilité du développement du champ de gaz naturel acide de Kidan, la construction d'une unité de traitement et de transport du gaz extrait du champ de Shaybah, d'un complexe pétrochimique, d'une centrale électrique et d'une usine de dessalement à Jubail.

#### Émirats arabes unis

Les activités de TotalFinaElf sont localisées à Abu Dhabi et à Dubai. La production de TotalFinaElf en 2002, s'est élevée à 216 Kbep/j. Les champs à terre sont ceux d'Asab, de Bab, de Bu Hasa, de Sahil et de Shah et les champs en mer ceux de Umm Shaif, de Zakum, de Abu Al Bu Khoosh et de Fateh. En outre, TotalFinaElf détient une participation de 15 % dans Abu Dhabi Gas Industries (GASCO), société qui produit du butane, du propane et des condensats issus du gaz associé produit par les champs à terre. TotalFinaElf détient

également une participation de 5 % dans Abu Dhabi Gas Liquefaction Company (ADGAS), société qui produit du GNL, du GPL et des condensats issus du gaz naturel produit par les champs en mer – gaz associé à la production de pétrole et gaz non associé. Le Groupe détient également une participation de 30 % dans Ruwais Fertilizer Industries (FERTIL) qui produit de l'ammoniac et de l'urée à partir du méthane fourni par ADNOC. En 2000, un consortium formé par TotalFinaElf et Tractebel a été retenu pour conduire le projet Taweelah A1, d'un montant de 1,5 milliard de dollars US, pour la construction et l'exploitation d'une usine de dessalement et de production d'électricité. Voir ci-après au chapitre Amont, la rubrique "Électricité et cogénération".

### Iran

TotalFinaElf opère quatre contrats de type buy-back en Iran, sa production sur l'année 2002 a été de 38 kbep/j. Sur les champs Sirri A&E (TotalFinaElf 60 %), les opérations ont été transférées à la société publique National Iranian Oil Company (NIOC). Sur le champ en mer de gaz et de condensats de South Pars, la production a démarré en mars 2002. Un plateau de production de 56,6 Mm<sup>3</sup>/j (2 Gpc/j) de gaz et 80 kbep/j de condensats a été atteint en novembre 2002. Le développement sur le champ de Dorood (TotalFinaElf opérateur 55 %) s'est poursuivi avec la mise en production d'une première phase à 15 kb/p en avril 2002. Le développement du champ pétrolier de Balal (TotalFinaElf opérateur 46,8 %) est en voie d'achèvement, la mise en production est intervenue en janvier 2003.

### Koweït

Le contrat conclu entre le Groupe et Kuwait Oil Company (KOC) a été renouvelé pour une durée de trois ans et demi, jusqu'en juillet 2004. Il prévoit la fourniture, par TotalFinaElf, d'une assistance technique et d'un support aux activités amont, sur la totalité du domaine de KOC.

### Oman

L'usine de liquéfaction de gaz naturel (GNL) d'Oman (TotalFinaElf 5,54 %) a porté sa production à 6,6 Mt en 2002 grâce, dans une large mesure, à l'augmentation des livraisons à destination de la Corée et du Japon, ainsi qu'à une hausse des ventes "spot". TotalFinaElf (opérateur 100 %) s'est vu attribuer le bloc 34, d'une superficie de près de 11500 km<sup>2</sup>, dans le sud du Sultanat. TotalFinaElf détient une participation de 4 % dans Petroleum Development Oman (PDO). La production en 2002 a été de 48 kb/j en part Groupe.

### Qatar

La production de TotalFinaElf au Qatar s'est élevée à 58 kbep/j en 2002. TotalFinaElf détient une participation de 20 % dans les activités amont de Qatargas. Cette société produit du gaz naturel et des condensats sur un bloc du North Field. Le Groupe détient également une participation de 10 % dans l'usine de liquéfaction de Qatargas. Les trois trains de liquéfaction de gaz naturel

(GNL) ont permis de produire 7,6 Mt en 2002, contre 7,2 Mt en 2001. Un projet est en cours pour porter cette capacité de production à 9,2 Mt/an d'ici 2006.

En décembre 2001, un contrat a été signé avec la société nationale Qatar Petroleum, qui prévoit la vente de 56,6 Mm<sup>3</sup>/j (2 Gpc/j) de gaz Qatari dans le cadre du projet Dolphin (TotalFinaElf 24,5 %) sur 25 ans à compter de 2006. Ce gaz proviendra du North Field et sera acheminé vers les Émirats arabes unis, par l'intermédiaire d'un gazoduc de 380 kilomètres.

Sur le champ d'Al Khalij (TotalFinaElf opérateur, participation portée à 100 % après avoir racheté la part d'ENI), le développement de la deuxième phase a porté la capacité de production de 25 à 60 kb/j en 2002. Le développement de la troisième phase qui permettra de porter la capacité de production à 80 kb/j, vient d'être lancé.

### Syrie

En 2002, la production du permis Deir Ez Zor (TotalFinaElf 50 %) a totalisé 50 kbep/j provenant essentiellement des champs de Jafra et Qahar. Le projet concernant le gaz et les condensats de Deir Ez Zor (TotalFinaElf 50 %), mis en route progressivement depuis fin 2001, permet d'assembler, de traiter et de transporter environ 5 Mm<sup>3</sup>/j (175 Mpc/j) de gaz associé issu du permis Deir Ez Zor. Ce projet met un terme au torchage de gaz associé et réduit les émissions de gaz à effet de serre dans cette région.

### Yémen

Les permis East Shabwa (TotalFinaElf opérateur 28,6 %) et Jannah (TotalFinaElf 15,0 %) ont produit respectivement 25 kb/j et 41 kb/j en 2002. TotalFinaElf est le principal actionnaire, avec une participation de 42,9 % dans le projet Yémen LNG Company. Le gouvernement yéménite a autorisé une commercialisation de 5,3 Mt/an de GNL qui devrait être produit à partir des réserves de la région Marib dans le cadre d'accords renouvelés en juin 2002 pour une durée de 4 ans.

### Asie

**La production SEC de TotalFinaElf en Asie s'est élevée en moyenne à 220 kbep/j, soit 9 % de la production totale du Groupe pour l'année 2002.**

#### Indonésie

La production en part Groupe de TotalFinaElf pour l'année 2002 a atteint 154 kbep/j. Les activités de TotalFinaElf en Indonésie sont concentrées sur le permis de Mahakam (TotalFinaElf opérateur 50 %) qui regroupe plusieurs champs, en particulier Peciko et Tunu, les plus gros champs gaziers de la zone Kalimantan Est. La production de gaz naturel de TotalFinaElf est livrée à l'usine de Bontang, la plus grande usine de liquéfaction au monde. Ce GNL fait l'objet de contrats à long terme conclus avec des clients japonais, coréens et taiwanais. Il est principalement destiné à leurs centrales électriques.



La capacité totale des huit trains de liquéfaction de l'usine de Bontang s'élève à 22 Mt/an. Cette production est vendue dans sa quasi-totalité jusqu'en 2010. Actuellement près de 60 % du gaz livré à l'usine de Bontang provient de la production opérée par TotalFinaElf sur le permis de Mahakam. Cette contribution devrait passer à 70 % d'ici 2010. Le développement du champ de Peciko se poursuit par la mise en œuvre de la phase 3 (une plate-forme supplémentaire a été installée en 2002, et une troisième installation de traitement à terre est prévue pour mi-2003) et de la phase 4 (deux plates-formes et des unités de compression à terre). Sur le champ voisin de Tunu, une nouvelle phase de développement a démarré fin 2002 (unités de compression concernant la partie nord du champ).

#### Thaïlande

Des contrats long terme couvrent la vente à PTT (société nationale thaïlandaise) de la totalité de la production de gaz naturel de Bongkot (TotalFinaElf 33,3 %). Ce gaz est ensuite revendu à divers clients locaux. PTT est également destinataire de la production de condensats. La phase 3B du développement de Bongkot (2 plates-formes) s'est achevée en 2002. La phase 3C (2 plates-formes incluant un complexe de désulfuration) est en cours de construction. Par ailleurs, un nouveau stockage flottant pour les condensats a été mis en service en janvier 2003. En 2002, la production en part Groupe du champ de Bongkot s'est élevée à 37 kbep/j. En décembre 2002, PTT plc a entamé des négociations à propos de la teneur en mercure du gaz de Bongkot, bien que les installations existantes puissent gérer ce problème et malgré qu'aucune spécification ne soit mentionnée dans le contrat.

#### Myanmar

Sur le champ de Yadana (TotalFinaElf opérateur 31,2 %) situé sur les blocs M5 et M6, les livraisons de gaz à PTT à destination des centrales électriques thaïlandaises ont atteint 16,6 Mm<sup>3</sup>/j (585 Mpc/j) en 2002. Par ailleurs TotalFinaElf a fourni 0,6 Mm<sup>3</sup>/j (20 Mpc/j) au marché domestique. En 2002, TotalFinaElf a enregistré une production en part Groupe de 18 kbep/j.

#### Pakistan

TotalFinaElf détient deux blocs d'exploration en eaux très profondes (TotalFinaElf opérateur 95 %) de 7 500 km<sup>2</sup> chacun qui sont en cours d'évaluation.

#### Brunei

Sur le bloc B, dans l'offshore profond du Brunei Darussalam (TotalFinaElf opérateur 37,50 %), la production du champ de Maharaja Lela Jamalulalam a été de 23,5 kbep/j. Le projet d'installation d'une unité de compression sur une des plates-formes existantes a été lancée fin 2002 (démarrage prévu en 2005). La production en part Groupe de TotalFinaElf s'est élevée à 11 kbep/j en 2002. Sur le même bloc B, une découverte significative de gaz à condensats a été réalisée. TotalFinaElf est opérateur à hauteur de 60 % du bloc d'exploration J situé en eaux profondes et d'une surface de 5 000 km<sup>2</sup>. L'accord de partage de production a été finalisé début 2003.

#### Malaisie

En 2001, TotalFinaElf a acquis une participation de 42,5 % dans le permis en eaux profondes du bloc F. Des travaux de sismique 3D ont été réalisés en 2002 et les travaux d'exploration se poursuivront en 2003.

*Situé dans l'Émirat d'Abu Dhabi, "Taweelah A1" est l'un des plus importants programmes de production d'électricité et de dessalement d'eau de mer au monde. À son achèvement, prévu à l'été 2003, cette usine représentera plus du quart de la puissance électrique et 18,5 % des capacités de production d'eau de l'Émirat.*

## Amérique du Nord

La production SEC de TotalFinaElf en Amérique du Nord s'est élevée à 45 kbep/j en 2002, soit 2 % de la production totale du Groupe pour l'année 2002.

### Canada

TotalFinaElf a conclu un accord pour prendre une participation de 43,5 % sur le permis Surmont, en Athabasca, dans la province canadienne de l'Alberta. Surmont est formé de quatre licences contiguës, pour une superficie globale de 548 kilomètres carrés. Ce permis fait l'objet depuis 1998 d'un projet pilote d'extraction de bitume par récupération thermique avec injection de vapeur (Steam Assisted Gravity Drainage).

### États-Unis

En 2002, la production moyenne journalière s'est élevée à 45 kbep/j. TotalFinaElf a terminé le développement du champ de gaz d'Aconagua (TotalFinaElf opérateur 50 %) et la construction du système de transport de gaz naturel Canyon Express (TotalFinaElf opérateur 25,8 %) par plus de 2 000 mètres de profondeur d'eau dans le golfe du Mexique. Depuis septembre 2002, Canyon Express livre du gaz provenant des champs d'Aconagua, Camden Hills (TotalFinaElf 16,7 %) et King's Peak. Le développement du champ de Matterhorn (TotalFinaElf opérateur 100 %) par 850 mètres d'eau dans le golfe du Mexique (plate-forme à tendons d'une capacité de traitement de 40 kbep/j) se poursuit conformément au calendrier prévu pour une mise en production en 2003.

En 2002, TotalFinaElf a acquis 20 blocs d'exploration dans la "National Petroleum Reserve of Alaska" (NPRA) et y réalisera une campagne d'acquisition sismique début 2003. La rationalisation de son portefeuille d'actifs onshore et offshore aux États-Unis a continué avec notamment la cession de sa participation dans 12 blocs, début 2003, sur le plateau continental du golfe du Mexique. TotalFinaElf a ainsi des intérêts dans 156 blocs offshore du golfe du Mexique, dont 8 blocs acquis en 2002 dans sa partie ouest.

## Amérique du Sud

La production SEC de TotalFinaElf en Amérique du Sud s'est élevée à 170 kbep/j en 2002, soit 7 % de la production totale du Groupe pour l'année 2002.

### Argentine

La production moyenne journalière de TotalFinaElf s'est élevée à 59 kbep/j en 2002, au même niveau qu'en 2001 mais inférieure aux prévisions, du fait de la crise économique argentine. Le puits d'exploration Rincon Chico XP101 foré sur le permis de San Roque (TotalFinaElf opérateur 24,7 %) a été testé positif. Les travaux d'augmentation de 9,5 Mm<sup>3</sup>/j (335 Mpc/j) à 11,5 Mm<sup>3</sup>/j (406 Mpc/j) de la capacité d'exportation du centre de traitement d'Aguada Pichana (TotalFinaElf opérateur 27,3 %) ont été achevés. Du fait de la crise argentine, les forages des puits du développement

de Carina-Aries (offshore de la Terre de Feu), lancé en 2001, ainsi que divers petits projets en Terre de Feu et dans la région du Neuquen ont été reportés. Seule la construction des infrastructures offshore de Carina-Aries se poursuit normalement.

### Bolivie

La production moyenne journalière, en part Groupe, du champ de San Alberto (TotalFinaElf 15 %) s'est élevée à 5 kbep/j en 2002. Le développement du champ de gaz de Sabalo, en cours sur le bloc San Antonio (TotalFinaElf 15 %), sera achevé en 2003, ainsi que la construction du pipeline Transierra (TotalFinaElf 11 %). TotalFinaElf a acquis début 2002 un intérêt de 9 % dans les installations de compression de Rio Grande, au point d'entrée du pipe Bolivie-Brésil. Le forage du puits Itau X3 sur le bloc XX Ouest (TotalFinaElf opérateur 41 %) a commencé en août 2002 et devrait se terminer mi-2003.

### Brésil

Les travaux d'exploration se sont poursuivis en offshore profond sur le bloc BC-2 (TotalFinaElf opérateur 35 %) et sont en cours d'évaluation. Une sismique a également été tirée sur le bloc BMC-14 (TotalFinaElf opérateur 30 %).

### Colombie

La production, en part Groupe, des champs à huile de Cusiana et Cupiagua (TotalFinaElf 19 %) s'est élevée à 43 kbep/j. Une sismique 3D sur le permis de Tangara (TotalFinaElf 55 %) a été terminée début 2003. Les permis d'exploration onshore Capachos et San Miguel (TotalFinaElf 40 %) ont été rendus en 2002 ainsi que le permis offshore de Sinu (TotalFinaElf 100 %).

### Trinidad et Tobago

Sur le bloc 2c (TotalFinaElf 30 %) situé en offshore peu profond de Trinidad, trois puits d'appréciation ont été forés en 2002, dont deux positifs, et les études de développement du champ de Grand Angostura ont été lancées. Une sismique a été réalisée sur le bloc 3a (TotalFinaElf 10 %).

### Venezuela

Le développement du projet Sincor (TotalFinaElf 47 %) s'est achevé en 2002. Il consiste à produire, traiter et commercialiser du brut extra-lourd de la ceinture de l'Orénoque, en utilisant des puits horizontaux. L'huile lourde de 8.5° API est transformée dans une usine ("Upgrader") en une huile synthétique, appelée Zuata Sweet de basse teneur en soufre et de 32°API. Le plateau de production de brut extra-lourd est prévu à 200 kb/j pour une production de 180 kb/j de Zuata Sweet. L'"Upgrader" a démarré en mars 2002 et la première cargaison d'huile synthétique a été chargée ce même mois. La production de brut lourd de Sincor s'est élevée à 112 kb/j en moyenne sur 2002. Après l'arrêt de décembre 2002 consécutif à la grève, la production de brut lourd a repris fin février 2003 et est revenue à son niveau normal à compter de mi-mars.



La production journalière moyenne en 2002 du champ de Jusepin (TotalFinaElf opérateur 55 %) s'est élevée à 33 kb/j. La première phase du développement du champ de gaz de Yucal Placer (TotalFinaElf 69,5 %) a été lancée avec un objectif en plateau de 2,8 Mm<sup>3</sup>/j (100 Mpc/j).



## Communauté des États indépendants

La production SEC de TotalFinaElf en CEI a été de 5 kbep/j en 2002.

### Azerbaïdjan

En mars 2001, le groupe entrepreneur a fait une déclaration de découverte commerciale sur le permis offshore de Shah Deniz (TotalFinaElf 10 %), avant de passer en phase de développement. En 2002, le Groupe a cessé son activité d'exploration sur le permis de Lenkoran-Talysh (TotalFinaElf opérateur 35 %) après des résultats de forage décevants. Sur le permis d'Absheron (TotalFinaElf 20 %), les travaux d'exploration se sont poursuivis après avoir rencontré des indices d'huile sur le premier puits. Dans le domaine du transport, TotalFinaElf a pris une participation de 5 % dans le projet de pipeline de pétrole brut "BTC" (Bakou-Tbilissi-Ceyhan) reliant Bakou à la Méditerranée lancé en août 2002.

### Kazakhstan

Sur le champ de Kashagan, TotalFinaElf a augmenté sa participation dans le consortium Nord Caspienne en rachetant à BP et Statoil une partie de leurs droits. La quote-part du Groupe est de 16,7 %, contre 14,3 % auparavant, après exercice de leurs droits de préemption par les différents partenaires. Après le puits de découverte de Kashagan Est-1 foré en 2000, et les deux puits supplémentaires forés avec succès en 2001, Kashagan Ouest-1 et Kashagan Est-2, la campagne de forages d'appréciation menée en 2002 a confirmé une découverte majeure. Celle-ci a fait l'objet d'une déclaration de commercialité en juin 2002. Un plan de développement a été soumis aux autorités du Kazakhstan fin 2002. Un puits d'exploration sur la structure de Kalamkas, située au sud ouest de Kashagan a également identifié la présence d'hydrocarbures.

### Russie

Dans le bassin de Timan Pechora situé au Nord du cercle polaire dans le Territoire Autonome des Nenets, le champ de Kharyaga a produit en quote-part Groupe 5 kb/j en 2002 (TotalFinaElf opérateur 50 %). Par ailleurs, TotalFinaElf a conclu un accord de coopération avec Yukos pour l'exploration et le développement de la zone de grands fonds de Shatsky, en mer Noire. Une campagne sismique 2D y a été réalisée en 2002. TotalFinaElf a signé en mai 2002 avec Anglo Siberian Oil Company un accord pour prendre une participation sur le gisement de Vankor, en Sibérie, ainsi qu'une option d'entrée sur le permis voisin de Vankor Nord. Les discussions sur le projet sont en cours.

1 Sincor au Venezuela. Unité de conversion profonde (Upgrader) de José : le brut extra-lourd y est transformé en brut léger de très haute qualité, le Zuata Sweet. Il est stocké dans des bacs qui offriront à terme, une capacité de 3,75 millions de barils.

2 En Alaska, la campagne sismique tridimensionnelle. Des camions vibrateurs émettent tout au long de "lignes" des signaux captés par des géophones. Les images enregistrées sont interprétées par les spécialistes des géosciences qui font de la sismique 3D un véritable outil prédictif au service de l'exploration et de l'exploitation optimisée des gisements.

3 Depuis une décennie, la demande en gaz et en électricité des pays constituant le Cône Sud (Brésil, Argentine, Chili, Bolivie, Paraguay et Uruguay) connaît une forte augmentation. Le Groupe, qui détient d'importantes réserves de gaz en Argentine et en Bolivie, détient 56,5 % de Gazoducto de GasAndes.



## Oléoducs et gazoducs

Le tableau ci-dessous présente les participations de TotalFinaElf dans les oléoducs et gazoducs dans le monde entier.

	Origine	Destination	Participation en %	TotalFinaElf opérateur	Liquides	Gaz
<b>Royaume-Uni</b>						
Frigg System : UK line	Frigg UK, Alwyn North, Bruce, and others	St. Fergus (Écosse)	100,00	X		X
Interconnector	Bacton	Zeebrugge (Belgique)	10,00			X
Central Graben Liquid Export Line (LEP)	Elgin/Franklin	ETAP	46,17	X	X	
Shearwater Elgin Area Line (SEAL)	Elgin/Franklin, Shearwater	Bacton	25,73			X
Central Area Transmission System (CATS)	Cats Riser Platform	Teeside	0,57			X
<b>Norvège</b>						
Gassled (1)			9,04			X
Frostpipe (inhibited)	Lille-Frigg, Froy	Oseberg	36,25		X	
Oseberg Transport System	Oseberg, Brage et Veslefrikk	Sture	8,65		X	
Norpipe Oil	Ekofisk treatment center	Teeside (Royaume-Uni)	34,93		X	
Troll Oil Pipeline I and II	Troll B and C	Vestprocess (Raffinerie de Mongstad)	3,70		X	
Sleipner East Condensate Pipe	Sleipner East	Karsto	10,00		X	
Kvitebjorn pipeline	Kvitebjorn	Mongstad	5,00		X	
Heimdal to Brae Condensate line	Heimdal	Brae	16,76		X	
<b>Pays-Bas</b>						
Nogat pipeline	F15A	Den Helder	23,19			X
West Gas Transport	K13A-K4K5	Den Helder	4,66			X
WGT Extension	Markham	K13-K4K5	23,00			X
Zuidwal pipeline	Zuidwal	Terminal de Harlingen	42,20			X
Oldelamer pipeline	Oldelamer	Terminal de Garijp	42,25			X
<b>France</b>						
GSO	Réseau du Sud-Ouest		70,00	X		X
CFM	Réseau Centre-Ouest		45,00			X
<b>Italie</b>						
SGM	Larino	Collefero	12,00			X
<b>Gabon</b>						
Rabi Pipe	Rabi	Terminal du Cap Lopez	100,00	X	X	
<b>États-Unis</b>						
Canyon Express	Aconcagua	Plate-forme Willams	25,80	X		X

(1) Gassled : utilisation des gazoducs ci-dessous à travers une nouvelle association dans laquelle TotalFinaElf détient un intérêt de 9,038 %. Cette participation passera à 9,47 % avec la prise en compte de Norpipe, ce gazoduc étant propriété de Norsesea Gas AS, société dans laquelle TotalFinaElf détient un intérêt de 14,4 %. Norsesea Gas SA détiendra pour sa part un intérêt de 3,018 % dans Gassled.

	Origine	Destination	Participation en %	TotalFinaElf opérateur	Liquides	Gaz
<b>Amérique du Sud</b>						
Transierra	Yacuiba (Bolivie)	Rio randa (Bolivie)	11,00			X
Gas Andes	Neuquen Basin (Argentine)	Santiago (Chili)	56,50	X		X
Ocensa	Cusiana, Cupiagua (Colombie)	Terminal de Covenas (Colombie)	15,20		X	
Oleoducto de Colombia	Vasconia	Covenas	9,50		X	
Oleoducto de Alta Magdalena	Magdalena media (Colombie)	Vasconia (Colombie)	1,00		X	
TBG	Frontière entre la Bolivie et le Brésil	Porto Alegre via São Paulo	9,67			X
TGN	Réseau nord de l'Argentine		19,21	X		X
TGM	TGN	Urugulana (Brésil)	32,68	X		X
TSB (projet)	TGM (Uruguay)	TBG (Porto-Allegre)	25,00			X
<b>Asie</b>						
Yadana	Yadana (Myanmar)	Ban-I Tong (frontière Thaïlandaise)	31,20	X		X
<b>Reste du monde</b>						
BTC (projet)	Bakou (Azerbaïdjan)	Ceyhan (Turquie)	5,00		X	
SCP (projet)	Bakou (Azerbaïdjan)	Erzurum (Turquie)	10,00			X
Dolphin (projet)	Ras Laffan (Qatar)	Taweelah (E. A. U.)	24,50			X
Statpipe	Heimdal et autres champs	Norpipe a.s.	12,00			X
Zeepipe I	Sleipner	Zeebrugge (Belgique)	4,60			X
Zeepipe IIA	Troll	Sleipner	4,60			X
Zeepipe IIB	Troll	Draupner	4,60			X
Europipe I	Draupner	Dornum/Emden (Allemagne)	4,60			X
Aasgard Transport	Aasgard	Kaarsto Gas Plant	7,65			X
Europipe II	Kaarsto gas plant	Dornum/Emden (Allemagne)	5,91			X
Franpipe	Draupner	Dunkerque (France)	5,05			X
Oseberg Gas Transport	Oseberg	Heimdal	9,71			X
Vesterled	Heimdal and Frigg Fields	St. Fergus (Écosse)	11,48			X
Norpipe a.s	Ekofisk treatment center	Emden (Allemagne)	20,86			X

## Gaz-Électricité

En 2002, TotalFinaElf a poursuivi sa stratégie d'intégration dans la filière Gaz-Électricité, dont l'objectif est de mieux valoriser ses ressources gazières existantes et de rendre commerciales de nouvelles réserves de gaz naturel. Ainsi, TotalFinaElf intervient dans le transport de gaz par des participations dans des réseaux de gazoducs, dans des stockages de gaz, dans la génération d'électricité fondée sur des centrales à gaz à cycle combiné et sur des énergies renouvelables (éolien, solaire) et dans la commercialisation et le négoce de gaz naturel, de gaz naturel liquéfié (GNL) et d'électricité, trois pôles sur lesquels le Groupe est actif sur les marchés déréglementés, en Europe et en Amérique. Le processus de libéralisation des marchés gaz qui se généralise à l'échelle mondiale remet en cause le schéma traditionnel des ventes gazières et expose les producteurs tel TotalFinaElf à de nouveaux risques. Au cas par cas, un positionnement ciblé sur la chaîne de valeur gaz est nécessaire pour sécuriser des débouchés pour les réserves et productions du Groupe.

**Europe.** En France, TotalFinaElf est présent dans l'aval de la chaîne gazière depuis 40 ans : transport, commercialisation et stockage ont été initialement développés en complément de la production du Groupe. Ces activités se sont étoffées au cours des ans et constituent aujourd'hui une plate-forme solide à partir de laquelle le Groupe pourra croître plus avant dans le cadre d'un marché libéralisé. TotalFinaElf détient 70 % de Gaz du Sud-Ouest (GSO) et 45 % de la Compagnie Française du Méthane (CFM), deux sociétés qui ont transporté et commercialisé respectivement 9 % et 20 % de la consommation française de gaz en 2002. Par ailleurs, TotalFinaElf opère deux unités souterraines de stockage de gaz naturel dans le sud-ouest de la France pour une capacité totale de 5,1 Gm<sup>3</sup> (180 Gpc).

TotalFinaElf Gas & Power (UK) commercialise du gaz et de l'électricité sur le marché industriel et commercial britannique. En 2002, les volumes vendus se sont élevés pour le gaz à 3,1 Gm<sup>3</sup> (110 Gpc), soit une part de 13 % environ du marché, et pour l'électricité à 0,2 TWh. TotalFinaElf Gas & Power (UK) détient aussi une participation de 10 % dans l'Interconnector, gazoduc reliant Bacton au Royaume-Uni à Zeebrugge en Belgique, dont la capacité s'élève à 20 Gm<sup>3</sup> par an (700 Gpc par an). En février 2003, TotalFinaElf Gas & Power (UK) a acquis le portefeuille de clients industriels et commerciaux de ExxonMobil représentant environ 2 Gm<sup>3</sup> par an de consommation gaz (70 Gpc par an).

TotalFinaElf Gas & Power North Europe a été créé en juin 2001 afin de commercialiser du gaz et de l'électricité aux consommateurs éligibles. Les quantités vendues en 2002 ont été de 0,8 Gm<sup>3</sup> (28 Gpc) de gaz et de 2 TWh d'électricité principalement en France et au Benelux. TotalFinaElf a joué un rôle très actif dans le lancement réussi de Powernext, première plate-forme de négociation en électricité en France.

La vente conjointe de gaz norvégien dans les pays de l'Union européenne à travers le GFU, le comité en charge des négociations de ces ventes depuis 1989, pour le compte des producteurs norvégiens et étrangers, y compris TotalFinaElf, a été l'objet d'une enquête officielle lancée en 2001 par la Commission européenne. En 2002, la Commission a obtenu les assurances par écrit de la part des participants au GFU, y compris TotalFinaElf, qu'ils cesseraient ces ventes conjointes. La Commission a décidé de clore son enquête à la condition que dorénavant les producteurs vendraient leur production de gaz norvégienne individuellement.

Cepsa Gas Comercializadora a été créée le 1<sup>er</sup> juin 2001 dans le but de commercialiser du gaz sur le marché espagnol. En septembre 2002, la signature d'un accord va permettre à Sonatrach d'entrer à hauteur de 30 % dans Cepsa Gas Comercializadora en 2003, ramenant à 35 % les parts respectives de Cepsa et de TotalFinaElf. En 2002, Cepsa Gas Comercializadora a vendu 0,6 Gm<sup>3</sup> (22 Gpc) de gaz naturel. TotalFinaElf participe également aux études du projet Medgaz, un gazoduc qui devrait relier directement l'Algérie à l'Espagne.

**Continent américain.** Aux États-Unis, TotalFinaElf a commercialisé environ 5,8 Gm<sup>3</sup> (206 Gpc) de gaz naturel en 2002. En Amérique latine, le Groupe détient des participations dans plusieurs sociétés de transport de gaz naturel en Argentine, au Chili et au Brésil. Les intérêts détenus par TotalFinaElf comprennent 19,2 % de la société Transportadora de Gas del Norte (TGN), exploitant un réseau de transport de gaz couvrant la moitié nord de l'Argentine ; 56,5 % des sociétés propriétaires du gazoduc GasAndes, reliant le réseau TGN à Santiago du Chili ; 32,7 % de la société Transportadora de Gas del Mercosur (TGM), exploitant un gazoduc reliant le réseau TGN à la frontière brésilienne ; 9,7 % de la portion brésilienne du gazoduc Bolivie-Brésil ; et 25 % de la société TSB qui développe un projet de gazoduc devant assurer la connexion entre TGM et le gazoduc Bolivie-Brésil. Ces différents actifs représentent au total un réseau intégré d'environ 9 000 km, desservant les marchés argentin, chilien et brésilien à partir des bassins producteurs de gaz de Bolivie et d'Argentine, où le Groupe détient d'importantes réserves. En 2002, une extension du gazoduc GasAndes vers la Région VI du Chili, au sud de Santiago, a été lancée pour une mise en service prévue mi-2003. L'année 2002 a aussi été marquée par une situation de crise économique grave en Argentine, notamment pour les filiales Gaz-Électricité, où TotalFinaElf s'est efforcé de préserver au mieux la valeur de ses actifs.

**Asie.** Sur la côte est de l'Inde, dans l'État de l'Andhra Pradesh, TotalFinaElf (50 %) poursuit le développement conjoint avec Hindoustan Petroleum (HPCL) d'un projet de construction de stockage souterrain de GPL. La capacité de stockage de ce projet est de 60 000 tonnes et sa capacité de soutirage de 1,2 Mt/an.

Au Japon, TotalFinaElf, en association avec 8 sociétés japonaises, participe au développement d'un nouveau combustible, le DME (Dimethyl-ether), à travers sa participation dans deux sociétés DME Dev. et DME International. La première, subventionnée par le METI, a lancé la construction d'une usine pilote de 100t/j sur l'île de Hokkaido dont le démarrage est prévu début 2004 ; l'autre étudie la faisabilité d'une unité commerciale et évalue le marché potentiel du DME comme combustible en Asie.

### Électricité et cogénération

TotalFinaElf participe à différents projets de génération d'électricité à base de gaz à travers le monde. Ces projets se situent actuellement à diverses phases d'avancement. La cogénération est un procédé par lequel la vapeur d'eau produite à partir de la chaleur récupérée des turbines à gaz générant l'électricité est utilisée à des fins industrielles, notamment la génération électrique.

TotalFinaElf détient 40 % dans la société britannique Humber Power Ltd., propriétaire d'une centrale à gaz à cycle combiné localisée dans l'estuaire de la Humber, d'une capacité de 1 260 MW. En 2002, le Groupe a fourni 40 % du gaz naturel consommé par la centrale, soit 0,7 Gm<sup>3</sup> (24 Gpc) et commercialisé 3,6 TWh d'électricité.

En Argentine, TotalFinaElf détient 63,9 % de Central Puerto SA et 70 % d'HydroNeuquén. Central Puerto SA détient et exploite des centrales à gaz situées à Buenos Aires et dans le Neuquén, pour une capacité totale de 2 165 MW, tandis que TotalFinaElf détient, au moyen de sa participation dans Hidroneuquen, 41,3 % de Piedra del Aguila, un barrage hydroélectrique de 1 400 MW situé dans le Neuquén. En raison de la grave crise économique sévissant dans le pays, TotalFinaElf a décidé de passer une dépréciation exceptionnelle de 431 M relative à ces actifs.

En 2000, le consortium formé par TotalFinaElf et Tractebel a été sélectionné par les Émirats arabes unis pour développer le projet Taweelah A1, d'un montant de 1,5 milliard de dollars US. Ce projet (TotalFinaElf 20 %), associant génération d'électricité et dessalement d'eau de mer, est l'un des plus gros projets de cogénération au monde qui vise à accroître les capacités existantes de 225 MW à 1 430 MW pour la génération électrique et de 130 000 m<sup>3</sup>/j à 380 000 m<sup>3</sup>/j pour le dessalement d'eau de mer. 70 % des capacités sont entrés en service en août 2002, et en décembre 2002 la totalité de la centrale est opérationnelle. Les tests de réception commerciale sont quant à eux prévus en avril 2003.

TotalFinaElf détient, par ailleurs, une participation de 28 % dans la société qui développe actuellement la centrale à gaz à cycle combiné de Bang Bo en Thaïlande, d'une capacité de 350 MW. Le démarrage commercial de cette unité est prévu au 1<sup>er</sup> semestre 2003.

### Négoce de GPL

En 2002, TotalFinaElf a négocié et commercialisé 4,6 Mt de GPL (butane et propane) dans le monde.

### Charbon

En 2002, TotalFinaElf a vendu 6 Mt de charbon vapeur sud-africain essentiellement aux électriciens asiatiques et européens, dont 4 Mt relevant de sa propre production et 2 Mt en tant qu'agent pour le compte de notre partenaire à hauteur de 50 % dans la mine d'ATC, Tavistock/XSTRATA. L'exportation du charbon est réalisée par le port de Richard's Bay, le plus grand terminal charbonnier du monde, dont TotalFinaElf détient, par l'intermédiaire de sa filiale à 100 % Total Exploration South Africa, 5,7 %. En plus de ces tonnages, TotalFinaElf développe simultanément une activité de négoce sur le marché physique avec 2 Mt commercialisées par son bureau de Hong Kong en 2002 et 0,8 Mt sur l'Europe à partir de Paris. En France, par le biais de CDF Energie, filiale à 100 %, TotalFinaElf est le premier distributeur de charbon vapeur sur le secteur industriel (papeter, cimentier, agroalimentaire, chauffage urbain...) soit quelque 1,7 Mt en 2002.

### Énergies renouvelables

TotalFinaElf a pour objectif de développer les énergies renouvelables comme contribution aux efforts du Groupe en matière de développement durable

#### Éolien :

TotalFinaElf a démarré son premier projet de centrale éolienne d'une capacité de 12 MW sur le site de la raffinerie des Flandres, près de Dunkerque. Les travaux de génie civil sont actuellement en cours. Le levage des 5 éoliennes aura lieu au printemps 2003 et la mise en service avec livraison du courant à EDF est prévue au 2<sup>e</sup> semestre 2003.

TotalFinaElf a aussi obtenu en 2002 l'autorisation administrative de son plan éolien stratégique pour installer une capacité de génération éolienne de 55 MW en Galice (Espagne).

#### Solaire-Photovoltaïque :

Total Energie, dont TotalFinaElf détient, par l'intermédiaire de sa filiale à 100 % Total Energie Développement, 35 %, a décidé avec l'appui du Groupe d'installer une unité de panneaux solaires à Toulouse. Cette unité aura une capacité annuelle de production de 5MW pouvant équiper les toits de 2 500 foyers européens. Par ailleurs, Photovoltech (TotalFinaElf actionnaire à 42,5 %) construit une usine de fabrication de cellules photovoltaïques à Tienen (Belgique), qui sera opérationnelle mi-2003.

Enfin, 2 projets d'Électrification Rurale Décentralisé (ERD) ont été lancés au Maroc et en Afrique du Sud permettant d'équiper des populations éloignées du réseau électrique. À fin 2002, une centaine de foyers étaient déjà équipés pour chacun des 2 projets.



# Aval

## Raffinage-Marketing Trading et transports maritimes

Le secteur Aval de TotalFinaElf couvre l'ensemble des activités de raffinage, de distribution, de négoce international et de transports maritimes. Entrent dans le cadre de ces activités de négoce la vente de la production de pétrole brut, l'achat de pétrole brut pour alimenter les raffineries du Groupe, la commercialisation des produits fabriqués à partir de pétrole brut et de pétrole raffiné ainsi que la coordination des activités de transport maritime associées.



### Raffinage et Marketing

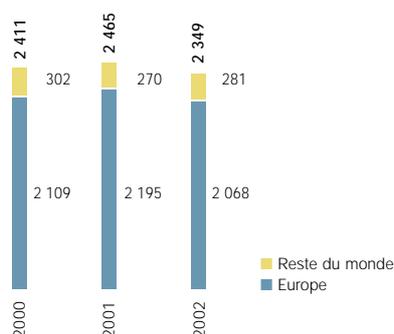
Le Groupe dispose d'une capacité de raffinage de 2 660 kb/j et a vendu 3 751 kb/j de produits raffinés en moyenne dans le monde en 2002 (activités de négoce comprises). Il occupe le premier rang en Europe des raffineurs commercialisant leurs produits <sup>(1)</sup>. TotalFinaElf exploite un réseau de 16 676 stations-service dans le monde, sous les marques Total, Fina et Elf, dont environ 50 % sont détenues en propre. Les activités de raffinage permettent également de développer un large éventail de produits à forte valeur ajoutée tels que le GPL, le carburant pour l'aviation, les bases pétrochimiques, les fluides spéciaux, les lubrifiants, les bitumes et les paraffines.

En 2002, le Groupe a poursuivi la mise en œuvre de plans de synergies qui conjugués aux programmes de productivité ont contribué positivement au résultat opérationnel récurrent pour un montant d'environ 200 millions d'euros, tout en menant à bien les "grands arrêts" programmés pour sept de ses raffineries. Ce niveau inhabituellement élevé a eu un impact négatif d'environ 300 millions d'euros sur le résultat opérationnel du secteur. Dans un contexte de marges de raffinage dégradées en 2002, TotalFinaElf poursuit la baisse du point mort du raffinage, fondée sur une politique de réduction des coûts, d'amélioration de la productivité et de la valorisation des productions. En 2002, ce point mort plate-forme du raffinage s'est ainsi établi à 8 dollars US/t.

TotalFinaElf met en œuvre une politique de maîtrise des capitaux employés dans ses activités Aval, se traduisant par une stricte discipline en matière d'allocation des ressources. Dans le raffinage, cette discipline s'illustrera par la réalisation d'un objectif d'investissements de 3 dollars US par tonne de capacité de raffinage par an en moyenne dans les années à venir, y compris pour les investissements nécessaires à l'adaptation aux nouvelles spécifications européennes. Dans les activités de distribution, elle accompagne la gestion dynamique des actifs situés en zones matures, la poursuite d'une stratégie de croissance sélective sur les marchés de spécialités à haute valeur ajoutée et l'expansion sur les marchés à forte croissance tels ceux du Bassin méditerranéen, d'Afrique et d'Asie. Ces projets de développement ciblés, assortis d'un pay-back rapide, sont sélectionnés de manière à permettre une contribution croissante de la branche Aval au financement du Groupe.

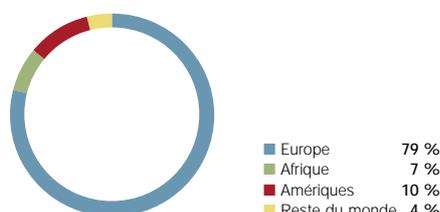
**1<sup>er</sup>** en Europe et coleader en Afrique <sup>(1)</sup>. **Présence forte** dans le trading de pétrole et de produits pétroliers. **2,7 Mb/j** de capacité de raffinage. **16 700** stations-service **3,7 Mb/j** de produits vendus en 2002. Investissements 2002 : **1,1 milliard d'euros** **35 054** collaborateurs.

#### Volumes raffinés \* (kb/j)



\* Y compris quote-part Cepsa.

#### Ventes de produits en 2002 par zone géographique : 3 751 kb/j \*



\* Y compris trading et quote-part Cepsa.

En 2002, le renforcement des actions pour la Sécurité s'est poursuivi dans l'ensemble des entités, plaçant la prévention des risques au cœur des activités du Raffinage-Marketing.

Le tableau suivant présente les principales données financières du secteur Aval de TotalFinaElf pour les trois derniers exercices.

#### Données financières du secteur aval <sup>(2)</sup>

Pour l'exercice clos le 31 décembre

(en millions d'euros)	2002	2001	2000
Total des ventes, hors Groupe	66 984	71 373	82 531
Résultat opérationnel hors éléments non récurrents	909	3 004	3 144

<sup>(2)</sup> Pour de plus amples informations sur le secteur Aval et la répartition géographique de ses activités, se reporter à la Note 4 figurant dans les Notes annexes aux états financiers consolidés incluses dans le présent rapport annuel.

#### Raffinage

TotalFinaElf conduit ses opérations de raffinage à partir de 28 raffineries dans lesquelles le Groupe détient une participation (dont 13 opérées directement) et qui sont situées en France, en Belgique, au Royaume-Uni, aux Pays-Bas, en Allemagne, en Italie, aux Etats-Unis, aux Antilles, en Afrique et en Chine. En Europe, la conjugaison de capacités de raffinage élevées et de volumes de vente importants positionne TotalFinaElf en leader des activités Aval <sup>(1)</sup>. En Afrique, TotalFinaElf détient des participations dans 7 raffineries pour une capacité totale de raffinage atteignant 300 kb/j (dont 112 kb/j part du Groupe), se plaçant ainsi au troisième rang des raffineurs présents sur ce continent <sup>(1)</sup>.

L'Europe de l'Ouest représente plus de 80 % de la capacité de raffinage de TotalFinaElf et de ses ventes de produits (en incluant la participation à hauteur de 45,3 % dans Cepsa). TotalFinaElf y exploite 12 raffineries, dont celles de Normandie et d'Anvers, qui figurent parmi les sites les plus importants en matière de capacités de raffinage <sup>(1)</sup> et les plus compétitifs d'Europe. Six des raffineries opérées par TotalFinaElf sont situées en France ; une se trouve en Belgique, une en Allemagne et deux au Royaume-Uni. TotalFinaElf détient par ailleurs des participations dans deux raffineries, en Italie et aux Pays-Bas, ainsi que des intérêts minoritaires dans la raffinerie allemande de Schwedt et dans la raffinerie française de Reichstett. Le Groupe est, en outre, présent dans quatre raffineries en Espagne, par l'intermédiaire de sa participation de 45,3 % dans Cepsa.

Outre la mise en œuvre et l'échange des meilleures pratiques issues de chaque raffinerie, TotalFinaElf a poursuivi son programme d'optimisation autour de la constitution de *hubs* (plates-formes) et d'intégration croissante avec la pétrochimie en Europe, lui permettant de dégager d'importantes synergies, tant en termes de performance que de coûts.

<sup>(1)</sup> Données sociétés, Oil and Gas Journal.

En 2002, 7 des raffineries opérées par le Groupe en Europe ont été concernées par un arrêt complet ou partiel. Outre la réalisation des opérations de maintenance, ces arrêts ont été mis à profit pour adapter les unités de raffinage à l'évolution des spécifications européennes sur les carburants à basse teneur en soufre, accroître encore la sécurité d'exploitation et réduire l'impact des unités sur l'environnement. Enfin, pour intégrer la cogénération en cours de construction en partenariat avec EDF et ChevronTexaco aux unités existantes du site de Normandie, un aménagement de réseaux communs des besoins en eau, vapeur, combustibles et électricité a été lancé.

Aux États-Unis, TotalFinaElf exploite la raffinerie de Port Arthur située sur le golfe du Mexique. Cette raffinerie, dont la capacité de production s'élève à 176 kb/j, bénéficie de l'intégration continue des activités de raffinage et de pétrochimie.

En dehors de ses principales raffineries en Europe et aux États-Unis, TotalFinaElf a des intérêts dans 15 autres raffineries (sept en Afrique, quatre en Espagne, une en France, une en Allemagne, une dans les Antilles françaises et une en Chine). La capacité totale correspondant aux intérêts dans ces raffineries est de 405 kb/j.

Le tableau suivant présente la part de TotalFinaElf en capacité journalière de raffinage de pétrole brut.



### Capacité de raffinage de pétrole brut

31 décembre 2002	(kb/j) <sup>(1)</sup>
<b>Raffineries exploitées par le Groupe</b>	
Normandie (France)	345
Provence (France)	159
Flandres (France)	160
Donges (France)	231
Feyzin (France)	117
Grandpuits (France)	97
Anvers (Belgique)	326
Leuna (Allemagne)	212
Rome (Italie) <sup>(2)</sup>	52
Immingham (RU)	223
Milford Haven (RU) <sup>(3)</sup>	73
Flessingue (Pays-Bas) <sup>(4)</sup>	84
Port Arthur (États-Unis)	176
Autres raffineries dans lesquelles le Groupe détient des participations <sup>(5)</sup>	405
<b>Total</b>	<b>2 660</b>

(1) Dans les cas où TotalFinaElf ne détient pas 100 % des intérêts d'une raffinerie, la capacité indiquée représente la part proportionnelle détenue par TotalFinaElf dans la capacité de raffinage globale du site.

(2) Participation de TotalFinaElf de 57,5 %.

(3) Participation de TotalFinaElf de 70 %.

(4) participation de TotalFinaElf de 55 %.

(5) Dont 15 raffineries dans lesquelles TotalFinaElf détient des intérêts compris entre 16,7 % et 55,6 % (7 en Afrique, 4 en Espagne, 1 en France, 1 en Allemagne, 1 aux Antilles et 1 en Chine).



Le tableau suivant présente, par catégorie de produit, la part nette des quantités produites dans les raffineries du Groupe.



### Produits raffinés

(en kb/j)	2002	2001	2000
Essences	570	610	618
Carburants pour l'aviation	179	191	197
Kérosène et gasoil	629	678	597
Fiouls et combustibles	513	540	598
Autres produits	416	391	358
<b>Total (1)</b>	<b>2 307</b>	<b>2 410</b>	<b>2 369</b>

(1) Y compris la part nette de Cepsa.

TotalFinaElf élabore une large gamme de produits issus du pétrole raffiné au sein de ses raffineries et à partir d'autres unités. En 2002, TotalFinaElf a poursuivi sa progression dans le domaine de la production et la distribution de produits de spécialités (carburants pour l'aviation, butane et propane, lubrifiants et graisses, paraffines et cires, bitumes et fluides spéciaux). La bonne intégration des activités de spécialités au raffinage permet le développement d'une gamme plus large, qui inclut notamment des produits nouveaux à forte valeur ajoutée et à haut contenu technologique. TotalFinaElf se positionne ainsi en chef de file sur le marché européen des produits de spécialités, en particulier sur le marché des lubrifiants et des carburants pour l'aviation. TotalFinaElf distribue ses lubrifiants dans 112 pays et dispose de points d'avitaillement en carburants pour l'aviation répartis sur 438 aéroports dans le monde entier. En 2002, TotalFinaElf a renforcé sa place de numéro deux du marché français du GPL, grâce à l'accord intervenu en 2001 prévoyant l'acquisition de la participation de 50 % détenue par Air Liquide dans la société de distribution de GPL opérée par les deux Groupes. Par ailleurs, TotalFinaElf a poursuivi la croissance de son activité GPL hors des frontières nationales, grâce à des développements récents en Chine, au Cambodge, au Bangladesh et au Vietnam.

Le Groupe joue un rôle actif dans la promotion des énergies renouvelables et a renforcé ses actions de recherche et d'essais menés sur les technologies de la pile à combustible, par la mise en œuvre d'un accord de coopération avec Delphi (premier équipementier automobile mondial) et avec Renault pour les applications automobiles.

Un partenariat avec l'opérateur de bus de Berlin, BVG, premier transporteur public en Allemagne, a abouti à l'inauguration d'un centre de compétences Hydrogène à Berlin et à la première station Hydrogène aux couleurs Total.

Le raffinage de TotalFinaElf s'organise aujourd'hui autour de six grands pôles étroitement liés à la pétrochimie, cinq en Europe et un sixième aux États-Unis, à Houston, au Texas.

- 1 En Europe du Nord, les raffineries d'Anvers et de Flessingue et les installations pétrochimiques qui leur sont associées.
- 2 Sur la façade méditerranéenne, un autre pôle, déjà relié par un réseau de pipelines, pour toute l'Europe du Sud constitué de la raffinerie de la Mède.
- 3 Et dans la région lyonnaise, de la raffinerie de Feyzin (Feluy).



## Marketing

TotalFinaElf distribue des produits raffinés majoritairement en Europe et en Afrique. Le Groupe est leader du raffinage et de la distribution dans l'ensemble que forment les six premiers marchés européens (France, Espagne, Benelux, Royaume-Uni, Allemagne et Italie) \*. En Afrique, le total des ventes tous produits réalisées par le Groupe a avoisiné les 10 Mt en 2002, le mettant en position de coleader sur ce vaste marché en croissance \*.

Le tableau suivant présente les volumes de produits raffinés moyens vendus par jour et par zone géographique par TotalFinaElf.



### Ventes de produits raffinés (1)

(en kb/j)	2002	2001	2000
France	1 225	1 215	1 064
Autres pays européens	1 477	1 471	1 502
États-Unis	159	168	240
Afrique	213	206	201
Reste du monde	92	94	102
Total hors négoce international	3 166	3 154	3 109
Négoce international (Ventes solde et exportations)	585	570	586
<b>Total dont négoce international</b>	<b>3 751</b>	<b>3 724</b>	<b>3 695</b>

(1) Y compris part nette du Groupe dans Cepsa.

Le tableau suivant présente le nombre de stations du réseau TotalFinaElf par zone géographique pour les années indiquées (au 31/12).



### Répartition du réseau de stations-service

	2002	2001	2000
France	5 093	5 392	5 859
Europe hors France	5 526	5 689	5 862
Cepsa (1)	1 603	1 553	1 564
Afrique	3 383	3 270	3 395
États-Unis	-	-	-
Reste du monde	1 071	1 018	1 015
<b>Total</b>	<b>16 676</b>	<b>16 922</b>	<b>17 695</b>

(1) Nombre total des stations appartenant au réseau Cepsa, filiale à 45,3 % du Groupe.

**Europe de l'Ouest.** Dans le cadre de sa politique de marque, le Groupe a poursuivi en 2002 sa stratégie d'unification de son réseau à la marque Total, permettant ainsi d'accroître grâce à une visibilité renforcée l'efficacité de ses programmes de fidélisation.

En France, TotalFinaElf a lancé en 2002 le redéploiement de son réseau de stations-service en mettant en œuvre une nouvelle segmentation de son offre commerciale. Le réseau à la marque Total, outre un maillage dense et une gamme élargie de services de qualité, bénéficie d'une diversification étendue (boutiques Bonjour) et de programmes de fidélisation renforcés. Les nouvelles stations Elf, au design rajeuni, offrent des carburants de qualité à des prix particulièrement compétitifs ainsi qu'une offre de services simplifiée. Le redéploiement complet du réseau s'achèvera en 2003, avec un objectif de 4 000 stations à la marque Total et 300 stations à la marque Elf.

\* Estimation TotalFinaElf, données compagnies.



D'importants accords de reconfiguration des réseaux européens ont été conclus en 2002, visant à renforcer les positions du Groupe dans les marchés en développement où il détient une part de marché significative. Ainsi, TotalFinaElf a décidé de céder ses stations-service (représentant moins de 3 % de part de marché) en Suisse, et a signé en ce sens un protocole d'accord avec Tamoil. Par ailleurs, dans le cadre d'un accord avec Agip Petroli et Galp, TotalFinaElf prévoit la cession de ses 186 stations-service à la marque Total en Espagne en contrepartie de l'acquisition en Italie de 195 stations-service d'Agip Petroli et au Portugal de 111 stations-service de Galp. Par cet accord, TotalFinaElf confortera ses positions commerciales tant en Italie qu'au Portugal, dans la continuité des opérations menées en 2001, où TotalFinaElf avait déjà acquis d'Agip Petroli 40 stations-service sur les autoroutes italiennes. En Allemagne, TotalFinaElf a consolidé sa croissance par le rachat de Total Saarberg (commerce général) et dans le domaine du GPL par la création d'une joint-venture Tyczka-Totalgaz dans l'ouest du pays.

En 2002, la fidélisation de la clientèle a été servie par de constants efforts d'amélioration de la qualité des services et produits. Dans le domaine des cartes, la carte Eurotrafic, destinée aux opérateurs de flottes de véhicules pour leurs paiements en stations, est acceptée par 13 000 stations dans 15 pays européens : dix où TotalFinaElf dispose d'un réseau (Allemagne, Belgique, France, Hongrie, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni et – hors Europe – Maroc), quatre où le Groupe a conclu des accords de partenariat (Autriche, Danemark, Norvège, Suède) et, enfin, l'Espagne à travers Cepsa. Introduite en France fin 2001, la carte GR Actys Eurotrafic, première carte pétrolière de paiement à puce, marque la volonté du Groupe de maintenir son avance technologique.

**Afrique.** TotalFinaElf est coleader sur le continent africain, avec une présence dans plus de 40 pays et une part de marché supérieure à 10 % dans plus de 30 pays. TotalFinaElf est le second distributeur de produits pétroliers en Afrique avec un total des ventes de produits raffinés d'environ 10 Mt en 2002, principalement en Afrique du Sud, au Nigeria, au Kenya, au Sénégal et en Côte-d'Ivoire. En 2002, un plan de développement réseau a été mené en Egypte.

**Bassin méditerranéen.** TotalFinaElf développe ses activités distribution, lubrifiants et GPL dans le Bassin méditerranéen. En 2002, TotalFinaElf a ainsi pris le contrôle à 100 % de sa filiale de distribution turque Selyak, grâce au rachat de la participation de 32 % que détenait le groupe turc Oyak et sa filiale Mais. Le Groupe va ainsi pouvoir procéder à la fusion de ses deux filiales de distribution à 100 %, Total Oil Turkiye et Selyak. Aux termes de cette opération, TotalFinaElf contrôlera un réseau de 500 stations-service représentant une part de marché carburants et lubrifiants de 8 %. TotalFinaElf est également présent en Turquie sur le marché de la distribution du GPL, à travers sa filiale à 100 % Tüpgas, avec une part de marché de 6 %.

**Asie.** TotalFinaElf a poursuivi en 2002 une politique de développement sélectif en Asie. En Chine, l'accord conclu avec China Merchants en 2001 a permis d'établir les volumes vendus de GPL à 200 000 tonnes environ. TotalFinaElf exploite en Asie plusieurs sociétés de stockage et de distribution de GPL, dont 10 en Chine, 4 au Vietnam où TotalFinaElf détient environ 17 % de part de marché, ainsi qu'au Cambodge où cette part de marché

*TotalFinaElf renforce son image de marque au travers de son vaste réseau de stations-service : le réseau Total (photo 1), et le réseau Elf "bleu et jaune" (photo 3). Le Groupe est également principal producteur et fournisseur de carburants aviation en Europe et en Afrique (photo 2). Par ailleurs, en 2002, le Groupe a commercialisé 3 millions de tonnes de GPL dans 43 pays (photo 4).*

s'élève à 33 %. En 2002, TotalFinaElf a débuté la distribution de GPL au Bangladesh. Parallèlement, TotalFinaElf exploite plusieurs sociétés de mélange et de distribution de lubrifiants, notamment à Singapour, en Inde et en Chine. En termes de distribution, le Groupe développe sa présence et exploite un réseau de stations-service aux Philippines, au Cambodge, en Chine, au Vietnam et au Pakistan. Le Groupe est également présent en Chine avec une participation de 20 % dans la raffinerie WEPEC de Dalian, qui fournit des produits pétroliers principalement destinés au marché intérieur.



## Trading

La croissance de la demande pétrolière mondiale est restée faible en 2002, se renforçant en fin d'année avec de meilleures conditions économiques, des températures plus froides dans l'hémisphère Nord et des perturbations dans la génération d'électricité primaire (centrales nucléaires arrêtées au Japon, sécheresse en Scandinavie). Le trafic aérien et la demande de kérosène ont diminué, subissant l'impact des événements du 11 septembre 2001. Le basculement des déplacements courts du secteur aérien au secteur routier a soutenu la croissance de la demande d'essence aux États-Unis. L'OPEP a diminué ses quotas de 1,5 Mb/j à 21,7 Mb/j à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2002, en réponse à la faiblesse du marché fin 2001.

Les marchés se sont alors tendus en 2002, diminuant la couverture des stocks et poussant les prix à un pic initial de 28,38 \$/b en septembre 2002 (moyenne mensuelle du Brent daté). Cependant, à la suite de perturbations importantes de l'offre de l'Iraq et des États-Unis (ouragans dans le golfe du Mexique), l'OPEP-10 a progressivement augmenté sa production dans la seconde moitié de 2002, atteignant un dépassement estimé de 3 Mb/j en novembre. En dépit de cette hausse de l'offre, les stocks dans les marchés dominants sont restés tendus et les prix n'ont que peu diminué au cours du quatrième trimestre 2002 (moyenne du Brent daté de 26,81 \$/b par rapport au troisième trimestre 2002, 26,91 \$/b). En décembre, une grève générale au Venezuela a paralysé l'industrie pétrolière nationale, réduisant les exportations de pétrole de 2,4 Mb/j en novembre à 0,5 Mb/j à la fin du mois.

La combinaison de fondamentaux tendus, des événements au Venezuela et de l'incertitude sur l'évolution de la situation iraquienne a poussé les prix au-dessus de 30 \$/b dans les derniers jours de 2002. Au cours de cette période de prix volatils, la division Trading de TotalFinaElf a maintenu un niveau élevé d'activité et de résultats avec des volumes physiques négociés de pétrole brut et de produits raffinés d'environ 5 Mb/j en 2002.

TotalFinaElf, qui se situe parmi les premiers opérateurs mondiaux du négoce international de pétrole brut et de produits raffinés, intervient largement sur les marchés physiques et sur les marchés des dérivés, tant organisés que de gré à gré.

La division diversifie ses ressources et ses débouchés par l'intermédiaire de transactions au comptant, de contrats à terme ou d'échange, ainsi que d'autres instruments, tels que les swaps. Ces opérations sont conduites avec des contreparties variées afin d'optimiser l'écoulement des productions du Groupe et l'approvisionnement de ses raffineries et afin de répondre aux exigences des différents marchés sur lesquels le Groupe est présent dans les meilleures conditions de sécurité de l'offre, de flexibilité et de compétitivité au niveau des coûts. Dans le cadre de son activité de négoce, le Groupe effectue, comme la plupart des autres compagnies pétrolières, des opérations de couverture afin de limiter son exposition aux fluctuations de prix du pétrole brut et des produits raffinés. Toutes les activités de négoce du Groupe s'inscrivent dans le cadre d'une politique rigoureuse de contrôle interne et de fixation de limites d'intervention.



Le tableau suivant présente les ressources et les débouchés mondiaux de pétrole brut pour les trois derniers exercices.

## Ressources et débouchés de pétrole brut

Pour l'exercice clos le 31 décembre

(en kb/j, sauf pourcentages)	2002	2001	2000
<b>Débouchés de pétrole brut</b>			
Total des débouchés	4 630	4 553	4 592
Ventes au secteur Aval du Groupe <sup>(1)</sup>	2 043	2 162	2 166
Ventes à des tiers	2 587	2 391	2 426
<b>% ventes à des tiers/ total des débouchés</b>	<b>56 %</b>	<b>53 %</b>	<b>53 %</b>
<b>Ressources de pétrole brut</b>			
Total des ressources	4 630	4 553	4 592
Production propre <sup>(2) (3)</sup>	1 571	1 427	1 395
Achats à des tiers	3 059	3 126	3 197
<b>% production propre/ total des ressources</b>	<b>34 %</b>	<b>31 %</b>	<b>30 %</b>

(1) Hors part de Cepsa.

(2) Y compris condensats et liquides de gaz naturel.

(3) Y compris la part proportionnelle de production des filiales communes.

## Transport maritime

Le contexte de récession économique de la fin de l'année 2001, qui a encore été aggravé par les événements du 11 septembre, s'est poursuivi tout au long de l'année 2002. Les marchés de l'affrètement sont restés déprimés avec des taux historiquement bas pendant les trois premiers trimestres de l'année. Le dernier trimestre fait exception avec des taux de fret particulièrement hauts, atteignant des niveaux équivalents à ceux du début de l'année 2001. Toutefois, cette dernière envolée des taux s'explique plus par une conjonction de facteurs ponctuels (dépassement des quotas de l'OPEP, grève au Venezuela, conséquences de l'accident du *Prestige* en Espagne, incertitude sur la situation en Irak) que par des modifications des fondamentaux influençant le marché à moyen ou long terme. Globalement, l'année 2002 se révèle plus mauvaise que 2001 pour l'ensemble du marché des frets, qu'il s'agisse du transport de pétrole brut ou de produits raffinés.

Dans ce contexte, l'activité de transport maritime et de fret de TotalFinaElf est restée très soutenue : les volumes transportés sur l'exercice sont de l'ordre de 110 Mt, globalement comparables à ceux enregistrés au cours de l'année 2001. Quant au nombre d'affrètements réalisés, il est légèrement supérieur, en raison de l'augmentation des transports de produits et de GPL.

Le Groupe dispose, par le biais de contrats d'affrètement à moyen et long termes, une flotte d'une quarantaine de navires, destinés principalement à l'approvisionnement du raffinage et au transport des produits raffinés. Il s'agit d'une flotte jeune, essentiellement composée de navires à double coque.

Sincor : à la station amont principale de San Diego, vers laquelle converge la production des différents clusters, le brut extra-lourd est fluidifié (par dilution) avant son transport. Le site dispose de deux trains capables de traiter 210 000 barils/jour (vue d'un four).



# Chimie

## Chimie de base et Grands polymères, Intermédiaires et Polymères de performance, Spécialités.

La dimension de ses activités fait du secteur Chimie de TotalFinaElf l'un des plus grands producteurs intégrés au monde \*. En 2000, après la fusion intervenue entre Totalfina et Elf Aquitaine, le secteur Chimie de TotalFinaElf a vu son périmètre s'accroître pour s'organiser en trois sous-secteurs : Chimie de base et Grands polymères, Intermédiaires et Polymères de performance et Spécialités. En 2002, le total des ventes du secteur Chimie a atteint 19,317 milliards d'euros. L'Europe représente 59 % des ventes totales du secteur, les États-Unis 28 %, le reste étant réparti principalement entre l'Asie et l'Amérique latine. Afin d'améliorer sa compétitivité, la branche Chimie poursuit son programme de cessions d'actifs non stratégiques et amplifie son plan de restructuration. Celui-ci porte à la fois sur le redimensionnement des sièges sociaux, la convergence des systèmes d'informations ainsi que d'autres actions concernant les sites industriels. La branche Chimie poursuivra l'identification de ses actifs non stratégiques en vue de leur cession. Par ailleurs, la branche Chimie poursuit son recentrage sur ses cœurs de métiers, notamment la pétrochimie, et accélère sa diversification géographique en développant ses positions dans les zones à forte croissance.

\* Chemical week, 4 décembre 2002.

Le tableau suivant présente les principales données financières du secteur Chimie pour les trois derniers exercices.

### Données financières du secteur Chimie

Pour l'exercice clos le 31 décembre (1)

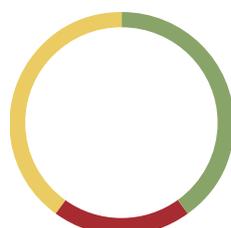
(en millions d'euros)	2002	2001	2000
Total des ventes (hors Groupe)	19 317	19 560	20 843
Résultat opérationnel hors éléments non récurrents	777	1 095	1 627

(1) Pour de plus amples informations financières sur le secteur Chimie et la répartition géographique de ses activités, prière de se reporter à la Note 4 figurant dans les Notes annexes aux états financiers consolidés incluses dans le présent rapport annuel.

Atofina **est la branche Chimie de TotalFinaElf.**

Chiffre d'affaires 2002 **hors Groupe : 19,3 milliards d'euros.** Investissements 2002 : **1,2 milliard d'euros.**  
**71 268** collaborateurs.

Chiffre d'affaires 2002  
par activité



■ Chimie de base & Grands polymères	40 %
■ Intermédiaires & Polymères de performance	20 %
■ Spécialités	40 %

Le tableau suivant présente les principales activités ou produits et leurs applications

### Grands groupes de produits Principales applications

#### Chimie de base et Grands polymères \*

##### Oléfines

Éthylène	Production de polyéthylène, chlorure de vinyle monomère, styrène, polymères fonctionnels et copolymères
Propylène	Production de polypropylène, acide acrylique, alcools OXO

##### Aromatiques

Butadiène	Production de lactame 12, polybutadiène, élastomères
Benzène	Production de styrène, cyclohexane, chlorobenzènes
Toluène	Production d'intermédiaires et de solvants
Xylènes	Production d'anhydride phtalique, acide téréphtalique (PTA), solvants

##### Polyéthylène

Emballages et films d'emballage, câbles, tubes et tuyaux, bouteilles, réservoirs d'essence, pièces automobiles...

##### Polypropylène

Emballages, conteneurs, pièces automobiles, produits d'équipement ménager et d'hygiène, appareils électriques et fibres

##### Styréniques

Styrène	Production de polystyrène, ABS, émulsions, résines, additifs plastiques
Polystyrène	Emballages, audio-vidéo, micro-ordinateurs, TV et appareils électriques
Elastomères	Modifiants pour bitume, semelles de chaussures, modifiants pour plastiques, adhésifs

##### Chlorochimie

Chlorure de vinyle monomère	Production de polychlorure de vinyle
Soude caustique	Chimie, alumine, papier et pâte à papier, détergents et savons
Polychlorure de vinyle	Bâtiment, revêtements muraux, industrie automobile, tuyaux, tubes et profilés
Solvants chlorés et chlorométhanés	Marché des solvants et matière première des produits fluorés

##### Fertilisants

Fertilisants azotés et complexes, urée, produits industriels

#### Intermédiaires et Polymères de performance

##### Acryliques

Résines, émulsions pour adhésifs, peintures et revêtements, super-absorbants, méthacrylate de méthyle, monomère pour le PMMA (polyméthacrylate de méthyle), PMMA ou verre acrylique utilisé dans le bâtiment, l'industrie automobile, les panneaux publicitaires, la décoration et la fabrication de sanitaires

##### Polymères techniques

Polymères techniques incluant les polyamides sont utilisés dans l'industrie automobile, dans l'industrie aérospatiale et aéronautique, dans l'industrie électronique, dans la fabrication de *hot-melts* et de revêtements anti-corrosion pour les tubes et tuyaux et fluoropolymères utilisés dans l'industrie du bâtiment, dans le génie chimique et dans la fabrication de peintures et de revêtements anti-corrosion, notamment pour les tubes et tuyaux *offshore*

##### Thiochimie

Intermédiaires pour l'agrochimie et la pharmacie, agents de polymérisation et additifs, odorisation du gaz

##### Fluorochimie

Réfrigération, air conditionné, mousses, solvants, intermédiaires

##### Peroxyde d'hydrogène

Blanchiment du papier et de la pâte à papier, textile, électronique et traitement de l'eau

##### Additifs plastiques

Stabilisants et modifiants d'impact pour la transformation des polymères

##### Produits de performance

Séparation des gaz et des liquides, absorption/filtration, tensio-actifs de spécialités

##### Peroxydes organiques

Catalyseurs de polymérisation pour polyéthylène, PVC, polystyrène, agents de réticulation

##### Agrochimie

Traitement pré-récolte pour les marchés des pesticides, fongicides, insecticides, herbicides ; traitement post-récolte produits tels que les cires et revêtement, fongicides et nettoyeurs ; segment des intermédiaires à base d'étain

##### Résines - formol

Colles et résines et précurseurs afférents tels que le formaldéhyde et l'urée

#### Spécialités

##### Caoutchouc

Pièces caoutchouc pour l'industrie automobile, l'industrie des transports, l'aéronautique : transmissions, systèmes anti-vibrations, transferts de fluides, joints dynamiques et de précision, joints toriques ; produits grand public : gants, éponges (Hutchinson)

##### Résines

Résines polyester et *gel coats* pour l'industrie nautique, les transports, les sanitaires et les loisirs, résines photoréticulables et émulsions pour revêtements, peintures, vernis, encres et adhésifs (Cray Valley, Sartomer et Cook Composites Polymers)

##### Adhésifs

Bâtiment, bois de construction, emballages, bricolage, non-tissés (BostikFindley)

##### Métallisation

Décoration et protection des pièces métalliques et plastiques, métallisation dans l'industrie électronique (circuits imprimés, supports de puces...) (Atotech)

##### Peintures \*\*

Peintures décoratives, peintures industrielles, peintures marines et anti-corrosion (SigmaKalon)

\* Le premier segment se dénommait antérieurement *Pétrochimie et Grands polymères*. Il inclut les mêmes activités que sous son nom précédent avec l'ajout de l'activité *chlore/soude et solvants* en provenance du second segment *Intermédiaires et Polymères de performance*.

\*\* TotalFinaElf a cédé l'activité *peinture* (SigmaKalon) le 28 février 2003.



## Chimie de base et Grands polymères

Le secteur d'activité Chimie de base et Grands polymères de TotalFinaElf regroupe la production d'oléfines, d'aromatiques, de polyéthylène, de polypropylène des styréniques, ainsi que les fertilisants et les diverses productions relevant de la chlorochimie : solvants chlorés et chlorométhanés, soude, chlorure de vinyle, polymères vinyliques (PVC). La chlorochimie du Groupe est en grande partie un aval des vapocraqueurs de Lavéra et de Feyzin.

Les ventes ont atteint 7,72 milliards d'euros en 2002 contre 7,57 milliards d'euros en 2001, cependant, du fait d'une offre surabondante sur un marché déprimé, les marges ont atteint un niveau historiquement bas induisant un résultat opérationnel négatif.

Fortement intégrés aux actifs de raffinage, sites voisins ou reliés par *pipe*, les principaux sites pétrochimiques et chlorochimiques de TotalFinaElf sont localisés en Belgique (Anvers/Feluy), en France (Gonfreville, Carling, Feyzin, Lavéra, Fos, Balan, Saint-Fons, Saint-Auban, Jarrie), au Texas (Port Arthur, Houston, Bayport), en Louisiane (Carville) et à Singapour.

Le tableau suivant rappelle, à fin 2002, les principales capacités de production de la pétrochimie, des polymères et de la chlorochimie de TotalFinaElf, en Europe et en Amérique du Nord pour les plus grands groupes de produits.

Capacités au 31 décembre 2002

(en milliers de tonnes)	Europe	Amérique du Nord	(1) Total Monde
Oléfines	4 860	1 075	6 050
Aromatiques	2 940	655	3 595
Polyéthylène	1 440	410	1 930
Polypropylène	1 150	1 000	2 160
Styréniques (2)	1 390	1 205	2 675
Chlorure de vinyle monomère (CVM)	1 030	–	1 070
Polychlorure de vinyle (PVC)	960	30 (1)	990

(1) Dont participations minoritaires.

(2) Styrène + polystyrène + élastomère.

En pétrochimie, (oléfines et aromatiques, polyéthylène, polypropylène et styréniques), TotalFinaElf a pour objectif de renforcer ses positions au sein des leaders de la profession, en combinant croissance compétitive et amélioration de la productivité sur ses grands sites existants et nouveaux projets d'envergure mondiale, destinés à servir les marchés en pleine expansion.

En **pétrochimie de base**, les volumes d'oléfines vendus ont notablement progressé en 2002 grâce principalement à la mise en service du nouveau vapocraqueur de Port Arthur en début d'année.

Par ailleurs, la performance de la division a été pénalisée par des problèmes techniques survenus en début d'année sur le vapocraqueur de Carling et lors du démarrage du vapocraqueur de Port Arthur.

Au cours de l'année 2002, TotalFinaElf a poursuivi son programme de croissance et de productivité et réalisé au printemps l'extension de la capacité du vapocraqueur de Carling qui a été portée à 570 kt/an. Par ailleurs, l'extension (+ 165 kt) du vapocraqueur n° 2 d'Anvers, dont le Groupe détient 65 %, sera réalisée au début de l'année 2003.



En **polyéthylène**, les volumes de ventes ont progressé dans un contexte de ralentissement de la demande en Europe au second semestre. En décembre, TotalFinaElf a mis en service sur le site d'Anvers une nouvelle ligne de polyéthylène haute densité bimodale d'une capacité de 180 kt/an permettant la production de métallocènes. Les nouveaux grades produits par cette unité permettront de diversifier les positions détenues par le Groupe sur les marchés des tubes et des tuyaux.

En **polypropylène**, l'activité a connu une forte reprise de la demande au premier semestre puis a subi un ralentissement en fin d'année, notamment en Europe. Les volumes de ventes de TotalFinaElf ont progressé de près de 12 %. Au cours du premier trimestre, TotalFinaElf a mis en service avec succès la plus importante ligne au monde (380 kt/an) à Feluy, qui est ainsi devenu le plus important site de production de polypropylène du monde.

Dans les **styréniques**, les volumes de ventes de polystyrène ont progressé de 17 % en 2002 à la suite de la mise en service de la nouvelle ligne de polystyrène de Carville, en Louisiane, à la fin de 2001. Une augmentation de 290 kt de la capacité de l'unité de styrène de Carville, appartenant à TotalFinaElf (50 %) et à General Electric (50 %), a été décidée pour une mise en œuvre en 2004. Carville possède déjà la plus grande unité de styrène au monde et est également le site mondial le plus important de production intégrée de styrène et de polystyrène.

En juin 2002, TotalFinaElf a signé avec Qatar Petroleum Company (Qapco) un accord visant à la création de Qatofin, une joint-venture qui sera détenue à concurrence de 36 % par Atofina, 63 % par Qapco, 1 % par Qatar Petroleum (QP).

Simultanément, Qatofin a signé un accord avec Q-Chem 2, joint-venture entre Qatar Petroleum et Chevron Phillips Chemical, pour la réalisation d'un craqueur d'éthane d'une capacité de 1 300 kt/an à Ras Laffan. Ce vapocraqueur, le plus grand de sa catégorie, dans lequel Qatofin détiendra une participation de 45,7 %, devrait entrer en activité à partir de 2007. Il sera alimenté par le gaz produit par le champ de Dolphin, autre projet du Groupe en cours de développement.

En aval, Qatofin prévoit la construction d'une unité de polyéthylène (LLDPE) de 450 kt/an par an à Messaieed.

En septembre 2002, TotalFinaElf a racheté la part (10 %) de Enichem dans Qapco et porte ainsi sa participation à 20 % dans cette société pour y devenir le seul partenaire de Qatar Petroleum qui en détient 80 %. Qapco produit 525 kt/an d'éthylène pour alimenter ses unités de polyéthylène (LDPE) de 380 kt/an et celles du complexe chlorochimique Qatar Vinyl Company (QVC). Par cette opération, le Groupe renforce également sa position dans Qatofin et porte sa participation dans le futur vapocraqueur à 22,2 % et dans la future unité LLDPE à 48,6 %.

Parallèlement, TotalFinaElf renforce sa participation à 19,29 % dans QVC, contre 16,1 % précédemment.

*Atofina, chimiste de rang mondial, partenaire de nombreuses industries, couvre des marchés aussi divers que l'automobile, l'emballage, le bâtiment, les sports, la santé, l'électronique, l'agriculture...*

- 1 *Le Rilsan est un plastique de haute performance. Il offre un excellent compromis entre rigidité, résistance aux chocs et imperméabilité, ce qui en fait un plastique de grande sécurité.*
- 2 *Dans le secteur de la petite puériculture, Hutchinson s'applique à optimiser la qualité des biberons, afin de renforcer leur solidité et leur ergonomie.*
- 3 *Les emballages alimentaires en polyéthylène (Finathène) sont issus du secteur des Grands polymères.*
- 4 *Pour étudier les nuisances sonores, Hutchinson dispose de deux chambres acoustiques. La chambre anéchoïque détecte les bruits les plus faibles.*

Ces deux opérations illustrent la volonté stratégique du Groupe de développer ses activités pétrochimiques au Qatar à destination des marchés asiatiques en croissance. Par ailleurs, TotalFinaElf a signé le 2 décembre une lettre d'intention en vue de constituer une joint-venture à 50/50 avec Samsung General Chemicals d'une valeur d'environ 1,5 milliard d'euros. Si les négociations aboutissent, cette joint-venture produira et commercialisera une large gamme de produits pétrochimiques de base et de polymères depuis le complexe industriel moderne et intégré de Samsung General Chemicals à Daesan (Corée du Sud) qui sera transféré à la joint-venture.

D'une capacité de 650 kt d'éthylène, de 670 kt de styrène, 500 kt de paraxylène et 670 kt de polyoléfines par an, ce complexe récent est situé sur la côte ouest de la Corée du Sud, à 150 km de Séoul et à 400 km des côtes de la Chine. Cet investissement permettra à Atofina d'acquérir une base industrielle pétrochimique de premier plan en Asie et d'y développer fortement sa position commerciale.

En **chlorochimie**, les volumes des ventes de PVC et de soude ont faiblement diminué en 2002.

Le chiffre d'affaires en *compounds* vinyliques a progressé de 7 %. Les ventes de profilés ont progressé, tandis qu'une rationalisation des activités de canalisation a été mise en œuvre pour pallier la faiblesse de la demande dans ce secteur.

Dans le domaine des **fertilisants**, avec l'appui du Groupe, notre filiale Grande Paroisse a dû faire face aux conséquences de la catastrophe du 21 septembre 2001 intervenue dans son usine de Toulouse.

Le Groupe a porté sa participation à 98 % dans le capital de Grande Paroisse.

## Intermédiaires et Polymères de performance

Les activités de ce secteur, dans l'ensemble localisées en Europe, aux États-Unis et en Asie, fournissent une large gamme de marchés incluant le bâtiment, l'industrie automobile, les peintures et revêtements, la pâte à papier, la réfrigération, l'industrie des cosmétiques, la chimie de spécialités et l'agrochimie.

Le Groupe possède un portefeuille de marques reconnues parmi lesquelles figurent notamment les polyamides Rilsan™, les polymères fluorés Kynar™, les résines et plaques transparentes Altuglas™ et Plexiglas™. Dans la plupart des activités de ce secteur, TotalFinaElf détient des capacités de production de tout premier plan<sup>(1)</sup>. L'objectif du Groupe est de poursuivre une croissance sélective, axée sur les marchés en développement où il se positionne parmi les tout premiers acteurs mondiaux, tout en poursuivant sa stratégie globale de cession sélective.

En 2002, les ventes de ce secteur ont globalement reculé pour s'établir à 3,77 milliards d'euros, contre 4,17 milliards d'euros en 2001 à périmètre comparable.

Cette diminution s'explique essentiellement par la faiblesse générale de la conjoncture économique sur la seconde partie de l'année, qui a été plus particulièrement sensible en Europe, zone dans laquelle le Groupe opère la plus grande partie de son activité.

En **acryliques**, TotalFinaElf est le troisième producteur mondial sur le plan des capacités de production d'acide acrylique et de MAM<sup>(2)</sup> (méthacrylate de méthyle).

Le Groupe a augmenté ses volumes de ventes d'acide acrylique et d'acrylates d'environ 4 %, grâce au démarrage en milieu d'année de sa nouvelle unité de Bayport (Texas). La demande en PMMA a souffert malgré la bonne tenue de la demande en résines pour l'industrie automobile.

En **polymères techniques**, sur base de ses capacités de production, le Groupe est un des premiers producteurs mondiaux dans les polyamides de spécialités (Rilsan™) : n° 1 mondial en PA 12<sup>(3)</sup>, les thermoplastiques élastomères (Pebax™) et les polymères fluorés (Kynar™) où le Groupe est leader mondial<sup>(4)</sup>.

Ces activités ont été pénalisées par les problèmes de production, survenus au redémarrage de l'usine de lactame 12 de Mont (France).

TotalFinaElf achève la construction d'une nouvelle ligne de production de Kynar™ sur son site de Pierre-Bénite (France). Cette ligne devrait entrer en service au tout début de l'année 2003 et ainsi permettre au Groupe de renforcer sa position de n° 1 mondial sur ce produit<sup>(5)</sup>.

En **thiochimie**, TotalFinaElf est le numéro un mondial sur base du chiffre d'affaires 2001<sup>(6)</sup>. Des restructurations industrielles sont en cours : arrêts d'ateliers à Rotterdam au profit des usines de Lacq et de Houston. L'activité des dérivés phosphorés a été cédée en janvier 2002.

En **gaz industriels fluorés**, par ses capacités de production, TotalFinaElf occupe le deuxième rang mondial<sup>(7)</sup>. Ces produits sont utilisés principalement dans les applications réfrigération et mousses expansées.

La substitution des produits de seconde génération "HCFC" (remplaçants des "CFC") par des produits de troisième génération "HFC" plus favorables à l'environnement se poursuit avec succès, dans un contexte de baisses de prix dues à une concurrence agressive.

En 2002, TotalFinaElf a mis en œuvre d'importantes réalisations industrielles et rectifications de périmètre visant à renforcer sa compétitivité et ses positions sur les nouveaux produits :

- en HFC, mise en service d'une nouvelle unité à Zaramillo (Espagne) et dégoulotage de Pierre-Bénite (France),
- en HCFC, fermeture de l'usine non compétitive de Wichita (Kansas) aux États-Unis,

- cession de la participation de 50 % dans une unité de production de CFC au Venezuela,
- cession de l'activité des télomères fluorés.

En **peroxydes d'hydrogène**, la capacité de production du Groupe lui confère le troisième rang mondial <sup>(9)</sup>, ses unités sont situées dans les trois grandes zones de consommation.

L'usine de Shanghai a tourné à pleine capacité un an après son démarrage.

En 2002, TotalFinaElf a cédé sa participation minoritaire dans l'usine de Tamakomai (Japon) qui ne présentait pas de synergies avec le reste des activités. Une extension du site de Bécancour (Québec) est à l'étude.

En **additifs plastiques** où le Groupe détient des capacités de production de tout premier plan <sup>(9)</sup>, les volumes de ventes ont progressé de 8 % en 2002.

En mai, TotalFinaElf a racheté les parts détenues par Mitsubishi Rayon dans les joint-ventures Metablen et Metco, et va pouvoir ainsi accroître son offre de produits, notamment de modifiants chocs MBS (méthacrylate de méthyle, butadiène et styrène). Par ailleurs une joint-venture a été constituée en avril avec Albemarle dans les intermédiaires à base d'étain et de composés organo-aluminiques.

En **produits de performance**, le chiffre d'affaires a augmenté de 3 %, principalement grâce à de fortes ventes de tamis moléculaires. Des extensions ont été réalisées dans les usines françaises de Feuchy, où sont fabriqués les produits tensio-actifs, et de Honfleur qui produit les tamis moléculaires.

En **peroxydes organiques**, le Groupe occupe le deuxième rang mondial sur base de sa part de marché dans les fournisseurs de peroxydes organiques pour l'industrie plastique <sup>(10)</sup>. L'activité a été affectée par la baisse de la demande en plastiques particulièrement sensible sur la deuxième partie de l'année en Europe.

La division **agrochimie** a souffert du nouveau recul du marché phytosanitaire.

L'activité **résines-formol** a dû faire face aux réorganisations nécessaires à la suite de l'explosion de l'usine AZF de Toulouse en 2001 et à la décision de fermeture du site intervenue en 2002. Le Groupe met en service des capacités de production additionnelles dans les usines de Villers-St-Paul (France) à la fin 2002 et de Leuna (Allemagne) en 2003.



## Spécialités

Le secteur des spécialités de TotalFinaElf est composé de cinq entités principales qui couvrent une large gamme d'activités servant les marchés grands publics et industriels au travers d'organisations mondiales. Ce secteur comprend les activités de transformation du caoutchouc (Hutchinson), les résines (Cray Valley, Sartomer, Cook Composites Polymers), les adhésifs (Bostik Findley), la métallisation (Atotech) et les peintures (SigmaKalon).

Le Groupe qui commercialise les produits de spécialités dans plus de 55 pays entretient pour ce secteur un objectif de croissance soutenue à l'international, combinant croissance interne et acquisitions ciblées, concentrée sur les marchés en expansion et focalisée sur la distribution de nouveaux produits à forte valeur ajoutée. Tel qu'en 2001, le chiffre d'affaires s'est maintenu à 7,8 milliards d'euros.

**Transformation du caoutchouc** (Hutchinson), filiale à 100 % du Groupe, fabrique et commercialise des produits issus de la transformation du caoutchouc destinés aux industries automobile et aérospatiale et aux marchés grand public. Le chiffre d'affaires de 2002 a légèrement augmenté : 2 % par rapport à 2001.

Au cours de l'année 2002, Hutchinson a porté ses priorités sur la consolidation de ses acquisitions récentes (Barry Controls, Söke...), a poursuivi les restructurations industrielles en Europe et aux États-Unis, et a continué son expansion vers les marchés asiatiques, en particulier la Chine.

**Résines** (Cray Valley, Sartomer et Cook Composites Polymers).

Par l'intermédiaire de ces trois filiales, TotalFinaElf produit et commercialise des résines pour encres, peintures, adhésifs et revêtements.

En 2002, Cray Valley a consolidé l'acquisition des activités de Croda et a poursuivi le programme de restructuration des activités de résines de revêtements et des émulsions en Europe. L'usine de Speke (UK) provenant de Croda a été fermée en avril 2002. Les fermetures des usines de Machen (UK) et des ateliers d'émulsions de Brignoud (France) sont prévues en 2003. Leurs activités seront transférées sur d'autres sites de Cray Valley.

Par ailleurs, la mise en service en milieu d'année d'une nouvelle unité de résines en poudres à North Kansas City, a permis de positionner Cook Composites Polymers, la filiale américaine de Cray Valley, au rang de fournisseur majeur sur le marché des résines de revêtements. Une extension de l'atelier de San Celoni en Espagne a également été réalisée. De son côté, Sartomer a acquis l'activité monomères méthacrylates d'Akzo et une nouvelle unité de production de monomères et d'oligomères est en construction sur le site de Villers-St-Paul (France) ; son démarrage est prévu mi-2003. Cette nouvelle unité permettra à Sartomer de répondre à la forte croissance de la demande en résines photoréticulables (UV).

### Adhésifs (Bostik Findley)

Issue de la fusion de Bostik et d'AtoFindley, la division Adhésifs occupe le deuxième rang mondial, en terme de capacité de production <sup>(11)</sup>. Elle détient des positions de premier plan dans les secteurs industriels, de l'hygiène, du bâtiment et des ventes grand public <sup>(12)</sup>.

En 2002, le chiffre d'affaires est resté stable par rapport à 2001. L'activité a connu une croissance plus marquée dans la zone Asie-Pacifique et est restée soutenue en Europe.

La division Adhésifs a poursuivi en 2002 la mise en place de la fusion des activités de Bostik et de Findley en Europe et aux États-Unis et prévoit une étape complémentaire en 2003 qui devrait se traduire par la fermeture de 4 sites. Par ailleurs, Bostik Findley continue de mener une politique d'acquisitions ciblées de petite taille et porteuses de synergie.

### Chimie de métallisation (Atotech)

En 2002, le chiffre d'affaires de la division Métallisation est resté stable par rapport à 2001, malgré un effet devises défavorable.

En 2002, Atotech a poursuivi son redéploiement vers l'Asie avec le démarrage d'une usine à Taïwan au printemps et d'un centre de recherche à Shanghai à la fin de l'année. Parallèlement un important programme de restructurations industrielles et de réorganisation des équipes commerciales a été entrepris en Europe et aux États-Unis. Il sera amplifié en 2003 afin de s'adapter à la perte d'activités sur ces deux continents.

### Peintures (SigmaKalon)

Le chiffre d'affaires de la division Peintures est resté stable en 2002 par rapport à 2001.

Le 28 février 2003, TotalFinaElf a cédé son activité peintures. Cette cession s'inscrit dans le plan de repositionnement et de recentrage industriel entrepris par la Branche Chimie.

(1) Cf. études citées activité par activité.

(2) *European Chemical News*, Septembre et Novembre 2002.

(3) *Chimie Hebdo* Iss173, du 27 mai 2002 *Projet Nylon-12 lauryl lactame pour EMS*.

(4) *SRI Consulting programme CEH Chemicals Economics Handbook, Fluoropolymers*, Avril 2002.

(5) *SRI Consulting programme CEH Chemicals Economics Handbook, Fluoropolymers*, Avril 2002.

(6) Étude interne réalisée sur la comparaison des CA de la division Spécialités de Chevron Phillips, son principal concurrent, et de la division Thiochimie du Groupe.

(7) *SRI Consulting programme CEH Chemicals Economics Handbook, Fluorocarbons*, 2001.

(8) *SRI Consulting programme CEH Chemicals Economics Handbook, Hydrogen Peroxide*, Novembre 2002.

(9) *SRI Consulting programme CEH Chemicals Economics Handbook, Organometallics*, Février 2002.

(10) *BRG Townsend Chemical additives for Plastics* 1999.

(11) *European paint and resins news*, Mai 2002, *Adhesives a \$24 bn global market*.

(12) *Frost&Sullivan 2001 "US Construction, paper & film and transportation adhesives market."*



## Activités diverses

### Commerce électronique

À la mi-2000, TotalFinaElf a initié un projet pilote de commerce électronique, dont la majeure partie des transactions s'effectue sur la bourse électronique Trade-Ranger, pour ses achats de biens et de services dans l'énergie et la chimie ; ce projet a pris forme en fin d'année 2000. Le Groupe figure parmi les 16 actionnaires fondateurs de Trade-Ranger, dont il est l'un des principaux acteurs. Trade-Ranger est en effet la plus importante place de marché dans l'industrie du pétrole, du gaz et des produits chimiques. Cette plate-forme a lancé, avec succès, des outils de transactions sur catalogue, ainsi que des outils de gestion des excédents et de ventes aux enchères. Le Groupe a ainsi mené quelque 10 000 transactions automatisées en ligne pour le compte de certaines de ses activités Amont, Aval et Chimie ; il a également effectué des enchères électroniques inversées ou des demandes par voie électronique pour des offres dans ses secteurs Amont et Aval, portant sur un montant total de plus de 100 millions d'euros. Les dépenses d'approvisionnement du Groupe avoisinant 15 milliards d'euros au total par an, TotalFinaElf prévoit que près de la moitié de ce type de transactions pourrait finir par se dérouler en ligne. D'une manière plus générale, après la phase pilote du projet en 2001, qui a apporté la preuve des bénéfices réels liés à l'utilisation de tels outils et services au sein de TotalFinaElf, le développement de l'utilisation de ces services a été engagé avec succès en 2002. Chaque secteur élabore maintenant un plan en vue du déploiement progressif de ces solutions nouvelles au sein de ses propres entités.

### Structure de l'organisation

TOTAL FINA ELF S.A. est la société mère du Groupe TotalFinaElf. À fin décembre 2002, le périmètre de consolidation se compose de 899 sociétés, dont 775 font l'objet d'une intégration globale, 12 d'une intégration proportionnelle et 112 d'une mise en équivalence. Pour connaître la liste des principales filiales de TOTAL FINA ELF S.A., on se reportera à la Note 30 figurant aux Notes annexes aux états financiers consolidés.

### Biens, usines et équipements

TotalFinaElf détient des biens en pleine propriété ou à titre locatif dans de nombreux pays dans le monde, dont aucun ne présente un caractère essentiel pour le Groupe. Prière de se reporter à la rubrique "Informations sur le Groupe - Amont" pour une description détaillée des réserves et gisements de pétrole brut et de gaz naturel de TotalFinaElf.



### Environnement

Les aspects environnementaux revêtent un rôle très important dès la planification et la conception des projets de développement, des produits et des sites d'exploitation du Groupe. Aucun projet et aucun produit nouveau ne peuvent être lancés sans une analyse préalable et détaillée des impacts environnementaux et des risques en matière de sécurité et de santé.

Des programmes spécifiques d'action et de recherche visent à améliorer les performances environnementales, par exemple par la réduction de la teneur en soufre des fuels lourds, du gasoil et des carburants automobiles, par l'amélioration de la qualité des effluents et des émissions atmosphériques des raffineries et des usines chimiques du Groupe, par le développement de techniques plus efficaces pour prévenir et mieux maîtriser les déversements accidentels d'hydrocarbures en mer, par la mise au point et l'installation de systèmes de contrôle dans les unités du Groupe, par la substitution de produits à base de solvants par des résines photoréticulables.

La Charte du Groupe en matière d'hygiène, sécurité et environnement définit des grands principes de bonne gestion environnementale. Parmi eux figurent notamment la réduction des consommations de ressources et de certaines matières premières, la réduction de la production de déchets et la valorisation de ceux qui sont produits, et l'amélioration de l'efficacité énergétique. En 2002, TotalFinaElf a annoncé un objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre pour toutes ses activités. Le Groupe accorde aussi une grande importance aux problèmes de contamination des sols et sous-sols ; des programmes de remise en état sont en cours sur de nombreux sites, dans le respect des nombreuses obligations légales et réglementaires.

En 2002, TotalFinaElf a continué de veiller à l'application des principes définis dans la Charte. Des programmes de formation environnementale et des stages spécifiques sont proposés aux différents personnels du Groupe, y compris aux managers. Les responsables des sites en matière d'hygiène, sécurité et environnement organisent régulièrement des audits et des inspections, et encouragent les retours d'expérience et le reporting. Un large programme de certification ISO 14000, la norme de référence internationale en matière de gestion de l'environnement, est engagé dans tout le Groupe, de nombreuses entités de TotalFinaElf sont déjà certifiées, les autres ont déjà entamé ce processus de certification ou vont commencer cette démarche. Voir "Risques industriels et environnementaux" (pour plus de détail, pages 136-137).

- 1 Dans les différents laboratoires du Groupe, des "nez" testent les qualités olfactives de certains produits. À la raffinerie de Normandie, des contrôles permettent de s'assurer de la conformité des cires et paraffines aux qualités requises.
- 2 Les chercheurs des différents centres de recherche et de développement d'Atofina, créent ou améliorent des matériaux polymères.
- 3 Vue de l'appareil de test de compression du Cerdato avec un opérateur à l'arrière plan.

# Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2002

Mesdames, Messieurs, les Actionnaires de la société TOTAL FINA ELF S.A.,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de la société TOTAL FINA ELF S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2002, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes.

Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes consolidés, établis conformément aux règles et principes comptables applicables en France, sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation.

Par ailleurs, nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport sur la gestion du Groupe, conformément aux normes professionnelles applicables en France. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 20 février 2003

Les commissaires aux comptes

Barbier Frinault et Autres  
Réseau Ernst & Young  
Pascal Macioce

KPMG Audit  
Département de KPMG S.A.  
René Amirkhanian



## BILAN CONSOLIDÉ

31 décembre	Montants en millions d'euros		
	2002	2001	2000
<b>Actif</b>			
Actif long terme			
Immobilisations incorporelles, valeur nette (Note 5)	2 752	3 196	2 914
Immobilisations corporelles, valeur nette (Note 6)	38 592	41 274	37 699
Sociétés mises en équivalence : titres et prêts (Note 7)	7 710	7 592	7 752
Autres titres de participation (Note 8)	1 221	1 536	1 714
Autres actifs long terme (Note 9)	3 735	3 042	3 781
<b>Total actif long terme</b>	<b>54 010</b>	<b>56 640</b>	<b>53 860</b>
Actif circulant			
Valeurs d'exploitation (Note 10)	6 515	6 622	6 811
Clients et comptes rattachés (Note 11)	13 087	13 497	14 307
Autres créances (Note 11)	5 243	7 263	4 955
Valeurs mobilières de placement	1 508	1 004	641
Disponibilités	4 966	3 574	4 600
<b>Total actif circulant</b>	<b>31 319</b>	<b>31 960</b>	<b>31 314</b>
<b>Total actif</b>	<b>85 329</b>	<b>88 600</b>	<b>85 174</b>
<b>Passif</b>			
Capitaux propres (Note 12)			
Capital	6 872	7 059	7 405
Primes et réserves consolidées	30 514	30 544	29 283
Écarts de conversion	(830)	1 252	667
Actions autodétenues	(4 410)	(4 923)	(4 954)
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>32 146</b>	<b>33 932</b>	<b>32 401</b>
Actions privilégiées émises par les filiales consolidées (Note 13)	477	567	537
Intérêts minoritaires (Note 13)	724	898	755
Provisions pour risques et charges et autres passifs long terme			
Provisions pour impôts différés (Note 21)	6 390	6 521	6 222
Provisions pour pensions, retraites et obligations similaires (Note 14)	4 103	3 355	3 719
Autres provisions pour risques et charges et autres passifs long terme (Note 15)	6 150	6 093	4 882
<b>Total provisions pour risques et charges et autres passifs long terme</b>	<b>16 643</b>	<b>15 969</b>	<b>14 823</b>
Emprunts et dettes financières à long terme (Note 16)	10 157	11 165	11 509
Dettes à court terme			
Fournisseurs et comptes rattachés	10 236	10 034	9 882
Autres créditeurs et dettes diverses (Note 17)	9 850	12 470	11 214
Emprunts et dettes financières à court terme (Note 16)	5 096	3 565	4 053
<b>Total dettes à court terme</b>	<b>25 182</b>	<b>26 069</b>	<b>25 149</b>
<b>Total passif</b>	<b>85 329</b>	<b>88 600</b>	<b>85 174</b>


**TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉ**

Exercice	Montants en millions d'euros		
	2002	2001	2000
Flux de trésorerie d'exploitation			
Résultat de l'ensemble consolidé	5 954	7 824	7 208
Dotations aux amortissements et provisions des immobilisations corporelles et incorporelles	6 241	5 390	5 561
Autres provisions long terme et impôts différés	(264)	1 153	1 522
Effet de l'externalisation des engagements sociaux	-	(449)	(494)
Exploration passée en charges	487	571	514
(Plus) moins-value sur cessions d'actifs	(862)	(1 735)	(445)
Dividendes moins quote-part des résultats des sociétés mises en équivalence	(479)	(709)	(406)
Autres, nets	(7)	(56)	(3)
Flux de trésorerie d'exploitation avant variation du besoin en fonds de roulement	11 070	11 989	13 457
Diminution (augmentation) du besoin en fonds de roulement (Note 27)	(64)	314	(68)
Flux de trésorerie d'exploitation	11 006	12 303	13 389
Flux de trésorerie d'investissement			
Investissements corporels et incorporels	(6 942)	(7 517)	(6 591)
Investissements d'exploration passés en charges	(432)	(521)	(454)
Coût d'acquisition de sociétés consolidées, net de la trésorerie acquise	(127)	(1 051)	(198)
Coût d'acquisition de titres	(298)	(539)	(297)
Augmentation des prêts long terme	(858)	(938)	(799)
Investissements	(8 657)	(10 566)	(8 339)
Produits de cession d'actifs corporels et incorporels	290	409	957
Produits de cession de titres consolidés, net de la trésorerie cédée	5	721	68
Produits de cession d'autres titres	1 346	4 634	1 610
Remboursement de prêts long terme	672	1 240	606
Désinvestissements	2 313	7 004	3 241
Diminution (augmentation) des valeurs mobilières de placement	(505)	(428)	(41)
Flux de trésorerie d'investissement	(6 849)	(3 990)	(5 139)
Flux de trésorerie de financement			
Variation de capital et autres fonds propres :			
Actionnaires de la société mère	461	24	221
Rachat d'actions propres	(2 945)	(5 605)	(1 948)
Actionnaires minoritaires	32	12	22
Autres fonds propres <sup>(1)</sup>	-	-	(108)
Dividendes payés :			
Aux actionnaires de la société mère	(2 514)	(2 278)	(1 631)
Aux actionnaires minoritaires	(100)	(151)	(200)
Émission nette d'emprunts (Note 27)	1 642	(185)	1 133
Variation des dettes financières à court terme	746	(1 330)	(4 952)
Autres, nets	(10)	(19)	(28)
Flux de trésorerie de financement	(2 688)	(9 532)	(7 491)
Augmentation (diminution) de la trésorerie	1 469	(1 219)	759
Incidence des variations de change et de périmètre	(77)	193	(100)
Trésorerie au 1 <sup>er</sup> janvier	3 574	4 600	3 941
Trésorerie à fin de période	4 966	3 574	4 600

(1) Actions privilégiées émises par les filiales consolidées.


**VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS**

<i>(en millions d'euros)</i>	Actions émises		Primes et réserves consolidées	Écarts de conversion	Actions autodétenues <sup>(3)</sup>		Capitaux propres
	Nombre	Montant			Nombre	Montant	
Au 1 <sup>er</sup> janvier 2000	722 203 679	7 222	23 183	270	(24 682 129)	(3 006)	27 669
Dividendes payés	-	-	(1 631)	-	-	-	(1 631)
Résultat net 2000	-	-	6 904	-	-	-	6 904
Opérations 2000 sur PetroFina et Elf	15 729 596	158	229	-	-	-	387
Autres émissions d'actions	2 532 523	25	196	-	-	-	221
Rachat d'actions propres	-	-	-	-	(11 900 000)	(1 948)	(1 948)
Variation des écarts de conversion	-	-	-	397	-	-	397
Plus-values de cessions d'actifs (Note 2)	-	-	549	-	-	-	549
Autres <sup>(1)</sup>	-	-	(147)	-	-	-	(147)
Au 31 décembre 2000	740 465 798	7 405	29 283	667	(36 582 129)	(4 954)	32 401
Dividendes payés	-	-	(2 278)	-	-	-	(2 278)
Résultat net 2001	-	-	7 658	-	-	-	7 658
Opérations 2001 sur PetroFina et Elf	327 617	2	12	-	-	-	14
Autres émissions d'actions	509 544	5	19	-	-	-	24
Rachat d'actions propres	-	-	-	-	(36 241 000)	(5 605)	(5 605)
Annulation d'actions propres	(35 368 000)	(353)	(5 270)	-	35 368 000	5 623	-
Variation des écarts de conversion	-	-	-	585	-	-	585
Plus-values de cessions d'actifs (Note 2)	-	-	1 416	-	-	-	1 416
Autres <sup>(2)</sup>	-	-	(296)	-	105 230	13	(283)
Au 31 décembre 2001	705 934 959	7 059	30 544	1 252	(37 349 899)	(4 923)	33 932
Dividendes payés	-	-	(2 514)	-	-	-	(2 514)
Résultat net 2002	-	-	5 941	-	-	-	5 941
Opérations 2002 sur PetroFina et Elf	564 471	6	21	-	-	-	27
Autres émissions d'actions	4 134 325	41	420	-	-	-	461
Rachat d'actions propres	-	-	-	-	(21 120 245)	(2 945)	(2 945)
Annulation d'actions propres	(23 443 245)	(234)	(3 224)	-	23 443 245	3 458	-
Variation des écarts de conversion	-	-	-	(2 082)	-	-	(2 082)
Autres <sup>(2)</sup>	-	-	(674)	-	-	-	(674)
Au 31 décembre 2002	687 190 510	6 872	30 514	(830)	(35 026 899)	(4 410)	32 146

(1) Principalement dues aux effets des harmonisations comptables.

(2) La variation du poste "Autres" est principalement due à l'effet de l'ajustement de dette minimale (MLA) relative aux engagements de retraites.

(3) Dans le tableau du rapport annuel 2000, les actions autodétenues étaient directement déduites du montant du capital et des primes et réserves consolidées.

# Annexe aux comptes consolidés

## 1. Principes comptables

Les comptes consolidés de TotalFinaElf sont établis en conformité avec les principes comptables généralement admis en France, et en particulier avec l'arrêté du 22 juin 1999 portant homologation du règlement 99-02 du Comité de réglementation comptable (CRC). Par ailleurs, le Groupe applique les normes du Financial Accounting Standard Board qui ne présentent pas d'incompatibilité avec la réglementation française et qui, dans l'état actuel des textes, permettent d'assurer l'image la plus fidèle et la plus grande comparabilité possible avec les autres majors pétroliers, notamment nord-américains. Les exceptions à la mise en œuvre de ces normes sont présentées dans le rapport annuel aux normes américaines du Groupe (rapport 20F) et concernent principalement le traitement en comptabilité d'acquisition des rapprochements avec PetroFina et Elf ("purchase accounting").

### Harmonisation des méthodes et des présentations comptables

Les comptes consolidés respectent les principes comptables décrits ci-dessous.

En 2000, les principes et pratiques comptables ont été harmonisés au sein du Groupe TotalFinaElf ; les effets relatifs à ces changements n'ont pas d'impact significatif sur la situation financière et les résultats, et ont été pris en compte en ajustements des fonds propres consolidés au 1<sup>er</sup> janvier 2000, sans modification des comptes des exercices précédents.

Sur toutes les années présentées, les augmentations de capital liées aux offres publiques d'échange de PetroFina et de Elf Aquitaine apparaissent après application de la méthode de la mise en commun des intérêts (article 215 du règlement 99-02). Selon cette méthode, la valeur des actifs et passifs constitutifs des capitaux propres des entreprises acquises est substituée, après retraitement aux normes comptables du Groupe, au coût des titres acquis.

En 2001, afin de faciliter la comparaison des comptes du Groupe avec les autres sociétés pétrolières, le Groupe a modifié la présentation de la provision pour régulation des cours, cette provision étant dorénavant inscrite à l'actif en déduction de la valeur des stocks. Ce changement de présentation est sans impact sur les capitaux propres et le résultat de l'exercice. La présentation des comptes comparatifs 2000 a été retraitée en conséquence.

## Évolution de la normalisation comptable

Le Groupe suit actuellement les travaux et projets des normes comptables internationales (IFRS). Il considère que, dans leur état actuel, ces projets ne sont pas de nature à avoir un impact significatif sur ses résultats, à l'exception de l'éventuel abandon des méthodes de valorisation des stocks pétroliers en LIFO (Last In, First Out) ou en coûts de remplacement. L'évaluation de cet impact sera faite et communiquée lorsque les nouvelles normes seront figées et leurs modalités de mise en œuvre précisées de façon irréversible.

### A) Principes de consolidation

Les états financiers des sociétés jugées significatives dont le Groupe TotalFinaElf détient directement ou indirectement un contrôle exclusif sont consolidés par intégration globale. Le Groupe applique la méthode de l'intégration proportionnelle pour les entreprises du secteur pétrolier sous contrôle conjoint. Les entreprises sous influence notable sont consolidées par mise en équivalence. La notion d'influence notable est présumée lorsque le Groupe dispose d'un droit de vote compris entre 20 % et 50 %.

Dans le cas d'un pourcentage inférieur à 20 %, la consolidation par mise en équivalence ne s'applique que dans les cas où l'influence notable peut être démontrée.

### B) Méthodes de conversion

Les comptes des filiales sont établis dans la monnaie la plus représentative de leur environnement économique, qualifiée de monnaie fonctionnelle.

### I Éléments monétaires

Les transactions réalisées en devises étrangères sont converties aux cours des devises à la date des transactions. Les pertes et profits résultant de la conversion des soldes des transactions concernées aux cours de clôture sont enregistrés en résultat dans la rubrique "Autres charges et produits". Lorsqu'un emprunt en devise étrangère est contracté dans le but et avec pour résultat de protéger de l'effet des fluctuations de change un investissement dans une entité étrangère, les écarts de change qui en résultent sont inscrits en capitaux propres dans le poste "Écarts de conversion".

## II Conversion des états financiers établis en monnaie étrangère

Les bilans des entreprises étrangères sont convertis en euros sur la base des cours de change en vigueur à la date de clôture. Le compte de résultat et le tableau des flux de trésorerie sont convertis au cours moyen de l'exercice. Les différences de conversion qui en résultent sont inscrites soit en capitaux propres dans le poste "Écarts de conversion" (pour la part du Groupe), soit dans le poste "Intérêts minoritaires".

## C) Instruments dérivés financiers et pétroliers

### I Risque de taux d'intérêt et de change

Le Groupe utilise des instruments financiers dans un but quasiment exclusif de couverture afin de gérer son exposition aux fluctuations des taux d'intérêt et des cours de change de devises étrangères.

Dans le cadre de cette politique, le Groupe a recours à des swaps de taux d'intérêt et de devises. Les différentiels d'intérêts ou les reports et déports attachés à ces swaps sont constatés, prorata temporis, au compte de résultat en charges ou produits financiers, sur la durée de vie des éléments auxquels ils sont adossés.

Le Groupe peut aussi utiliser des contrats de "futures", caps, floors et options. La variation des valeurs de marché des futures constituant des opérations de couverture est constatée au compte de résultat en charges ou produits financiers de façon symétrique aux produits et charges enregistrés sur l'élément couvert. Pour les contrats optionnels, ce même principe de symétrie s'applique aux primes.

Dans tous les cas d'instruments utilisés à des fins de couverture, le profit ou la perte qui résulte d'une résiliation anticipée de l'instrument est étalé sur la durée de vie résiduelle de l'instrument couvert.

Les éventuelles pertes latentes associées aux opérations, pour lesquelles les critères de qualification comptable de couverture ne sont pas respectés, sont provisionnées.

### II Matières premières

Dans le cadre de son activité de négoce international, le Groupe effectue des opérations de couverture afin de limiter son exposition aux fluctuations de prix du pétrole brut, des produits raffinés et du gaz naturel et de l'électricité.

Pour couvrir ce risque, le Groupe utilise différents instruments parmi lesquels les contrats sur les marchés organisés ou sur les marchés de gré à gré tels que "futures", forwards, swaps et options.

L'ensemble des positions, qu'il s'agisse des livraisons physiques ou des instruments dérivés, est évalué à la valeur de marché et les gains et pertes latents enregistrés en résultat. Les gains et pertes relatifs à la couverture des stocks d'hydrocarbures et de produits pétroliers sont inclus dans la valorisation des stocks.

## D) Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles comprennent les écarts d'acquisition, les brevets, marques, fonds de commerce et droits au bail. Elles sont amorties linéairement sur des durées comprises entre 10 et 40 ans en fonction de l'appréciation portée sur la nature et la durée de vie des actifs concernés.

## E) Immobilisations corporelles

### I Actifs d'exploration et de production pétrolière

Le Groupe applique la méthode des "successful efforts".

#### *Exploration*

Les dépenses de géologie/géophysique sont comptabilisées directement en charges. Les droits miniers non prouvés sont immobilisés. Ils font l'objet de provisions pour dépréciation en l'absence de découverte commercialisable. Les forages en cours et les forages ayant contribué à la découverte de réserves commercialisables sont immobilisés ("permis prouvés"), et, en l'absence de découverte ou d'exploration planifiée ("permis non prouvés"), dans un délai d'un an, sont comptabilisés en charge.

#### *Immobilisations de production pétrolière*

Les droits miniers prouvés et les autres dépenses liées à l'activité de production, incluant les actifs corporels et incorporels, sont amortis à l'unité de production. Le taux d'amortissement est égal au rapport de la production pétrolière de l'exercice sur les réserves prouvées développées d'hydrocarbures.

Dans le cas de contrats de partage de production, cette méthode s'applique à la quote-part de production et de réserves revenant au Groupe telles qu'elles peuvent être estimées en fonction de clauses contractuelles de remboursement des dépenses d'exploration et d'investissement (cost oil) ainsi que de partage des droits à hydrocarbures (profit oil).

### II Autres immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles figurent au bilan consolidé pour leur coût d'acquisition ou de revient, qui inclut les frais financiers supportés jusqu'à leur mise en service. Les immobilisations mises à la disposition du Groupe dans le cadre des contrats de crédit-bail sont comptabilisées à l'actif du bilan et amorties linéairement, et la dette correspondante est comptabilisée au passif du bilan.

Les immobilisations corporelles sont amorties linéairement sur leur durée de vie estimée :

- Mobilier, matériel de bureau, machine et outillage : 5 - 10 ans
- Matériel de transport : 5 - 20 ans
- Dépôts et équipements associés : 10 - 15 ans
- Installations complexes spécialisées et pipelines : 10 - 30 ans
- Constructions : 10 - 50 ans

Les subventions d'investissement reçues sont déduites directement du coût des immobilisations qu'elles ont financées. Les coûts d'entretien et de réparation sont pris en charge dans l'exercice au cours duquel ils sont encourus. Les frais d'arrêt des raffineries et des grandes unités pétrochimiques sont provisionnés sur la période comprise entre le dernier arrêt et le prochain arrêt planifié.

#### F) Dépréciation des actifs immobilisés

Les actifs immobilisés, incorporels ou corporels, font l'objet d'un amortissement pour dépréciation lorsque leur valeur économique apparaît durablement inférieure à la valeur nette comptable.

L'existence d'une dépréciation est appréhendée par groupe d'actifs représentant une entité économique autonome par référence à la valeur des flux de trésorerie futurs attendus de ces actifs, dans le cadre des hypothèses économiques et des conditions d'exploitation prévues par la Direction Générale du Groupe ou par référence à la valeur de marché si l'actif est destiné à être vendu.

La dépréciation éventuelle est comptabilisée sous la forme d'un amortissement qui ajuste la valeur historique de façon irréversible.

#### G) Autres titres de participation

Les titres de participation des sociétés dans lesquelles le Groupe n'exerce pas une influence notable (généralement détenues à moins de 20 % ou qui ont été exclues du périmètre de consolidation en application des principes expliqués ci-dessus), sont comptabilisés à leur coût d'acquisition et éventuellement provisionnés en fonction de leur valeur économique, essentiellement la situation nette retraitée pour les titres non cotés.

#### H) Valeurs d'exploitation

Les stocks sont valorisés au plus bas du prix de revient et de la valeur de réalisation. Compte tenu de la sensibilité des activités aux prix des matières premières, le Groupe met en œuvre des méthodes qui minimisent les effets de prix sur stocks dans le compte de résultat.

Il s'agit principalement du coût de remplacement pour les produits pétroliers, du LIFO (Last in, First out) pour les produits pétrochimiques et du PMP (prix moyen pondéré) pour les autres catégories de produits. Dans la méthode du coût de remplacement, la variation de la valeur des stocks dans le compte de résultat est déterminée par référence à des prix moyens de la période et non par la valeur historique des stocks.

Lorsque, comme c'est en général le cas dans les comptes statutaires ou fiscaux, les stocks sont évalués en FIFO (First in, First out), le coût des produits vendus fait l'objet d'un ajustement aux méthodes mentionnées ci-dessus par le biais d'une provision pour régulation des cours (coût de remplacement) ou d'ajustement LIFO.

À partir des comptes 2001 et afin d'améliorer la comparaison avec les autres sociétés pétrolières, cette provision est déduite de la valeur des stocks à l'actif du bilan.

#### I) Valeurs mobilières du placement

Les valeurs mobilières de placement sont évaluées à leur prix d'acquisition ou à leur valeur de marché si elle est inférieure.

#### J) Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires lié à la vente de produits est reconnu au moment du transfert de propriété. Le chiffre d'affaires lié aux prestations de service est reconnu lorsque les services ont été rendus. Le chiffre d'affaires est présenté net de droits de douane et de taxes de mise à la consommation perçus pour le compte des administrations fiscales et douanières. Il comprend les livraisons de pétrole brut et de gaz au titre des redevances à la production et des impôts. Les opérations de négoce de pétrole brut et de produits pétroliers finis sont comptabilisées en achats et ventes lorsqu'il y a livraison physique. Les opérations d'échange de pétrole brut et de produits pétroliers conclues dans le cadre d'accords professionnels sont exclues du chiffre d'affaires.

#### K) Frais de recherche et de développement

Les frais de recherche et développement sont enregistrés en charges dans l'exercice au cours duquel ils sont engagés.

#### L) Provisions pour remise en état des sites et pour risques et charges liés à l'environnement

Le Groupe constitue des provisions pour les frais futurs estimés de démantèlement et d'enlèvement des installations d'exploration et de production d'hydrocarbures par un calcul à l'unité de production. Les risques liés à l'environnement des activités autres que la production d'hydrocarbures sont provisionnés lorsque des dépenses de réhabilitation sont considérées comme

probables et raisonnablement estimables. Elles sont calculées sur la base des normes existantes et en fonction de la technologie actuelle. Les coûts futurs ne sont pas actualisés.

### M) Impôts et impôts différés

Les impôts différés sont calculés sur :

- les différences temporaires existant entre les valeurs comptables et fiscales des actifs et passifs figurant au bilan ;
- les déficits et crédits d'impôt reportables.

Ils sont évalués aux derniers taux d'imposition connus. L'impact de l'évolution ultérieure des taux est pris en compte selon la méthode du report variable.

Les impôts différés actifs sont comptabilisés sous déduction d'une dépréciation qui représente la part de ces actifs dont la réalisation n'est pas probable.

Les impôts payés aux pays producteurs du Moyen-Orient au titre des concessions historiques de Total (Abu Dhabi - offshore et onshore, Dubaï - offshore, Oman et Abu Al Bu Khoosh) sont inclus dans les charges d'exploitation.

### N) Engagements de retraites et engagements sociaux autres que les retraites

Selon les lois et usages de chaque pays, le Groupe participe à des régimes de retraite, prévoyance, frais médicaux et indemnités de fin de carrière, dont les prestations dépendent de différents facteurs tels que ancienneté, salaires et versements effectués à des régimes généraux obligatoires.

Ces régimes peuvent être à cotisations définies ou à prestations définies et dans ce cas être totalement ou partiellement préfinancés par des placements diversifiés en actions hors Groupe, fonds commun de placement, contrats d'assurances et autres.

Pour les régimes à cotisations définies, les charges correspondent aux cotisations versées.

Pour les régimes à prestations définies, les engagements sont évalués selon la méthode actuarielle "Projected Unit Credit".

Les gains et pertes actuariels résultant notamment de changements dans les hypothèses sont amortis linéairement sur la durée de vie active restante du personnel concerné. Lorsque de tels régimes sont accordés ou étendus à de nouvelles catégories de personnel, le passif actuariel, correspondant à la validation de droits antérieurs à la date d'extension ou de l'accord du nouveau régime, est réparti linéairement sur une durée n'excédant pas le nombre moyen d'années d'activité restant à courir avant l'âge de la retraite de ce personnel.

Pour les retraites complémentaires dont la gestion est confiée à des organismes extérieurs, la différence entre le passif actuariel et le fonds de garantie figure au bilan en autres actifs ou passifs à long terme.

### O) Actions propres

Les actions de la société mère TOTAL FINA ELF S.A. détenues par les filiales ou elle-même sont soit portées en diminution des capitaux propres consolidés, soit inscrites en valeurs mobilières de placement en cas d'affectation à la régulation des cours ou aux plans d'options d'achat d'actions des salariés.

### P) Résultat net par action

Le résultat net par action correspond au rapport entre le résultat net et le nombre moyen pondéré dilué d'actions en circulation au cours de l'exercice en excluant les actions d'autocontrôle déduites des capitaux propres et en tenant compte de l'effet dilutif généré par les options de souscription d'actions et augmentations de capital.

### Q) Éléments non récurrents

Le Groupe communique l'impact sur ses résultats des éléments non récurrents constitués des produits et charges de l'exercice qui, par leur nature ou leur montant, présentent un caractère inhabituel ou particulièrement significatif.

Les données de résultats hors éléments non récurrents présentées dans les notes aux états financiers par secteurs d'activité et en communication financière (résultat opérationnel, résultat opérationnel net, résultat net et résultat net par action hors éléments non récurrents) sont des données extra-comptables obtenues par déduction des éléments non récurrents décrits ci-dessus des données comptables. Elles sont destinées à faciliter l'analyse de la performance financière et la comparaison des résultats entre périodes.

### R) Principaux indicateurs comptables et financiers – Informations sectorielles

#### Résultat opérationnel (critère de mesure de la performance d'exploitation) :

Produits et charges d'exploitation, y compris amortissements des immobilisations corporelles, à l'exclusion des amortissements d'immobilisations incorporelles et de goodwill, des écarts de change et des plus ou moins-values de cession d'actifs.

#### Résultat opérationnel net (critère de mesure de la rémunération des capitaux employés) :

Résultat opérationnel après déduction des amortissements des immobilisations incorporelles et des goodwill, des écarts de change et des plus ou moins-values de cession, ainsi que de tous les autres produits et charges liés aux capitaux employés (dividendes des sociétés

non consolidées, résultats de sociétés mises en équivalence, frais financiers capitalisés), et après impôt applicable à tous ces éléments.

Les produits et charges constituant la différence entre le résultat opérationnel net et le résultat net sont uniquement les frais financiers relatifs aux dettes financières nettes de la trésorerie, après l'impôt qui leur est applicable (coût net de la dette nette).

#### Résultat hors éléments non récurrents :

Résultat opérationnel, opérationnel net ou résultat net après exclusion des éléments non récurrents décrits en Note Q.

#### Capitaux employés :

Actifs immobilisés et besoin en fonds de roulement, nets des impôts différés et provisions long terme

ou :

Dettes financières nettes de trésorerie et capitaux propres.

#### ROACE (Return On Average Capital Employed) - rentabilité des capitaux employés moyens :

Rapport du résultat opérationnel net hors éléments non récurrents à la moyenne des capitaux employés de début et de fin de période.

Afin de faciliter la comparaison avec les autres majors pétroliers, le Groupe présente désormais la rentabilité des capitaux employés en rapportant le résultat opérationnel net hors éléments non récurrents du Groupe aux capitaux employés moyens sur la période et non plus aux capitaux employés en début de période (ROCE).

Les données comparatives de 2001 et 2000 ont été modifiées en conséquence.

#### Dettes financières nettes :

Emprunts et dettes financières long terme, y compris part à moins d'un an, dettes financières court terme, concours bancaires courants moins les disponibilités et dépôts court terme et valeurs mobilières de placement.



## 2. Variation de la composition du Groupe et principales acquisitions et cessions des exercices 2002 et 2001

En mai 2002, TotalFinaElf a racheté la participation de 32 % dans sa filiale Selyak, société de distribution de produits pétroliers en Turquie, puis a procédé à la fusion de ses deux filiales turques Total Oil Turkiye et Selyak.

En septembre 2002, Atofina a finalisé le rachat de la participation de 10 % auprès de Enichem dans Qatar Petrochemical Company (QAPCO), portant ainsi à 20 % sa participation. Le Groupe a renforcé le développement de ses activités pétrochimiques au Qatar, à travers la création de Qatofin, détenue à concurrence de 36 % par Atofina et 63 % par Qapco, et par le renforcement de sa participation à 19,29 % dans Qatar Vinyl Company.

En octobre 2002, TotalFinaElf a annoncé son intention de conclure avec la société Bain Capital un protocole d'accord concernant un projet de cession de son activité peintures, regroupée chez SigmaKalon. Cette opération de cession, conclue début 2003, n'a pas de répercussion sur les comptes de 2002.

Au cours de l'exercice 2002, la participation du Groupe TotalFinaElf, détenue par l'intermédiaire d'Elf Aquitaine et de VGF, a été ramenée de 26,07 % au 31 décembre 2001 à 24,52 % du capital au 31 décembre 2002.

Compte tenu des opérations de rachat de ses propres actions par Sanofi-Synthélabo réalisées en 2002, le pourcentage de détention au 31 décembre 2002 s'élève à 25,08 %.

En application de la méthode de la mise en commun d'intérêts (article 215) décrite en Note 1, les résultats sur les cessions de certains actifs de nature non opérationnelle et d'origine PetroFina et Elf intervenues entre le 31 décembre 1999 et le 31 décembre 2001 sont enregistrés en capitaux propres pour la plus-value latente au 31 décembre 1999 et en résultat pour la plus-value postérieure à cette date. L'impact dans les comptes (en part du Groupe) se résume comme suit :

		2001			2000		
		En capitaux propres	En résultat	Total	En capitaux propres	En résultat	Total
Cessions Sanofi-Synthélabo	Plus-values avant impôt	1 252	1 288	2 540	468	231	699
	Plus-values après impôt	975	1 001	1 976	383	183	566
Autres cessions	Plus-values avant impôt	560	5	565	218	47	265
	Plus-values après impôt	441	4	445	166	35	201

(en millions d'euros)

Les autres cessions ont été composées essentiellement en 2001 des effets de la vente de Elf Antargaz et des actifs de transport et de logistique en France et, en 2000, des effets de cessions de titres BNP Paribas et BSCH.

Au cours de l'exercice 2001, le Groupe a cédé 6,66 % du capital de Sanofi-Synthelabo, réduisant ainsi son pourcentage de participation à 26,07 % au 31 décembre 2001, et a cédé la totalité de sa participation dans Elf Antargaz, suite à la décision de la Commission européenne.

Le Groupe a acquis en 2001 les titres des sociétés Gasandes Chili et Gasandes Argentina, qui possèdent des actifs dans les réseaux de transport de gaz naturel au Chili et en Argentine, et dans le cadre du rachat des actifs de Gener, une participation de 64 % de la société Central Puerto et une participation de 70 % de la société Hidroneuquen en Argentine.

Le Groupe a porté en 2001 sa participation de 12,5 % à 40 % dans la société britannique Humber Power Ltd., opérateur d'une centrale électrique en Grande-Bretagne.

Le Groupe a racheté en 2001 les intérêts minoritaires de Total Oil Turkiye, filiale exploitant un réseau de stations-service en Turquie dont il détient désormais 100 % du capital.

Le Groupe a cédé en 2001 la totalité de sa participation Soplaril, spécialisée dans l'emballage flexible.

Dans le cadre de la réorganisation de la filière nucléaire française conduisant à la constitution de la société Areva dont Cogema est devenue une filiale à 100 %, le Groupe a cédé en 2001 les cinq sixièmes de sa participation de 14,52 % dans Cogema. TotalFinaElf conserve le sixième restant et participe à la création de Areva dont il détient 1 % du capital.

### 3. Éléments non récurrents - Informations sectorielles

Les éléments non récurrents du compte de résultat, selon la définition donnée en Note 1Q, sont les suivants :

#### ÉLÉMENTS NON RÉCURRENTS DU RÉSULTAT OPÉRATIONNEL

(en millions d'euros)	Amont	Aval	Chimie	Holding	Total
<b>Exercice 2002</b>					
Charges de restructuration	-	(33)	4	-	(29)
Amortissements exceptionnels	(461)	(69)	(129)	-	(659)
Plan de préretraite interne	-	-	-	-	-
Autres éléments	75	(34)	(12)	-	29
Plus-values de cession	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>(386)</b>	<b>(136)</b>	<b>(137)</b>	<b>-</b>	<b>(659)</b>
<b>Exercice 2001</b>					
Charges de restructuration	-	(10)	(14)	-	(24)
Amortissements exceptionnels	-	-	(50)	-	(50)
Plan de préretraite interne	-	-	-	-	-
Autres éléments	-	(18)	-	-	(18)
Plus-values de cession	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>-</b>	<b>(28)</b>	<b>(64)</b>	<b>-</b>	<b>(92)</b>
<b>Exercice 2000</b>					
Charges de restructuration	(62)	-	(2)	-	(64)
Amortissements exceptionnels	(29)	(90)	(150)	-	(269)
Plan de préretraite interne	-	-	-	-	-
Autres éléments	-	-	(48)	-	(48)
Plus-values de cession	(1)	-	-	-	(1)
<b>Total</b>	<b>(92)</b>	<b>(90)</b>	<b>(200)</b>	<b>-</b>	<b>(382)</b>

#### ÉLÉMENTS NON RÉCURRENTS DU RÉSULTAT NET

(en millions d'euros)	Amont	Aval	Chimie	Holding	Total
<b>Exercice 2002</b>					
Charges de restructuration	-	(21)	(137)	-	(158)
Amortissements exceptionnels	(249)	(81)	(137)	-	(467)
Plan de préretraite interne	-	-	-	-	-
Autres éléments	(202)	(28)	(16)	(13)	(259)
Plus-values de cession	-	-	-	626	626
Sinistre AZF	-	-	(61)	-	(61)
<b>Total</b>	<b>(451)</b>	<b>(130)</b>	<b>(351)</b>	<b>613</b>	<b>(319)</b>
<b>Exercice 2001</b>					
Charges de restructuration	-	(107)	(119)	-	(226)
Amortissements exceptionnels	-	-	(224)	-	(224)
Plan de préretraite interne	-	-	-	-	-
Autres éléments	-	(42)	(136)	(32)	(210)
Plus-values de cession	89	17	141	1 153	1 400
Sinistre AZF	-	-	(597)	(3)	(600)
<b>Total</b>	<b>89</b>	<b>(132)</b>	<b>(935)</b>	<b>1 118</b>	<b>140</b>
<b>Exercice 2000</b>					
Charges de restructuration	(47)	(122)	(78)	-	(247)
Amortissements exceptionnels	(28)	(242)	(189)	-	(459)
Plan de préretraite interne	(84)	(114)	-	(24)	(222)
Autres éléments	-	(19)	(44)	(100)	(163)
Plus-values de cession	86	54	-	218	358
<b>Total</b>	<b>(73)</b>	<b>(443)</b>	<b>(311)</b>	<b>94</b>	<b>(733)</b>

## 4. Informations par secteur et par zone géographique

L'information financière sectorielle est présentée selon les principes identiques à ceux du reporting interne et reproduit l'information sectorielle interne définie pour gérer et mesurer les performances de l'entreprise. Les activités du Groupe sont divisées en trois secteurs : Amont, Aval et Chimie.

- L'Amont rassemble, aux côtés de l'exploration et de la production d'hydrocarbures, les activités gaz, électricité et autres énergies.
- L'Aval regroupe les activités de raffinage et de distribution, le trading pétrolier et les transports maritimes.

- La Chimie comprend la Chimie de base et les Grands polymères, les Intermédiaires et les Polymères de performance et les Spécialités.

Le secteur Holding regroupe les activités fonctionnelles et financières des holdings ainsi que l'activité de santé (Sanofi-Synthelabo).

Le résultat opérationnel et les actifs sont répartis entre chaque secteur d'activité avant retraitements de consolidation intersecteurs et ajustements intersecteurs.

Les transactions entre secteurs sont réalisées à des prix proches des prix de marché.

### INFORMATIONS PAR SECTEUR

(en millions d'euros)

Exercice 2002 (hors éléments non récurrents)	Amont	Aval	Chimie	Holding	Éliminations de consolidation	Total
• Chiffre d'affaires hors Groupe	16 225	66 984	19 317	14	-	102 540
• Chiffre d'affaires Groupe	11 525	2 002	355	117	(13 999)	-
Chiffre d'affaires	27 750	68 986	19 672	131	(13 999)	102 540
Amortissements des immobilisations corporelles	(3 362)	(896)	(826)	(49)	-	(5 133)
Résultat opérationnel hors éléments non récurrents	9 309	909	777	(210)	-	10 785
Amortissements et provisions des immobilisations incorporelles et des survaleurs	(21)	(99)	(217)	(18)	-	(355)
Quote-part des résultats des sociétés mises en équivalence	234	214	6	412	-	866
Autres éléments du résultat opérationnel net	189	61	40	157	-	447
Impôts sur résultat opérationnel net	(5 063)	(239)	(232)	429	-	(5 105)
Résultat opérationnel net hors éléments non récurrents	4 648	846	374	770	-	6 638
Coût net de la dette nette	-	-	-	-	-	(196)
Rémunération des actions privilégiées	-	-	-	-	-	(10)
Intérêts minoritaires	-	-	-	-	-	(172)
Résultat net hors éléments non récurrents	-	-	-	-	-	6 260
ROACE en pourcentage	23 %	8 %	5 % <sup>(1)</sup>	-	-	15 %
Investissements bruts	6 122	1 112	1 237	186	-	8 657
Désinvestissements au prix de cession	603	283	140	1 287	-	2 313
Flux de trésorerie d'exploitation	7 721	1 447	1 053	785	-	11 006
Bilan au 31 décembre 2002						
Immobilisations corporelles, valeur nette	25 189	7 061	6 047	295	-	38 592
Immobilisations incorporelles, valeur nette	264	473	1 940	75	-	2 752
Titres des sociétés mises en équivalence	1 409	1 431	328	3 466	-	6 634
Total actifs long terme	29 109	10 341	9 279	5 281	-	54 010
Capitaux employés	18 998	10 207	9 341 <sup>(2)</sup>	3 580	-	42 126

(1) Hors amortissements des écarts d'acquisition pour 131 millions d'euros.

(2) Après prise en compte d'une provision pour sinistre AZF (responsabilité civile) de 995 millions d'euros avant impôt.

Les informations présentées ci-dessus se rapprochent des états financiers consolidés comme suit :

(en millions d'euros)

Exercice 2002	Analyse par secteur d'activité	Éléments non récurrents	États financiers consolidés
Amortissements des immobilisations corporelles	(5 133)	(659)	(5 792)
Provisions pour dépréciation des immobilisations corporelles (en charges d'exploitation)	(53)	-	(53)
Amortissements et provisions sur immobilisations incorporelles	(183)	(1)	(184)
Amortissements et provisions des survaleurs	(172)	(40)	(212)
Amortissements et provisions des immobilisations corporelles et incorporelles (tableau de flux de trésorerie)	(5 541)	(700)	(6 241)
Impôt sur résultat opérationnel net	(5 105)	(63)	N/A
Impôt imputable à la dette nette	134	-	N/A
Impôt total	(4 971)	(63)	(5 034)
Résultat opérationnel	10 785	(659)	10 126
Intérêts minoritaires et rémunération des actions privilégiées	(182)	159	(23)
Résultat net part du Groupe	6 260	(319)	5 941

(en millions d'euros)

Exercice 2001 (hors éléments non récurrents)	Amont	Aval	Chimie	Holding	Éliminations de consolidation	Total
• Chiffre d'affaires hors Groupe	14 365	71 373	19 560	20	-	105 318
• Chiffre d'affaires Groupe	12 572	1 912	406	95	(14 985)	-
Chiffre d'affaires	26 937	73 285	19 966	115	(14 985)	105 318
Amortissements des immobilisations corporelles	(2 944)	(948)	(790)	(35)	-	(4 717)
Résultat opérationnel hors éléments non récurrents	9 022	3 004	1 095	(252)	-	12 869
Amortissements et provisions des immobilisations incorporelles et des survaleurs	(16)	(92)	(217)	(9)	-	(334)
Quote-part des résultats des sociétés mises en équivalence	330	204	15	452	-	1 001
Autres éléments du résultat opérationnel net	441	138	54	107	-	740
Impôt sur résultat opérationnel net	(5 125)	(945)	(344)	231	-	(6 183)
Résultat opérationnel net hors éléments non récurrents	4 652	2 309	603	529	-	8 093
Coût net de la dette nette	-	-	-	-	-	(366)
Rémunération des actions privilégiées	-	-	-	-	-	(19)
Intérêts minoritaires	-	-	-	-	-	(190)
Résultat net hors éléments non récurrents	-	-	-	-	-	7 518
ROACE en pourcentage	24 %	21 %	7 % <sup>(1)</sup>	-	-	18 %
Investissements bruts	7 496	1 180	1 611	279	-	10 566
Désinvestissements au prix de cession	1 116	1 079	541	4 268	-	7 004
Flux de trésorerie d'exploitation	8 085	4 374	1 261	(1 417)	-	12 303
Bilan au 31 décembre 2001						
Immobilisations corporelles, valeur nette	26 835	7 602	6 547	290	-	41 274
Immobilisations incorporelles, valeur nette	390	538	2 243	25	-	3 196
Titres des sociétés mises en équivalence	1 523	1 305	230	3 416	-	6 474
Total actifs long terme	31 072	10 875	9 996	4 697	-	56 640
Capitaux employés	20 839	10 995	10 552 <sup>(2)</sup>	3 163	-	45 549

(1) Hors amortissements des écarts d'acquisition pour 145 millions d'euros.

(2) Après prise en compte d'une provision pour sinistre AZF (responsabilité civile) de 941 millions d'euros avant impôt.

Les informations présentées ci-dessus se rapprochent des états financiers consolidés comme suit :

(en millions d'euros)

Exercice 2001	Analyse par secteur d'activité	Éléments non récurrents	États financiers consolidés
Amortissements des immobilisations corporelles	(4 717)	(64)	(4 781)
Provisions pour dépréciation des immobilisations corporelles (en charges d'exploitation)	(132)	-	(132)
Amortissements et provisions des immobilisations incorporelles	(156)	(2)	(158)
Amortissements et provisions des survaleurs	(178)	(141)	(319)
Amortissements et provisions des immobilisations corporelles et incorporelles (tableau de flux de trésorerie)	(5 183)	(207)	(5 390)
Impôt sur résultat opérationnel net	(6 183)	154	N/A
Impôt imputable à la dette nette	155	-	N/A
Impôt total	(6 028)	154	(5 874)
Résultat opérationnel	12 869	(92)	12 777
Intérêts minoritaires et rémunération des actions privilégiées	(209)	24	(185)
Résultat net part du Groupe	7 518	140	7 658

(en millions d'euros)

Exercice 2000 (hors éléments non récurrents)	Amont	Aval	Chimie	Holding	Éliminations de consolidation	Total
• Chiffre d'affaires hors Groupe	11 108	82 531	20 843	75	-	114 557
• Chiffre d'affaires Groupe	14 969	2 111	403	376	(17 859)	-
Chiffre d'affaires	26 077	84 642	21 246	451	(17 859)	114 557
Amortissements et provisions des immobilisations corporelles	(2 729)	(988)	(815)	(58)	-	(4 590)
Résultat opérationnel hors éléments non récurrents	10 113	3 144	1 627	(289)	-	14 595
Amortissements et provisions des immobilisations incorporelles et des survaleurs	(12)	(127)	(161)	(12)	-	(312)
Quote-part des résultats des sociétés en équivalence	193	156	16	311	-	676
Autres éléments du résultat opérationnel net	314	22	(62)	295	-	569
Impôt sur résultat opérationnel net	(5 767)	(963)	(458)	299	-	(6 889)
Résultat opérationnel net hors éléments non récurrents	4 841	2 232	962	604	-	8 639
Coût net de la dette nette	-	-	-	-	-	(648)
Rémunération des actions privilégiées	-	-	-	-	-	(28)
Intérêts minoritaires	-	-	-	-	-	(326)
Résultat net hors éléments non récurrents	-	-	-	-	-	7 637
ROACE en pourcentage	28 %	20 %	10 % <sup>(1)</sup>		-	20 %
Investissements bruts	5 639	1 163	1 353	184	-	8 339
Désinvestissements au prix de cession	820	685	120	1 616	-	3 241
Flux de trésorerie d'exploitation	8 059	3 145	1 768	417	-	13 389
Bilan au 31 décembre 2000						
Immobilisations corporelles, valeur nette	23 463	7 835	6 059	342	-	37 699
Immobilisations incorporelles, valeur nette	53	470	2 359	32	-	2 914
Titres des sociétés mises en équivalence	878	1 224	233	4 309	-	6 644
Total actifs long terme	26 973	11 696	9 553	5 638	-	53 860
Capitaux employés	17 202	10 664	11 461	4 687	-	44 014

(1) Hors amortissements des écarts d'acquisition pour 143 millions d'euros.

Les informations présentées ci-dessus se rapprochent des états financiers consolidés comme suit :

(en millions d'euros)

Exercice 2000	Analyse par secteur d'activité	Éléments non récurrents	États financiers consolidés
Amortissements des immobilisations corporelles	(4 590)	(269)	(4 859)
Provisions pour dépréciation des immobilisations corporelles (en charges d'exploitation)	(145)	-	(145)
Amortissements et provisions sur immobilisations incorporelles	(135)	(119)	(254)
Amortissements et provisions des survaleurs	(177)	(126)	(303)
Amortissements et provisions des immobilisations corporelles et incorporelles (tableau de flux de trésorerie)	(5 047)	(514)	(5 561)
Impôt sur résultat opérationnel net	(6 889)	366	N/A
Impôt imputable à la dette nette	201	-	N/A
Impôt total	(6 688)	366	(6 322)
Résultat opérationnel	14 595	(382)	14 213
Intérêts minoritaires et rémunération des actions privilégiées	354	(22)	332
Résultat net part du Groupe	7 637	(733)	6 904

#### INFORMATIONS PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

(en millions d'euros)

	France	Reste de l'Europe	Amérique du Nord	Afrique	Extrême-Orient et reste du monde	Total
Exercice 2002						
Ventes hors Groupe	20 649	35 531	12 013	4 240	30 107	102 540
Immobilisations corporelles et incorporelles	4 815	16 317	4 447	7 416	8 349	41 344
Investissements bruts	1 251	2 118	921	2 086	2 281	8 657
Exercice 2001						
Ventes hors Groupe	22 053	36 520	8 885	4 276	33 584	105 318
Immobilisations corporelles et incorporelles	4 798	16 639	5 144	8 409	9 480	44 470
Investissements bruts	1 415	2 524	1 178	2 094	3 355	10 566
Exercice 2000						
Ventes hors Groupe	25 858	35 911	10 389	4 121	38 278	114 557
Immobilisations corporelles et incorporelles	5 020	16 406	4 844	7 361	6 982	40 613
Investissements bruts	1 089	2 151	1 022	1 562	2 515	8 339

## 5. Immobilisations incorporelles

(en millions d'euros)

31 décembre	2002			2001
	Brut	Amortissements et provisions	Net	Net
Écarts d'acquisition	3 432	(1 399)	2 033	2 427
Autres immobilisations incorporelles	2 426	(1 707)	719	769
Total immobilisations incorporelles <sup>(1)</sup>	5 858	(3 106)	2 752	3 196

(1) Au 31 décembre 2001, les valeurs brutes et les amortissements et provisions s'élevaient respectivement à 6 468 millions d'euros et 3 272 millions d'euros.

## 6. Immobilisations corporelles

(en millions d'euros)

31 décembre	2002			2001
	Brut	Amortissements et provisions	Net	Net
Immobilisations de l'exploration production				
• Sur permis prouvés	56 310	(34 902)	21 408	19 940
• Sur permis non prouvés	904	(580)	324	550
• Travaux en cours	2 940	(52)	2 888	5 301
Sous-total	60 154	(35 534)	24 620	25 791
Autres immobilisations				
• Terrains et agencements	1 559	(279)	1 280	1 412
• Immobilisations techniques (y compris transport)	21 451	(14 812)	6 639	6 990
• Constructions	5 827	(3 325)	2 502	2 622
• Immobilisations en cours	1 113	-	1 113	1 820
• Autres immobilisations	7 488	(5 050)	2 438	2 639
Sous-total	37 438	(23 466)	13 972	15 483
Total immobilisations corporelles <sup>(1)</sup>	97 592	(59 000)	38 592	41 274

(1) Au 31 décembre 2001, les valeurs brutes et les amortissements et provisions s'élevaient respectivement à 99 300 millions d'euros et 58 026 millions d'euros.

Les immobilisations corporelles présentées ci-dessous incluent des installations techniques et constructions financées en crédit-bail pour les montants suivants :

(en millions d'euros)

31 décembre	2002			2001
	Brut	Amortissements et provisions	Net	Net
Installations techniques	488	(159)	329	354
Constructions	64	(30)	34	30
Travaux de développement	35	(13)	22	30
Total	587	(202)	385	414

La charge d'amortissements sur crédits-baux capitalisés s'élève à 29 millions en 2002, 34 millions d'euros en 2001 et à 30 millions d'euros en 2000.

## 7. Sociétés mises en équivalence : titres et prêts

Quote-part du Groupe dans les capitaux propres et le résultat des sociétés mises en équivalence :

(en millions d'euros)	31 décembre				Exercices		
	2002 % de détention	2001 % de détention	2002 Valeur d'équi- valence	2001 Valeur d'équi- valence	2002 Quote-part du profit (perte)	2001 Quote-part du profit (perte)	2000 Quote-part du profit (perte)
Sanofi-Synthélabo	25,08 %	26,07 %	3 465	3 415	412	426	289
Cepsa	45,28 %	45,28 %	1 295	1 187	200	190	154
Cogema	-	-	-	-	-	30	26
NLNG	15,00 %	15,00 %	343	283	59	81	14
Bonny Gaz Transport	15,00 %	15,00 %	-	73	-	13	40
Qatargas	10,00 %	10,00 %	138	141	45	44	64
Ocensa	15,20 %	15,20 %	95	113	-	-	-
CFMH	45,00 %	45,00 %	118	124	37	40	21
Gas Invest S.A.	27,23 %	27,23 %	120	149	(2)	10	-
Gasoducto Gasandes Argentina	56,50 %	56,50 %	77	84	7	3	-
Piedra del Aguila	41,30 %	41,30 %	52	83	(20)	-	-
Humber Power Ltd.	40,00 %	40,00 %	20	39	18	19	-
Gisco	10,00 %	10,00 %	45	72	25	23	7
Abu Dhabi Gas Ind, Ltd.	15,00 %	15,00 %	61	72	-	-	-
Total Tractebel Emirates Power Company	50,00 %	50,00 %	63	3	2	3	-
Gasoducto Gasandes sa (Chili)	56,50 %	56,50 %	35	42	(1)	-	-
Qatar Petrochemical Company Ltd.	20,00 %	-	125	-	-	-	-
Autres	N/A	N/A	582	594	84	119	61
Titres	-	-	6 634	6 474	866	1 001	676
Prêts	-	-	1 076	1 118	-	-	-
Total titres et prêts	-	-	7 710	7 592	-	-	-

La quote-part de la valeur boursière de Cepsa s'éleve à 2 083 millions d'euros au 31 décembre 2002.

La quote-part de la valeur boursière de Sanofi-Synthélabo s'éleve à 10 281 millions d'euros au 31 décembre 2002.

### BILAN CONSOLIDÉ SIMPLIFIÉ DE CEPESA AU 31 DÉCEMBRE 2002

(en millions d'euros)

Actifs immobilisés	3 842	Capitaux propres	2 521
Actifs circulants	2 230	Dettes et autres passifs à long terme	1 718
		Dettes et autres passifs à court terme	1 833
Total	6 072	Total	6 072

### BILAN CONSOLIDÉ SIMPLIFIÉ DE SANOFI-SYNTHÉLABO AU 31 DÉCEMBRE 2002

(en millions d'euros)

Actifs immobilisés	2 899	Capitaux propres	6 035
Actifs circulants	6 560	Intérêts minoritaires	17
		Dettes et autres passifs à long terme	861
		Dettes et autres passifs à court terme	2 546
Total	9 459	Total	9 459

La participation du Groupe dans Sanofi-Synthélabo, qui était de 26,07 % au 31 décembre 2001, est ramenée à 25,08 % au 31 décembre 2002, notamment suite aux opérations de cession par le Groupe.

Au cours de l'exercice 2001, le Groupe avait cédé 6,66 % du capital de Sanofi-Synthélabo. La participation du Groupe dans Sanofi-Synthélabo, qui était de 32,73 % au 31 décembre 2000, avait été ramenée à 26,07 % au 31 décembre 2001.

Le Groupe avait cédé en 2001 cinq sixièmes de sa participation dans Cogema dans le cadre de la création de Areva.

## 8. Autres titres de participation

(en millions d'euros)

31 décembre	2002			2001
	Valeur brute	Provision pour dépréciation	Valeur nette	Valeur nette
Titres cotés				
BNP Paribas	65	-	65	277
Banco Santander Central Hispano (BSCH)	93	-	93	50
Areva	69	-	69	69
Autres	122	-	122	141
Total titres cotés	349	-	349	537
Valeur de marché des titres cotés			377	989
Autres titres				
BBPP	75	-	75	75
Wepec	52	-	52	45
Oman LNG LLC	8	-	8	20
BTC Limited	25	-	25	-
Autres	1 556	(844)	712	859
Total des autres titres <sup>(1)</sup>	1 716	(844)	872	999
Total des autres titres de participation <sup>(2)</sup>	2 065	(844)	1 221	1 536

(1) Le montant net des titres des filiales non consolidées globalement (du fait de leur importance relative) s'élève à 396 millions d'euros au 31 décembre 2002 et à 419 millions d'euros au 31 décembre 2001.

(2) Au 31 décembre 2001, la valeur brute et les provisions s'élevaient respectivement à 2 248 millions d'euros et 712 millions d'euros.

La variation de l'exercice 2002 des titres cotés correspond principalement aux cessions de titres BNP Paribas.

## 9. Autres actifs long terme

(en millions d'euros)

31 décembre	2002			2001
	Valeur brute	Provision pour dépréciation	Valeur nette	Valeur nette
Impôts différés actifs	1 709	-	1 709	917
Prêts et avances <sup>(1)</sup>	1 822	(705)	1 117	1 150
Autres	915	(6)	909	975
Total <sup>(2)</sup>	4 446	(711)	3 735	3 042

(1) Hors prêts aux sociétés mises en équivalence.

(2) Au 31 décembre 2001, la valeur brute et les provisions s'élevaient respectivement à 4 030 millions d'euros et 988 millions d'euros.

## 10. Valeurs d'exploitation

(en millions d'euros)

31 décembre	2002	2001
Hydrocarbures bruts et gazeux	2 060	1 632
Produits raffinés	3 059	2 741
Produits de la chimie	2 730	2 918
Autres stocks	507	531
Total selon méthode FIFO (première entrée - première sortie)	8 356	7 822
Provision pour régulation des cours et pour ajustement LIFO	(1 841)	(1 200)
Net à l'actif du bilan	6 515	6 622

## 11. Clients et comptes rattachés, autres créances

(en millions d'euros)

31 décembre	2002			2001
	Valeur brute	Provision	Valeur nette	Valeur nette
Clients et comptes rattachés <sup>(1)</sup>	13 642	(555)	13 087	13 497
Créances d'exploitation	1 405	-	1 405	1 836
Créances sur États (impôts et taxes)	1 126	-	1 126	2 007
Impôts différés actifs, court terme	190	-	190	245
Charges constatées d'avance	471	-	471	543
Autres débiteurs	2 105	(54)	2 051	2 632
Autres créances	5 297	(54)	5 243	7 263

(1) Au 31 décembre 2001, les valeurs brutes et les provisions pour dépréciation des créances clients s'élevaient respectivement à 14 055 millions d'euros et 558 millions d'euros.

## 12. Capitaux propres

Les variations du nombre d'actions composant le capital social s'analysent comme suit :

Nombre d'actions TotalFinaElf

Au 31 décembre 1999	722 203 679
Actions émises en raison de :	
• Augmentation de capital réservée aux salariés	1 977 193
• Offre aux porteurs de warrants personnels PetroFina	129 762
• OPE sur PetroFina	913 185
• OPR sur Elf Aquitaine	14 437 768
• Exercice d'options de souscription d'actions	552 255
• Garantie d'échange offerte aux bénéficiaires d'options de souscription Elf Aquitaine	248 881
• Exercice de warrants US	3 075
Au 31 décembre 2000	740 465 798
Actions émises en raison de :	
• Exercice d'options de souscription d'actions	506 249
• Garantie d'échange offerte aux bénéficiaires d'options de souscription Elf Aquitaine	327 617
• Exercice de warrants US	3 295
Actions annulées <sup>(1)</sup>	(35 368 000)
Au 31 décembre 2001	705 934 959
Actions émises en raison de :	
• Augmentation de capital réservée aux salariés	2 785 214
• Exercice d'options de souscription d'actions	447 181
• Garantie d'échange offerte aux bénéficiaires d'options de souscription Elf Aquitaine	564 471
• Exercice de warrants US	901 930
Actions annulées <sup>(2)</sup>	(23 443 245)
Au 31 décembre 2002 <sup>(3)</sup>	687 190 510

(1) Sur décision du Conseil d'administration du 20 novembre 2001.

(2) Sur décision du Conseil d'administration du 19 novembre 2002.

(3) Dont 35 026 899 actions d'autodétention et d'autocontrôle déduites des capitaux propres.

## Calcul de l'effet dilutif

Le nombre moyen pondéré d'actions diluées est calculé conformément à l'Avis n° 27 de l'ordre des experts-comptables. Les fonds qui seraient recueillis à l'occasion de l'exercice des droits rattachés aux instruments dilutifs sont supposés être affectés au rachat d'actions au prix du marché à la date de clôture de l'exercice.

Le nombre d'actions ainsi obtenu vient en diminution du nombre total des actions résultant de l'exercice des droits.

La variation du nombre moyen pondéré d'actions diluées utilisé pour le calcul du résultat net par action s'analyse comme suit :

	2002	2001	2000
Nombre d'actions au 1 <sup>er</sup> janvier	705 934 959	740 465 798	722 203 679
Nombre d'actions émises durant l'année (prorata temporis)			
• Augmentations de capital réservée aux salariés	1 392 607	-	1 547 895
• Exercices d'options de souscription d'actions	223 591	253 125	276 128
• Garantie d'échange offerte aux bénéficiaires d'options de souscription Elf Aquitaine	282 236	163 809	124 441
• Exercice de warrants US	450 965	1 648	1 538
• OPE sur PetroFina	-	-	195 452
• OPR sur Elf Aquitaine	-	-	4 812 589
• Actions TotalFinaElf détenues par les sociétés du Groupe et déduites des capitaux propres consolidés	(45 083 376)	(52 076 076)	(27 027 006)
Nombre moyen pondéré d'actions	663 200 982	688 808 304	702 134 716
Effet dilutif			
• Options de souscription d'actions	-	282 269	628 048
• Actions Elf Aquitaine issues de levée d'options bénéficiant de la garantie d'échange	2 564 295	3 476 777	3 694 956
• Warrants US	302 705	612 935	664 151
Nombre moyen pondéré d'actions diluées	666 067 982	693 180 285	707 121 871

Le résultat net part du Groupe par action avant et après effet dilutif s'établit ainsi :

	2002	2001	2000
Résultat net sur nombre moyen pondéré d'actions	8,96	11,12	9,83
Résultat net sur nombre moyen pondéré diluées d'actions	8,92	11,05	9,76

## Augmentation de capital réservée aux salariés du Groupe

L'Assemblée Générale Mixte du 13 mai 1998 a autorisé le Conseil d'administration à augmenter le capital, dans un délai maximum de cinq ans, en réservant la souscription aux salariés du Groupe, dans la limite de 3 % du capital social existant au moment de l'émission.

Dans le cadre de cette autorisation, le Conseil d'administration du 15 novembre 1999 avait décidé de mettre en œuvre une première augmentation de capital réservée aux salariés dans la limite de 3,5 millions d'actions portant jouissance 1<sup>er</sup> janvier 1999 au prix de 98 euros par action. Au total, 1 977 193 actions avaient été ainsi souscrites en 2000.

Dans le cadre de cette même autorisation, le Conseil d'administration du 20 novembre 2001 a décidé de mettre

en œuvre une deuxième augmentation de capital réservée aux salariés dans la limite de 6 millions d'actions portant jouissance 1<sup>er</sup> janvier 2001 au prix de 122,7 euros : 2 785 214 actions ont été effectivement souscrites.

## Droits particuliers de l'État dans le capital d'Elf Aquitaine

Le gouvernement français avait institué par décret du 13 décembre 1993, avant la privatisation de la société et comme la loi de privatisation l'autorisait, une action spécifique dans le capital d'Elf Aquitaine conférant à la République française des droits particuliers, notamment une approbation préalable en cas de franchissement à la hausse de seuils de détention du capital ou des droits de vote par une personne agissant seule ou de concert.

Prenant en compte l'arrêt de la Cour de justice des Communautés européennes du 4 juin 2002,

le gouvernement français a, par décret du 3 octobre 2002, abrogé le décret du 13 décembre 1993. Cette décision met fin, de plein droit, à la totalité des droits attribués au gouvernement par le décret du 13 décembre 1993.

### Annulation d'actions

Utilisant l'autorisation conférée par l'Assemblée Générale Mixte du 7 mai 2002 pour procéder à la réduction du capital social par annulation d'actions détenues par la Société dans la limite de 10 % du capital social par période de 24 mois, le Conseil d'administration du 19 novembre 2002 a décidé d'annuler 23 443 245 actions, correspondant à l'ensemble des actions acquises dans le cadre de la gestion des fonds propres au prix moyen de 147,52 euros par action entre le 1<sup>er</sup> octobre 2001 et le 30 septembre 2002.

### Autodétention (actions TotalFinaElf détenues par TOTAL FINA ELF S.A.)

Au 31 décembre 2002, TOTAL FINA ELF S.A. détenait 21 021 880 de ses propres actions, soit 3,06 % du capital social, réparties de la façon suivante :

- 10 571 880 actions affectées à la couverture des plans d'options d'achat d'actions dont bénéficient les salariés du Groupe et qui sont traitées en titres de placement et maintenues à l'actif du bilan consolidé ;
- 10 450 000 actions achetées au 4<sup>e</sup> trimestre 2002 en vertu de l'autorisation donnée par l'Assemblée Générale Mixte du 7 mai 2002 et déduites des capitaux propres consolidés.

### Autocontrôle (actions TotalFinaElf détenues par des filiales du Groupe)

Au 31 décembre 2002, TOTAL FINA ELF S.A. détenait indirectement, par l'intermédiaire de ses filiales, 25 082 217 de ses propres actions, soit 3,65 % du capital social, réparties de la façon suivante :

- 505 318 actions détenues par une société du Groupe, Total Nucléaire, détenue indirectement par TOTAL FINA ELF S.A. ; ces actions ont été initialement acquises dans le but d'effectuer des placements de trésorerie et sont classées en valeurs mobilières de placement dans les comptes consolidés ;
- 24 576 899 actions détenues par Financière Valorgest, Sogapar et Fingestval, filiales d'Elf Aquitaine (aux termes du protocole d'accord conclu le 12 septembre 1999 entre Totalfina et Elf Aquitaine, Elf Aquitaine s'était engagée pour le compte de ces filiales à apporter à l'offre publique d'échange initiée par Totalfina respectivement les 3 798 000, 702 000 et 12 315 760 actions Elf Aquitaine qu'elles détenaient à cette date, lesquelles filiales ont reçu en échange respectivement 5 550 926, 1 026 000 et 17 999 973 actions TotalFinaElf). Ces actions sont déduites des capitaux propres consolidés.

### Warrants US TotalFinaElf

Chaque warrant US TotalFinaElf donne droit à l'achat d'un ADS TotalFinaElf au prix de 46,94 USD par ADS jusqu'au 5 août 2003. 1 803 860 warrants US TotalFinaElf sur les 3 572 791 warrants en circulation au 31 décembre 2001 ont été exercés en 2002. Ainsi, au 31 décembre 2002, 1 768 931 warrants US TotalFinaElf étaient en circulation, donnant droit à la souscription de 1 768 931 ADS TotalFinaElf, soit 884 465 actions nouvelles TotalFinaElf.



### 13. Intérêts minoritaires et actions privilégiées émises par les filiales consolidées

#### A. VARIATION DES INTÉRÊTS MINORITAIRES

<i>(en millions d'euros)</i>	2002	2001
Solde début de période	898	755
Résultat net	13	166
Dividendes versés	(100)	(151)
Écart de conversion	(61)	9
Autres <sup>(1)</sup>	(26)	119
Solde de fin de période	724	898

*(1) Cette variation est principalement due en 2002 au rachat des minoritaires de PetroFina et de Selyak et, en 2001, à l'acquisition de Central Puerto et au rachat des minoritaires de Total Oil Turkiye.*

#### B. ACTIONS PRIVILÉGIÉES ÉMISES PAR LES FILIALES CONSOLIDÉES

*(en millions d'euros)*

31 décembre 2000	537
Émission nette de remboursement	-
Écart de conversion	30
31 décembre 2001	567
Émission nette de remboursement	-
Écart de conversion	(90)
31 décembre 2002	477

Le montant global de la rémunération de ces actions privilégiées a progressivement décru du fait de remboursements partiels ou complets des tranches précédemment émises et de la baisse des taux d'intérêt aux États-Unis (respectivement 28 millions d'euros en 2000, 19 millions d'euros en 2001 et 10 millions d'euros en 2002).

## 14. Provisions pour pensions, retraites et obligations similaires

Les provisions pour pensions et retraites sont constituées au 31 décembre par :

(en millions d'euros)	2002	2001
Provisions pour retraites	3 107	2 227
Provisions pour autres engagements sociaux	602	641
Provisions pour restructurations	394	487
Total	4 103	3 355

Les valeurs actuarielles et la valeur des préfinancements incluses dans les comptes consolidés s'analysent comme suit au 31 décembre :

(en millions d'euros)	Pensions de retraite		Autres engagements sociaux	
	2002	2001	2002	2001
Variation de la valeur actuarielle des droits accumulés				
- Valeur actuarielle des droits accumulés au début de la période	7 347	6 244	617	573
- Droits accumulés durant l'année	153	136	11	10
- Coût financier sur la valeur actuarielle des droits accumulés	423	383	43	37
- Réduction de droits futurs	(39)	(1)	-	-
- Liquidation d'engagements	(2)	(37)	-	(6)
- Avantages spécifiques	5	43	-	-
- Cotisations employés	16	14	-	-
- Prestations payées	(392)	(396)	(37)	(37)
- Modification de régime	12	76	9	(11)
- (Gains) et pertes actuariels	548	517	94	5
- Différences de changes et autres	(124)	368	(59)	46
Valeur actuarielle des droits accumulés à la fin de la période	7 947	7 347	678	617
Variation de la valeur actuelle des placements				
- Valeur actuelle des placements au début de la période	(5 517)	(5 116)	-	-
- Revenus financiers réels des placements	473	331	-	-
- Liquidation d'engagements	1	11	-	-
- Cotisations employés	(16)	(14)	-	-
- Cotisations employeurs	(141)	(544) <sup>(1)</sup>	-	-
- Prestations payées	302	268	-	-
- Différences de change et autres	112	(453)	-	-
Valeur actuelle des placements à la fin de la période	(4 786)	(5 517)	-	-
(Excédent) Insuffisance des placements sur les droits accumulés avec projection de salaires				
- Actif (Passif) initial non reconnu	18	29	(7)	(7)
- Coût des services passés non reconnus	(74)	(86)	14	32
- Gains (Pertes) actuariels non reconnus	(2 225)	(945)	(83)	(1)
- Ajustement de dette minimale (MLA) <sup>(2)</sup>	1 412	522	-	-
(Actif net comptabilisé) Passif net comptabilisé	2 292	1 350	602	641
- Provisions	3 107	2 227	602	641
- Autres actifs à long terme	(815)	(877)	-	-

(1) Le Groupe a procédé, à la fin de 2001, à l'externalisation de certains de ses engagements, pour un montant de 473 millions d'euros auprès d'organismes d'assurance.

(2) Ajustement conforme aux normes américaines, la provision devant au minimum être égale à la valeur actuarielle des droits accumulés sans effet des augmentations de salaires diminuée de la valeur actuelle des placements.

Hypothèses	Pensions de retraite		Autres engagements sociaux	
	2002	2001	2002	2001
Taux d'intérêt	5,64 %	5,91 %	6,07 %	6,41 %
Taux d'augmentation moyen des salaires	3,81 %	3,74 %	-	-
Taux de rentabilité des placements	7,45 %	7,38 %	-	-
Taux de progression des dépenses de santé :				
- Taux initial	-	-	7,85 %	5,71 %
- Taux ultime	-	-	4,17 %	3,88 %

La charge de l'exercice s'analyse comme suit :

(en millions d'euros)	Pensions de retraite		Autres engagements sociaux	
	2002	2001	2002	2001
Droits accumulés durant l'année	153	136	11	10
Coût financier sur la valeur actuarielle des droits accumulés avec projection de salaires	423	383	43	37
Revenus financiers attendus des placements effectués	(421)	(387)	-	-
Amortissement de (l'actif) passif initial	(4)	(9)	1	5
Amortissement du coût des services passés	14	71	(4)	(3)
Amortissement des (gains) pertes actuariels	33	(4)	(1)	-
Réduction de droits futurs	(35)	-	-	-
Liquidation d'engagements	(1)	(29)	-	(6)
Avantages spécifiques	5	43	-	-
Charges (produits) nets de retraite	167	204	50	43

Les hypothèses d'évolution des dépenses de santé ont un effet significatif sur les évaluations des engagements en matière de couverture des frais médicaux. La variation de plus ou moins 1 % des taux de progression des dépenses de santé aurait approximativement les effets suivants sur :

(en millions d'euros)	Augmentation de 1 %	Diminution de 1 %
La valeur des droits accumulés au 31 décembre	48	(42)
La charge de l'exercice	4	(2)

Les plans de retraite pour lesquels la dette actuarielle sans augmentation de salaires est supérieure à la valeur vénale des placements s'analysent ainsi au 31 décembre :

(en millions d'euros)	2002	2001
Valeur actuarielle des droits accumulés sans augmentation de salaires	5 587	4 049
Valeur actuarielle des droits accumulés avec augmentation de salaires	6 437	4 303
Valeur actuelle des placements	(3 324)	(1 629)

### Provisions pour restructuration

Le Groupe a proposé en 2000 à ses salariés, essentiellement des secteurs Amont et Aval en France, un plan de départ volontaire en retraite anticipée. Une provision de restructuration de 384 millions d'euros a été comptabilisée à ce titre. En 2001, une partie de ces engagements a été externalisée pour un montant de 232 millions d'euros auprès d'organismes d'assurance.

## 15. Autres provisions pour risques et charges et autres passifs long terme

(en millions d'euros)

31 décembre	2002	2001
Provision pour litiges	318	335
Provision pour arrêts techniques	381	417
Provision pour restitution des sites et protection de l'environnement	2 648	2 656
Autres provisions pour risques	2 530	2 425
Dépôts et cautionnements reçus	273	260
<b>Total</b>	<b>6 150</b>	<b>6 093</b>

Les autres provisions pour risques comprennent notamment la provision au titre de la responsabilité civile liée au sinistre AZF qui, au 31 décembre 2002, s'élève à 995 millions d'euros.

### VARIATION DES AUTRES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES ET AUTRES PASSIFS LONG TERME

(en millions d'euros)

Solde d'ouverture	Dotations de l'exercice	Reprise de l'exercice	Effet de change	Autres	Solde de clôture
6 093	1 406	(1 073)	(319)	43	6 150

Les principales dotations de l'exercice sont générées par les provisions pour restitution des sites pour 340 millions d'euros, les provisions pour arrêts techniques pour 204 millions d'euros et par d'autres provisions pour risques (notamment provisions pour restructuration du secteur Chimie).

Les principales reprises de l'exercice sont liées à l'utilisation des provisions en regard des charges encourues.

## 16. Emprunts et dettes financières

### A. DETTES FINANCIÈRES À LONG TERME

(en millions d'euros)

31 décembre	2002			2001		
	Garantis	Non garantis	Total	Garantis	Non garantis	Total
Emprunts obligataires <sup>(1)</sup>	-	7 522	7 522	-	7 219	7 219
Financement des immobilisations en crédit-bail	338	-	338	375	-	375
Autres emprunts : - Taux fixe	119	152	271	135	327	462
- Taux variable	694	1 332	2 026	96	3 013	3 109
<b>Total</b>	<b>1 151</b>	<b>9 006</b>	<b>10 157</b>	<b>606</b>	<b>10 559</b>	<b>11 165</b>

(1) Y compris emprunts assimilés de la société mère émis avant le 31 décembre 1998.

Les emprunts obligataires après prise en compte de swaps de change et de taux adossés se décomposent comme suit <sup>(1)</sup> :

(en millions d'euros)

31 décembre	2002	2001
Société mère <sup>(2)</sup>		
Emprunt 8 1/4 % 1992-2002 (300 millions de deutsche marks)	-	205
Emprunt 8 1/5 % 1995-2005 (500 millions de francs français)	93	110
Emprunt 7,62 % coupon unique 1995-2005 (950 millions de francs français)	176	210
Emprunt 7 1/2 % 1995-2005 (400 millions de francs français)	74	88
Emprunt 6,90 % 1996-2006 (990 millions de francs français)	187	223
Emprunt 6,75 % 1996-2008 (950 millions de francs français)	175	208

(1) Seuls les emprunts assimilés de la société mère émis avant le 31/12/1998 sont pris en compte.

(2) Ces emprunts sont transformés en emprunts en dollars US à taux variable par l'intermédiaire de swaps d'émission adossés individuellement.

*(en millions d'euros)*

31 décembre	2002	2001
Société mère <sup>(2)</sup>		
Emprunt 6,75 % 1996-2008 (800 millions de francs français)	150	179
Emprunt 6,75 % 1996-2008 (700 millions de francs français)	128	153
Emprunt 5,03 % 1997-2007 (620 millions de francs français)	94	112
Emprunt 6,80 % 1997-2007 (12 milliards de pesetas espagnoles)	79	93
Emprunt 6,20 % 1997-2009 (900 millions de francs français)	165	196
Emprunt 6,875 % 1997-2004 (300 millions de dollars US)	286	340
Emprunt 5,25 % 1997-2003 (250 millions de deutsche marks)	139	165
Emprunt 2,25 % 1998-2003 (200 millions de francs suisses)	128	152
Emprunt 6 % 1998-2003 (10 milliards de drachmes grecques) <sup>(3)</sup>	31	37
Emprunt Pibor 3 mois + 0,38 % 1998-2008 (230 millions de francs français)	36	43
Emprunt 5,125 % 1998-2009 (1 milliard de francs français)	158	188
Emprunt 5 % 1998-2013 (1 milliard de francs français)	159	189
Emprunt 3,875 % 1999-2006 (300 millions d'euros)	309	368
Emprunt 3,25 % 1999-2005 (200 millions de francs suisses)	125	149
Emprunt 2,25 % 2000-2003 (150 millions de francs suisses)	90	107
Emprunt 3,5 % 2000-2006 (200 millions de francs suisses)	120	143
Emprunt 6,875 % 2000-2005 (150 millions de livres sterling)	229	272
Emprunt 4 % 2000-2004 (200 millions de francs suisses)	113	134
Emprunt 5,375 % 2000-2005 (250 millions d'euros)	217	258
Emprunt 4 % 2000-2004 (100 millions de francs suisses)	58	70
Emprunt 4 % 2000-2004 (150 millions de francs suisses)	88	105
Emprunt 3,25 % 2000-2005 (100 millions de francs suisses)	58	69
Emprunt 5,75 % 2000-2005 (500 millions d'euros)	413	492
Emprunt 5,65 % 2000-2010 (100 millions d'euros)	84	100
Emprunt 7 % 2000-2005 (500 millions de dollars US)	477	567
Emprunt 5,625 % 2000-2004 (100 millions d'euros)	86	102
Part à moins d'un an	(388)	(205)
Total Société mère	4 337	5 622
Elf Aquitaine S.A.		
Emprunt 8,5 % 1992-2002 (1 milliard de francs français)	-	147
Emprunt 7,125 % 1993-2003 (1 milliard de francs français)	151	151
Emprunt 7 % 1994-2004 (1,5 milliards de francs français)	232	247
Emprunt 4,5 % 1999-2009 (1 milliard d'euros)	1 000	1 000
Emprunt 2,25 % 1999-2004 (250 millions de francs suisses)	160	191
Part à moins d'un an	(151)	(147)
Total Elf Aquitaine S.A.	1 392	1 589
TotalFinalElf Capital S.A. <sup>(2)</sup>		
Emprunt 3 % 2002-2007 (600 millions de francs suisses)	347	-
Emprunt 4,74 % 2002-2007 (75 millions de dollars US)	72	-
Emprunt 5,125 % 2002-2007 (300 millions de dollars US)	286	-
Emprunt 5,89 % 2002-2012 (20 millions de dollars US)	19	-
Emprunt 3 % 2002-2007 (400 millions de francs suisses)	229	-
Emprunt 4,75 % 2002-2007 (250 millions de dollars US)	238	-
Emprunt LIBOR USD 3 mois + 0,06 % 2002-2007 (50 millions de dollars US)	48	-
Emprunt LIBOR USD 3 mois + 0,065 % 2002-2007 (50 millions de dollars US)	48	-
Emprunt 5 % 2002-2007 (150 millions de GBP)	219	-
Emprunt 2,5 % 2002-2007 (200 millions de francs suisses)	126	-
Emprunt 5 % 2002-2007 (75 millions de GBP)	113	-
Autres filiales consolidées	48	8
Groupe TotalFinaElf	7 522	7 219

(2) Ces emprunts sont transformés en emprunts en dollars US à taux variable par l'intermédiaire de swaps d'émission adossés individuellement.

(3) Cet emprunt est passé du taux ATHIMD 3 mois - 0,9 % à 6 % à partir de juillet 2000.

### Répartition par échéance (hors court terme)

(en millions d'euros)

31 décembre	2002	%	2001	%
2003	-	-	1 257	11 %
2004	1 717	17 %	2 091	19 %
2005	2 348	23 %	2 601	23 %
2006	987	10 %	1 317	12 %
2007	2 122	21 %	3 899 <sup>(1)</sup>	35 %
2008 et suivantes	2 983	29 %	-	0 %
Total	10 157	100 %	11 165	100 %

(1) 2007 et suivantes.

### Répartition par devise et par type de taux

Ces analyses sont présentées après prise en compte de l'effet des swaps de change et de taux adossés aux emprunts à long terme.

(en millions d'euros)

31 décembre	2002	%	2001	%
Dollar US	7 517	74 %	7 582	68 %
Livre sterling	715	7 %	1 406	12 %
Euro	1 848	18 %	2 121	19 %
Autres devises	77	1 %	56	1 %
Total	10 157	100 %	11 165	100 %

31 décembre	2002	%	2001	%
Taux fixes	596	6 %	820	7 %
Taux variables	9 561	94 %	10 345	93 %
Total	10 157	100 %	11 165	100 %

Au 31 décembre 2002, le Groupe bénéficie de lignes de crédit long terme confirmées pour 8 658 millions de dollars US, dont 6 946 millions de dollars US ne sont pas utilisés.

Ces lignes de crédit sont accordées par des banques internationales pour des durées initiales pouvant aller jusqu'à 15 ans (la moyenne étant de 5,9 ans). Les intérêts payables en cas d'utilisation des lignes de crédit sont évalués sur la base du taux du marché monétaire. Des commissions diverses pour les montants non utilisés de ces lignes de crédit sont également dues.

### B. DETTES FINANCIÈRES À MOINS D'UN AN

(en millions d'euros)

31 décembre	2002	2001
Part à moins d'un an des emprunts à long terme	1 160	848
Dettes financières à court terme	2 963	1 671
Découverts bancaires	973	1 046
Total	5 096	3 565

Les dettes financières à court terme consistent principalement en des tirages sur des programmes de "commercial paper" et de billets de trésorerie, ou en emprunts bancaires. Ces instruments portent intérêt à des taux voisins du marché.

## 17. Autres créiteurs et dettes diverses

(en millions d'euros)

31 décembre	2002	2001
Dettes d'exploitation	1 431	1 468
Produits constatés d'avance	301	417
Dettes sur États (impôts et taxes divers)	4 633	5 772
Dettes sociales	931	914
Autres créiteurs	2 554	3 899
Total	9 850	12 470

## 18. Charges d'exploitation

(en millions d'euros)

Exercice	2002	2001	2000
Coût d'achat des produits vendus <sup>(1)</sup>	(67 013)	(69 007)	(75 712)
Charges d'exploration	(487)	(571)	(514)
Autres charges d'exploitation <sup>(2)</sup>	(19 330)	(19 120)	(19 620)
(Dotations) Reprises de provisions long terme opérationnelles	292	886	597
(Dotations) Reprises de provisions court terme opérationnelles	(84)	52	(236)
Charges d'exploitation	(86 622)	(87 760)	(95 485)

(1) Le coût d'achat des produits vendus inclut les taxes à la production dans l'Amont, notamment les royalties (voir en particulier les impôts payés aux pays producteurs du Moyen-Orient au titre des concessions du Groupe détaillées en Note 29 "Informations complémentaires").

(2) Les autres charges d'exploitation sont constituées principalement des frais de production et de fonctionnement (voir en particulier les charges de personnel détaillées dans la Note 26 "Effectifs du Groupe et charges de personnel").

## 19. Frais financiers nets

(en millions d'euros)

Exercice	2002	2001	2000
Frais financiers sur dette	(686)	(1 157)	(1 307)
Produits financiers sur disponibilités et valeurs mobilières de placement	356	638	458
Coût de la dette nette	(330)	(519)	(849)
Frais financiers immobilisés	89	259	274
Autres charges/produits financiers	46	76	135
Éléments financiers de nature opérationnelle	135	335	409
Frais financiers nets	(195)	(184)	(440)

## 20. Autres charges et produits, nets

(en millions d'euros)

Exercice	2002	2001	2000
Pertes et profits de change	(50)	16	(9)
Plus et moins-values sur cessions d'actifs	862	1 738	534
Amortissements et provisions pour dépréciation des immobilisations incorporelles	(184)	(158)	(254)
Sinistre AZF	(95)	(941)	N/A
Autres	(290)	(372)	(1 011)
Total	243	283	(740)

La rubrique "Autres" inclut, pour l'exercice 2002, des charges de restructuration du secteur Chimie pour 215 millions d'euros.

La rubrique "Autres" est constituée, pour l'exercice 2001, notamment de provisions pour plans sociaux et pour préretraites pour 199 millions d'euros et de provisions pour risques et charges de nature environnementale pour 115 millions d'euros.

La rubrique "Autres" est constituée, pour l'exercice 2000, de charges de restructuration et de plans de préretraites internes pour 773 millions et du coût du naufrage de l'*Erika* pour 160 millions d'euros (Voir Note 3 : éléments non récurrents du résultat net.)

## 21. Impôt sur les sociétés

Depuis 1966, les Groupes Total et Elf sont imposés selon le régime du bénéfice consolidé, accordé par agrément du ministre de l'Économie, des Finances et de l'Industrie en France. L'agrément accordé à Elf s'est terminé au titre de l'année 1999 par une intégration au sein du régime du Groupe Totalfina selon les principes de continuité et de neutralité de ce régime fiscal. L'agrément de TotalFinaElf au régime du bénéfice consolidé a été renouvelé en 2002 et couvre la période 2002 - 2004.

La charge d'impôt sur les résultats s'analyse de la manière suivante :

(en millions d'euros)

Exercice	2002	2001	2000
Impôts courants	(5 446)	(5 690)	(5 350)
Impôts différés	412	(184)	(972)
Total impôt sur les sociétés	(5 034)	(5 874)	(6 322)

L'analyse par source du passif net d'impôt différé s'établit comme suit, avant compensation des actifs et passifs par entité fiscale :

(en millions d'euros)

Exercice	2002	2001
Déficits et crédits d'impôts reportables	384	343
Provisions pour pensions, retraites et obligations similaires	1 121	932
Autres provisions non déductibles temporairement	2 376	2 048
Impôts différés actifs	3 881	3 323
Dépréciation des impôts différés actifs	(202)	(204)
Impôts différés actifs nets	3 679	3 119
Amortissement fiscal accéléré	(6 424)	(6 196)
Autres déductions fiscales temporaires	(1 746)	(2 282)
Impôts différés passifs	(8 170)	(8 478)
Passif net d'impôt différé	(4 491)	(5 359)

Après compensation des actifs et passifs par entité fiscale, les impôts différés sont présentés de la manière suivante au bilan :

<i>(en millions d'euros)</i>	2002	2001
Impôts différés actifs, long terme (Autres actifs long terme, Note 9)	1 709	917
Impôts différés actifs, court terme (Autres créances, Note 11)	190	245
Impôts différés passifs (Provisions pour risques et charges)	(6 390)	(6 521)
Montant net	(4 491)	(5 359)

#### RAPPROCHEMENT ENTRE LA CHARGE D'IMPÔT ET LE RÉSULTAT AVANT IMPÔT

*(en millions d'euros)*

Exercice	2002	2001
Résultat net	5 941	7 658
Part des minoritaires	13	166
Impôts sur les sociétés	5 034	5 874
Résultat des sociétés mises en équivalence	(866)	(1 001)
Résultat avant impôt	10 122	12 697
Taux d'imposition français	35,43 %	36,43 %
Charge d'impôt théorique	(3 586)	(4 626)
Différence entre le taux d'imposition français et le taux d'imposition des filiales étrangères	(1 834)	(1 729)
Différences permanentes	413	304
Variation de la dépréciation des sources d'impôts différés actifs	(17)	192
Autres	(10)	(15)
Charge d'impôt dans le compte de résultat	(5 034)	(5 874)

Les différences permanentes sont principalement dues aux amortissements d'écarts d'acquisition, aux dividendes des sociétés non consolidées ainsi qu'à l'impact des modalités de fiscalisation spécifiques à certaines activités et au régime du bénéfice consolidé.

#### ÉCHÉANCIER DES CRÉDITS D'IMPÔTS

Le Groupe dispose de déficits et crédits d'impôts reportables qui expirent selon l'échéancier suivant :

<i>(en millions d'euros)</i>	2002	2001
2002		84
2003	79	72
2004	59	53
2005	42	33
2006	29	18
2007	15	-
Déficits et crédits d'impôts indéfiniment reportables	160	83
Total	384	343

## 22. Crédit-bail

Les contrats de crédit-bail portent sur des actifs immobiliers, des stations-service, des navires et d'autres matériels. Les redevances minimales des contrats de crédit-bail irrévocables restant à payer au 31 décembre 2002 sont présentées selon leurs dates d'échéance dans le tableau suivant :

<i>(en millions d'euros)</i>	Crédit-bail non capitalisé	Crédit-bail capitalisé
2003	169	63
2004	117	71
2005	90	40
2006	77	37
2007	48	37
2008 et suivantes	141	284
<b>Total des engagements</b>	<b>642</b>	<b>532</b>
Moins intérêts	-	(160)
Valeur nominale des contrats	-	372
Moins dette à moins d'un an des contrats de crédit-bail capitalisés	-	(34)
<b>Total</b>	<b>-</b>	<b>338</b>

Les redevances constatées au titre des contrats de crédit-bail non capitalisés ont été de 204 millions d'euros pour l'exercice 2002, de 167 millions d'euros pour l'exercice 2001 et de 131 millions d'euros pour l'exercice 2000.

Les contrats de crédit-bail non capitalisés incluent des chartes à long terme de plusieurs navires.

## 23. Engagements hors bilan

*(en millions d'euros)*

31 décembre 2002	Échéances et périodes des paiements			
	Total	À moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Cautions en douanes données	2 424	2 424	-	-
Garanties données sur emprunts	684	134	261	289
Actifs remis en garanties (sûretés réelles) donnés	-	-	-	-
Autres engagements donnés	1 264	127	644	493
<b>Total des engagements donnés</b>	<b>4 372</b>	<b>2 685</b>	<b>905</b>	<b>782</b>

Les informations relatives aux obligations contractuelles liées à des dettes à long terme et aux lignes de crédit sont en Note 16 ; les informations relatives aux obligations de location-financement et location simple sont en Note 22 "Crédit-bail".

Actifs remis en garanties reçus (sûretés réelles)	682	41	418	223
Autres engagements reçus	1 270	564	336	370
<b>Total engagements reçus</b>	<b>1 952</b>	<b>605</b>	<b>754</b>	<b>593</b>

*(en millions d'euros)*

31 décembre 2001	Échéances et périodes des paiements			
	Total	À moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Cautions en douanes données	2 555	2 555	-	-
Garanties données sur emprunts	1 801	948	403	450
Actifs remis en garanties (sûretés réelles) donnés	85	85	-	-
Autres engagements donnés	2 222	240	1 025	957
<b>Total des engagements donnés</b>	<b>6 663</b>	<b>3 828</b>	<b>1 428</b>	<b>1 407</b>
Les informations relatives aux obligations contractuelles liées à des dettes à long terme et aux lignes de crédit sont en Note 16 ; les informations relatives aux obligations de location-financement et location simple sont en Note 22 "Crédit-bail".				
Actifs remis en garanties reçus (sûretés réelles)	823	3	655	165
Autres engagements reçus	2 670	1 789	476	405
<b>Total engagements reçus</b>	<b>3 493</b>	<b>1 792</b>	<b>1 131</b>	<b>570</b>

Les autres engagements sont constitués d'engagements divers non significatifs individuellement et pris dans le cadre des activités ordinaires du Groupe, tels que garanties de travaux de l'environnement, de cession d'actifs, cautions diverses, effets escomptés non échus.

En outre, conformément à la pratique de l'ensemble de la profession pétrolière en matière de développement de champs de gaz, le Groupe est partie prenante des contrats de commercialisation à long terme de quantités de gaz naturel ; le prix de ces contrats est indexé sur les prix de produits pétroliers et d'autres types d'énergie.

### Portefeuille d'instruments financiers dérivés

Les engagements hors bilan liés aux activités du Groupe sur les instruments financiers dérivés sont présentés ci-dessous. Ces montants fixent le niveau d'engagement notionnel sans être représentatifs d'une perte ou d'un gain latent.

*(en millions d'euros)*

31 décembre 2002	Total	2003	2004	2005	2006	2007	2008 et après
<b>GESTION DU RISQUE DE TAUX</b>							
Swaps d'émission et de couverture d'émissions obligataires à taux fixe							
Montant notionnel	7 918	539	1 023	1 862	616	1 803	2 075
Taux reçu (au 31/12/2002)	5,03 %						
Taux payé (au 31/12/2002)	1,63 %						
Swaps de taux et de change à long terme							
Montant notionnel	234	3	-	138	7	86	-
Taux reçu (au 31/12/2002)	2,69 %						
Taux payé (au 31/12/2002)	2,95 %						
Swaps de taux long terme							
Swaps prêteurs à taux fixe							
Montant notionnel	318	73	110	133	-	-	2
Taux reçu (au 31/12/2002)	6,47 %						
Taux payé (au 31/12/2002)	1,56 %						
Swaps prêteurs à taux variable							
Montant notionnel	482	-	3	-	-	476	3
Taux reçu (au 31/12/2002)	1,39 %						
Taux payé (au 31/12/2002)	3,35 %						

(en millions d'euros)

31 décembre 2002	Total	2003	2004	2005	2006	2007	2008 et après
<b>GESTION DU RISQUE DE TAUX</b>							
Swaps de taux court terme							
Montant notionnel	6 294	6 294	-	-	-	-	-
FRA							
Montant notionnel	104						
Achat	52	52	-	-	-	-	-
Vente	52	52	-	-	-	-	-
<b>GESTION DU RISQUE DE CHANGE</b>							
Swaps de change							
Montant notionnel	4 154	4 149	5	-	-	-	-
Contrats à terme de devises							
Montant notionnel	478	270	193	15	-	-	-
Options de change							
Montant notionnel	93						
Achats	41	41	-	-	-	-	-
Ventes	52	41	11	-	-	-	-
31 décembre 2001		2002	2003	2004	2005	2006	2007 et après
<b>GESTION DU RISQUE DE TAUX</b>							
Swaps d'émission et de couverture d'émissions obligataires							
Montant notionnel	8 071	395	689	1 577	2 215	733	2 462
Taux reçu (au 31/12/2001)	5,40 %						
Taux payé (au 31/12/2001)	2,29 %						
Swaps de taux et de change à long terme							
Montant notionnel	333	15	-	-	198	18	102
Taux reçu (au 31/12/2001)	2,97 %						
Taux payé (au 31/12/2001)	3,26 %						
Swaps de change							
Montant notionnel	883	883	-	-	-	-	-
Swaps de taux long terme							
Swaps prêteurs à taux fixe							
Montant notionnel	402	165	21	3	213	-	-
Taux reçu (au 31/12/2001)	5,05 %						
Taux payé (au 31/12/2001)	2,29 %						
Swaps prêteurs à taux variable							
Montant notionnel	652	431	69	144	-	-	8
Taux reçu (au 31/12/2001)	1,70 %						
Taux payé (au 31/12/2001)	3,86 %						
Swaps de taux court terme							
Montant notionnel	1 916	1 916	-	-	-	-	-
Caps <sup>(1)</sup>							
Montant notionnel	58	1 mois					
Taux garanti	12,00 %						
<b>GESTION DU RISQUE DE CHANGE</b>							
Contrats à terme de devises							
Montant notionnel	120	120	-	-	-	-	-

(1) Ce contrat porte sur le rand sud-africain, ce qui justifie le niveau élevé du taux garanti.

Les swaps long terme (swaps de taux et/ou de change, swaps d'émission ou de couverture d'émissions obligataires) visent principalement à transformer un endettement à taux fixe en un endettement à taux variable sur une référence LIBOR ou équivalent.

Les taux d'intérêt moyens sont donnés à titre indicatif et reflètent, pour leur partie variable, les conditions de marché à la clôture.

### Impact en compte de résultat des principaux instruments financiers de couverture

Il n'a pas été jugé pertinent de mesurer un tel impact pour les swaps d'émission. En effet, ces derniers font partie

intégrante des contrats d'émission de la plupart des emprunts obligataires afin de convertir dès l'origine une référence à taux fixe en devises diverses, en taux variable en dollars US. De ce fait, le taux fixe d'origine de l'emprunt obligataire, et donc du swap, n'a pas de signification réelle. En ce qui concerne les autres instruments financiers, le seul impact significatif sur le résultat est une charge de 4 millions d'euros en 2002, de 20 millions d'euros en 2001 et 62 millions d'euros en 2000 relative aux reports/dépôts sur swaps de change et contrats à terme de devises, essentiellement utilisés pour gérer la transformation en devises des disponibilités du Groupe en euros.

### Matières premières

Les engagements hors bilan liés aux activités du Groupe sur les marchés à terme de pétrole brut, de produits raffinés, de gaz naturel et d'électricité sont présentés ci-dessous. Ces montants fixent le niveau d'engagement notionnel sans être représentatifs d'un risque de marché ni d'une perte ou d'un gain latent.

(en millions d'euros)	Valeur nominale 2002		Valeur nominale 2001	
	achats	ventes	achats	ventes
Pétrole brut et produits pétroliers :				
• Swaps <sup>(1)</sup>	2 815	3 306	3 266	3 819
• Forwards	155	244	185	227
• Options <sup>(2)</sup>	2 177	1 907	1 180	1 282
• Futures <sup>(3)</sup>	546	824	400	445
• Options sur futures <sup>(2)</sup>	86	91	65	54
Gaz naturel et électricité :				
• Swaps <sup>(1)</sup>	83	922	5	1 063
• Forwards	5 839	6 455	3 801	4 452
• Options <sup>(2)</sup>	223	214	523	547
• Futures <sup>(3)</sup>	3	5	10	13

(1) Swaps (y compris "Contracts For Differences") : la colonne "achats/ventes" correspond aux swaps acheteurs/vendeurs à prix fixe.

(2) Options : la colonne "achats/ventes" correspond à la valeur nominale des options (calls ou puts) achetées/vendues, valorisées sur la base du prix d'exercice.

(3) Futures : la colonne "achats/ventes" correspond aux positions nettes acheteuses/vendeuses, valorisées sur la base du cours coté sur le marché organisé à la clôture.

Les engagements sur brut et produits raffinés ont, pour l'essentiel, une échéance courte (inférieure à un an).

Tous les instruments pétroliers sont repris dans ce tableau, y compris ceux pouvant donner lieu à livraison physique. Les contrats forward traités sur les marchés de gré à gré ont été inclus dans cette analyse en 2002 et les chiffres comparatifs de 2001 ont été retraités en conséquence.

## ↳ 24. Valeur de marché des instruments financiers

Les valeurs de marché sont déterminées par estimation pour la majorité des instruments financiers du Groupe, à l'exception des titres de participation et valeurs mobilières de placement cotés pour lesquels le cours de cotation est retenu. Les instruments financiers intra-Groupe ne sont pas valorisés.

L'appréciation des valorisations calculées, basées notamment sur des principes d'actualisation des flux de trésorerie futurs, doit être pondérée par le fait que, d'une part, la valeur d'un instrument financier à un instant donné peut se trouver modifiée en fonction de l'environnement de marché (liquidité notamment) et, d'autre part, que les variations ultérieures de taux d'intérêt et des cours de change ne sont pas prises en compte. Dans certains cas, les évaluations ont été effectuées sur la base d'hypothèses simplificatrices.

Il convient de préciser que l'utilisation d'estimations, de méthodologies et d'hypothèses différentes pourrait avoir un effet significatif sur les valeurs de marché calculées.

Les méthodes utilisées ont été les suivantes :

**Disponibilités et dépôts à court terme, clients et comptes rattachés, concours bancaires courants, fournisseurs et comptes rattachés :** en raison de leur caractère court terme, les valeurs comptables retenues dans les comptes consolidés sont des estimations raisonnables de leur valeur de marché.

**Titres de participation et valeurs mobilières de placement :** les valeurs de marché estimées pour les titres de participation cotés proviennent des cours moyens des mois de décembre 2002 et 2001.

### **Emprunts et dettes financières, part à moins d'un an des emprunts à long terme, swaps d'émission**

: la valeur de marché de ces éléments a été déterminée sur une base individuelle en actualisant les flux de trésorerie futurs avec les courbes de taux "zéro coupon" en vigueur à la clôture des exercices avec prise en compte d'un spread déterminé pour le Groupe.

**Garanties bancaires :** les garanties sont évaluées en estimant les primes moyennes demandées par le marché pour reprendre des garanties similaires émises par un groupe de même classe de risque que TotalFinaElf.

### **Autres instruments financiers hors bilan**

La valeur de marché des swaps de taux et des FRA est calculée par actualisation des flux futurs sur la base des courbes de taux "zéro coupon" en vigueur à la clôture des exercices 2002 et 2001, retraités des intérêts courus non échus (dans le seul cas des swaps de couverture des emprunts obligataires).

Les opérations de change à terme (termes secs et swaps de change) sont valorisées sur la base d'une comparaison des taux à terme négociés avec ceux en vigueur sur les marchés financiers aux 31 décembre 2002 et 2001 pour les mêmes maturités.

Les options de change sont réévaluées sur la base du modèle Garman – Kohlhagen, en intégrant les paramètres de marchés du 31 décembre 2002.

(en millions d'euros)

31 décembre	2002		2001	
	Valeur nette comptable	Valeur de marché estimée	Valeur nette comptable	Valeur de marché estimée
<b>BILAN</b>				
Autres titres de participation :				
• Cotés	349	377	537	989
• Non cotés (filiales non consolidées et autres titres)	872	872	998	998
Valeurs mobilières de placement :				
• Cotées	1 409	1 482	952	1 268
• Non cotées	99	99	52	52
Prêts et avances aux filiales non consolidées et autres prêts	1 117	1 117	1 048	999
Emprunts obligataires (hors part à moins d'un an) <sup>(a)</sup>	7 522	8 272	7 219	6 832
Swaps d'émission <sup>(a)</sup>	-	(727)	-	465
Autres emprunts, hors crédits-baux <sup>(b)</sup> :				
• Taux fixe	271	281	462	417
• Taux variable	2 026	2 026	3 109	3 109
Part à moins d'un an des emprunts à long terme (hors part à moins d'un an des immobilisations en crédit-bail)	1 124	1 136	812	806
<b>HORS BILAN</b>				
Instruments de gestion de trésorerie				
Garanties sur emprunts	-	(9)	-	(49)
Swaps de couverture d'émissions obligataires <sup>(a)</sup>	-	25	-	13
Swaps de taux et change long terme	-	4	-	14
Swaps de taux long terme	(4) <sup>(g)</sup>	19	-	(3)
Swaps de taux court terme <sup>(d)</sup>	-	(2)	-	(c)
Swaps de change court terme et long terme <sup>(e)</sup>	-	84	-	(5)
Contrats à terme de devises	-	(2)	-	8
Options de change	-	(1)	-	-
Forward Rate Agreement	-	-	-	-
Caps/floors	-	-	-	-
Instruments sur matières premières (assimilés à instruments financiers) <sup>(f)</sup>				
Swaps sur produits pétroliers et pétrole brut	(45)	(45)	62	62
Options sur pétrole brut et produits pétroliers	25	25	-	-
Swaps sur gaz naturel et électricité	(1)	(1)	20	52

(a) Les swaps d'émission sont spécifiquement adossés aux emprunts obligataires. Ils ont été conclus dès l'origine sous un contrat d'agrément ISDA, afin de créer dans la majorité des cas un emprunt synthétique à taux variable en dollars US. La valeur de marché de ces swaps doit donc être intégrée dans une valeur globale des emprunts obligataires.

De même, des swaps de taux long terme ont été conclus afin de modifier partiellement la structure de taux de l'endettement du Groupe. Leur valeur de marché doit être appréciée conjointement à celle des emprunts à long terme, auxquels ces swaps sont adossés.

(b) La valeur de marché ne tient pas compte des swaps de taux dans la mesure où ils sont présentés séparément.

(c) Valeur non significative.

(d) La valeur de marché des swaps de taux court terme est corrélée à celle des prêts et emprunts court terme, ces swaps étant utilisés afin de ramener les taux négociés au taux au jour le jour, celui-ci constituant la référence.

(e) Les swaps de change sont utilisés dans le cadre de la gestion de la position courante de TotalFinaElf, afin de pouvoir emprunter ou placer la trésorerie sur des marchés autres que le marché de l'euro. Ainsi, leur valeur de marché, si elle s'avère significative, est compensée par celle des prêts et emprunts court terme auxquels ils se rattachent.

(f) Opérations ne pouvant pas donner lieu à dénouement physique à l'échéance. La valeur nette comptable correspond à la valorisation des instruments enregistrée au bilan.

(g) Ce montant au bilan correspond à une perte latente sur des swaps non qualifiés comptablement de couverture.

La valeur de marché des autres instruments hors bilan financiers détenus au 31 décembre 2002 n'est pas significative (inférieure à 2 millions d'euros).

La valeur de marché des autres catégories d'instruments hors bilan détenus au 31 décembre 2002 dans le secteur Gaz naturel et Électricité n'est pas significative (maximum 6 millions d'euros par catégorie).

## 25. Plans d'options de souscription et d'achat d'actions

### Options de souscription d'actions TotalFinaElf

	Plan 1994 <sup>(1)</sup>	Plan 1995 <sup>(2)</sup>	Plan 1996 <sup>(3)</sup>	Total
Prix d'exercice (en euros)	43,60	44,36	59,76	
Date d'échéance	14/11/2000	05/09/2001	11/12/2002	
<b>Nombre d'options</b>				
Existantes au 1 <sup>er</sup> janvier 2000	197 405	505 630	819 100	1 522 135
Attribuées	-	-	-	-
Annulées	(7 200)	-	-	(7 200)
Exercées	(190 205)	(211 860)	(150 190)	(552 255)
Existantes au 1 <sup>er</sup> janvier 2001	-	293 770	668 910	962 680
Attribuées	-	-	-	-
Annulées	-	(4 750)	(1 800)	(6 550)
Exercées	-	(289 020)	(217 229)	(506 249)
Existantes au 1 <sup>er</sup> janvier 2002	-	-	449 881	449 881
Attribuées	-	-	-	-
Annulées	-	-	(2 700)	(2 700)
Exercées	-	-	(447 181)	(447 181)
Existantes au 31 décembre 2002	-	-	-	-

(1) Attribution décidée par le Conseil d'administration du 6 septembre 1994 dans le cadre de l'autorisation donnée par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 17 juin 1991, les options étant exerçables avec un différé de 3 ans à compter de leur date de notification individuelle et devant être exercées dans un délai de 6 ans à compter de cette date.

(2) Attribution décidée par le Conseil d'administration du 5 septembre 1995 dans le cadre de l'autorisation donnée par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 17 juin 1991, les options étant exerçables avec un différé de 3 ans à compter de leur date de notification individuelle et devant être exercées dans un délai de 6 ans à compter de cette date.

(3) Attribution décidée par le Conseil d'administration du 11 décembre 1996 dans le cadre de l'autorisation donnée par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 4 juin 1996, les options étant exerçables avec un différé de 3 ans à compter de leur date de notification individuelle et devant être exercées dans un délai de 6 ans à compter de cette date.

Le Conseil d'administration n'a effectué aucune attribution d'options de souscription depuis celle du 11 décembre 1996.

### Options d'achat d'actions TotalFinaElf

	Plan 1998 <sup>(1)</sup>	Plan 1999 <sup>(2)</sup>	Plan 2000 <sup>(3)</sup>	Plan 2001 <sup>(4)</sup>	Plan 2002 <sup>(5)</sup>	Total
Prix d'exercice (en euros)	93,76	113,00	162,70	168,20	158,30	
Date d'échéance	17/03/2006	15/06/2007	11/07/2008	10/07/2009	09/07/2010	
<b>Nombre d'options</b>						
Existantes au 1 <sup>er</sup> janvier 2000	931 950	1 497 467	-	-	-	2 429 417
Attribuées	-	-	2 425 645	-	-	2 425 645
Annulées	(2 800)	(13 200)	-	-	-	(16 000)
Exercées	(12 400)	(8 100)	-	-	-	(20 500)
Existantes au 1 <sup>er</sup> janvier 2001	916 750	1 476 167	2 425 645	-	-	4 818 562
Attribuées	-	-	-	2 693 375	-	2 693 375
Annulées	(2 850)	(5 550)	(7 250)	(900)	-	(16 550)
Exercées	(7 920)	(1 000)	(800)	-	-	(9 720)
Existantes au 1 <sup>er</sup> janvier 2002	905 980	1 469 617	2 417 595	2 692 475	-	7 485 667
Attribuées	-	-	-	4 000	2 870 850	2 874 850
Annulées	(900)	(1 800)	(2 950)	(9 200)	(1 000)	(15 850)
Exercées	(4 200)	(11 850)	-	-	-	(16 050)
Existantes au 31 décembre 2002	900 880	1 455 967	2 414 645	2 687 275	2 869 850	10 328 617

(1) Attribution décidée par le Conseil d'administration du 17 mars 1998 dans le cadre de l'autorisation donnée par l'Assemblée Générale Mixte du 21 mai 1997. Les options sont exerçables avec un différé de 5 ans à compter de leur date de notification individuelle et doivent être exercées dans un délai de 8 ans à compter de cette date.

(2) Attribution décidée par le Conseil d'administration du 15 juin 1999 dans le cadre de l'autorisation donnée par l'Assemblée Générale Mixte du 21 mai 1997. Les options sont exerçables avec un différé de 5 ans à compter de leur date de notification individuelle et doivent être exercées dans un délai de 8 ans à compter de cette date.

(3) Attribution décidée par le Conseil d'administration du 11 juillet 2000 dans le cadre de l'autorisation donnée par l'Assemblée Générale Mixte du 21 mai 1997. Les options sont exerçables avec un différé de 4 ans assorti d'un délai d'incessibilité de 5 ans à compter de leur date de notification individuelle et doivent être exercées dans un délai de 8 ans à compter de cette date.

(4) Attribution décidée par le Conseil d'administration du 10 juillet 2001 dans le cadre de l'autorisation donnée par l'Assemblée Générale Mixte du 17 mai 2001. Les options sont exerçables avec un différé de 3,5 ans assorti d'un délai d'incessibilité de 4 ans à compter de leur date de notification individuelle et doivent être exercées dans un délai de 8 ans à compter de cette date.

(5) Attribution décidée par le Conseil d'administration du 9 juillet 2002 dans le cadre de l'autorisation donnée par l'Assemblée Générale Mixte du 17 mai 2001. Les options sont exerçables avec un différé de 2 ans assorti d'un délai d'incessibilité de 4 ans à compter de leur date de notification individuelle et doivent être exercées dans un délai de 8 ans à compter de cette date.

Remarque : une opération de régularisation sur le plan d'options d'achat décidé par le Conseil d'administration du 12 décembre 1990 a été effectuée en 2002, consistant en l'exercice de 5 000 options.

### Garantie d'échange accordée aux bénéficiaires d'options de souscription d'actions Elf Aquitaine

Dans le cadre de l'offre publique d'échange sur les actions Elf Aquitaine menée en 1999, le Groupe s'est engagé à garantir aux bénéficiaires d'options de souscription d'actions Elf Aquitaine, à l'issue de la période visée à l'article 163 C du Code général des impôts (CGI)

et jusqu'au terme de la période d'exercice des options, une faculté d'échange de leurs actions futures Elf Aquitaine contre des actions TotalFinaElf sur la base de la parité d'échange de l'offre (19 actions TotalFinaElf pour 13 actions Elf Aquitaine). Au 31 décembre 2002, cette garantie portait sur un maximum de 3 543 462 actions Elf Aquitaine, existantes ou à créer, réparties par plan de la façon suivante :

Plans d'options de souscription d'actions Elf Aquitaine	Plan 1996	Plan 1997	Plan 1998	Plan 1999 n° 1	Plan 1999 n° 2	Plan IMT <sup>(1)</sup>	Total
Prix d'exercice (en euros)	50,72	80,65	105,95	115,60	171,60	105,95	
Date d'échéance	19/03/2003	25/03/2004	31/03/2005	30/03/2009	12/09/2009	31/03/2005	
Nombre d'options exerçables au 31 décembre 2002	117 952	473 777	847 721	664 186	59 600	1 272 607	3 435 843
Nombre d'actions existantes au 31 décembre 2002 visées par la garantie d'échange en actions TotalFinaElf	27 492	21 286	40 429	7 762	-	10 650	107 619
Total des actions, existantes ou à créer, visées par la garantie d'échange en actions TotalFinaElf au 31 décembre 2002	145 444	495 063	888 150	671 948	59 600	1 283 257	3 543 462

(1) Plan Incitation Moyen Terme attribué par le Conseil d'administration Elf Aquitaine du 1<sup>er</sup> avril 1998 sous réserve de la réalisation d'objectifs de résultats par le Groupe Elf Aquitaine au titre des exercices 1998, 1999, 2000, 2001 et 2002.

Ainsi, au 31 décembre 2002, au maximum 5 178 906 actions TotalFinaElf sont susceptibles d'être créées dans le cadre de l'application de cette garantie d'échange.

## 26. Effectifs du Groupe et charges de personnel

Exercice	2002	2001	2000
Charges de personnel			
Salaires et traitements (y compris charges sociales) (en millions d'euros)	6 429	6 489	6 471
Effectifs moyens du Groupe			
France			
• Encadrement	11 736	11 567	12 056
• Autres personnels	41 179	41 744	43 406
Étranger			
• Encadrement	14 650	14 224	13 621
• Autres personnels	53 904	54 490	54 220
Total	121 469	122 025	123 303

Les effectifs comprennent uniquement ceux des entreprises consolidées globalement.

## 27. Tableau des flux de trésorerie

### I Informations sur les principes comptables appliqués

Les flux de trésorerie en devises étrangères sont convertis en euros au cours moyen de l'exercice. Le tableau des flux de trésorerie exclut les différences de change dues à la conversion en euros des actifs et passifs des bilans libellés en devises étrangères au cours de fin de période (sauf pour les disponibilités et dépôts à court terme). Par conséquent, les flux ne peuvent être reconstitués à partir des montants figurant au bilan.

#### Disponibilités et dépôts à court terme

Les disponibilités et dépôts à court terme sont des actifs soit immédiatement disponibles, soit convertibles en disponibilités dans une échéance inférieure à 12 mois. Les variations des concours bancaires courants sont incluses dans les flux de trésorerie de financement.

#### Dettes à long terme

La variation de l'endettement à long terme a été présentée pour sa valeur nette en raison de l'importance des mouvements dus aux tirages multiples sur les lignes de crédit revolving. Cette variation peut être analysée de la manière suivante :

(en millions d'euros)

Exercice	2002	2001
Augmentation de l'endettement à long terme	2 148	503
Remboursement de l'endettement à long terme	(506)	(688)
Montant net	1 642	(185)

### II Variation du besoin en fonds de roulement

(en millions d'euros)

Exercice	2002	2001
Valeurs d'exploitation	(179)	275
Créances clients et comptes rattachés	(519)	499
Autres créances	1 645	(1 262)
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 149	(242)
Autres créditeurs et dettes diverses	(2 160)	1 044
Montant net	(64)	314

### III Informations complémentaires

(en millions d'euros)

Exercice	2002	2001
Trésorerie décaissée dans l'exercice au titre de :		
• Charges financières nettes des montants capitalisés	609	1 059
• Impôts sur les sociétés	4 012	4 966

## 28. Autres risques et engagements

À la connaissance du Groupe, il n'existe pas de faits exceptionnels, litiges, risques ou engagements hors bilan, susceptibles de mettre en cause la situation financière, le patrimoine, le résultat ou les activités de la société.

### Grande Paroisse

Une explosion est survenue le 21 septembre 2001 dans une usine de la société Grande Paroisse située à Toulouse, France. L'activité principale de Grande Paroisse, filiale d'Atofina à 98,43 % au 31 décembre 2002, réside dans la production et la commercialisation d'engrais pour le marché de l'agriculture. L'explosion s'est produite dans une zone de stockage de l'usine où étaient entreposés des granulés de "nitrate d'ammonium" déclassés, et a détruit une partie du site. Cette explosion a entraîné la mort de 30 personnes, de nombreux blessés et des dommages matériels importants dans une partie de la ville de Toulouse. L'usine a été définitivement fermée. Des mesures d'accompagnement individuel ont été proposées aux salariés.

La première phase des enquêtes en cours n'a pas permis d'identifier les causes de l'explosion et l'hypothèse de l'accident chimique n'a pas à ce jour été démontrée. Dans le cadre de l'instruction pénale engagée par le Tribunal de Grande Instance de Toulouse, 11 salariés de Grande Paroisse ont été mis en examen. L'instruction est toujours en cours.

En raison de la présomption de responsabilité civile qui pèse légalement sur Grande Paroisse dès lors que les responsabilités de l'accident ne sont pas encore établies, une procédure d'indemnisation des victimes a été mise en place. Au 31 décembre 2002, 85 % des réclamations ont été honorées. À ce stade, l'entreprise estime que le montant des demandes d'indemnisation des tiers pourrait atteindre 1,8 milliard d'euros, excédant de 1,0 milliard d'euros la couverture d'assurance dont elle bénéficie au titre de la responsabilité civile (0,8 milliard d'euros). Une provision brute de 995 millions d'euros figure à ce titre au bilan consolidé du Groupe au 31 décembre 2002.

### Enquêtes sur la concurrence

À la suite d'une investigation relative à certaines pratiques commerciales dans l'industrie chimique, Atofina a, au cours de l'année 2002, par transaction avec le département américain de la justice, accepté de payer une amende de 8,5 millions de dollars US. En outre, deux employés d'Atofina ont été condamnés aux États-Unis en 2002 à l'issue d'une procédure pénale. Atofina et d'autres filiales chimiques du Groupe font l'objet de plusieurs litiges civils aux États-Unis et au Canada

pour infraction à la législation en matière de concurrence. Ces mêmes pratiques font l'objet d'une procédure diligente par la Commission européenne.

Par ailleurs, des investigations ont été conduites par la Commission européenne en octobre 2002 et en février 2003 dans des filiales raffinage-marketing et chimiques du Groupe.

Bien qu'il ne soit pas possible à l'heure actuelle de déterminer avec certitude l'issue de ces litiges et investigations, le Groupe considère que leurs conclusions ne devraient pas avoir d'impact défavorable significatif sur sa situation financière, ses flux de trésorerie ou ses résultats.

## 29. Informations complémentaires

### A. Droits de douane et taxes de mise à la consommation

Leur montant s'est élevé à 22 639 millions d'euros en 2002, 21 459 millions d'euros en 2001 et 23 767 millions d'euros en 2000.

### B. Frais de recherche et développement

La politique de recherche et développement est axée dans les trois secteurs, principalement sur :

- Les technologies d'exploration production permettant d'accéder, à des coûts acceptables, à de nouvelles ressources énergétiques (haute pression, haute température, grands fonds, huiles lourdes, transport polyphasique de gaz acides) ainsi que des technologies de préservation de l'environnement pour la réduction d'émission des gaz à effet de serre, la gestion durable des gaz acides, ou l'utilisation plus rationnelle de l'eau dans les process industriels de l'amont pétrolier.
- Les technologies dans le raffinage permettant l'identification, l'anticipation et la réduction des contraintes opératoires liées à l'exploitation des installations, à la formulation des produits, à l'évolution des réglementations et à la maîtrise des rejets dans l'environnement.
- Les procédés chimiques permettant une meilleure compétitivité, qualité, sécurité et respect de l'environnement, notamment sur les thèmes suivants : nouvelles technologies de catalyses et de polymérisation, nouveaux produits (polymères, élastomères, système antivibratoire, nouveaux revêtements) ainsi que la nano-technologie.

Les frais encourus par le Groupe TotalFinaElf au cours de l'exercice 2002 s'élèvent à 662 millions d'euros contre 695 millions d'euros en 2001 et 686 millions d'euros en 2000 ; soit 0,6 % du chiffre d'affaires sur les 3 précédents exercices.

Les effectifs dédiés au cours de l'exercice 2002 à cette activité de recherche et développement sont de 6 077 personnes.

### C. Impôts payés aux pays producteurs du Moyen-Orient au titre des concessions historiques de TotalFinaElf

Les impôts payés au titre des concessions historiques de TotalFinaElf (Abu Dhabi - offshore, Abu Dhabi - onshore, Dubai - offshore, Oman et Abu Al Bu Khoosh) inclus

dans les charges d'exploitation s'élèvent en 2002 à 1 210 millions d'euros, en 2001 à 1 438 millions d'euros et en 2000 à 1 646 millions d'euros.



### 30. Périmètre de consolidation

À fin décembre 2002, le périmètre de consolidation se compose de 899 sociétés, dont 775 font l'objet d'une intégration globale, 12 d'une intégration proportionnelle et 112 d'une mise en équivalence.

Liste des principales sociétés consolidées par intégration globale ou proportionnelle ou par mise en équivalence :

	% d'intérêt du Groupe		% d'intérêt du Groupe
<b>AMONT</b>		<b>AMONT (suite)</b>	
<b>Europe</b>		TotalFinaElf Exploration Production Syrie	99,8
TotalFinaElf Upstream UK Ltd.	99,7	TotalFinaElf Exploration Production Thaïlande	99,8
TotalFinaElf Midstream UK Ltd.	99,7	TotalFinaElf Exploration Production Indonésie	99,8
TotalFinaElf Exploration Norvège AS	99,7	TotalFinaElf Exploration Production Myanmar	99,8
TotalFinaElf Exploration Production Nederland BV	99,7	TotalFinaElf Exploration Production Borneo BV	99,7
TotalFinaElf Holdings Nederland BV	99,7	Total Profils Pétroliers	99,8
TotalFinaElf Exploration Production Russie	99,8		
Total Exploration Production Kazakhstan	100,0	<b>Amérique du Sud et du Nord</b>	
Elf Aquitaine Exploration Production France	99,4	Tepma Colombie	99,7
Elf Exploration Production	99,4	Total Austral	99,8
Gaz du Sud-Ouest	69,6	Total Venezuela	99,8
		Total Oil & Gas Venezuela BV	99,7
<b>Afrique</b>		TotalFinaElf Exploration Production USA Inc.	100,0
TotalFinaElf Exploration Production Algérie	99,8	Central Puerto	63,8
TotalFinaElf Exploration Production Libye	99,8	E Piedra del Aguila	41,3
Elf Petroleum Angola	99,8	Total Gasandes S.A.	100,0
Elf Exploration Angola	99,4		
TotalFinaElf Exploration Production Angola	99,8	<b>AVAL</b>	
Elf Gabon S.A.	57,9	<b>France</b>	
Elf Petroleum Nigeria Ltd.	99,8	TotalFinaElf France S.A.	99,8
TotalFinaElf LNG Nigeria Ltd.	99,4	Stela	99,8
TotalFinaElf Exploration Production Congo	99,4	TotalGaz	99,8
TotalFinaElf Exploration Production Cameroun	75,4	Total Solvants	99,8
Total Exploration South Africa	100,0	TotalFinaElf Lubrifiants S.A.	99,7
		Compagnie Pétrolière de l'Est	99,8
<b>Moyen-Orient/Asie</b>		DMS	99,8
Total Abu Al Bu Khoosh	99,8	Charvet	99,8
Total Yémen	99,8	Urbaine des Pétroles	99,8
Total Qatar Oil & Gas	99,8		
TotalFinaElf Exploration Production Oman	99,8		
Total Sirri	99,8		
Total South Pars	99,8	E = Intégration par mise en équivalence	
Elf Petroleum Iran	??,?	P = Intégration proportionnelle	

	% d'intérêt du Groupe		% d'intérêt du Groupe
AVAL (suite)		CHIMIE	
Europe		France	
TotalFinaElf Belgium	100,0	Hutchinson S.A.	100,0
TotalFinaElf UK Ltd.	99,7	Cray Valley S.A.	100,0
TotalFinaElf Nederland NV	99,7	Bostik S.A.	98,8
TotalFinaElf Deutschland GmbH	99,7	Atofina S.A.	98,7
TotalFinaElf España	99,7		
Elf Oil España	99,7	Europe	
TotalFinaElf Italia	99,7	Sigmakalon UK Ltd.	99,5
Total Hungaria	100,0	Sigmakalon Group BV	100,0
TotalFinaElf Mineralöl und Chemie	99,7		
TotalFinaElf (Suisse) S.A.	99,4	Amérique du Nord	
Lindsey Oil Refinery	99,7	Hutchinson Corporation	100,0
P Total Raffinaderij Nederland	55,0	Atofina Chemicals, Inc.	99,9
Mider	99,7	Atofina Petrochemicals, Inc.	100,0
E Cepsa	45,0		
		Moyen-Orient/Asie	
Méditerranée/Afrique		E Qatar Petrochemical Company Ltd.	20,0
Total Turkiye	99,8		
Total Maroc	100,0	HOLDING	
Total Nigeria	61,6	TOTAL FINA ELF S.A.	100,0
Total Kenya	87,9	Elf Aquitaine S.A.	99,4
Total Tunisie	98,2	Total Finance S.A.	100,0
Total Outre-Mer	100,0	Total Chimie	100,0
TotalFinaElf Côte d'Ivoire	72,8	Total Nucléaire	100,0
Total Liban	100,0	Omnium Insurance and Reinsurance Cy	100,0
TotalFinaElf Senegal	94,9	Omnium de Participation S.A.	100,0
Total South Africa (Pty) Ltd.	57,6	TotalFinaElf Holdings UK Ltd.	99,7
Elf Oil Africa Ltd.	99,4	TotalFinaElf Holdings USA, Inc.	100,0
P S.A. de la Raffinerie des Antilles	49,9	PetroFina S.A.	100,0
		PetroFina International Group	100,0
Amérique du Sud		Sofax Banque	99,4
TotalGaz Argentina	99,8	Sogelfa	99,4
		Safrep S.A.	99,4
International		Socap Ltd.	99,4
Total Transport Maritime	100,0	TotalFinaElf Capital	100,0
Chartering & Shipping Services S.A.	100,0	TotalFinaElf Treasury	100,0
Somarelf	99,4	VGF	99,4
Total International Ltd.	100,0	E Sanofi-Synthélabo	24,9
Elf Trading S.A.	99,4	TotalFinaElf Holdings Europe	99,7
Socap International	99,4	TotalFinaElf Exploration & Production Holding	99,8
Air Total International	100,0		
		E = Intégration par mise en équivalence	
		P = Intégration proportionnelle	

**BILANS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS DES CINQ DERNIERS EXERCICES TOTALFINAELF**

(en millions d'euros)	2002	2001	2000	1999	1998
<b>ACTIF</b>					
Actif long terme	54 010	56 640	53 860	51 358	14 351
Immobilisations incorporelles	2 752	3 196	2 914	3 112	1 461
Immobilisations corporelles	38 592	41 274	37 699	35 797	9 968
Autres actifs long terme	12 666	12 170	13 247	12 449	2 922
Actif circulant	31 319	31 960	31 314	29 624	8 814
Valeurs d'exploitation <sup>(1)</sup>	6 515	6 622	6 811	7 863	1 863
Autres actifs	24 804	25 338	24 503	21 761	6 951
<b>Total</b>	<b>85 329</b>	<b>88 600</b>	<b>85 174</b>	<b>80 982</b>	<b>23 165</b>

(en millions d'euros)	2002	2001	2000	1999	1998
<b>PASSIF</b>					
Capitaux permanents	60 147	62 531	60 025	54 786	16 721
Capitaux propres	32 146	33 932	32 401	27 669	10 346
Actions privilégiées sans droit de vote	477	567	537	597	214
Intérêts minoritaires	724	898	755	1 481	240
Provisions pour risques et charges	16 643	15 969	14 823	14 527	2 124
Dettes à long terme	10 157	11 165	11 509	10 512	3 797
Dettes à court terme	25 182	26 069	25 149	26 196	6 444
<b>Total</b>	<b>85 329</b>	<b>88 600</b>	<b>85 174</b>	<b>80 982</b>	<b>23 165</b>

(1) Voir Note 1H relative à la modification de la présentation des stocks.

Les bilans consolidés aux 31 décembre 2002, 2001, 2000 et 1999 sont établis sur la base du Groupe TotalFinaElf ; le bilan présenté au titre de l'exercice 1998 correspond au Groupe Total seul.

**COMPTES DE RÉSULTAT CONSOLIDÉS DES CINQ DERNIERS EXERCICES TOTALFINAELF**

Exercice <sup>(1)</sup> (en millions d'euros)	2002	2001	2000	1999	1998
Chiffre d'affaires	102 540	105 318	114 557	42 178	24 333
Charges d'exploitation	(86 622)	(87 760)	(95 485)	(37 139)	(21 643)
Amortissements courants des immobilisations corporelles	(5 792)	(4 781)	(4 859)	(2 235)	(1 201)
Résultat opérationnel	10 126	12 777	14 213	2 804	1 489
Frais financiers nets	(195)	(184)	(440)	(378)	(151)
Dividendes reçus des participations non consolidées	170	159	152	76	50
Rémunération des actions privilégiées	(10)	(19)	(28)	(15)	(9)
Autres charges et produits	243	283	(740)	147	(33)
Éléments exceptionnels	-	-	-	(177)	-
Impôts	(5 034)	(5 874)	(6 322)	(843)	(366)
Résultat des sociétés mises en équivalence	866	1 001	676	61	57
Résultat de l'ensemble consolidé avant amortissement des écarts d'acquisition	6 166	8 143	7 511	1 675	1 037
Amortissement des écarts d'acquisition	(212)	(319)	(303)	(110)	(105)
Résultat de l'ensemble consolidé	5 954	7 824	7 208	1 565	932
Part des minoritaires	13	166	304	45	46
<b>Résultat net</b>	<b>5 941</b>	<b>7 658</b>	<b>6 904</b>	<b>1 520</b>	<b>886</b>

(1) Le compte de résultat de l'année 1998 correspond au Groupe Total seul. Le compte de résultat de l'année 1999 correspond au Groupe Totalfina et les comptes de résultat des années 2000, 2001 et 2002 correspondent au Groupe TotalFinaElf.

# Informations complémentaires sur l'activité d'hydrocarbures (non auditées)

## Réserves d'hydrocarbures

Les tableaux ci-après donnent, pour les réserves d'hydrocarbures liquides et pour les réserves d'hydrocarbures gazeux, une estimation par zone géographique des quantités d'huile et de gaz revenant au Groupe aux 31 décembre 2002, 2001 et 2000.

L'analyse porte sur :

- les réserves prouvées développées et non développées, ainsi que sur les variations correspondantes intervenues durant les exercices 2002, 2001 et 2000.
- les réserves prouvées développées.

On entend par :

- "Réserves prouvées développées et non développées", celles qui correspondent à la part que le Groupe s'attend à produire dans le futur, selon des données techniques déjà éprouvées et dans les conditions économiques en vigueur en fin d'année ;
- "Réserves prouvées développées", celles qui correspondent aux quantités qui pourraient être

produites à partir de puits et d'installations déjà existants s'il n'y avait plus d'investissements après la fin de l'exercice.

Ces quantités s'entendent nettes de toutes redevances.

Le calcul technique de ces réserves fait partie d'un processus continu, où les estimations antérieures sont en permanence remises en cause à la suite de nouvelles informations ; ce n'est qu'après plusieurs années de production qu'une évaluation plus assurée des réserves peut être effectuée.

Les estimations des réserves ci-dessous ne tiennent pas compte des quantités qui seraient produites, ou non produites, en cas de variation des conditions économiques ou à la suite d'innovations technologiques.

Les réserves prouvées n'incluent pas les quantités supplémentaires récupérables au-delà de la fin des concessions.

Les réserves prouvées incluent les quantités estimées attribuables au titre des contrats de partage de production. Ces estimations de réserves varient en fonction des prix des hydrocarbures en raison du mode de fonctionnement du remboursement des dépenses prévu au contrat.

## ÉVOLUTION DES RÉSERVES DE LIQUIDES

(en millions de barils)	Filiales consolidées						Sociétés consolidées par mise en équivalence ou non consolidées	Total Groupe
	Europe	Afrique	Amérique du Nord	Extrême-Orient	Reste du monde	Total		
Réserves prouvées développées et non développées								
Au 31 décembre 1999	1 348	2 502	48	108	1 227	5 233	1 635	6 868
Révisions des estimations antérieures	(20)	225	(1)	11	112	327	11	338
Découvertes, extensions, autres	29	261	3	1	53	347	-	347
Acquisitions de réserves en terre	3	-	-	-	-	3	-	3
Cessions de réserves en terre	(40)	(22)	(7)	-	(4)	(73)	-	(73)
Production de l'année	(146)	(205)	(3)	(9)	(63)	(426)	(97)	(523)
Au 31 décembre 2000	1 174	2 761	40	111	1 325	5 411	1 549	6 960
Révisions des estimations antérieures	117	250	(5)	(10)	89	441	(40)	401
Découvertes, extensions, autres	34	67	-	2	30	133	-	133
Acquisitions de réserves en terre	-	3	-	-	-	3	-	3
Cessions de réserves en terre	(3)	(2)	-	-	-	(5)	-	(5)
Production de l'année	(152)	(197)	(2)	(9)	(77)	(437)	(94)	(531)
Au 31 décembre 2001	1 170	2 882	33	94	1 367	5 546	1 415	6 961
Révisions des estimations antérieures	62	266	3	1	(59)	273	(35)	238
Découvertes, extensions, autres	26	140	-	-	356	522	-	522
Acquisitions de réserves en terre	49	1	-	-	41	91	1	92
Cessions de réserves en terre	(2)	-	-	-	-	(2)	-	(2)
Production de l'année	(170)	(214)	(2)	(8)	(100)	(494)	(86)	(580)
Au 31 décembre 2002	1 135	3 075	34	87	1 605	5 936	1 295	7 231
Part des réserves prouvées développées et non développées des minoritaires								
Au 31 décembre 1999	36	60	-	-	-	96	-	96
Au 31 décembre 2000	35	56	-	-	-	91	-	91
Au 31 décembre 2001	33	75	-	-	-	108	-	108
Au 31 décembre 2002	28	74	-	-	-	102	-	102
Réserves prouvées développées								
Au 31 décembre 1999	975	1 176	14	74	423	2 662	1 570	4 232
Au 31 décembre 2000	824	1 156	9	69	416	2 474	1 023	3 497
Au 31 décembre 2001	870	1 128	6	53	530	2 587	858	3 445
Au 31 décembre 2002	855	1 199	5	52	579	2 690	886	3 576

Les réserves mentionnées correspondent à la part Groupe, nette de tout liquide pouvant être prélevé par des tiers au titre de royalties par exemple.

## ÉVOLUTION DES RÉSERVES DE GAZ

<i>(en milliards de pieds cubes)</i>	Filiales consolidées					Total	Sociétés consolidées par mise en équivalence ou non consolidées	Total Groupe
	Europe	Afrique	Amérique du Nord	Extrême-Orient	Reste du monde			
Réserves prouvées développées et non développées								
Au 31 décembre 1999	7 532	2 391	544	6 783	1 338	18 588	1 665	20 253
Révisions des estimations antérieures	510	(135)	26	8	176	585	2	587
Découvertes, extensions, autres	97	236	98	109	734	1 274	75	1 349
Acquisitions de réserves en terre	2	-	-	-	-	2	-	2
Cessions de réserves en terre	(66)	-	(45)	-	-	(111)	-	(111)
Production de l'année	(654)	(122)	(88)	(353)	(91)	(1 308)	(67)	(1 375)
Au 31 décembre 2000	7 421	2 370	535	6 547	2 157	19 030	1 675	20 705
Révisions des estimations antérieures	122	863	(5)	170	67	1 217	97	1 314
Découvertes, extensions, autres	118	746	87	74	307	1 332	-	1 332
Acquisitions de réserves en terre	-	-	-	-	80	80	-	80
Cessions de réserves en terre	(20)	-	-	-	-	(20)	-	(20)
Production de l'année	(675)	(134)	(81)	(407)	(104)	(1 401)	(81)	(1 482)
Au 31 décembre 2001	6 966	3 845	536	6 384	2 507	20 238	1 691	21 929
Révisions des estimations antérieures	212	(157)	57	(56)	132	188	9	197
Découvertes, extensions, autres	770	146	11	13	96	1 036	-	1 036
Acquisitions de réserves en terre	64	-	-	-	9	73	-	73
Cessions de réserves en terre	(2)	-	(4)	-	-	(6)	-	(6)
Production de l'année	(814)	(137)	(78)	(410)	(131)	(1 570)	(84)	(1 654)
Au 31 décembre 2002	7 196	3 697	522	5 931	2 613	19 959	1 616	21 575
Part des réserves prouvées développées et non développées des minoritaires								
Au 31 décembre 1999	138	8	-	-	-	146	-	146
Au 31 décembre 2000	142	7	-	-	-	149	-	149
Au 31 décembre 2001	141	30	-	-	-	171	-	171
Au 31 décembre 2002	120	28	-	-	-	148	-	148
Réserves prouvées développées								
Au 31 décembre 1999	5 054	1 824	351	4 664	654	12 547	1 665	14 212
Au 31 décembre 2000	5 336	1 555	334	4 089	701	12 015	1 675	13 690
Au 31 décembre 2001	5 185	1 287	294	3 800	934	11 500	1 660	13 160
Au 31 décembre 2002	5 362	1 785	385	3 563	965	12 060	1 586	13 646

Les réserves mentionnées correspondent à la part Groupe, nette de tout gaz pouvant être prélevé par des tiers au titre de royalties par exemple.

## ÉVOLUTION DES RÉSERVES DE LIQUIDES ET DE GAZ

<i>(en millions de barils équivalent pétrole)</i>	Filiales consolidées						Sociétés consolidées par mise en équivalence ou non consolidées	Total Groupe
	Europe	Afrique	Amérique du Nord	Extrême-Orient	Reste du monde	Total		
Réserves prouvées développées et non développées								
Au 31 décembre 1999	2 689	2 921	141	1 282	1 472	8 505	1 950	10 455
Révisions des estimations antérieures	156	233	6	23	147	565	12	577
Découvertes, extensions, autres	45	308	21	19	189	582	14	596
Acquisitions de réserves en terre	4	-	-	-	-	4	-	4
Cessions de réserves en terre	(51)	(23)	(15)	-	(4)	(93)	-	(93)
Production de l'année	(267)	(228)	(20)	(72)	(80)	(667)	(110)	(777)
Au 31 décembre 2000	2 576	3 211	133	1 252	1 724	8 896	1 866	10 762
Révisions des estimations antérieures	102	416	1	26	92	637	(22)	615
Découvertes, extensions, autres	56	225	16	15	85	397	-	397
Acquisitions de réserves en terre	-	3	-	-	12	15	-	15
Cessions de réserves en terre	(7)	(2)	-	-	-	(9)	-	(9)
Production de l'année	(277)	(223)	(17)	(80)	(95)	(692)	(110)	(802)
Au 31 décembre 2001	2 450	3 630	133	1 213	1 818	9 244	1 734	10 978
Révisions des estimations antérieures	106	239	14	(3)	(31)	325	(33)	292
Découvertes, extensions, autres	168	168	2	3	371	712	-	712
Acquisitions de réserves en terre	60	1	-	-	43	104	2	106
Cessions de réserves en terre	(2)	-	(1)	-	-	(3)	-	(3)
Production de l'année	(320)	(241)	(16)	(80)	(123)	(780)	(102)	(882)
Au 31 décembre 2002	2 462	3 797	132	1 133	2 078	9 602	1 601	11 203
Part des réserves prouvées développées et non développées des minoritaires								
Au 31 décembre 1999	60	61	-	-	-	121	-	121
Au 31 décembre 2000	62	58	-	-	-	120	-	120
Au 31 décembre 2001	58	80	-	-	-	138	-	138
Au 31 décembre 2002	51	79	-	-	-	130	-	130
Réserves prouvées développées								
Au 31 décembre 1999	1 869	1 497	74	869	542	4 851	1 802	6 653
Au 31 décembre 2000	1 840	1 450	68	768	615	4 741	1 269	6 010
Au 31 décembre 2001	1 822	1 372	62	698	698	4 652	1 171	5 823
Au 31 décembre 2002	1 844	1 541	76	666	754	4 881	1 187	6 068

Les réserves mentionnées correspondent à la part Groupe, nette de tout liquide et gaz pouvant être prélevé par des tiers au titre de royalties par exemple.

## ÉLÉMENTS FINANCIERS

Jusqu'en 2000, les coûts de développement de l'unité d'upgrading des bruts lourds du projet Sincor au Venezuela étaient inclus dans les coûts induits et les coûts capitalisés au titre de la norme FAS 69. En 2001, le Groupe considère que ces coûts ne relèvent pas de cette norme et les données présentées pour cet exercice les excluent. L'année 2000 n'a pas été retraitée ; l'impact de ce changement pour cet exercice est présenté au pied des tableaux concernés.

**RÉSULTATS DES OPÉRATIONS DE PRODUCTION D'HYDROCARBURES**

Le tableau qui suit présente les produits et charges directs des opérations de production d'hydrocarbures. Ils n'englobent pas de charges financières. Dans les comptes consolidés, la part du Groupe dans les résultats des activités de production des sociétés mises en équivalence est reflétée au moyen de facturation interne dans le résultat opérationnel de l'Amont.

<i>(en millions d'euros)</i>		Filiales consolidées					Total
		Europe	Afrique	Amérique du Nord	Extrême-Orient	Reste du monde	
<b>31 décembre 2000</b>							
Chiffre d'affaires	Chiffre d'affaires hors Groupe	2 084	462	215	1 313	866	4 940
	Chiffre d'affaires Groupe	4 121	5 407	262	209	1 105	11 104
Chiffre d'affaires TotalFinaElf		6 205	5 869	477	1 522	1 971	16 044
Coûts de production <sup>(3)</sup>		(786)	(531)	(98)	(156)	(255)	(1 826)
Charges d'exploration		(58)	(120)	(156)	(34)	(150)	(518)
Amortissements <sup>(1)</sup>		(1 173)	(898)	(196)	(160)	(482)	(2 909)
Autres charges <sup>(2)</sup>		(71)	(689)	(16)	(8)	(204)	(988)
Résultats avant impôts		4 117	3 631	11	1 164	880	9 803
Impôts sur les bénéfices		(2 358)	(2 255)	(115)	(561)	(340)	(5 629)
Résultats des opérations de production d'hydrocarbures		1 759	1 376	(104)	603	540	4 174
<b>31 décembre 2001</b>							
Chiffre d'affaires	Chiffre d'affaires hors Groupe	2 624	439	81	1 460	1 191	5 795
	Chiffre d'affaires Groupe	3 566	4 548	386	180	684	9 364
Chiffre d'affaires TotalFinaElf		6 190	4 987	467	1 640	1 875	15 159
Coûts de production <sup>(3)</sup>		(782)	(621)	(119)	(168)	(268)	(1 958)
Charges d'exploration		(52)	(144)	(134)	(16)	(226)	(572)
Amortissements <sup>(1)</sup>		(1 225)	(905)	(206)	(192)	(455)	(2 983)
Autres charges <sup>(2)</sup>		(79)	(554)	(17)	(15)	(316)	(981)
Résultats avant impôts		4 052	2 763	(9)	1 249	610	8 665
Impôts sur les bénéfices		(2 378)	(1 751)	76	(574)	(277)	(4 904)
Résultats des opérations de production d'hydrocarbures		1 674	1 012	67	675	333	3 761
<b>31 décembre 2002</b>							
Chiffre d'affaires	Chiffre d'affaires hors Groupe	2 674	600	43	1 240	1 717	6 274
	Chiffre d'affaires Groupe	3 884	4 733	262	170	662	9 711
Chiffre d'affaires TotalFinaElf		6 558	5 333	305	1 410	2 379	15 985
Coûts de production <sup>(3)</sup>		(904)	(613)	(56)	(190)	(302)	(2 065)
Charges d'exploration		(65)	(149)	(53)	(7)	(212)	(486)
Amortissements <sup>(1)</sup>		(1 439)	(939)	(191)	(180)	(601)	(3 350)
Autres charges <sup>(2)</sup>		(118)	(574)	(11)	(15)	(241)	(959)
Résultats avant impôts		4 032	3 058	(6)	1 018	1 023	9 125
Impôts sur les bénéfices		(2 483)	(1 768)	14	(487)	(361)	(5 085)
Résultats des opérations de production d'hydrocarbures		1 549	1 290	8	531	662	4 040
Quote-part des résultats des sociétés mises en équivalence							
Au 31 décembre 2000							279
Au 31 décembre 2001							335
Au 31 décembre 2002							182

(1) Y compris 21 millions d'euros au titre de l'application de la norme FAS 144 et 30 millions d'euros d'autres dépréciations en 2000.

(2) Taxes à la production.

(3) Y compris 57 millions d'euros de coûts liés à la fusion en 2000.

**COÛTS INDUITS**

Les coûts induits représentent les montants dépensés pour les acquisitions de permis et les activités d'exploration et de développement d'hydrocarbures. Ils comprennent à la fois les coûts capitalisés et ceux passés en charge.

Les coûts induits par l'unité d'upgrading du projet Sincor inclus pour 2000 dans la colonne ci-dessous "Reste du monde" se montent à 416 millions d'euros. Hors ces coûts, les coûts induits se seraient élevés à 1 381 millions d'euros au lieu de 1 797 millions d'euros pour la zone Reste du monde, et 4 390 millions d'euros au lieu de 4 806 millions d'euros pour le total des filiales consolidées (voir commentaires dans la rubrique "Éléments financiers").

<i>(en millions d'euros)</i>	Filiales consolidées					Total
	Europe	Afrique	Amérique du Nord	Extrême-Orient	Reste du monde	
<b>31 décembre 2000</b>						
Acquisition des permis prouvés	4	-	-	3	-	7
Acquisition des permis non prouvés	-	5	11	-	-	16
Coûts d'exploration	58	246	170	34	213	721
Coûts de développement	1 225	920	182	151	1 584	4 062
<b>Total</b>	<b>1 287</b>	<b>1 171</b>	<b>363</b>	<b>188</b>	<b>1 797</b>	<b>4 806</b>
<b>31 décembre 2001</b>						
Acquisition des permis prouvés	-	13	-	-	12	25
Acquisition des permis non prouvés	-	10	2	10	131	153
Coûts d'exploration	83	214	110	17	346	770
Coûts de développement	1 222	1 218	364	191	1 150	4 145
<b>Total</b>	<b>1 305</b>	<b>1 455</b>	<b>476</b>	<b>218</b>	<b>1 639</b>	<b>5 093</b>
<b>31 décembre 2002</b>						
Acquisition des permis prouvés	8	20	-	-	54	82
Acquisition des permis non prouvés	-	7	60	-	-	67
Coûts d'exploration	112	266	53	10	267	708
Coûts de développement	1 194	1 111	463	312	1 080	4 160
<b>Total</b>	<b>1 314</b>	<b>1 404</b>	<b>576</b>	<b>322</b>	<b>1 401</b>	<b>5 017</b>
Part des filiales du Groupe dans les coûts induits d'acquisition, d'exploration et de développement de l'activité hydrocarbures des sociétés mises en équivalence :						
Au 31 décembre 2000						105
Au 31 décembre 2001						132
Au 31 décembre 2002						130

**COÛTS CAPITALISÉS**

Les coûts capitalisés représentent les montants des droits miniers prouvés et non prouvés et comprennent les actifs industriels et installations ainsi que les amortissements correspondants.

Les coûts capitalisés pour l'unité d'upgrading du projet Sincor inclus en 2000 dans la colonne ci-dessous "Reste du monde" se montent à 878 millions d'euros. Ils comprennent les coûts capitalisés de 1997 à 2000. Hors ces coûts, les coûts nets capitalisés se seraient élevés à 3 502 millions d'euros au lieu de 4 380 millions d'euros pour la zone "Reste du monde", et 20 852 millions d'euros et au lieu de 21 730 millions d'euros pour le total des filiales consolidées (voir commentaires dans la rubrique "Éléments financiers").

<i>(en millions d'euros)</i>	Filiales consolidées					Total
	Europe	Afrique	Amérique du Nord	Extrême- Orient	Reste du Monde	
<b>31 décembre 2000</b>						
Relatifs à des réserves prouvées	23 072	16 276	1 693	2 595	5 848	49 484
Relatifs à des réserves non prouvées	127	996	303	38	279	1 743
<b>Total</b>	<b>23 199</b>	<b>17 272</b>	<b>1 996</b>	<b>2 633</b>	<b>6 127</b>	<b>51 227</b>
Amortissements cumulés	(14 916)	(10 701)	(1 315)	(818)	(1 747)	(29 497)
<b>Coûts nets capitalisés</b>	<b>8 283</b>	<b>6 571</b>	<b>681</b>	<b>1 815</b>	<b>4 380</b>	<b>21 730</b>
<b>31 décembre 2001</b>						
Relatifs à des réserves prouvées	23 637	18 149	1 964	2 512	6 919	53 181
Relatifs à des réserves non prouvées	149	1 065	247	50	458	1 969
<b>Total</b>	<b>23 786</b>	<b>19 214</b>	<b>2 211</b>	<b>2 562</b>	<b>7 377</b>	<b>55 150</b>
Amortissements cumulés	(16 088)	(12 442)	(1 348)	(771)	(3 071)	(33 720)
<b>Coûts nets capitalisés</b>	<b>7 698</b>	<b>6 772</b>	<b>863</b>	<b>1 791</b>	<b>4 306</b>	<b>21 430</b>
<b>31 décembre 2002</b>						
Relatifs à des réserves prouvées	25 554	16 660	2 064	2 383	7 034	53 695
Relatifs à des réserves non prouvées	90	825	234	19	243	1 411
<b>Total</b>	<b>25 644</b>	<b>17 485</b>	<b>2 298</b>	<b>2 402</b>	<b>7 277</b>	<b>55 106</b>
Amortissements cumulés	(17 102)	(10 987)	(1 275)	(787)	(3 139)	(33 290)
<b>Coûts nets capitalisés</b>	<b>8 542</b>	<b>6 498</b>	<b>1 023</b>	<b>1 615</b>	<b>4 138</b>	<b>21 816</b>
Quote-part des coûts nets capitalisés des sociétés mises en équivalence						
Au 31 décembre 2000						752
Au 31 décembre 2001						853
Au 31 décembre 2002						682

**CALCUL DES CASH-FLOWS NETS FUTURS ACTUALISÉS (TRANSPORT EXCLU)**

Le calcul des cash-flows nets futurs actualisés générés par les réserves prouvées a été effectué selon les principes suivants :

- prix courants : les revenus escomptés sont valorisés sur la base des prix affichés le 31 décembre ;
- coûts de production et de développement courants : les coûts futurs relatifs aux productions des réserves prouvées sont basés sur les conditions techniques et économiques existantes en fin d'année et réputées stables. Les coûts de production, contrairement au tableau des Résultats des opérations, comprennent les taxes à la production ;
- impôts sur les bénéfices : les estimations des impôts sont calculées en fonction des législations fiscales locales existantes en fin d'année et tiennent compte des différences permanentes et des crédits d'impôts futurs ;
- actualisation : les cash-flows nets futurs sont actualisés au taux standard de 10 %.

Ces principes d'application sont ceux requis par le SFAS 69, et ne reflètent pas nécessairement les perspectives de revenus réels pouvant provenir de ces réserves, ni leur valeur actuelle : ils ne constituent donc pas des critères de décision d'investissement. Une meilleure estimation de la valeur actuelle des réserves doit prendre également en considération, entre autres facteurs, la part des réserves déjà découvertes mais non encore qualifiées de réserves prouvées, l'intégration de modifications futures dans les prix et les coûts, et un taux d'actualisation plus représentatif de la valeur temps du coût de l'argent et des risques inhérents aux calculs de réserves estimées.

(en millions d'euros)	Filiales consolidées					Total consolidé
	Europe	Afrique	Amérique du Nord	Extrême-Orient	Reste du monde	
<b>Au 31 décembre 2000</b>						
Revenus (nets de redevances) futurs	55 763	66 026	5 779	23 464	32 918	183 950
Coûts de production futurs	(6 983)	(12 219)	(290)	(3 508)	(8 110)	(31 110)
Coûts de développement futurs	(3 947)	(9 196)	(680)	(2 340)	(3 047)	(19 210)
Cash-flows nets futurs, avant impôts	44 833	44 611	4 809	17 616	21 761	133 630
Impôts futurs	(24 510)	(27 969)	(1 318)	(7 809)	(10 043)	(71 649)
Cash-flows nets futurs, après impôts	20 323	16 642	3 491	9 807	11 718	61 981
Actualisation à 10 %	(7 958)	(8 014)	(1 159)	(5 034)	(6 271)	(28 436)
<b>Calcul normalisé des cash-flows nets futurs actualisés</b>	<b>12 365</b>	<b>8 628</b>	<b>2 332</b>	<b>4 773</b>	<b>5 447</b>	<b>33 545</b>
<b>Au 31 décembre 2001</b>						
Revenus (nets de redevances) futurs	48 279	60 535	2 356	20 072	25 636	156 878
Coûts de production futurs	(7 628)	(12 452)	(478)	(3 386)	(7 183)	(31 127)
Coûts de développement futurs	(5 691)	(10 687)	(741)	(2 776)	(2 964)	(22 859)
Cash-flows nets futurs, avant impôts	34 960	37 396	1 137	13 910	15 489	102 892
Impôts futurs	(19 818)	(22 449)	(106)	(6 281)	(4 271)	(52 925)
Cash-flows nets futurs, après impôts	15 142	14 947	1 031	7 629	11 218	49 967
Actualisation à 10 %	(4 909)	(7 464)	(434)	(3 779)	(5 587)	(22 173)
<b>Calcul normalisé des cash-flows nets futurs actualisés</b>	<b>10 233</b>	<b>7 483</b>	<b>597</b>	<b>3 850</b>	<b>5 631</b>	<b>27 794</b>
<b>Au 31 décembre 2002</b>						
Revenus (nets de redevances) futurs	52 482	87 137	3 189	18 895	38 162	199 865
Coûts de production futurs	(7 730)	(13 263)	(437)	(2 998)	(9 793)	(34 221)
Coûts de développement futurs	(5 916)	(10 904)	(337)	(3 573)	(3 678)	(24 408)
Cash-flows nets futurs, avant impôts	38 836	62 970	2 415	12 324	24 691	141 236
Impôts futurs	(22 908)	(36 693)	(321)	(5 496)	(7 286)	(72 704)
Cash-flows nets futurs, après impôts	15 928	26 277	2 094	6 828	17 405	68 532
Actualisation à 10 %	(5 884)	(12 190)	(688)	(3 068)	(9 472)	(31 302)
<b>Calcul normalisé des cash-flows nets futurs actualisés</b>	<b>10 044</b>	<b>14 087</b>	<b>1 406</b>	<b>3 760</b>	<b>7 933</b>	<b>37 230</b>
<b>Part Groupe des cash-flows nets futurs des sociétés mises en équivalence</b>						
Au 31 décembre 2000						2 511
Au 31 décembre 2001						2 247
Au 31 décembre 2002						1 257

## PRINCIPALES ORIGINES DES VARIATIONS DES CASH-FLOWS NETS FUTURS ACTUALISÉS

<i>(en millions d'euros)</i>	2002	2001	2000
Cash-flows nets futurs actualisés au 1 <sup>er</sup> janvier	27 794	33 545	30 084
Ventes nettes des coûts de production et autres charges	(12 961)	(12 220)	(13 250)
Variation des prix et des coûts de production et autres charges	17 687	(11 190)	11 867
Extensions, découvertes et amélioration de la récupération	2 394	932	2 065
Variation des estimations des coûts de développement futurs	1 544	(2 285)	(1 019)
Coûts de développement de l'année	4 161	4 145	4 062
Révisions des estimations précédentes des quantités	748	(235)	1 965
Imputation de l'actualisation à 10 %	2 779	3 355	3 008
Variation nette des impôts sur les bénéfices	(7 633)	11 734	(4 688)
Acquisitions de réserves en terre	716	(5)	76
Cessions de réserves en terre	1	18	(625)
Variation des rythmes de production et autres	-	-	-
Au 31 décembre	37 230	27 794	33 545

# Risques de l'émetteur

## ↳ Risques de marché

### Sensibilité aux paramètres d'environnement

Les résultats de TotalFinaElf sont sensibles à différents facteurs parmi lesquels les plus significatifs sont le prix du pétrole et du gaz naturel généralement exprimés en dollars, et les taux de change, notamment celui du dollar par rapport à l'euro.

D'une manière générale, une hausse des prix du pétrole a un effet positif sur les résultats du Groupe du fait de la meilleure valorisation de la production pétrolière. Inversement, une baisse des prix du pétrole se traduit par une dégradation des résultats. Pour l'exercice 2003, le Groupe estime ainsi qu'une appréciation du cours du pétrole Brent de 1 dollar par baril entraînerait une amélioration du résultat net de l'année d'environ 0,26 milliard d'euros, et inversement. L'impact d'une variation des prix du pétrole sur les activités de l'Aval et de la Chimie de base dépend de la rapidité avec laquelle s'ajustent les prix des produits finis de ces deux secteurs. Le Groupe estime qu'une appréciation des marges de raffinage TRCV Europe Ouest de 1 dollar par tonne entraînerait une amélioration du résultat net de l'année d'environ 0,07 milliard d'euros.

Toutes les activités du Groupe sont sensibles à des titres divers et dans des proportions variables aux évolutions de la parité du dollar contre l'euro. Une appréciation du dollar par rapport à l'euro de 0,10 dollar par euro engendrerait une amélioration du résultat net de l'année d'environ 0,57 milliard d'euros, et inversement.

Les résultats du Groupe, notamment dans la Chimie, sont également sensibles à la conjoncture économique.

### Risques relatifs aux marchés des hydrocarbures

Dans le cadre de ses activités courantes, le Groupe est conduit à intervenir largement sur les marchés afin d'optimiser l'écoulement de ses productions et l'approvisionnement de ses raffineries.

L'activité de négoce d'hydrocarbures a porté en 2002 sur environ 5 Mbep/j de mouvements physiques dont 4,2 Mbep/j ont concerné du pétrole brut. Le Groupe n'a pas pour politique de vendre à terme des productions futures d'hydrocarbures. Toutefois, dans son activité

de négoce, le Groupe est amené à utiliser des instruments dérivés tels que les *futures*, *forwards*, *swaps* et options, tant sur les marchés organisés que sur les marchés de gré à gré. Compte tenu de la politique mise en œuvre par le Groupe, les risques de marché encourus s'analysent essentiellement comme des risques de prix relatifs, résultant de positions adossées portant sur des qualités, des indices ou des échéances. La valeur notionnelle des instruments dérivés ainsi que leur valeur de marché au 31 décembre 2002 sont présentées en note annexe aux États financiers consolidés.

Pour la mesure du risque de marché relatif aux prix des hydrocarbures découlant des activités décrites ci-dessus, le Groupe a mis en œuvre une méthode d'évaluation de "valeur en risque". Selon cette méthode, concernant les activités de trading de pétrole brut et de produits pétroliers, la probabilité est de 97,5 % qu'une variation journalière défavorable du marché génère une perte maximum de 5,2 millions d'euros sur la base des positions au 31 décembre 2002. Par ailleurs, la valeur en risque moyenne constatée sur l'année 2002 est de 6 millions d'euros.

L'activité de trading de gaz et d'électricité a représenté en 2002 un volume physique totalisant 5,7 Gpc/j (soit 1 Mbep/j). Cette activité met en œuvre des instruments dérivés tels que les *futures*, *forwards*, *swaps* et options, tant sur les marchés organisés que sur les marchés de gré à gré, le dénouement des transactions prenant généralement la forme de livraisons physiques. La probabilité est de 97,5 % qu'une variation journalière défavorable du marché génère une perte maximum de 1,9 million d'euros sur la base des positions au 31 décembre 2002. Par ailleurs, la valeur en risque moyenne constatée sur l'année 2002 est inférieure à 2 millions d'euros.

Le Groupe met en œuvre une politique rigoureuse de gestion et de surveillance de ces risques de marché. Celle-ci s'appuie, d'une part, sur une séparation des fonctions d'engagement des opérations et des fonctions de contrôle et, d'autre part, sur un système d'information intégré qui permet un suivi en temps réel des activités. Des limites d'intervention sont approuvées par le Comité Exécutif et font l'objet d'un contrôle quotidien. Afin de garantir la souplesse des interventions et la liquidité des positions, les activités de couverture sont conduites avec des contreparties nombreuses et indépendantes, telles que les autres sociétés pétrolières, les grands

producteurs ou consommateurs d'énergie et les institutions financières. Un dispositif de limites par contrepartie est mis en œuvre et un suivi régulier des encours par contrepartie est effectué.

### Risques relatifs aux marchés financiers

La gestion des risques relatifs aux activités de trésorerie et aux instruments financiers de taux et de change obéit à des règles strictes définies par la Direction du Groupe et qui prévoient la centralisation systématique par la Direction Financement-Trésorerie des liquidités, des positions et de la gestion des instruments financiers.

La gestion s'organise autour d'un département "Salle des marchés" spécialisé dans l'intervention sur les marchés financiers de change et de taux d'intérêt. Le département "Contrôle – Gestion des Flux" assure la surveillance quotidienne des limites, des positions, et effectue la validation des résultats. Il procède à la valorisation de la valeur de marché et, le cas échéant, effectue des analyses de sensibilité. Le Groupe n'utilise que des instruments dérivés simples.

### Gestion du risque de change

Le Groupe s'efforce de minimiser le risque de change de chaque entité par rapport à sa devise de compte (principalement l'euro, le dollar US, la livre sterling et la couronne norvégienne).

Pour le risque de change généré par l'activité commerciale, la couverture des revenus et coûts en devises étrangères s'effectue essentiellement par des opérations de change au comptant et parfois à terme. Le Groupe ne couvre que rarement des flux prévisionnels et, dans ce cas, il peut avoir recours à des options.

Quant aux risques de change liés aux actifs à long terme en devises étrangères, le Groupe s'efforce de réduire le risque de change associé, en adossant un financement dans la même devise. La dette à long terme en devises compense alors partiellement la position économique générée. L'exposition nette au risque de change est suivie régulièrement, en référence à un dispositif de limites définies par la Direction du Groupe.

### Gestion de la position de taux d'intérêt à court terme et des liquidités

La position courante de la trésorerie, principalement constituée d'euros et de dollars US, est gérée selon les objectifs principaux fixés par la Direction du Groupe (maintenir une liquidité maximale, optimiser le revenu des placements en fonction de la courbe de taux, minimiser le coût d'emprunt), dans le cadre d'une gestion à horizon inférieur à douze mois et sur la base d'une référence de taux d'intérêt au jour le jour, notamment par l'intermédiaire de swaps de taux à court terme.

Compte tenu de l'importance de la position courante en euros, les disponibilités sont placées soit directement en euros, soit en devises, par l'intermédiaire de swaps de devises à court terme, sans modification de la position de change.

### Gestion du risque de taux d'intérêt sur la dette à long terme

La politique du Groupe vise à s'endetter majoritairement à taux variable, afin de faire face aux variations importantes des cash-flows, dues aux effets de l'environnement (prix du pétrole et parité du dollar contre l'euro).

Tout changement de cette politique fait l'objet d'une autorisation du Comité Exécutif.

Des swaps de taux et de change à long terme peuvent être adossés, à l'émission, aux emprunts obligataires, afin de créer une dette synthétique à taux variable. Pour modifier partiellement la structure de taux d'intérêts de la dette à long terme, TotalFinaElf peut également conclure des swaps de taux d'intérêt à long terme.

### Sensibilité aux risques de taux d'intérêt et aux risques de change

Le tableau ci-après présente l'impact potentiel sur la valeur de marché des instruments financiers en vie au 31 décembre 2002 d'une translation d'une amplitude de 10 % des courbes de taux d'intérêt dans chacune des devises.

(en millions d'euros)	31 décembre 2002			
	Valeur comptable	Valeur de marché estimée	Variation de la valeur de marché après translation des taux d'intérêt de +10 % (non audité)	Variation de la valeur de marché après translation des taux d'intérêt de -10 % (non audité)
<b>BILAN</b>				
Emprunts obligataires *	7 522	8 272	(121)	128
Swaps d'émission *	-	(727)	109	(112)
Emprunts bancaires à taux fixes	271	281	(3)	3
Part à moins d'un an des dettes financières long terme (hors crédit-bail)	1 124	1 136	(10)	10
<b>HORS BILAN</b>				
Garanties bancaires	-	(9)	0	0
Swaps de couverture d'emprunts obligataires	-	25	(14)	14
Swaps de taux et de change long terme	-	4	0	0
Swaps de taux long terme	(4)	19	7	(7)
Swaps de taux court terme	-	(2)	3	(3)
Swaps de change	-	84	0	0
Contrats à terme de devises	-	(2)	0	0
Options de change	-	(1)	0	0
Forward Rate Agreement	-	-	-	-

\* Les emprunts obligataires sont présentés en valeur comptable après swaps et, en valeur de marché, avant swaps. Les swaps d'émission sont spécifiquement adossés aux emprunts obligataires. La valeur de marché de ces swaps doit donc être intégrée dans une valeur globale des emprunts obligataires.

Une part très significative de ses actifs et de sa dette étant libellée en dollars, la sensibilité du Groupe, au cours des devises étrangères, est essentiellement affectée par l'évolution de cette devise. Sur la base des comptes à fin 2002 et après effet des contrats de swaps de devises, une hausse de 10 % du dollar contre euro, augmenterait l'endettement long terme du Groupe d'environ 752 millions d'euros.

### Gestion du risque de contrepartie

Toute contrepartie bancaire avec laquelle le Groupe souhaite travailler doit avoir été préalablement autorisée après appréciation de la solidité financière de la contrepartie, et de sa notation par les agences Standards & Poor's et Moody's, notation qui doit être de première qualité.

Une limite globale d'encours autorisée est définie pour chaque banque et répartie entre les filiales et la Trésorerie Groupe en fonction de leurs besoins.

### Risques relatifs aux marchés boursiers

Le Groupe détient un ensemble de participations dans les sociétés cotées (cf. Notes 7 et 8 aux comptes consolidés) dont la valeur boursière totale fluctue en fonction de la tendance des marchés boursiers mondiaux, de la valorisation des secteurs d'activité respectifs auxquels ces sociétés appartiennent et des données économiques et financières propres à chacune des sociétés.

### Risque de liquidité

TOTAL FINA ELF S.A. bénéficie de lignes de crédit confirmées, accordées par des banques internationales, lui permettant de constituer une réserve de liquidités significative. Le montant de ces lignes de crédit au 31 décembre 2002 s'élève à 6 175 millions de dollars US, dont 6 069 millions de dollars US ne sont pas utilisés. Les contrats relatifs aux lignes de crédit accordées à TOTAL FINA ELF S.A. ne contiennent pas de dispositions conditionnant les termes et modalités du crédit octroyé aux ratios financiers de la Société, à la notation de sa solidité financière par les agences spécialisées ou à la survenance d'événements susceptibles d'avoir un impact significativement défavorable sur sa situation financière.

## Risques juridiques

### Aspects juridiques des activités d'exploration et de production

TotalFinaElf mène dans un très grand nombre de pays des activités d'exploration et de production, qui sont, de ce fait, soumises à un large éventail de législations et de réglementations. Celles-ci touchent tous les aspects de l'exploration et de la production, notamment en ce qui concerne les droits miniers, les niveaux de production, les redevances, la protection de l'environnement, les exportations, la fiscalité et les taux de change.

Les termes des concessions, licences, permis et contrats en vertu desquels le Groupe détient ses intérêts gaziers et pétroliers varient d'un pays à l'autre. Ces concessions, licences, permis et contrats sont en règle générale attribués ou conclus par un État ou une société nationale ou, parfois, conclus avec des propriétaires privés. Ces conventions et permis ont des caractéristiques qui les apparentent soit au modèle de la concession, soit à celui du contrat de partage de production.

Les concessions autorisent leurs titulaires à explorer et à exploiter les découvertes commerciales d'hydrocarbures. Le titulaire d'une concession assume les risques d'exploration, de développement et de production et assure le financement des opérations correspondantes. En contrepartie, il a droit à la totalité de la production, dont il doit déduire des taxes à la production ou des redevances, payables en espèces ou en nature. En outre, il est des cas où la société nationale se voit attribuer une participation dans la concession ou dispose d'une option d'achat sur une partie de la production.

Les contrats de partage de production conclus avec un État ou une société nationale obligent TotalFinaElf à supporter la totalité du financement et des risques liés aux activités d'exploration, de développement et de production, en contrepartie d'une partie de la production déduction faite, le cas échéant, des redevances. En général, un pourcentage fixe ou variable de la production ("*cost oil*") est alloué à TotalFinaElf pour la récupération de ses dépenses, et le solde de la production ("*profit oil*") est partagé avec l'État ou la société nationale en fonction de pourcentages fixes ou qui varient suivant des tranches de production ou de la profondeur d'eau de l'exploitation ou des taux de rentabilité. La possibilité pour TotalFinaElf de récupérer ses dépenses à travers le *cost oil* peut être limitée, si le pourcentage de production affecté au *cost oil* se révèle insuffisant du fait d'une baisse du prix du brut ou, dans d'autres cas, si les dépenses doivent être récupérées de façon échelonnée sur plusieurs années. En outre, la part de *profit oil* revenant à TotalFinaElf peut être, dans certains cas, écartée si les prix du brut augmentent au-delà de seuils fixés

contractuellement. Il est également des cas où l'État ou la société nationale se voit attribuer une partie des droits et obligations revenant généralement à la société opératrice.

TotalFinaElf a aussi conclu dans certains pays des contrats dits "contrats de services à risques", qui s'apparentent aux contrats de partage de production, mais avec la différence essentielle que le remboursement de ses dépenses et la rémunération de ses services sont établis sur une base monétaire. Dans d'autres pays, les contrats de services à risques sont adossés à un accord de compensation ("*buy-back*"), qui permet à TotalFinaElf de recevoir une part de production équivalente à la valeur monétaire de ses dépenses et de sa rémunération.

Les activités d'exploration et de production d'hydrocarbures font l'objet de permis qui peuvent être distincts pour chacune de ces activités ; ils sont accordés pour des périodes de temps limitées, et comportent une obligation de rendre une grande partie, voire la totalité en cas d'insuccès, de la superficie du permis à l'issue de la période d'exploration.

TotalFinaElf paie l'impôt sur les revenus générés par ses activités de production et de vente d'hydrocarbures dans le cadre de la concession et du contrat de partage de production. En outre, suivant les pays, la production et les ventes d'hydrocarbures de TotalFinaElf peuvent être assujetties à un ensemble d'autres impôts, taxes et prélèvements, et notamment des impôts et taxes pétroliers spécifiques. La fiscalité applicable aux activités pétrolières et gazières est généralement beaucoup plus lourde que celle qui s'applique aux autres activités industrielles et commerciales.

### Grande Paroisse

Une explosion est survenue le 21 septembre 2001 dans une usine de la société Grande Paroisse située à Toulouse, France. L'activité principale de Grande Paroisse, filiale d'Atofina à 98,43 % au 31 décembre 2002, réside dans la production et la commercialisation d'engrais pour le marché de l'agriculture. L'explosion s'est produite dans une zone de stockage de l'usine où étaient entreposés des granulés de "nitrate d'ammonium" déclassés, et a détruit une partie du site. Cette explosion a entraîné la mort de 30 personnes, de nombreux blessés et des dommages matériels importants dans une partie de la ville de Toulouse. L'usine a été définitivement fermée. Des mesures d'accompagnement individuel ont été proposées aux salariés.

La première phase des enquêtes en cours n'a pas permis d'identifier les causes de l'explosion et l'hypothèse de l'accident chimique n'a pas à ce jour été démontrée. Dans le cadre de l'instruction pénale engagée par le Tribunal de Grande Instance de Toulouse,

11 salariés de Grande Paroisse ont été mis en examen. L'instruction est toujours en cours.

En raison de la présomption de responsabilité civile qui pèse légalement sur Grande Paroisse dès lors que les responsabilités de l'accident ne sont pas encore établies, une procédure d'indemnisation des victimes a été mise en place. Au 31 décembre 2002, 85 % des réclamations ont été honorées. À ce stade, l'entreprise estime que le montant des demandes d'indemnisation des tiers pourrait atteindre 1,8 milliard d'euros, excédant de 1,0 milliard d'euros la couverture d'assurance dont elle bénéficie au titre de la responsabilité civile (0,8 milliard d'euros). Une provision brute de 995 millions d'euros figure à ce titre au bilan consolidé du Groupe au 31 décembre 2002.

### Enquêtes sur la concurrence

À la suite d'une investigation relative à certaines pratiques commerciales dans l'industrie chimique, Atofina a, au cours de l'année 2002, par transaction avec le département américain de la justice, accepté de payer une amende de 8,5 millions de dollars US. En outre, deux employés d'Atofina ont été condamnés aux États-Unis en 2002 à l'issue d'une procédure pénale. Atofina et d'autres filiales chimiques du Groupe font l'objet de plusieurs litiges civils aux États-Unis et au Canada pour infraction à la législation en matière de concurrence. Ces mêmes pratiques font l'objet d'une procédure diligentée par la Commission européenne.

Par ailleurs, des investigations ont été conduites par la Commission européenne en octobre 2002 et au premier trimestre 2003 dans des filiales raffinage-marketing et chimiques du Groupe.

Bien qu'il ne soit pas possible à l'heure actuelle de déterminer avec certitude l'issue de ces litiges et investigations, le Groupe considère que leurs conclusions ne devraient pas avoir d'impact défavorable significatif sur sa situation financière, ses flux de trésorerie ou ses résultats.

### Sinistre de l'Erika

À la suite du sinistre du pétrolier Erika qui transportait des produits appartenant à une société du Groupe, plus de 100 000 tonnes de déchets collectés au cours du nettoyage des côtes ont été traités à ce jour. La présence de sédiments argileux en quantité importante dans les déchets a nécessité des mises au point techniques retardant ainsi le calendrier du traitement. Ces sédiments, ainsi que divers sous-produits issus du procédé de traitement, sont acheminés vers plusieurs filières françaises ou européennes en vue de leur élimination ou de leur valorisation. La fin du traitement est prévue pour le début de l'année 2004.

L'instruction pénale engagée par le tribunal de grande instance de Paris, dans laquelle TOTAL FINA ELF S.A., prise en tant que personne morale, et cinq salariés du Groupe ont été mis en examen, est toujours en cours. TotalFinaElf estime que les infractions qui lui sont imputées ainsi qu'à ses salariés sont infondées en fait comme en droit.

### Myanmar

En 2002, deux plaintes pénales ont été déposées contre la Société, son Président et l'ancien dirigeant de sa filiale au Myanmar, l'une en Belgique, l'autre en France.

La plainte en Belgique, déposée le 25 avril 2002 auprès du juge d'instruction du tribunal de première instance de Belgique émanerait, selon la presse, de quatre citoyens birmans se disant victimes de violation des droits de l'Homme qui aurait été perpétrée par les autorités militaires du Myanmar. La Société et ses dirigeants seraient accusés de complicité de crimes contre l'humanité. La plainte n'ayant pas été communiquée à la Société par les plaignants, ni notifiée par les autorités judiciaires, TotalFinaElf n'en connaît pas le contenu, et notamment ce qui est réclamé par les plaignants.

La plainte en France, déposée le 26 août 2002 auprès du tribunal de Nanterre, émanerait, selon la presse, de deux citoyens birmans prétendant avoir été "séquestrés et forcés de travailler sur le chantier d'un gazoduc" construit par TotalFinaElf au Myanmar. La plainte, qui vise la Société, son Président et l'ancien dirigeant de sa filiale au Myanmar, n'ayant pas été communiquée à la Société par les plaignants, ni notifiée par les autorités judiciaires, TotalFinaElf n'en connaît pas le contenu, et notamment ce qui est réclamé par les plaignants.

En tout état de cause, TotalFinaElf estime que toutes accusations portées contre la Société du fait de ses activités au Myanmar sont non fondées en fait comme en droit.

### Afrique du Sud

TotalFinaElf est mise en cause, avec une centaine d'autres sociétés multinationales, dans deux actions judiciaires engagées aux États-Unis en 2002, motivées par la présence de filiales du Groupe en Afrique du Sud pendant la période de l'apartheid.

Les demandeurs sont des citoyens sud-africains alléguant de divers préjudices subis pendant cette période, du fait de violations des droits humanitaires, qui auraient été perpétrés par l'armée, la police ou des milices, et considérant que les entreprises assignées étaient complices des auteurs. Les plaignants réclament des indemnités, des "punitive damage" et diverses compensations telles que "la restitution de profits".

TotalFinaElf estime que les accusations portées contre les sociétés du Groupe sont non fondées en fait comme en droit.

## Risques industriels et liés à l'environnement

### Nature des risques

Les activités de TotalFinaElf présentent des risques industriels et environnementaux liés à la nature des produits manipulés, qui peuvent être inflammables, explosifs ou toxiques. Les activités sont de ce fait, dans la plupart des pays, soumises à des réglementations gouvernementales importantes dans le domaine de la protection de l'environnement et de la sécurité industrielle. Plus spécifiquement, et pour ce qui concerne l'Europe, TotalFinaElf opère 100 sites répondant aux critères de la directive dite Seveso "seuil haut" en France et 54 dans le reste de l'Europe. De nombreux sites opérés dans le reste du monde par TotalFinaElf impliquent les mêmes types de risques.

Les risques opérationnels sont multiples compte tenu de la variété des activités concernées : forages, traitements sur champ, transport, raffinage/pétrochimie, stockage et distribution de produits pétroliers, chimie des intermédiaires, chimie fine ou de spécialités. Parmi ces risques figurent notamment l'explosion, l'incendie ou la fuite de produits toxiques. Dans le domaine du transport, la nature des risques dépend non seulement de la dangerosité des produits transportés mais aussi des modes de transport utilisés (principalement pipelines, maritimes, fluviaux-maritimes, rail, route, rail-route) et enfin des quantités concernées.

La plupart de ces activités comportent des risques environnementaux liés aux émissions dans l'air ou dans l'eau et à la production de déchets, et impliquent la prise en compte de la réhabilitation des sites après leur mise à l'arrêt.

Certaines branches ou activités font face à des risques spécifiques :

En exploration et production de pétrole et de gaz, il existe des risques liés aux caractéristiques physiques d'un champ pétrolier ou gazier. Parmi ceux-ci figurent les éruptions de pétrole brut ou de gaz naturel, les explosions, la découverte de poches d'hydrocarbures présentant une pression anormale, les effondrements des abords des puits, les fuites ou incendies d'hydrocarbures. Tous ces événements sont susceptibles d'endommager, voire de détruire, les puits de pétrole brut et de gaz naturel, ainsi que les installations attenantes, de porter atteinte à des vies humaines ou à des biens, d'entraîner

une interruption d'activité, de provoquer des dommages environnementaux. Par ailleurs, les activités d'exploration et de production peuvent intervenir dans des sites plus ou moins sensibles au plan écologique (forêt tropicale, milieu marin, etc.) : chaque site nécessite une approche spécifique pour minimiser les impacts sur la faune, la flore, les écosystèmes, la biodiversité et la santé humaine.

En chimie surtout, mais aussi dans le secteur du raffinage-marketing, il existe également des risques liés à l'ensemble du cycle de vie des produits fabriqués dans les sites. Ces risques peuvent venir des caractéristiques intrinsèques des produits (inflammabilité, toxicité, contribution à des impacts environnementaux de long terme du type effets de serre, etc.), ou de la façon dont ils sont utilisés, des émissions et rejets liés aux processus de fabrication dans lesquels ils entrent, ainsi que de leur fin de vie (recyclage, élimination).

### Évaluation des risques

TotalFinaElf évalue les risques industriels et environnementaux de ses activités préalablement à leur développement, quelles que soient les obligations réglementaires du pays où elles s'exercent.

En matière de maîtrise des risques technologiques, des analyses de risques sont conduites dès les phases de conception selon des méthodologies reconnues (par exemple : études "HAZID" pour *hazard identification* – HAZAN pour *hazard analysis* – HAZOP pour *hazard and operability* – faisant intervenir pour chacune d'entre elles une équipe multidisciplinaire ; "études de dangers" en France pour les installations "Seveso"). Ces études de risque industriel sont réalisées en cas de nouveau développement, mises à jour si nécessaire en cas de modification significative des installations existantes et au maximum tous les cinq ans. De la même façon, des études d'impact sur l'environnement sont effectuées en amont de tout développement industriel avec notamment une analyse de l'état initial du site très complète lorsque celui-ci présente une sensibilité particulière. Ces études prennent en compte les impacts sanitaires des activités sur les populations avoisinantes. En matière de risques produits, des Analyses de Cycle de Vie (ACV) sont effectuées pour étudier toutes les étapes de l'existence d'un produit depuis sa conception jusqu'à sa fin de vie.

TotalFinaElf assure un suivi permanent des évolutions réglementaires afin de se mettre en conformité avec les règles et normes locales ou internationales sur l'évaluation et la maîtrise des risques industriels et environnementaux.

Comme indiqué dans les Principes comptables du Groupe (cf. Annexe aux comptes consolidés - Note 1.L), TotalFinaElf constitue des provisions pour les frais futurs estimés de démantèlement et d'enlèvement

des installations d'exploration et de production d'hydrocarbures ainsi que des provisions pour risques liés à l'environnement.

La volonté du Groupe de faire face à ses obligations en matière d'environnement est reflétée dans le bilan consolidé du Groupe à la rubrique "Provision pour restitution des sites et protection de l'environnement" (cf. Annexe aux comptes consolidés - Note 15).

## Maîtrise des risques

Les évaluations des risques débouchent sur la définition de mesures de maîtrise visant à réduire les probabilités d'occurrence d'accidents et leurs conséquences. Ces mesures concernent la conception même des installations, le renforcement des dispositifs de protection, les organisations à mettre en place, ou encore la compensation d'un impact environnemental s'il est inévitable. Les études peuvent être assorties, au cas par cas, d'une évaluation du coût des mesures de maîtrise des risques et de réduction des impacts.

TotalFinaElf s'efforce de minimiser les risques industriels et environnementaux inhérents à ses activités par la mise en place d'organisations performantes, de systèmes de management de la qualité, de la sécurité et de l'environnement, par la recherche de certification de ses systèmes de management (International Safety Rating System, ISO 14 001, European Management and Audit Scheme), par la réalisation d'inspections et d'audits rigoureux et par une politique d'investissements active. Plus spécifiquement en 2002, un plan d'actions a été mis en œuvre afin de franchir une étape supplémentaire dans la maîtrise de la sécurité. Celui-ci comprend des mesures concrètes relevant de l'organisation ou des comportements, ainsi qu'un volet "investissements" de 500 millions d'euros sur 4 ans portant sur la réduction des quantités de matières dangereuses stockées, la sécurisation des salles de contrôle, de la chaîne de transports, etc. (principalement dans les secteurs Aval et Chimie).

L'ensemble des actions mises en œuvre dans les domaines de la sécurité et de la préservation de l'environnement est présenté de façon détaillée dans le rapport "Notre énergie en partage" publié par le Groupe.

Bien que le Groupe estime que tout coût ou engagement raisonnablement prévisible en liaison avec les points mentionnés ci-dessus n'aura pas de conséquences significatives sur sa situation financière consolidée, ses flux de trésorerie ou ses résultats, il est impossible de garantir que de tels coûts ou engagements ne risquent pas d'entraîner des conséquences négatives significatives sur les activités du Groupe à l'avenir.

## Amiante

Comme la plupart des groupes industriels, TotalFinaElf est concerné par des déclarations de maladies professionnelles liées à une exposition passée à l'amiante. Les situations de travail visées dans ces déclarations portent presque exclusivement sur des périodes d'activités antérieures au début des années 1980, soit bien avant l'interdiction totale de l'utilisation de l'amiante dans la plupart des pays où opère le Groupe (1<sup>er</sup> janvier 1997 pour la France). Les différentes branches d'activités du Groupe ne sont pas particulièrement exposées au risque amiante, ce matériau n'ayant pas été utilisé dans les processus de fabrication, sauf cas très particuliers. Les principales sources d'exposition éventuelle résultent du recours à différents composants d'isolation ou de calorifuge dans les installations industrielles. Ces composants sont progressivement éliminés de nos installations à la faveur des plans de désamiantage menés depuis plusieurs années. Cependant, compte tenu des délais de latence des pathologies liées à l'amiante – jusqu'à 40 ans –, on doit s'attendre à enregistrer d'autres déclarations dans les années à venir. La problématique amiante fait l'objet d'un suivi attentif dans toutes les branches, et les coûts estimés en 2002 pour l'ensemble des déclarations en cours ou à venir ne sont pas susceptibles d'avoir un impact défavorable significatif sur la situation financière du Groupe.



## Assurances et couverture des risques

### Organisation

TotalFinaElf dispose de sa propre société d'assurance et de réassurance, Omnium Insurance and Reinsurance Company (OIRC), qui est totalement intégrée à la politique d'assurance du Groupe et dont elle constitue l'outil opérationnel de globalisation et de centralisation de couverture des risques des sociétés du Groupe. Elle permet le respect strict de son programme d'assurance malgré les différentes réglementations dans les nombreux pays où le Groupe est présent.

Ainsi, certains pays peuvent imposer l'achat d'assurance auprès d'une compagnie d'assurance locale. Si une société du Groupe soumise à cette contrainte parvient à s'assurer conformément à son programme d'assurance, OIRC se contente de demander à l'assureur local de lui rétrocéder les risques. En revanche, si l'assureur local couvre les risques selon un programme distinct du programme défini par le Groupe, OIRC prend en charge, dans un souci d'uniformisation à l'échelle mondiale, le complément de couverture. À l'inverse, certains pays imposent des assurances que le Groupe peut ne pas juger utile d'intégrer à son programme

de couverture global. C'est alors OIRC qui satisfait à ces obligations légales sans que le Groupe ait besoin de recourir aux services d'un assureur externe.

Par ailleurs, OIRC permet au Groupe de mieux maîtriser les variations tarifaires sur le marché de l'assurance en conservant à sa charge un niveau plus ou moins élevé de risque en fonction des variations de prix observées.

### Politique de gestion des risques et assurances

Dans le contexte défini précédemment, la politique des gestions des risques et assurances consiste, en étroite collaboration avec les structures internes de chaque filiale, à :

- définir des scénarios de catastrophes majeures en recherchant ceux dont les conséquences seraient les plus importantes pour les tiers, pour le personnel et pour le Groupe ;
- en évaluer leurs conséquences financières pour le Groupe en cas de réalisation ;
- mettre en œuvre des mesures destinées à en limiter la probabilité d'apparition et l'ampleur des dommages en cas de réalisation ;
- arbitrer entre la conservation au sein du Groupe des conséquences financières qui résulteraient de ces catastrophes ou transférer celles-ci au marché de l'assurance.

### Politique d'assurance

- Le Groupe souscrit des couvertures d'assurance mondiales couvrant l'ensemble des filiales en responsabilité civile et en dommages matériels, et pour l'activité Raffinage du secteur Aval et le secteur Chimie en perte d'exploitation.
- Ces programmes sont contractés auprès d'assureurs (ou réassureurs et mutuelles de l'industrie pétrolière via OIRC) de premier plan.
- Les montants assurés sont fonction des risques financiers définis par les scénarios de catastrophes ci-dessus et des conditions de couverture offertes par le marché (capacités disponibles et conditions tarifaires).

Plus spécifiquement pour :

- la responsabilité civile : le risque financier maximal ne pouvant être évalué par une approche systématique, les montants assurés sont fonction de l'offre du marché en ligne avec les pratiques de l'industrie pétrolière. Le plafond assuré en 2002 était ainsi de 740 millions de dollars US pour la responsabilité civile générale et produits ;
- les dommages matériels : les montants assurés par secteur, par site, résultent des estimations des coûts et des scénarios de reconstruction des unités qui

résulteraient de la survenance du sinistre maximum possible et de l'offre du marché de l'assurance ;

- la perte d'exploitation : est assurée pour les secteurs Aval et Chimie pour une perte de 3 années (Raffinage/Pétrochimie) ou 2 années (Chimie hors Pétrochimie) à partir également des scénarios de sinistre maximum possible et de l'offre du marché de l'assurance.

La politique décrite ci-dessus est donnée à titre d'illustration d'une situation historique à une période donnée et ne peut pas être considérée comme représentative d'une situation permanente. La politique d'assurance du Groupe est susceptible d'être modifiée à tout moment en fonction des conditions du marché, d'opportunités ponctuelles et de l'appréciation de la Direction Générale sur les risques et sur l'adéquation de leurs couvertures. Le Groupe ne peut garantir qu'il ne subira aucune perte non assurée.



## Autres risques particuliers

### Risques liés à l'exploration et la production pétrolières et gazières

L'exploration et la production de pétrole et de gaz impliquent des niveaux d'investissement élevés et sont associées à des risques et à des opportunités économiques spécifiques. Ces activités sont soumises à des risques liés notamment aux difficultés de l'investigation du sous-sol, aux caractéristiques des hydrocarbures, ainsi qu'aux caractéristiques physiques d'un champ pétrolier ou gazier. Au premier rang des risques de l'exploration pétrolière, figurent les risques géologiques. Ainsi, lors du forage d'un puits d'exploration, les hydrocarbures qui avaient été recherchés peuvent être absents ou en quantités insuffisantes pour être économiquement exploitables. Ultérieurement, si les estimations des réserves d'hydrocarbures et l'analyse économique justifient le développement d'une découverte, les réserves peuvent, en cours de production, s'avérer inférieures aux prévisions, compromettant ainsi l'économie de cette exploitation.

La quasi-totalité des activités d'exploration et de production de TotalFinaElf sont assorties d'un haut niveau de risque de perte du capital investi. Il est impossible de garantir que de nouvelles ressources de pétrole brut ou de gaz naturel seront découvertes en quantités suffisantes pour remplacer les réserves actuellement développées, produites et commercialisées, et pour permettre à TotalFinaElf de récupérer le capital investi.

Les activités de développement de champs pétroliers, de construction et de forage sont soumises à d'autres risques dus également à l'incertitude sur les coûts du forage,

de la complétion et de l'exploitation des puits. Les activités de TotalFinaElf peuvent être limitées, retardées ou annulées du fait de nombreux facteurs, parmi lesquels figurent des problèmes domaniaux, les conditions météorologiques, les restrictions ou retards dus à des réglementations administratives, ainsi que des pénuries ou des retards de livraison de matériel.

### Risques associés à des facteurs économiques et politiques

Le secteur pétrolier est soumis à diverses réglementations et à l'intervention de gouvernements dans le monde entier, dans des domaines tels que :

- l'attribution des marchés, en termes d'exploration et de production ;
- l'imposition d'obligations spéciales en matière de forage ;
- les contrôles relatifs à la protection de l'environnement ;
- le contrôle des prix ;
- le contrôle du développement et de l'abandon d'un champ (dont des restrictions sur la production) ;
- les projets de nationalisation, d'expropriation ou d'annulation de droits contractuels.

Le secteur pétrolier est également soumis au paiement de redevances et de taxes qui tendent à être plus élevées que celles appliquées à d'autres activités commerciales. TotalFinaElf détient notamment une part importante de ses réserves pétrolières dans des pays en dehors de l'Union européenne et du continent nord-américain, dont certains peuvent être considérés comme des pays instables aux plans politique et économique. Ces réserves et les activités qui y sont associées sont ainsi soumises à certains risques, parmi lesquels :

- l'augmentation des taxes et redevances ;
- la mise en place de quotas de production et d'exportation ;
- la renégociation des contrats ;
- l'expropriation, la nationalisation ou renationalisation d'actifs ;
- d'autres risques liés aux changements de régime de gouvernement et aux bouleversements susceptibles d'en découler en matière de pratiques commerciales ;
- des retards de paiement ;
- des restrictions de change ;
- des pertes et dépréciations d'activités du fait de conflits armés ou d'actions de groupes terroristes ou rebelles.

TotalFinaElf, à l'instar de plusieurs autres grandes compagnies pétrolières internationales, s'efforce de mener ses activités et ses opérations financières, tout en se protégeant contre ces risques économiques et politiques. Toutefois, il est impossible de garantir que de tels événements n'auront pas de conséquences négatives pour le Groupe, compte tenu notamment du caractère fortement aléatoire des obligations imposées par les lois

et réglementations décrites ci-dessus : quant aux conflits armés ou actes terroristes, ils sont impossibles à prévoir.

### ILSA

En 2001, la loi américaine de sanctions à l'encontre de l'Iran et de la Libye ("Iran and Libya Sanctions Act" ou "ILSA") a été prorogée jusqu'en août 2006. Aux termes de cette loi, le président des États-Unis doit imposer deux sanctions ou plus parmi celles énumérées, à l'encontre de toute personne physique ou morale, quelle que soit sa nationalité, réalisant des investissements, dans le domaine pétrolier, d'une valeur au moins égale à 20 millions de dollars par période de 12 mois en Iran ou en Libye. Toutefois, le gouvernement américain a décidé, en mai 1998, de renoncer à l'application de sanctions à l'encontre de TotalFinaElf, pour son investissement dans le champ gazier de South Pars en Iran. Cette renonciation officielle à sanctions, qui n'a pas été modifiée depuis lors, ne s'applique pas aux autres activités de TotalFinaElf en Iran et en Libye, même si aucune sanction n'a été notifiée. TotalFinaElf ne peut prévoir l'interprétation ou l'application de l'ILSA, qui pourraient être faites à l'avenir par le gouvernement américain, en particulier pour ses investissements qui seraient soumis à des sanctions.

### Risques liés à la crise financière argentine

Le Groupe a constaté en 2002 des dépréciations d'actifs liés aux effets de la crise financière argentine dont l'effet en résultat net (part du Groupe) est une charge de 310 millions d'euros. TotalFinaElf continue de suivre l'évolution de la situation économique et financière argentine et ses conséquences sur les opérations du Groupe dans ce pays, elles-mêmes limitées à l'échelle du Groupe.

### Risques liés à la situation politique au Venezuela

Les productions du Groupe au Venezuela ont été interrompues au début du mois de décembre 2002 à la suite des mouvements de grève qui ont affecté le pays. Ces productions ont progressivement redémarré en février 2003. TotalFinaElf ne peut prévoir l'évolution de la situation politique vénézuélienne et ses conséquences éventuelles sur les activités du Groupe dans ce pays. En 2002, le Venezuela a représenté moins de 3 % de la production d'hydrocarbures du Groupe.

### Risques liés à la situation géopolitique au Moyen-Orient

L'ensemble du Moyen-Orient représente 18 % de la production d'hydrocarbures du Groupe (moyenne 2002) et 9 % du résultat opérationnel net des secteurs hors éléments non récurrents (moyenne 2001-2002).

Les productions sont situées aux Émirats arabes unis, en Iran, à Oman, au Qatar, en Syrie et au Yémen. TotalFinaElf ne peut prévoir l'évolution de la situation géopolitique au Moyen-Orient et ses conséquences éventuelles sur les activités du Groupe dans cette zone.

### Risques liés à la concurrence

La concurrence est intense, tant au sein du secteur pétrolier que par rapport à d'autres secteurs, pour ce qui est de la satisfaction des besoins en énergie des industries et des particuliers. TotalFinaElf fait face à la concurrence d'autres sociétés pétrolières dans l'acquisition de biens et de permis, en vue de l'exploration et de la production de pétrole et de gaz naturel. La concurrence est

particulièrement intense en matière d'acquisition de ressources non développées de pétrole et de gaz naturel, qui sont très convoitées. La concurrence est également vive dans la commercialisation des produits fabriqués à partir de pétrole brut et de pétrole raffiné.

À ces égards, les principaux concurrents de TotalFinaElf sont ExxonMobil, le groupe Royal Dutch Shell, BP et ChevronTexaco. À fin 2002, TotalFinaElf se situe au 5<sup>e</sup> rang des sociétés pétrolières internationales pour la production journalière d'hydrocarbures comme pour les réserves d'hydrocarbures (source : données publiées par les sociétés) et au 4<sup>e</sup> rang pour la capitalisation boursière.

# Dividendes

## ↳ Paiement du dividende

Le paiement du dividende, dont la centralisation a été confiée à BNP Paribas, est effectué aux intermédiaires financiers teneurs de compte suivant la procédure du paiement direct par EUROCLEAR France.

BANK OF NEW YORK (101 Barclay Street, New York, NY 10286, USA) assure le paiement du dividende pour les porteurs d'ADS.

## ↳ Paiement du dividende sur les Certificats représentatifs d'action (CR Action)

Dans le cadre des offres publiques d'échange sur les actions PetroFina, TotalFinaElf a émis des Certificats représentatifs d'action. Le CR Action est un mode de représentation des actions prévu par la loi française, émis par EUROCLEAR France, destiné à circuler exclusivement en dehors de France et ne pouvant pas être détenu par des résidents français. Le CR Action est émis soit sous forme matérielle, soit sous forme d'inscription en compte-titres, et présente les caractéristiques d'une valeur mobilière au porteur. Le CR Action est librement convertible entre la forme matérielle et l'inscription en compte. Banque Bruxelles Lambert est la banque centralisatrice pour le paiement de tous les coupons détachés des CR Action matériels en circulation.

Le paiement des coupons détachés des Certificats représentatifs d'action est effectué sans frais au guichet des établissements suivants :

### en Belgique :

BANQUE BRUXELLES LAMBERT SA	Avenue Marnix 24, 1000 Bruxelles
FORTIS BANQUE SA	Montagne du Parc 3, 1000 Bruxelles
KBC BANK NV	Avenue du Port 2, 1080 Bruxelles

### au Luxembourg :

BANQUE GÉNÉRALE DU LUXEMBOURG SA	Avenue J.F.-Kennedy 50, 2951 Luxembourg
CRÉDIT EUROPÉEN LUXEMBOURG SA	Route d'Esch 52, 2965 Luxembourg
KREDIETBANK Luxembourg	Boulevard Royal 43, 2955 Luxembourg

### aux Pays-Bas :

ABN-AMRO BANK NV	Herengracht 595, Amsterdam, The Netherlands
------------------	---

### en Allemagne :

COMMERZBANK AG	Kaiserplatz, 60261 Frankfurt, Germany
DRESDNER BANK AG	Frankfurt am Main, Geschäftsbereich Corporate Finance, Germany

### en Suisse :

CRÉDIT SUISSE	Paradeplatz 8, 8001 Zürich, Switzerland
UBS	Bahnhofstrasse 45, 8098 Zürich, Switzerland

## STRIPS-VVPR TotalFinaElf

Un strip-VVPR est une feuille de coupons dont un coupon donne droit, pour un particulier dont le domicile fiscal est en Belgique, à bénéficier de la réduction de 25 à 15 % du précompte mobilier belge sur le dividende payé par TotalFinaElf, s'il est présenté accompagné du coupon correspondant d'une action. Les strips-VVPR TotalFinaElf sont négociables à la Bourse de Bruxelles mais n'ont pas

de valeur significative. Les banques désignées comme agents payeurs en Belgique justifient aux autorités fiscales belges la réduction de 25 à 15 % du précompte mobilier pour le nombre de coupons strips-VVPR TotalFinaElf remis à cet effet. Au 31 décembre 2002, il y avait 56 933 514 strips-VVPR TotalFinaElf en circulation.

## Coupons

N° du coupon	Date de détachement	Date de prescription	Nature du coupon	Montant net FRF	Montant net euros
Exercice 1997	27/05/1998	27/05/2003	Dividende	13,00	1,98
Exercice 1998	19/07/1999	19/07/2004	Dividende	13,12	2,00
Exercice 1999	14/06/2000	14/06/2005	Dividende	15,41	2,35
Exercice 2000	29/05/2001	29/05/2006	Dividende	21,65	3,30
Exercice 2001	17/05/2002	17/05/2007	Dividende	24,93	3,80
Exercice 2002 <sup>(1)</sup>	16/05/2003	16/05/2008	Dividende	26,89	4,10

*(1) Il sera proposé à l'Assemblée Générale du 6 mai 2003 de verser un dividende de 4,10 euros par action au titre de l'exercice 2002, sous forme numéraire uniquement. Le paiement du dividende sera effectué le 16 mai 2003.*

# Actionnariat

## Relations entre TotalFinaElf et l'État français

Les relations entre TotalFinaElf et l'État français étaient régies par les conventions du 17 mai 1924 et du 25 juin 1930. Ces conventions ont expiré le 14 mars 2000. L'Assemblée Générale Mixte du 22 mars 2000 a pris acte de l'expiration de ces conventions et a décidé de modifier en conséquence tous les articles des statuts de la Société dans lesquels figuraient les dispositions statutaires relatives aux droits particuliers de l'État.

Par ailleurs, une action spécifique de l'État français dans le capital d'Elf Aquitaine avait été instaurée par le décret du 13 décembre 1993. Ce décret prévoyait que le franchissement à la hausse de certains seuils de détention directe ou indirecte de titres Elf Aquitaine devait être approuvé préalablement par le ministre chargé de l'Économie. Il prévoyait également qu'il pouvait être fait opposition aux décisions de cession ou d'affectation à titre de garantie de plusieurs sociétés du Groupe. Ce décret prévoyait enfin la nomination de deux représentants de l'État au Conseil d'administration d'Elf Aquitaine, sans voix délibérative. Ce décret a été abrogé par décret le 3 octobre 2002.

## Rapprochement de Total avec PetroFina en 1999

Le 1<sup>er</sup> décembre 1998, Total, d'une part, et Electrafina, Investor, Tractebel, Electrabel et AG 1824 (les Apporteurs), d'autre part, ont signé une convention d'apport en nature par laquelle les Apporteurs ont apporté leurs actions PetroFina, sous conditions suspensives de l'approbation des autorités de la concurrence européennes et américaines et de l'Assemblée Générale Mixte des actionnaires de Total du 14 janvier 1999, conditions qui ont toutes été levées au premier semestre 1999. Les 9 614 190 actions PetroFina apportées ont été échangées contre 43 263 855 nouvelles actions Total (2 actions PetroFina échangées contre 9 actions Total).

Total a lancé ensuite une offre publique d'échange sur l'intégralité des actions PetroFina non encore en sa possession, ouverte en Belgique et aux États-Unis du 6 mai au 4 juin 1999, à la même parité que la convention d'apport, au cours de laquelle 12 516 106 actions ont été apportées, donnant lieu à la création de 56 322 477 actions Total.

Durant la réouverture de l'offre du 11 juin au 2 juillet 1999 portant sur les actions PetroFina restant en circulation, 1 038 192 actions PetroFina ont été remises à l'échange,

entraînant la création de 4 671 864 actions Total (dont la dénomination est devenue Totalfina le 14 juin 1999).

Enfin, Totalfina a mené une nouvelle réouverture de l'offre du 30 juin au 28 juillet 1999 portant cette fois sur les actions PetroFina issues de l'exercice au 30 juin 1999 de warrants personnels PetroFina, au cours de laquelle 80 356 actions PetroFina ont été apportées en échange de 361 602 actions nouvelles Totalfina.

## Offres complémentaires sur PetroFina

Conformément aux engagements pris par la Société lors du lancement de l'offre publique de 1999 sur PetroFina, les porteurs de warrants personnels de PetroFina, exerçables à la date du 30 juin 2000, ont pu bénéficier d'une nouvelle offre réservée ouverte entre le 30 juin et le 28 juillet 2000 à la même parité que l'offre publique menée en 1999 (9 actions TotalFinaElf pour 2 actions PetroFina). Sur les 30 302 warrants personnels restant en circulation à l'issue de la première offre, 28 838 ont été exercés au 30 juin 2000 en autant d'actions PetroFina, 1 464 warrants n'ayant pas été exercés à leur échéance. Dans le cadre de cette deuxième offre, 28 836 actions PetroFina ont été échangées contre 129 762 actions TotalFinaElf nouvellement créées.

Le 5 septembre 2000, le Conseil d'administration a lancé une Offre Publique d'Échange sur les actions PetroFina non encore détenues par la Société, à raison de 9 actions TotalFinaElf pour 2 actions PetroFina. Les 202 930 actions PetroFina apportées à l'offre, ouverte en Belgique et aux États-Unis entre le 10 octobre 2000 et le 7 novembre 2000, ont été échangées contre 913 185 actions nouvelles TotalFinaElf. À l'issue de l'opération, TotalFinaElf détenait 23 480 610 actions PetroFina, soit 99,62 % des 23 570 739 actions formant le capital de PetroFina.

Le 8 novembre 2000, la Société et PetroFina ont constaté que la réalisation de l'Offre Publique d'Échange sur PetroFina ouverte du 10 octobre au 7 novembre 2000 combinée à la réorganisation des activités de PetroFina menée à l'issue de l'Offre Publique d'Échange initiale constituait une *Combination* au titre de l'article 12 du *Warrant Agreement* de PetroFina. En conséquence, les 290 882 warrants US PetroFina non détenus par la Société ont, à cette même date, été échangés de façon automatique contre 235 614 warrants TotalFinaElf nouvellement émis. Depuis cette date, TotalFinaElf détient l'intégralité des warrants US PetroFina, soit 4 431 382 warrants, donnant droit en cas d'exercice à la création de 398 824 actions PetroFina.

Dans un avis daté du 20 novembre 2000, la Bourse de Bruxelles a annoncé sa décision de radier les actions PetroFina du marché au comptant, cette décision prenant effet le 28 décembre 2000. Ainsi, l'action PetroFina a été échangée à compter du 2 janvier 2001 sur le marché des ventes publiques organisées par la Bourse de Bruxelles chaque vendredi. De même, dans un avis daté du 22 décembre 2000, Euronext Paris SA a prononcé la décision de radiation des actions PetroFina du premier marché d'Euronext Paris S.A. et d'EUROCLEAR France à compter du 28 décembre 2000. Par ailleurs, le désenregistrement de PetroFina auprès de la *Securities and Exchange Commission (SEC)* est intervenu le 30 juin 2001.

En 2001, l'intégralité des titres PetroFina détenus par TOTAL FINA ELF S.A., soit 23 480 610 titres PetroFina, a été apportée à Total Chimie, filiale à 99,99 % de TOTAL FINA ELF S.A., qui a pour vocation de détenir, hors PetroFina, certaines participations du groupe TotalFinaElf, notamment dans la chimie de spécialités. L'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de Total Chimie qui s'est tenue le 27 avril 2001 a approuvé cet apport.

Le 20 septembre 2001, le Conseil d'administration de Total Chimie a décidé de lancer une Offre Publique de Reprise (OPR) sur les 90 129 titres PetroFina non encore détenus, au prix de 600 euros par action. Le prospectus de l'offre a été approuvé par la Commission bancaire et financière belge le 16 janvier 2002. À l'issue de la période d'offre (offre ouverte du 30 janvier au 12 février 2002 inclus), 45 894 actions PetroFina ont été apportées à l'offre et le solde transféré de plein droit à l'offrant. En conséquence, Total Chimie détient à ce jour la totalité des actions PetroFina.

Le 12 février 2002, des actionnaires minoritaires de PetroFina détenant 4 938 actions ont assigné en référé Total Chimie, TOTAL FINA ELF S.A. et PetroFina devant le Tribunal de Commerce de Bruxelles. L'ordonnance de référé a été rendue le 15 avril 2002. L'ordonnance rendue a mis en doute la conformité de la réglementation belge en matière d'OPR avec les articles 10 et 11 de la Constitution belge et, dès lors, le Président du Tribunal de Commerce de Bruxelles a posé à la Cour d'arbitrage de Belgique deux questions préjudicielles relatives à la constitutionnalité de la réglementation des OPR en Belgique. Le Président du Tribunal de Commerce de Bruxelles a de surcroît désigné un séquestre pour la détention des actions des demandeurs sans toutefois lui accorder le droit de vote. TOTAL FINA ELF S.A., Total Chimie et PetroFina ont interjeté appel de l'ordonnance de référé le 13 juin 2002.

## Rapprochement de Totalfina avec Elf Aquitaine en 1999 et 2000

Le 13 septembre 1999, les Conseils d'administration de Totalfina et d'Elf Aquitaine ont proposé à leurs actionnaires de rapprocher les deux entreprises au moyen d'une Offre Publique d'Échange par laquelle les actionnaires d'Elf Aquitaine se sont vu proposer d'échanger 13 actions Elf Aquitaine contre 19 actions nouvelles Totalfina. À l'issue de l'offre qui s'est déroulée du 23 septembre au 15 octobre 1999, Totalfina s'est porté acquéreur des 254 345 078 actions Elf Aquitaine présentées à l'offre et a remis en échange 371 735 114 actions nouvelles Totalfina.

Le 24 mai 2000, le Conseil d'administration a décidé de procéder à une Offre Publique de Retrait portant sur l'ensemble des actions Elf Aquitaine non encore détenues par la Société, sous la forme d'un échange avec une parité de 4 actions TotalFinaElf pour 3 actions Elf Aquitaine. À l'issue de l'offre qui s'est déroulée entre le 15 juin 2000 et le 1<sup>er</sup> septembre 2000, TotalFinaElf a acquis les 10 828 326 actions Elf Aquitaine présentées à l'offre et a remis en échange 14 437 768 actions nouvelles TotalFinaElf.

Dans un avis daté du 20 octobre 2000, PARISBOURSE SBF S.A. (devenu Euronext Paris S.A.) a annoncé sa décision, "suite au résultat de l'offre publique de retrait", de radier du premier marché de la Bourse de Paris les actions Elf Aquitaine. La décision de radiation a pris effet le 3 novembre 2000. À compter du 6 novembre 2000, les actions Elf Aquitaine ont été admises au compartiment des valeurs radiées des marchés réglementés, lequel prévoit un fixing quotidien à 15 h.

Aux États-Unis, les *American Depositary Shares (ADS)* Elf Aquitaine ont cessé d'être cotés au *New York Stock Exchange (NYSE)* à compter du 5 septembre 2000. Le programme d'ADS d'Elf Aquitaine a été clôturé le 18 septembre 2000. La radiation de la cote des ADS Elf Aquitaine a pris effet le 18 octobre 2000, à l'ouverture du marché, après avoir été approuvée par la *Securities and Exchange Commission (SEC)*. La SEC a émis le 14 mars 2001 une "no-action letter" en vertu de laquelle elle affirme qu'elle ne se prévaudra pas de la réglementation applicable aux valeurs mobilières américaines en cas de désenregistrement des actions et des ADS Elf Aquitaine. Ce désenregistrement est intervenu le 23 mars 2001 avec le dépôt par Elf Aquitaine du formulaire *Form-15* auprès de la SEC.

Au 31 décembre 2002, compte tenu des 10 635 767 actions autodétenues par Elf Aquitaine, TOTAL FINA ELF S.A. détenait, directement et indirectement, 276 589 834 actions Elf Aquitaine, soit 99,44 % du capital (278 145 324 actions)

et 520 299 145 droits de vote, soit 99,70 % des 521 889 098 droits de vote totaux. Le 28 octobre 2002, TOTAL FINA ELF S.A. a acquis 254 345 078 droits de vote double, en application de l'article 17 des statuts

d'Elf Aquitaine conférant un droit de vote double aux actions nominatives inscrites au nom d'un même titulaire depuis plus de trois ans.

## Évolution de la participation des principaux actionnaires

Les principaux actionnaires de TotalFinaElf aux 31 décembre 2002, 2001 et 2000 sont rapportés dans le tableau ci-dessous. Leur participation a été établie sur la base de 687 190 510 actions correspondant à 703 289 859 droits de vote au 31 décembre 2002, de 705 934 959 actions correspondant à 719 013 586 droits de vote au 31 décembre 2001 et de 740 465 798 actions correspondant à 721 088 233 droits de vote au 31 décembre 2000.

31 décembre	2002		2001		2000	
	% du capital	% des droits de vote	% du capital	% des droits de vote	% du capital	% des droits de vote
1. Principaux actionnaires représentés au Conseil d'administration au 31 décembre 2002	6,3	9,4	7,3	10,3	7,2	9,5
BNP Paribas	0,2	0,4	0,4	0,3	0,6	0,6
Areva	0,8	0,8	1,8	1,7	1,8	3,7
Société Générale	0,7	0,8	0,7	1,0	0,6	0,9
Groupe Bruxelles Lambert	3,4	6,2	3,3	6,1	3,3	3,4
Compagnie Nationale à Portefeuille	1,2	1,2	1,2	1,1	0,9	0,9
2. Salariés du Groupe <sup>(1)</sup>	3,2	5,8	2,9	5,3	2,8	3,7
3. Autres actionnaires stables (hors Groupe)	4,3	7,1	5,3	7,8	5,3	5,7
Total actionnaires stables (1+2+3)	13,8	22,3	15,5	23,4	15,3	18,9
Détention intra-Groupe	6,7	0,0	6,5	0,0	5,7	0,0
TOTAL FINA ELF S.A.	3,0	0,0	2,9	0,0	2,3	0,0
Total Nucléaire	0,1	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0
Filiales d'Elf Aquitaine	3,6	0,0	3,5	0,0	3,3	0,0
Autres actionnaires au porteur	79,5	77,7	78,0	76,6	79,0	81,1
dont porteurs d'ADS <sup>(2)</sup>	5,1	5,0	4,4	4,3	5,5	5,6

(1) Sur la base de la définition de l'actionnariat salarié au sens de l'article L. 225-102 du Code de commerce.

(2) American Depositary Shares cotés à la Bourse de New York.

L'article 9 des statuts rappelle que TotalFinaElf a la faculté de faire usage des dispositions légales prévues en matière d'identification des détenteurs de titres conférant immédiatement ou à terme des droits de vote dans ses propres assemblées d'actionnaires.

Outre l'obligation légale d'informer la Société de la détention de certaines fractions du capital, toute personne, physique ou morale, qui vient à détenir, directement ou indirectement, un pourcentage du capital, des droits de vote ou de titres donnant accès à terme au capital de la Société, égal ou supérieur à 1 %, ou à un multiple de ce pourcentage, est tenue d'informer la Société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception indiquant le nombre de titres détenus, dans le délai de quinze jours à compter du franchissement de chacun de ces seuils (article 9 des statuts).

À défaut d'avoir été déclarées, les actions excédant la fraction qui aurait dû être déclarée sont privées du droit de vote dans les assemblées d'actionnaires si, à l'occasion d'une assemblée, le défaut de déclaration a été constaté et si un ou plusieurs actionnaires détenant ensemble 3 % au moins du capital ou des droits de vote de la Société en font la demande lors de cette assemblée.

Toute personne physique ou morale est également tenue d'informer la Société dans les formes et délais prévus ci-dessus pour le franchissement de seuil, lorsque sa participation directe ou indirecte devient inférieure à chacun des seuils mentionnés ci-dessus.

En application des dispositions de l'article L. 233-13 du Code de commerce, il est précisé que l'unique actionnaire connu à détenir, à la clôture de l'exercice 2002, 5 % ou plus des droits de vote de TotalFinaElf est Groupe Bruxelles Lambert (6,24 % des droits de vote), société du Groupe Frère (de même que Compagnie Nationale à Portefeuille qui détient pour sa part 1,17 % des droits de vote).

## Actions propres détenues par le Groupe

### Interventions sur les actions de la Société

L'Assemblée Générale Mixte du 17 mai 2001 avait autorisé pour une période de dix-huit mois le Conseil d'administration à acheter ou vendre les actions de la Société conformément aux modalités du programme de rachat d'actions définies dans la note d'information qui avait obtenu le visa COB n° 01-424 en date du 23 avril 2001. Le prix maximal d'achat était fixé à 250 euros et le prix minimal de vente à 100 euros. Cette

autorisation avait remplacé celle de l'Assemblée Générale Ordinaire du 25 mai 2000.

L'Assemblée Générale Mixte du 7 mai 2002 a autorisé le Conseil d'administration à opérer pour une période de dix-huit mois sur les actions de la Société, dans le respect des objectifs et modalités du programme de rachat d'actions dont la note d'information a reçu le visa COB n° 02-309 en date du 3 avril 2002 (en application du règlement COB n° 98-02 modifié par le règlement n° 2000-06). Les achats doivent être opérés avec un prix maximum d'achat de 250 euros par action et un prix minimum de vente de 100 euros par action, sans que le nombre d'actions à acquérir puisse dépasser 10 % du capital social.

Il sera proposé à l'Assemblée Générale Mixte du 6 mai 2003 d'approuver une autorisation relative à l'intervention sur l'action TotalFinaElf au travers d'un programme de rachat d'actions ayant pour objectif prioritaire la gestion de la trésorerie ou des fonds propres s'il apparaît que le rachat constitue une solution adéquate (fourchette de prix inchangée). Le nombre maximal d'actions sur lequel pourront porter les achats ne pourra excéder 10 % du nombre total des actions composant le capital social à la date de réalisation de ces achats, minoré des actions d'autocontrôle. Cette autorisation de rachat d'actions serait donnée pour une durée de dix-huit mois, en remplacement de l'autorisation donnée par l'Assemblée Générale Mixte du 7 mai 2002.

Au titre des autorisations du 17 mai 2001 et du 7 mai 2002, 24 028 395 actions TotalFinaElf ont été achetées au cours de l'année 2002, au prix moyen de 141,70 euros par action : 21 120 245 actions ont été acquises dans le cadre de la gestion des fonds propres au prix unitaire moyen de 139,46 euros et 2 908 150 actions, acquises au prix unitaire moyen de 157,96 euros, ont été affectées à la couverture du plan d'options d'achat d'actions attribué par le Conseil d'administration du 9 juillet 2002.

De plus, 21 050 actions TotalFinaElf ont été cédées en 2002 au prix moyen d'exercice de 87,70 euros par action consécutivement à l'exercice d'options d'achat dans le cadre des plans d'attribution d'options d'achat, décidé par les Conseils d'administration des 12 décembre 1990, 17 mars 1998 et 15 juin 1999.

### Annulation d'actions de la Société

Utilisant l'autorisation conférée par l'Assemblée Générale Mixte du 7 mai 2002 pour procéder à la réduction du capital social par annulation d'actions détenues par la Société dans la limite de 10 % du capital social, le Conseil d'administration du 19 novembre 2002 a décidé d'annuler 23 443 245 actions, correspondant à l'ensemble

des actions acquises dans le cadre de la gestion des fonds propres entre le 1<sup>er</sup> octobre 2001 et le 30 septembre 2002. L'autorisation de l'Assemblée Générale Mixte du 7 mai 2002 expire à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2006.

**Compte tenu des 20 457 780 actions déjà détenues au 31 décembre 2001, la Société détenait donc directement, au 31 décembre 2002, 21 021 880 actions TotalFinaElf.**

### Actions TotalFinaElf détenues par les sociétés du Groupe

Une société du Groupe, Total Nucléaire, contrôlée indirectement par la Société, détenait, au 31 décembre 2002, 505 318 actions TotalFinaElf.

Au terme du protocole d'accord conclu le 12 septembre 1999 entre Totalfina et Elf Aquitaine, Elf Aquitaine s'était engagée au nom et pour le compte de ses filiales, Financière Valorgest, Sogapar, Fingestval et Elf Atochem North America, à apporter à l'Offre Publique d'Échange menée par Totalfina respectivement les 3 798 000, 702 000, 12 315 760 et 72 000 actions Elf Aquitaine qu'elles détenaient à cette date. En conséquence, ces sociétés ont reçu respectivement 5 550 926, 1 026 000, 17 999 973 et 105 230 actions TotalFinaElf.

Elf Atochem North America, dont la dénomination sociale a été changée en Atofina Chemicals Inc., a cédé sur le marché en 2001 l'intégralité de ses titres TotalFinaElf, soit 105 230 actions.

Le nombre d'actions TotalFinaElf détenues par Financière Valorgest, Sogapar et Fingestval n'a pas varié en 2002, soit un total de 24 576 899 actions.

**Ainsi, au 31 décembre 2002, la Société détenait, directement ou par l'intermédiaire de filiales directes ou indirectes, 46 104 097 actions TotalFinaElf.**

### Augmentation de capital réservée aux salariés

L'Assemblée Générale Mixte du 13 mai 1998 avait autorisé, pour une durée de cinq ans, le Conseil d'administration à augmenter le capital d'un montant maximal égal à 3 % du capital social existant au moment de l'émission, la souscription des actions à émettre sur cette autorisation étant exclusivement réservée aux salariés adhérant à un Plan d'épargne entreprise.

Dans le cadre de cette autorisation, le Conseil d'administration du 20 novembre 2001 a décidé de mettre en œuvre une augmentation de capital réservée aux

salariés, première augmentation de capital du nouveau groupe, dans la limite de 6 millions d'actions jouissance 1<sup>er</sup> janvier 2001 au prix de 122,7 euros par action. La note d'opération a reçu le visa COB n° 01-1448 en date du 14 décembre 2001. L'opération a été ouverte aux salariés de TOTAL FINA ELF S.A. et aux salariés de ses filiales françaises et étrangères dont le capital était détenu directement ou indirectement à plus de 50 % par TOTAL FINA ELF S.A., adhérant au Plan d'épargne Groupe TotalFinaElf, et pour lesquelles les autorisations administratives locales avaient été obtenues à temps. La période de souscription s'est déroulée du 17 décembre 2001 au 15 février 2002 : 2 785 214 actions ont été souscrites.

L'Assemblée Générale Mixte du 7 mai 2002 a autorisé, pour une durée de cinq ans, le Conseil d'administration à augmenter le capital d'un montant maximal égal à 3 % du capital social existant au moment de l'émission, la souscription des actions à émettre sur cette autorisation étant exclusivement réservée aux salariés adhérant à un Plan d'épargne entreprise. Cette autorisation a annulé et remplacé l'autorisation donnée par l'Assemblée Générale Mixte du 13 mai 1998.



### Plan d'épargne d'entreprise

Les Plans d'épargne d'entreprise donnent aux salariés la faculté d'effectuer des versements volontaires – auxquels la Société ajoute, dans certaines conditions, un abondement – et de placer leur quote-part de participation.

Suite aux accords signés le 15 mars 2002, ont été mis en place un "Plan d'épargne Groupe TotalFinaElf" (PEGT), un "Plan partenarial d'épargne salariale volontaire" (PPESV) et un "Plan d'épargne entreprise complémentaire" (PEC), conduisant à l'arrêt des anciens "Plan d'épargne entreprise Totalfina" (PEE) et "Compte épargne retraite" (CER), le Plan d'épargne Groupe Elf Aquitaine ayant été arrêté le 31 décembre 2001.

Au cours de l'année 2002, plusieurs opérations ont affecté la répartition de la participation des salariés de TotalFinaElf au capital du Groupe.

D'une part, les actions créées au titre de l'augmentation de capital réservée aux salariés du Groupe, ouverte du 17 décembre 2001 au 15 février 2002, ont été déposées dans deux fonds : "TotalFinaElf Actionnariat France" pour les actions souscrites par les bénéficiaires des sociétés françaises, et "TotalFinaElf Actionnariat International" pour les salariés des autres pays du monde hors États-Unis, Canada, Belgique et Italie. La souscription en Belgique et en Italie de l'augmentation de capital réservée aux salariés a été centralisée par la Caisse Autonome du Groupe PetroFina, agissant au nom

et pour le compte des souscripteurs belges et italiens, lesquels ont souscrit en direct. Le 19 décembre 2002, les actions des souscripteurs belges détenues au sein de la Caisse Autonome ont été transférées vers le compartiment "distribution" du FCPE "TotalFinaElf Actionnariat International".

D'autre part, plusieurs rapprochements de fonds ont été effectués pour harmoniser les dispositifs d'épargne salariale de TotalFinaElf.

Ainsi, les Conseils de surveillance des FCPE "TotalFinaElf Actionnariat France" et "Actionnariat Total", réunis le 6 mai 2002, ont décidé la fusion-absorption du fonds "Actionnariat Total" par le fonds "TotalFinaElf Actionnariat France". Cette fusion a reçu l'agrément de la COB le 31 mai 2002 ; elle est effective depuis le 3 juin 2002.

Au cours des réunions du Conseil de surveillance du PEG Elf Aquitaine le 29 avril 2002, du Conseil de surveillance du FCPE "Elf Privatisation Étranger Actions TOTAL FINA ELF" le 6 mai 2002 et du Conseil de surveillance du FCPE "TotalFinaElf Actionnariat International" le 6 mai 2002, il a été décidé que le fonds "TotalFinaElf Actionnariat International" absorberait les quatre fonds internationaux d'origine Elf Aquitaine ("Elf International Actions TOTAL FINA ELF", "Elf 1992 Actions TOTAL FINA ELF", "Elf 2<sup>e</sup> Étape Actions TOTAL FINA ELF" et "Elf Privatisation Étranger Actions

TOTAL FINA ELF"). Cette fusion a reçu l'agrément de la COB le 31 mai 2002 ; elle est effective depuis le 3 juin 2002.

Au cours des réunions du Conseil de surveillance du FCPE "Elf Actions TotalFinaElf" le 22 novembre 2002 et du Conseil de surveillance du FCPE "TotalFinaElf Actionnariat France" le 28 novembre 2002, il a été décidé la fusion-absorption du FCPE "Elf Actions TotalFinaElf" par le FCPE "TotalFinaElf Actionnariat France". Cette fusion a reçu l'agrément de la COB le 3 janvier 2003 ; elle est effective depuis le 22 janvier 2003.

Par ailleurs, le FCPE "TotalFinaElf Actionnariat International" a été transformé en FCPE à deux compartiments "capitalisation" et "distribution". Cette transformation a reçu l'agrément de la COB le 7 mai 2002.

Enfin, la loi du 15 mai 2001 (NRE) introduit un cas supplémentaire de déblocage anticipé des avoirs versés dans un PEE au profit de tout adhérent à un PEE (art. R. 443-6 du Code du travail). Le bénéficiaire d'options de souscription d'actions ou d'options d'achat d'actions est en droit de débloquer les avoirs qu'il détient dans un PEE pour lever ses options. Les actions issues de cette levée doivent être versées dans le PEE où elles sont bloquées pendant une durée de cinq ans sur un compte spécifique au nom de l'adhérent.

Le nombre total d'actions TotalFinaElf détenues par les salariés au 31 décembre 2002 se décomposait de la façon suivante :

Elf Actions TotalFinaElf	10 511 192
TotalFinaElf Actionnariat France	7 145 047
TotalFinaElf Actionnariat International	3 264 210
Elf Privatisation n° 1 Actions TotalFinaElf	797 196
Caisse Autonome du Groupe PetroFina	52 531
Fonds des salariés américains	306 465
Actions TotalFinaElf au nominatif pur issues de levées d'options (PEE)	138 868
<b>Total des actions détenues par les actionnaires salariés</b>	<b>22 215 509</b>

Ainsi, les salariés du Groupe détenaient au 31 décembre 2002, sur la base de la définition de l'actionnariat salarié au sens de l'article L. 225-102 du Code de commerce, 22 215 509 actions TotalFinaElf, soit 3,23 % du capital de la Société à cette date.

En 2002, le montant cumulé de l'abondement pour le Groupe s'est élevé à 38,7 millions d'euros.

## Options de souscription et d'achat d'actions

### Politique d'attribution

#### Options de souscription et d'achat d'actions TotalFinaElf

La répartition des attributions entre catégories de bénéficiaires (principaux dirigeants, cadres dirigeants et autres salariés) figure en page 16 pour chacun des plans en vigueur.

#### Options de souscription d'actions Elf Aquitaine confirmées aux salariés du Groupe bénéficiant de la faculté d'échange garantie par TotalFinaElf

Des salariés du Groupe, faisant partie du groupe Elf Aquitaine en 1998, ont également eu confirmation en 2000, 2001 et 2002 des options de souscription Elf Aquitaine attribuées le 1<sup>er</sup> avril 1998 dans le cadre d'un plan Incitation Moyen Terme (IMT) <sup>(1)</sup>, compte tenu des résultats obtenus par Elf Aquitaine en 1999, 2000 et 2001. Conformément aux engagements pris par le Groupe lors de l'offre en surenchère (note d'information ayant reçu le visa COB n° 99-1179), ces options Elf Aquitaine bénéficient, en cas d'exercice, d'une faculté d'échange contre des actions TotalFinaElf sur la base de 19 actions TotalFinaElf pour 13 actions Elf Aquitaine (voir Note 25 des comptes consolidés). Les bénéficiaires de ces options Elf Aquitaine se répartissent de la façon suivante <sup>(2)</sup> :

Plan IMT (attribution par le Conseil d'administration d'Elf Aquitaine du 1 <sup>er</sup> avril 1998 ; prix d'exercice : 105,95 euros)		Nombre de bénéficiaires	Nombre d'options Elf Aquitaine attribuées	Répartition	Nombre moyen d'options par bénéficiaire	Nombre d'actions TotalFinaElf correspondantes <sup>(4)</sup>	Nombre moyen d'actions TotalFinaElf correspondantes par bénéficiaire <sup>(4)</sup>
	<sup>(3)</sup>						
<b>Confirmation 2000 liée aux objectifs 1999</b> (décision du Conseil d'administration d'Elf Aquitaine du 2 février 2000)	Principaux dirigeants	11	49 132	24,1 %	4 467	71 808	6 528
	Cadres dirigeants	141	143 258	70,2 %	1 016	209 377	1 485
	Autres salariés	17	11 574	5,7 %	681	16 916	995
	Total	169	203 964	100 %	1 207	298 101	1 764
<b>Confirmation 2001 liée aux objectifs 2000</b> (décision du Conseil d'administration d'Elf Aquitaine du 23 avril 2001)	Principaux dirigeants	10	52 594	19,3 %	5 259	76 868	7 687
	Cadres dirigeants	136	195 855	72,0 %	1 440	286 250	2 105
	Autres salariés	40	23 424	8,6 %	586	34 235	856
	Total	186	271 873	100 %	1 462	397 353	2 136
<b>Confirmation 2002 liée aux objectifs 2001</b> (décision du Conseil d'administration d'Elf Aquitaine du 15 avril 2002)	Principaux dirigeants	10	34 662	27,4 %	3 466	50 660	5 066
	Cadres dirigeants	60	82 800	65,5 %	1 380	121 015	2 017
	Autres salariés	9	8 976	7,1 %	997	13 119	1 458
	Total	79	126 438	100 %	1 600	184 794	2 339

(1) Plan attribué par le Conseil d'administration d'Elf Aquitaine du 1<sup>er</sup> avril 1998 sous réserve de la réalisation d'objectifs de résultats par le groupe Elf Aquitaine au titre des exercices 1998, 1999, 2000, 2001 et 2002. Les options sont exerçables depuis le 1<sup>er</sup> avril 2000 et expirent le 31 mars 2005.

(2) Ne figurent dans ces tableaux que les salariés du Groupe aux dates respectives du Conseil d'administration de TOTAL FINA ELF S.A. décidant l'attribution des plans d'options 2000, 2001 et 2002 (11 juillet 2000, 10 juillet 2001 et 9 juillet 2002). Ne figurent donc pas les bénéficiaires ayant quitté le Groupe préalablement à la tenue de ces Conseils.

(3) Dans la position occupée dans le Groupe aux dates respectives du Conseil d'administration de TOTAL FINA ELF S.A. décidant l'attribution des plans d'options TotalFinaElf 2000, 2001 et 2002.

(4) Hypothèse de mise en œuvre maximale de la faculté d'échange (19 actions TotalFinaElf pour 13 actions Elf Aquitaine).

## Options des principaux dirigeants du Groupe au 31 décembre 2002 (Comité Directeur et Trésorier du Groupe)

### Options de souscription et d'achat d'actions TotalFinaElf

Cette information figure en page 17.

### Options de souscription d'actions Elf Aquitaine <sup>(1)</sup>

	Plan 1995	Plan 1996	Plan 1997	Plan 1998	Plan 1999 n° 1	Plan IMT 1998	Total
Prix d'exercice par action Elf Aquitaine (en euros)	54,03	50,72	80,65	105,95	115,60	105,95	
Date d'expiration	24/01/2002	19/03/2003	25/03/2004	31/03/2005	30/03/2009	31/03/2005	
Options attribuées	22 200	27 300	38 450	49 750	26 720	179 724	344 144
Options existantes au 1 <sup>er</sup> janvier 2002	3 000	4 000	27 450	49 750	26 720	179 724	290 644
Options non confirmées durant l'exercice 2002 au titre de l'exercice 2001 <sup>(2)</sup>	-	-	-	-	-	6 180	6 180
Options exercées durant l'exercice 2002	3 000	0	6 451	0	0	0	9 451
Options existantes au 31 décembre 2002	0	4 000	20 999	49 750	26 720	173 544	275 013
<i>Nombre d'actions TotalFinaElf correspondantes <sup>(3)</sup></i>	<i>0</i>	<i>5 846</i>	<i>30 691</i>	<i>72 712</i>	<i>39 052</i>	<i>253 641</i>	<i>401 942</i>

(1) Parmi le Comité Directeur et le Trésorier de TotalFinaElf au 31 décembre 2002, certains membres issus du groupe Elf Aquitaine bénéficient d'options Elf Aquitaine qui font l'objet, en cas d'exercice, d'une faculté d'échange contre des actions TotalFinaElf sur la base de la parité d'échange de l'offre publique en surenchère intervenue en 1999, soit 19 actions TotalFinaElf pour 13 actions Elf Aquitaine (voir Note 25 des comptes consolidés).

(2) La confirmation des options du plan IMT 1998 par le Conseil d'administration d'Elf Aquitaine est fonction de la rentabilité des secteurs opérationnels au cours des exercices visés par le plan.

(3) Hypothèse de mise en œuvre maximale de la faculté d'échange (19 actions TotalFinaElf pour 13 actions Elf Aquitaine).

## Actions détenues par les organes de direction et d'administration

Au 31 décembre 2002 et sur la base du registre des actions détenues en nominatif, l'ensemble des membres (personnes physiques) du Conseil d'administration et des principaux dirigeants du Groupe (Comité Directeur et Trésorier) détenait moins de 0,5 % du capital social. Le nombre d'actions qu'ils détenaient à cette date est détaillé ci-dessous :

Membres du Conseil d'administration (y compris Président) : 79 584 actions

- Comité Directeur et Trésorier (y compris Président) : 168 761 actions
- Président du Conseil d'administration : 14 800 actions

Les transactions effectuées sur les titres de la Société par ses mandataires sociaux (ensemble des administrateurs y compris Président) durant l'année 2002 ont consisté en :

- l'achat de 1 375 actions TotalFinaElf au prix moyen de 160,51 euros par action ;
- l'achat de 1 000 ADS TotalFinaElf au prix moyen de 74,60 dollars US par ADS ;
- la vente de 5 320 actions TotalFinaElf au prix moyen de 165,94 euros par action.

# Renseignements généraux sur la Société

## ↳ Identité de la Société

### Dénomination <sup>(1)</sup>

TOTAL FINA ELF S.A.

### Siège social

2, place de la Coupole  
La Défense  
92400 COURBEVOIE

### Capital social

6 871 905 100 euros  
divisé en 687 190 510 actions au 31 décembre 2002.

### Forme et nationalité

Société anonyme régie par la législation française.

### Registre du commerce et des sociétés

542 051 180 RCS Nanterre

### Statuts

Déposés chez Maitres Gildas Le Gonidec de Kerhalic et Frédéric Lucet, notaires associés à Paris.

### Code APE (NAF)

111Z

### Durée

Prorogée de 99 ans à compter du 22 mars 2000, soit une expiration au 22 mars 2099 sauf dissolution anticipée ou prorogation.

### Exercice social

Du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre de chaque année.

### Objet social résumé

La Société a pour objet, directement et indirectement, en tous pays, la recherche et l'exploitation des gisements miniers, et notamment d'hydrocarbures sous toutes leurs formes, l'industrie, le raffinage, la transformation et le commerce de ces matières ainsi que de leurs dérivés et sous-produits ainsi que toutes activités relatives à la production et la distribution de toutes formes d'énergie, au domaine de la chimie sous toutes ses formes, aux secteurs du caoutchouc et de la santé.

### Lieux où peuvent être consultés les documents et renseignements relatifs à la Société

Au siège social de la Société.

### Répartition statutaire des bénéfices

Les produits nets de l'exercice, déduction faite des frais généraux et autres charges sociales, ainsi que tous amortissements de l'actif social et de toutes provisions pour risques commerciaux et industriels, constituent les bénéfices nets.

Sur ces bénéfices, il est prélevé dans l'ordre suivant :

- 1) 5 % pour constituer le fonds de réserve légale jusqu'à ce que ce fonds ait atteint le dixième du capital social ;
- 2) la somme fixée par l'Assemblée Générale en vue de la constitution de réserves dont elle déterminera l'affectation ou l'emploi ;
- 3) les sommes dont l'Assemblée Générale décide le report à nouveau.

Le surplus est versé aux actionnaires à titre de dividende.

Le Conseil d'administration peut procéder à la répartition d'acomptes sur dividende.

L'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice a la faculté d'accorder à chaque actionnaire, pour tout ou partie du dividende ou des acomptes mis en distribution, une option entre le paiement du dividende en numéraire ou son paiement en actions.

L'Assemblée Générale peut à toute époque, mais seulement sur la proposition du Conseil d'administration, décider la répartition totale ou partielle des sommes figurant aux comptes de réserves soit en espèces, soit en actions de la Société.

(1) Il est proposé à l'Assemblée Générale Mixte du 6 mai 2003 de modifier la dénomination sociale "TOTAL FINA ELF S.A." en "TOTAL S.A.".

## Assemblées Générales

Les assemblées d'actionnaires sont convoquées et délibèrent dans les conditions prévues par la loi. Quelques dispositions sont cependant spécifiques à TOTAL FINA ELF S.A. dont les suivantes :

### *Délai d'immobilisation des titres*

Les propriétaires d'actions au porteur ou inscrites sur un compte non tenu par la Société doivent, pour avoir le droit d'assister ou de se faire représenter aux Assemblées Générales, déposer un certificat établi par l'intermédiaire teneur de leurs comptes constatant l'indisponibilité des titres jusqu'à la date de la réunion aux lieux indiqués par l'avis de convocation, un jour au moins avant la date de l'Assemblée.

### *Droit de vote double*

Un droit de vote double est attribué, eu égard à la quotité du capital social qu'elles représentent, à toutes les actions nominatives et entièrement libérées, inscrites au nom d'un même actionnaire depuis deux ans au moins, ainsi que, en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, bénéfiques ou primes, aux actions nominatives attribuées gratuitement à un actionnaire à raison d'actions anciennes pour lesquelles il bénéficie de ce droit.

### *Limitation du droit de vote*

En Assemblée Générale, aucun actionnaire ne peut exprimer, par lui-même et par mandataire, au titre des droits de vote simple attachés aux actions qu'il détient directement ou indirectement et aux pouvoirs qui lui sont donnés, plus de 10 % du nombre total des droits de vote attachés aux actions de la Société. S'il dispose du droit de vote double, cette limite pourra être dépassée sans cependant excéder 20 %.

Ces limitations deviennent caduques dès lors qu'une personne physique ou morale, agissant seule ou de concert, vient à détenir directement ou indirectement au moins les deux tiers du nombre total des actions de la Société à la suite d'une procédure publique visant la totalité des actions de la Société.

### *Franchissements de seuil statutaires*

Toute personne, physique ou morale, qui vient à détenir, directement ou indirectement, un pourcentage du capital, des droits de vote ou de titres donnant accès à terme au capital de la Société, égal ou supérieur à 1 % ou à un multiple de ce pourcentage, est tenue d'en informer la Société. Elle doit également informer la Société lorsque sa participation directe ou indirecte redevient inférieure à ces pourcentages.

## Caractéristiques des actions

Il n'existe qu'une seule catégorie d'actions, de valeur nominale de 10 euros, sous réserve des droits de vote double décrits précédemment.

Les actions sont au porteur ou nominatives.

## Capital autorisé non émis au 31 décembre 2002

- Autorisation d'augmenter le capital par émission d'actions nouvelles avec ou sans droit préférentiel de souscription d'actions, y compris par incorporation de réserves, bénéfiques ou primes d'émission sous forme d'attribution d'actions gratuites et/ou d'élévation de la valeur nominale des actions existantes, pour un montant nominal maximal de 4 milliards d'euros et autorisation d'émettre des valeurs mobilières donnant accès, immédiat ou à terme, à une quotité du capital de la Société pour un montant nominal maximal de 10 milliards d'euros (Assemblée Générale Mixte du 7 mai 2002 – autorisation valable vingt-six mois). Compte tenu de l'absence d'utilisation de cette autorisation, le capital autorisé non émis par émission d'actions nouvelles, sous cette autorisation, était de 4 milliards d'euros, soit 400 millions d'actions, au 31 décembre 2002.
- Autorisation de réaliser des augmentations de capital réservées aux salariés adhérents à un Plan d'épargne d'entreprise dans la limite d'un montant maximal égal à 3 % du capital social existant au moment de l'émission (Assemblée Générale Mixte du 7 mai 2002 – autorisation valable cinq ans). Au 31 décembre 2002, aucune augmentation de capital n'avait été mise en œuvre dans le cadre de cette autorisation et, à cette date, 20 615 715 actions pouvaient donc être émises dans le cadre de cette autorisation.
- Autorisation d'attribuer des options de souscription et d'achat d'actions réservées au personnel de TotalFinaElf dans la limite d'un montant maximal de 3 % du capital social existant au moment de l'attribution (Assemblée Générale Mixte du 17 mai 2001). La durée fixée initialement par l'Assemblée Générale Mixte du 17 mai 2001 était de 4 ans. Cette durée a été réduite par les articles L. 225-177 et L.179 du Code de commerce, modifiés par la loi n° 2001-420 du 15 mai 2001, qui fixent désormais à 38 mois la durée maximum pendant laquelle le CA peut utiliser l'autorisation. Cette autorisation est donc valable jusqu'au 17 juillet 2004. Dans le cadre de cette autorisation, 2 760 000 options d'achat d'actions TotalFinaElf ont été attribuées par le Conseil d'administration du 10 juillet 2001 et 2 908 150 options d'achat d'actions TotalFinaElf ont été attribuées

par le Conseil d'administration du 9 juillet 2002. Ainsi, au 31 décembre 2002, 14 947 565 actions pouvaient donc être émises dans le cadre de cette autorisation.

- Autorisation d'annuler les actions de la Société dans la limite de 10 % du capital par période de vingt-quatre mois. Cette autorisation, accordée par l'Assemblée Générale Mixte du 7 mai 2002, est valable jusqu'à l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2006. 23 443 245 actions ont été annulées dans le cadre de cette autorisation sur décision du Conseil d'administration du 19 novembre 2002. Ainsi, au 31 décembre 2002 et compte tenu de l'annulation de 35 368 000 actions réalisées le 20 novembre 2001, 9 907 806 actions pouvaient encore être annulées dans le cadre de cette autorisation.

## Capital potentiel

Les titres donnant accès à des actions TotalFinaElf, par exercice ou remboursement, sont :

- les warrants US TotalFinaElf qui ont été émis (i) en 1999, en rémunération des warrants US PetroFina apportés à l'Offre Publique d'Échange menée par TotalFinaElf aux États-Unis d'Amérique sur l'intégralité des actions et titres de capital de PetroFina et (ii) le 8 novembre 2000, en rémunération des warrants US PetroFina qui ont fait l'objet d'un échange automatique après la constatation ce même jour d'une *Combination* au sens de l'article 12 du *Warrant Agreement* de PetroFina. Chaque warrant US TotalFinaElf donne droit à l'achat d'un ADS TotalFinaElf au prix de 46,94 USD par ADS jusqu'au 5 août 2003. Au 31 décembre 2002, 1 768 931 warrants US TotalFinaElf restaient en circulation, donnant droit à la souscription de 1 768 931 ADS TotalFinaElf, soit 884 465 actions TotalFinaElf ;
- les actions Elf Aquitaine, existantes ou à créer par levée d'options de souscription Elf Aquitaine (non encore levées au dernier jour de l'Offre Publique d'Échange menée par TotalFinaElf en 1999), lesquelles actions bénéficient d'une faculté d'échange contre des actions TotalFinaElf (sur la base de la parité d'échange de l'Offre, soit 19 actions TotalFinaElf pour 13 actions Elf Aquitaine) garantie par la Société dans la note d'information relative à l'Offre en surenchère du 22 septembre 1999. Au 31 décembre 2002, 3 543 462 actions Elf Aquitaine, existantes ou à créer, étaient susceptibles de bénéficier de cette faculté d'échange, donnant donc droit à la souscription d'au maximum 5 178 906 actions TotalFinaElf.

## Intéressement et participation du personnel

Le 29 juin 2000, un accord d'intéressement et un accord de participation ont été signés pour les exercices 2000,

2001 et 2002 concernant les sociétés TOTAL FINA ELF S.A., Total Raffinage Distribution, Total Solvants, Totalgaz, Yacco, Elf Aquitaine, Elf Impex, Elf Exploration Production, Elf Aquitaine Exploration Production France, Elf Antar France, Elf Lubrifiants, Gaz du Sud-Ouest, Elf Trading France et Somarelf.

Le montant de la réserve spéciale de participation et de l'intéressement à répartir pour l'ensemble des sociétés signataires des accords de Groupe au titre de l'exercice 2002 s'élève à 75,9 millions d'euros.

## Pacte d'actionnaires relatif à Sanofi-Synthélabo

Au 31 décembre 2002, TotalFinaElf, indirectement au travers de sa filiale à 99,44 % Elf Aquitaine, et L'Oréal détenaient de concert 44,05 % du capital et 60,61 %<sup>(1)</sup> des droits de vote de Sanofi-Synthélabo.

Au cours de l'exercice 2002, la participation du Groupe TotalFinaElf, détenue par l'intermédiaire d'Elf Aquitaine et de VGF, elle-même filiale à 100 % d'Elf Aquitaine, a été ramenée de 26,07 % du capital et 34,90 % des droits de vote au 31 décembre 2001 à 24,52 % du capital et 33,74 %<sup>(1)</sup> des droits de vote au 31 décembre 2002.

Un pacte d'actionnaires a été conclu entre Elf Aquitaine et L'Oréal le 9 avril 1999 pour une durée initiale de six ans à compter du 2 décembre 1998 et est décrit dans le prospectus visé par la Commission des Opérations de Bourse le 15 avril 1999 sous le numéro 99-399. Le Conseil des Marchés Financiers a accordé par décisions du 27 novembre 1998 (avis SBF n° 98-4707 du 7 décembre 1998) et du 16 mars 1999 (avis SBF n° 99-1083 du 18 mars 1999) à Elf Aquitaine et L'Oréal une dérogation à l'obligation de dépôt d'un projet d'Offre Publique visant les titres Sanofi-Synthélabo.

Les principales dispositions de ce pacte sont les suivantes :

Elf Aquitaine et L'Oréal s'interdisent pendant toute la durée du pacte de procéder à toute cession des titres pactés (19,43% du capital actuel pour chacune des deux sociétés). Toutefois, en cas d'Offre Publique sur le capital de Sanofi-Synthélabo, Elf Aquitaine et L'Oréal pourront apporter ensemble leurs titres pactés à ladite Offre ou à toute offre concurrente ou surenchère. Si elles ne conviennent pas d'apporter ensemble leurs titres pactés, l'une des sociétés pourra apporter ses titres pactés après accord préalable et écrit de l'autre, et l'autre disposera d'un droit de préemption sur tout ou partie de ceux-ci.

<sup>(1)</sup> Sur la base du nombre de droits de vote déclaré par Sanofi-Synthélabo le 22 mai 2002.

Échappent à l'engagement d'inaliénabilité les cessions de titres pactés au plus égales à 0,5 % du capital ou des droits de vote de Sanofi-Synthélabo sur douze mois glissants. Elf Aquitaine et L'Oréal se sont consentis mutuellement pendant toute la durée du pacte, un droit de préemption applicable à toute cession à un tiers de titres pactés.

Elf Aquitaine et L'Oréal se sont engagés à faire en sorte que le Conseil d'administration de Sanofi-Synthélabo soit composé de douze ou onze administrateurs, suivant le cas, ainsi répartis :

- quatre ou trois choisis parmi les candidats proposés par Elf Aquitaine suivant que la participation au capital du groupe Elf Aquitaine reste ou non supérieure de plus de 3 % à celle de L'Oréal ;
- trois choisis parmi les candidats proposés par L'Oréal ;
- deux opérationnels ;
- trois indépendants.

Elf Aquitaine et L'Oréal se sont engagés à se concerter préalablement à toute réunion du Conseil d'administration ou de l'Assemblée Générale des actionnaires de Sanofi-Synthélabo ou préalablement à toute décision importante sur les perspectives d'avenir de Sanofi-Synthélabo en vue d'établir une position ou une politique commune.

Elf Aquitaine et L'Oréal ont déclaré agir de concert dans Sanofi-Synthélabo. Les deux sociétés se sont engagées à ne pas augmenter leur participation, seule ou de concert entre elles, dans une proportion telle qu'elle entraînerait l'obligation de déposer une Offre Publique sur le capital de Sanofi-Synthélabo (actuellement 2 % par période glissante de douze mois).

Elf Aquitaine et L'Oréal se sont engagés à ne pas se placer dans une situation d'action de concert avec un tiers. La cession des titres libres (c'est-à-dire non pactés) par le groupe Elf Aquitaine est libre, sous certaines réserves.

Le pacte est conclu pour une durée initiale de six ans allant jusqu'au 2 décembre 2004. Il est renouvelable par tacite reconduction. Au-delà de la sixième année, l'une ou l'autre des parties a la faculté de mettre fin au pacte à tout moment, sous réserve du respect d'un délai de préavis d'un an.

Le Conseil des Marchés Financiers a considéré que dans l'hypothèse où la participation de L'Oréal serait susceptible de devenir supérieure en capital ou en droits de vote à celle d'Elf Aquitaine du fait d'acquisitions de titres par L'Oréal, y compris par l'usage de son droit de préemption, il y aurait matière à examen des conséquences de cette modification d'équilibre au sein du concert au regard de l'obligation de dépôt d'un projet d'offre publique.

Pour une description de Sanofi-Synthélabo, il convient de se référer au document de référence établi par cette société.

### Politique d'information

Outre son rapport annuel, le Groupe diffuse régulièrement des informations sur ses activités à travers des publications périodiques ainsi que sur son site Internet <http://www.totalfinaelf.com>, ceci indépendamment des nouvelles d'importance significative qui font l'objet de communiqués de presse.

Par ailleurs, TotalFinaElf sollicite, depuis 1989, l'enregistrement de son rapport annuel comme document de référence auprès de la COB.

Enfin, le Groupe organise régulièrement des réunions d'information, tant en France qu'à l'étranger, à destination des actionnaires, journalistes et analystes financiers.

### Responsable de l'information financière

**Paris :**  
Ladislav Paszkiewicz  
Direction de  
la Communication  
Financière  
2, place de la Coupole  
La Défense 6  
92078 La Défense cedex  
Tél. : 01 47 44 58 53  
ou (331) 4744 58 53  
Fax : 01 47 44 58 24  
ou (331) 47 44 58 24  
E-mail :  
investorel@fr.psinet.com

**New York :**  
Robert Hammond  
TotaFinaElf Services Inc.  
444 Madison Avenue,  
42nd floor  
New York, NY 10022-6903  
Tél. : (001) (212) 922-3030  
Fax : (001) (212) 922-3074  
E-mail:  
ir.nyc@totalfinaelf.com

# Administration – Direction – Contrôle

## Renseignements concernant le mode d'exercice de la Direction Générale

Aux termes de l'article 15 des statuts de la Société mis en harmonie, par l'Assemblée Générale Mixte des actionnaires du 7 mai 2002, avec les dispositions de la loi du 15 mai 2001 relative aux nouvelles régulations économiques, il appartenait au Conseil d'administration de la Société de choisir entre deux modes d'exercice de la Direction Générale : soit une Direction Générale assumée par le Président du Conseil d'administration qui cumule alors ces deux fonctions et porte le titre de Président-directeur général, soit une Direction Générale assumée par une autre personne physique nommée par le Conseil d'administration, cette dernière portant le titre de Directeur général.

Lors de sa réunion du 9 juillet 2002, le Conseil d'administration, sur proposition du comité de nomination et des rémunérations, a choisi de maintenir le mode d'exercice antérieur de la Direction Générale, soit le cumul des fonctions de Président du Conseil d'administration et de Directeur général, cette fonction continuant à être assurée par M. Thierry Desmarest.

## Renseignements concernant les administrateurs en exercice

(Article L. 225-102-1 du Code de commerce)

### **Thierry Desmarest**

Président-directeur général

Autres mandats et fonctions exercés durant l'exercice 2002

Président-directeur général de :

- Elf Aquitaine

Membre du Conseil de Surveillance :

- Air Liquide
- Areva

Administrateur de :

- Sanofi-Synthélabo

Rémunération totale et avantages de toute nature perçus durant l'année 2002 : 2 409 952 euros

### **Yves Barsalou**

Administrateur

Autres mandats et fonctions exercés durant l'exercice 2002

Président de :

- VVO Listel (Groupe La Languedocienne) – Sète

Président délégué :

- Crédit Foncier de Monaco

Vice-Président du Conseil de Surveillance de :

- Midi Libre

Administrateur de :

- Société des Caves & Producteurs Réunis de Roquefort
- Banco Espírito Santo – Lisbonne
- Sodagri – Rodez
- U.I. - Paris

Membre du Conseil de Surveillance de :

- BRL

Rémunération totale et avantages de toute nature perçus durant l'année 2002 : 32 503,76 euros

### **Daniel Bouton**

Administrateur

Autres mandats et fonctions exercés durant l'exercice 2002

Président-directeur général de :

- Société Générale

Administrateur de :

- Schneider Electric S.A.
- Arcelor

Membre du Conseil de Surveillance :

- Vivendi Environnement

Rémunération totale et avantages de toute nature perçus durant l'année 2002 : 41 255,64 euros

### **Bertrand Collomb**

Administrateur

Autres mandats et fonctions exercés durant l'exercice 2002

Président-directeur général de :

- Lafarge

Membre du Conseil de Surveillance :

- Allianz

Administrateur de :

- ATCO - Calgary

Rémunération totale et avantages de toute nature perçus durant l'année 2002 : 32 127,82 euros

**Paul Desmarais Jr.**

Administrateur

Autres mandats et fonctions exercés durant l'exercice 2002

Président du Conseil et cochef de la Direction de :

- Power Corporation du Canada

Président du Conseil de :

- Corporation Financière Power

Vice-Président du Conseil de Surveillance et Membre du Comité Stratégique et du Comité des Rémunérations de :

- Imerys

Membre du Conseil d'administration et du Comité de Direction de :

- Great-West, Compagnie d'assurance vie
- Great-West Life & Annuity Insurance Company
- Great-West Lifeco Inc.
- Groupe Bruxelles Lambert S.A.
- Groupe Investors Inc.
- London Insurance Group Inc.
- London Life, Compagnie d'assurance vie
- Pargesa Holding S.A.

Membre du Conseil d'administration et du Comité de Surveillance de :

- Corporation Financière Power
- Gesca Ltée
- La Presse Ltée
- Les Journaux Trans-Canada (1996) Inc.
- Suez
- Tractebel S.A. (jusqu'en mai 2002)

Rémunération totale et avantages de toute nature perçus durant l'année 2002 : 13 929,29 euros

**Xavier Dupont**

Administrateur

Autres mandats et fonctions exercés durant l'exercice 2002

Président de :

- Natexis Quantactions France

Vice-Président du Conseil de Surveillance :

- ACOFI

Membre du Conseil de Surveillance :

- Banque Privée Saint Dominique

Rémunération totale et avantages de toute nature perçus durant l'année 2002 : 41 255,64 euros

**Jacques Friedmann**

Administrateur

Autres mandats et fonctions exercés durant l'exercice 2002

Administrateur de :

- BNP Paribas
- Vivendi Universal (jusqu'au 3 décembre 2002)

Rémunération totale et avantages de toute nature perçus durant l'année 2002 : 65 255,64 euros

**Bertrand Jacquillat**

Administrateur

Autres mandats et fonctions exercés durant l'exercice 2002

Président-directeur général de :

- Associés en Finance

Administrateur de :

- Klepierre

Rémunération totale et avantages de toute nature perçus durant l'année 2002 : 61 255,64 euros

**Antoine Jeancourt Galignani**

Administrateur

Autres mandats et fonctions exercés durant l'exercice 2002

Président du Conseil d'administration de :

- GECINA
- SIMCO
- Société des Immeubles de France
- SNA SAL - Beyrouth

Président du Conseil de Surveillance de :

- Euro Disney SCA

Administrateur de :

- Assurances Générales de France
- Société Générale
- Kaufman & Broad S.A.

Membre du Conseil de Surveillance de :

- Fox Kids Europe NV

Rémunération totale et avantages de toute nature perçus durant l'année 2002 : 36 879,70 euros

**Anne Lauvergeon**

Administrateur

Autres mandats et fonctions exercés durant l'exercice 2002

Président-directeur général de :

- Cogema

Président du Directoire :

- Areva

Administrateur de :

- Suez
- Sagem
- Péchiney

Représentant permanent de la Cogema :

- Usinor (jusqu'au 5 mars 2002)
- Eramet

Rémunération totale et avantages de toute nature perçus durant l'année 2002 : 23 751,88 euros

**Michel Pébereau**

Administrateur

Autres mandats et fonctions exercés durant l'exercice 2002

Président-directeur général de :

- BNP Paribas

Président de :

- Fédération Bancaire Française

Administrateur de :

- Lafarge
- Saint Gobain
- BNP Paribas UK Holdings Limited

Censeur de :

- Galeries Lafayette

Membre du Conseil de Surveillance de :

- Axa
- Dresdner Bank AG

Rémunération totale et avantages de toute nature perçus durant l'année 2002 : 36 503,76 euros

**Thierry de Rudder**

Administrateur

Autres mandats et fonctions exercés durant l'exercice 2002

Administrateur délégué de :

- Groupe Bruxelles Lambert

Administrateur de :

- Compagnie Nationale à Portefeuille
- Société Générale de Belgique
- Tractebel
- PetroFina
- Rhodia (jusqu'au 13 juin 2002)
- Imerys

Rémunération totale et avantages de toute nature perçus durant l'année 2002 : 45 659,78 euros

**Jürgen Sarrazin**

Administrateur

Autres mandats et fonctions exercés durant l'exercice 2002

Néant.

Rémunération totale et avantages de toute nature perçus durant l'année 2002 : 30 941,73 euros

**Robert Studer**

Administrateur

Autres mandats et fonctions exercés durant l'exercice 2002

Administrateur de :

- BASF
- Espírito Santo Financial Group S.A.
- Renault
- Schindler Holding AG

Rémunération totale et avantages de toute nature perçus durant l'année 2002 : 30 941,73 euros

**Serge Tchuruk**

Administrateur

Autres mandats et fonctions exercés durant l'exercice 2002

Président-directeur général de :

- Alcatel

Administrateur de :

- Vivendi Universal (jusqu'en septembre 2002)
- Thales
- Société Générale
- Institut Pasteur

Président du Conseil d'administration de :

- Alcatel USA Holdings Corp.

Membre du Conseil de Surveillance de :

- Alcatel Deutschland GmbH

Rémunération totale et avantages de toute nature perçus durant l'année 2002 : 44 879,70 euros

**Pierre Vaillaud**

Administrateur

Autres mandats et fonctions exercés durant l'exercice 2002

Administrateur de :

- Egis

Membre du Conseil de Surveillance :

- Technip Coflexip
- Oddo Pinatton
- Cegelec

Rémunération totale et avantages de toute nature perçus durant l'année 2002 : 36 879,70 euros

**Conventions réglementées**

La liste des conventions réglementées visée aux articles L. 225-39 et L. 225-115 du Code de commerce qui est mise à la disposition des actionnaires au siège social ne fait apparaître aucune convention susceptible d'avoir un impact significatif sur la situation financière de la Société. En particulier, aucune convention ne lie la Société à un actionnaire détenant une fraction supérieure à 5 % des droits de vote de la Société.

*N.B. : les administrateurs en exercice n'ont perçu au cours de l'exercice aucune rémunération ou avantage de toute nature de la part de sociétés contrôlées par TOTAL FINA ELF S.A. La rémunération indiquée (à l'exception de celle du Président), correspond uniquement aux jetons de présence versés au titre de l'exercice 2002.*

## ↳ Contrôle externe de la Société – Commissaires aux comptes

### Titulaires

#### KPMG Audit

Département de KPMG S.A.  
1, cours Valmy, 92923 Paris-La Défense  
Date de nomination : 13/05/1998 pour 6 exercices  
R. Amirkhanian

Honoraires perçus en 2002\* (en millions d'euros) :

– Commissariat aux comptes et certification des comptes individuels et consolidés (a)	10,7
– Missions accessoires (b)	5,7
– Sous-total (c) = (a) + (b)	16,4
– Autres prestations (d)	0,5
– Total (c) + (d)	16,9

\* Y compris membres de leur réseau

#### Barbier Frinault et Autres

#### Ernst & Young

41, rue Ybry, 92576 Neuilly-sur-Seine Cedex  
Date de nomination : 21/05/1997 pour un exercice  
Renouvelé le 13/05/1998 pour 6 exercices  
P. Macioce

Honoraires perçus en 2002\* (en millions d'euros) :

– Commissariat aux comptes et certification des comptes individuels et consolidés (a)	10,2
– Missions accessoires (b)	1,6
– Sous-total (c) = (a) + (b)	11,8
– Autres prestations (d)	0,9
– Total (c) + (d)	12,7

\* Y compris membres de leur réseau

### Suppléants

#### Cabinet Salustro Reydel

8, avenue Delcassé, 75378 Paris Cedex 08  
Date de nomination : 20/06/1986  
Renouvelé le 13/05/1998 pour 6 exercices

#### M. Alain Grosmann

c/o Barbier Frinault et Autres  
41, rue Ybry, 92576 Neuilly-sur-Seine Cedex  
Date de nomination : 21/05/1997 pour un exercice  
Renouvelé le 13/05/1998 pour 6 exercices

Les mandats des commissaires aux comptes titulaires et suppléants expireront à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2003.

## ↳ Passage entre les normes comptables françaises et américaines

TotalFinaElf S.A. publie, dans son document de référence américain *Form 20-F* déposé auprès de la *Securities and Exchange Commission*, un tableau de passage entre ses comptes consolidés et des comptes qui seraient présentés selon les normes comptables américaines.

Les principaux écarts s'analysent comme suit :

(en millions d'euros)	Capitaux propres au 31/12/2002	Résultat 2002
Comptes consolidés du Groupe :	32 146	5 941
• Intégrations Elf et PetroFina	38 817	(763)
• Valorisations des stocks	1 827	658
• Autres éléments	(482)	627
• Impact fiscal des écarts ci-dessus	(3 212)	(199)
Montants aux normes américaines :	69 096	6 264

Les principaux écarts concernent, d'une part le traitement des intégrations d'Elf Aquitaine et de PetroFina comptabilisés comme mise en commun d'intérêts dans les comptes français et comme acquisitions dans les comptes américains et, d'autre part, la valorisation des stocks pétroliers évalués selon la méthode du coût de remplacement, proche de la méthode LIFO, dans les comptes français et selon la méthode FIFO dans les comptes américains. Les autres écarts concernent des méthodes diverses présentant des incompatibilités en matière de droit comptable.

Ces écarts qui ont pour origine des conventions de valorisation d'éléments de bilan différentes n'ont pas d'impact sur les flux de trésorerie, sur les liquidités, ni sur les dettes financières.

Les explications détaillées relatives aux écarts décrits ci-dessus sont présentées dans le document de référence américain 20-F disponible sur le site Internet du Groupe.

# Informations d'ordre social et environnemental

## en application de l'article L. 225-102-1 du Code de commerce

En application de la loi du 15 mai 2001 sur les nouvelles régulations économiques (dite loi NRE) insérée dans le Code de commerce, la Société doit fournir des informations sur la manière dont sont prises en compte les conséquences sociales et environnementales de son activité.

Les données relatives à ces obligations sont présentées ci-après, étant précisé qu'au périmètre de TOTAL FINA ELF S.A., les informations environnementales ne paraissent pas pertinentes. C'est pourquoi la Société présente ici les objectifs environnementaux des filiales.

Au-delà de ces obligations légales, la Société a décidé de publier par ailleurs un rapport spécifique intitulé "Notre énergie en partage" qui traite de l'ensemble des activités du Groupe, de leurs conséquences sociales et environnementales et qui présente les performances et les objectifs de l'ensemble du Groupe en ces matières.



## Social

### 1. Les effectifs

#### EFFECTIF TOTAL FINA ELF S.A. AU 31.12.2002

Hommes	3 656
Femmes	1 216
Total	4 872

Les femmes représentent 25 % de l'effectif TOTAL FINA ELF S.A. au 31.12.2002.

#### MOBILITÉ VERS TOTAL FINA ELF S.A. EN 2002

Mobilité externe : CDI	235
CDD	120
Mobilité Interne	2 096
Total	2 451

La mobilité intra-Groupe représente en 2002, 85 % de mouvements vers TOTAL FINA ELF S.A. Pour le reste, 10 % des entrées sont des embauches en CDI et 5 % en CDD.

#### DÉPARTS DE TOTAL FINA ELF S.A. EN 2002

Démissions	24
Licenciements	4
Fin de CDD	104
Retraite	28
Fin de période d'essai	2
Décès	3
Mutations	79
Autres départs*	103
Total	347

\* PRI - PRC

En 2002, les licenciements ont représenté 1 % des départs, les démissions 7 % et les départs en préretraites (PRC ou PRI) 29 %.

## TRAVAILLEURS EXTÉRIEURS PRÉSENTS PAR MOIS EN 2002 \* - TOTAL FINA ELF S.A.

Prestataires	352
Intérimaires	138

\* Nombre moyen par mois

## 2. Le temps de travail et son organisation

## ORGANISATION DU TEMPS DE TRAVAIL EN 2002 - TOTAL FINA ELF S.A.

Temps plein *	4 629
Temps partiel	203
Travail en équipe	40

\* 1 573 heures ou 207 jours.

5 % des salariés TOTAL FINA ELF S.A. travaillent à temps partiel.

## TAUX D'ABSENTÉISME - TOTAL FINA ELF S.A.

	2002	2001	2000
	1,91	2,09	2,47

Le taux d'absentéisme chez TOTAL FINA ELF S.A. a baissé de 23 % entre 2000 et 2002.

## 3. Les rémunérations

## ÉVOLUTION DES RÉMUNÉRATIONS - TOTAL FINA ELF S.A.

(en euros)	2002	2001	2000
Moyenne par an *	66 702	65 839	64 624
Moyenne par mois **	5 076	5 029	4 842

\* Y compris les cadres supérieurs et dirigeants.

\*\* Moyenne sur 13 mois.

## RÉMUNÉRATION MOYENNE PAR MOIS HOMMES/FEMMES - TOTAL FINAL ELF S.A.

(en euros)	2002	2001	2000
Hommes	5 766	5 685	5 508
Femmes *	3 326	3 188	3 001

\* La moyenne n'est pas pondérée / temps de travail.

L'écart entre la rémunération moyenne des hommes et celle des femmes a diminué de 3 % en 2 ans. L'interprétation de cet écart doit être modulé par rapport à l'âge, l'ancienneté, le temps de travail et la catégorie professionnelle occupée.

## CHARGES SALARIALES GLOBALES - TOTAL FINAL ELF S.A.

	2002	2001	2000
Ratio	0,36	0,22	0,16
Frais de personnel (milliers d'euros)	0,45	0,32	0,28
Valeur ajoutée (milliers d'euros)	1,258	1,448	1,751

En 2002, les frais de personnel ont augmenté de 40 % du fait des nombreuses mutations dues au rapprochement des sociétés.

**MONTANT MOYEN DE LA PARTICIPATION ET INTÉRESSEMENT PAR BÉNÉFICIAIRE - TOTAL FINA ELF S.A.**

(en euros)	2001	2000	1999
Participation	1 784	991	206
Intéressement	2 452	3 043	3 630
Total	4 236	4 034	3 836

Les chiffres 2002 ne sont pas disponibles à la date de publication du présent rapport.

Le montant des sommes versées au titre de la participation et de l'intéressement a augmenté de 10 % depuis 1999.

**4. Les conditions d'hygiène et de sécurité****ACCIDENTS DU TRAVAIL - TOTAL FINA ELF S.A.**

	2002	2001	2000
Nombre d'accidents	7	7	8
Taux de fréquence	1,318	1,688	2,055

Le taux de fréquence est en diminution constante sur trois ans.

**DÉPENSES PROGRAMMÉES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ - TOTAL FINA ELF S.A.**

(en euros)	2002	2001
	2 675 000	2 679 000

**5. La formation****NOMBRE DE STAGIAIRES - TOTAL FINA ELF S.A.**

	2002	2001	2000
	1 885	1 099	682

Le nombre de salariés ayant bénéficié d'une action de formation a doublé de 2001 à 2002. Cette augmentation est due en partie à la croissance des effectifs sur 2002 suite à la fusion des sociétés.

**6. L'emploi des travailleurs handicapés****NOMBRE DE TRAVAILLEURS HANDICAPÉS - TOTAL FINA ELF S.A.**

	2002	2001	2000
	93	69	62

Le nombre de travailleurs handicapés présents chez TOTAL FINA ELF S.A. a cru de 35 % de 2001 à 2002.

**7. Les œuvres sociales****BUDGET DES COMITÉS - TOTAL FINA ELF S.A.**

(en euros)	2002	2001	2000
	2 442 589	1 698 435	1 517 993

**8. Bilan des relations professionnelles**

	2002	2001	2000
Nombre de réunions de négociations avec les DSC *	58	72	46
Nombre d'accords collectifs signés	18	3	8

\* Délégués syndicaux centraux.

Beaucoup d'accords collectifs ont été principalement négociés en 2001 mais signés en 2002.

## Environnement

En vertu de la loi n° 2001-420 du 15 mai 2001, TOTAL FINA ELF S.A. doit fournir des informations sur les conséquences environnementales de son activité et, pour répondre au décret d'application du 20 février 2002, donner des éléments sur les objectifs environnementaux de ses filiales à l'étranger.

Les développements suivants donnent des indications sur les objectifs de politique environnementale proposés par la société mère. Les autres informations à caractère environnemental ne paraissent pas pertinentes pour celle-ci.

Le Groupe TotalFinaElf mène en effet des projets dans plus de 120 pays, dans des domaines aussi variés que l'amont et l'aval pétrolier et gazier, la production d'énergie et la chimie. Le rapport spécifique intitulé "Notre énergie en partage" donne des informations détaillées sur la façon dont les différentes entités du Groupe conduisent leurs politiques environnementales. Dans sa partie consacrée à l'environnement, il rend compte des conséquences environnementales de ces activités, décrit et explique les impacts qualitatifs et quantitatifs, détaille les actions menées, et présente les performances de l'ensemble du Groupe en matière environnementale ainsi que les engagements qu'il a pris ou se propose de prendre.

TotalFinaElf a élaboré en 2001 une charte en matière de santé, de sécurité, d'environnement et de qualité. Ce document refondait, en les harmonisant, les principes directeurs que chacune des trois sociétés qui venaient de fusionner, avait déjà exprimés dans ces différents domaines. Approuvée par le Comité Exécutif du Groupe, cette charte constitue un élément de référence de sa culture, et témoigne de son engagement en matière de sécurité des activités, santé des personnes, respect de l'environnement et qualité des produits et services. Elle doit être déclinée en tenant compte des réalités opérationnelles de chacun de nos métiers. Traduite en plusieurs langues, elle est accompagnée d'un guide commentant les dix principes, pour permettre aux opérationnels de mieux les comprendre et les appliquer dans leurs fonctions quotidiennes.

Les dix principes se regroupent autour de trois thèmes : l'activité industrielle elle-même, le personnel, les tiers.

En ce qui concerne l'activité industrielle, tout projet de développement, tout lancement d'un produit nouveau ne peut être engagé qu'après une analyse préalable et détaillée des risques en matière de sécurité, de santé et d'environnement menée au sein de la branche opérationnelle concernée. La vérification de la prise en compte de standards minima communs à toutes les entités de même nature du Groupe, quel que soit

le pays d'implantation d'une nouvelle unité ou de son extension, se fait au moment de l'examen du projet par le Comité des Risques. Ce Comité des Risques donne son avis au Comité Exécutif du Groupe sur les projets majeurs d'investissements, d'acquisitions, de cessions proposés par les responsables des branches opérationnelles. Il comprend un représentant de la Direction du Développement Durable et de l'Environnement et un représentant de la Direction Sécurité Industrielle.

Cette démarche d'évaluation et de prévention des risques passe par des analyses scientifiques sur les substances et leurs effets, par des études d'impact environnemental et des études de dangers, conformément aux réglementations en vigueur et aux règles de l'art. Elle intègre progressivement la problématique de la fin de vie des produits et des installations. Elle doit se répéter régulièrement tout au long du projet pour vérifier que les impacts sur l'environnement et les risques pour la sécurité sont aussi réduits que possible. Des systèmes de gestion relatifs à la sécurité, à l'environnement et à la qualité sont mis en place et sont, eux aussi, réévalués régulièrement.

Parmi les principaux objectifs de prévention figurent la réduction de la production de déchets sur les sites et la valorisation de ceux qui sont produits, la réduction des consommations d'eau et de certaines matières premières, l'amélioration de l'efficacité énergétique. TOTAL FINA ELF S.A. a annoncé un objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre, pour l'ensemble de ses activités au niveau mondial, et dans le cadre d'un accord volontaire signé par plusieurs sociétés françaises et approuvé par le gouvernement, les filiales du raffinage et de la chimie ont pris des engagements de réduction pour leurs activités en France. Une attention toute particulière est portée à la contamination des sols et des eaux souterraines, dans le cadre de programmes spécifiques d'évaluation des risques et de dépollution.

Au-delà de la politique de prévention, les entités opérationnelles du Groupe doivent mettre en place des moyens et des plans d'intervention pour faire face en cas d'accident. Ces dispositifs sont régulièrement mis à jour et vérifiés dans les Directions Environnement et Sécurité correspondantes, et les retours d'expérience systématiquement organisés.

Les principes relatifs aux personnels se déclinent autour de deux idées : chacun à son niveau exerce une responsabilité dans le domaine de la sécurité et de l'environnement, doit en être conscient, et agir en conséquence. L'appréciation hiérarchique du travail se fait entre autres, en fonction de ces critères.

En ce qui concerne les relations avec les tiers, la Charte recommande que les prestataires extérieurs, les fournisseurs, les partenaires industriels et commerciaux en général, adhèrent à la politique de sécurité et

d'environnement du Groupe. Elle souligne également que les attentes des partenaires sociaux, clients, actionnaires, tiers parties prenantes dans les relations qui intéressent l'environnement doivent être satisfaites, dans une attitude constructive de dialogue et de transparence.

L'organisation des entités du Groupe témoigne de la prise en compte constante et effective de l'environnement dans toutes ses activités. Les actions et les politiques de la Direction Développement Durable et Environnement et de la Direction Sécurité Industrielle, au sein de TOTAL FINA ELF S.A. sont coordonnées dans la Direction Stratégie et Évaluation des Risques. Les Directions Environnement et Développement Durable et les Directions Sécurité Industrielle des secteurs Amont, Aval et Chimie font décliner dans les filiales, qui les répercutent sur les sites industriels, les principes d'action établis par la société mère.

Le Groupe TotalFinaElf attache une grande importance au suivi de la mise en pratique de ces principes. Lors des audits, ou des inspections environnementales de toute nature menées par les directions concernées, la façon dont les principes de la Charte sont mis en œuvre fait partie des éléments vérifiés.

Les Directions Environnement et Sécurité de la société mère organisent des formations à l'intention du management, d'une part, et des responsables des fonctions hygiène environnement et sécurité, d'autre part. Une formation à la crise, à sa gestion et aux réactions adéquates est également proposée. Les branches opérationnelles proposent, elles aussi, des stages aux personnels chargés de ces fonctions.

À titre d'exemple, et en application des principes d'action, les exigences fondamentales en matière d'hygiène et santé, sécurité et environnement applicables au niveau mondial à toutes les entités du secteur Chimie ont été définies et sont rassemblées dans un manuel unique disponible en français, en anglais et en espagnol. Ces exigences s'appliquent à la recherche, au développement des produits et des procédés, à la conception et à la construction des installations, à la fabrication, au mouvement et au stockage des matières premières et produits, à la fourniture des produits aux clients et à l'usage des produits par ceux-ci. Des exigences supplémentaires relevant de la zone géographique ou bien de chaque division Produits peuvent être développées et mises en œuvre par chaque entité. Des inspections générales et des audits internes concernant l'environnement et la sécurité et les transports permettent de s'assurer du degré de mise en place de ces exigences sur le terrain.

Les autres secteurs ont, chacune en fonction de leurs spécificités d'implantation régionale et d'activités, mis en place les mêmes systèmes de management. La volonté de progrès dans la gestion toujours mieux intégrée de l'environnement a conduit les entités les plus importantes du Groupe à entamer une démarche de certification environnementale ISO 14000, norme de référence en matière de gestion de l'environnement. En Europe et dans les secteurs de la chimie et du raffinage, la majorité des sites est désormais certifiée ; dans les autres secteurs et dans les autres pays, ce processus de certification est en cours.

# Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées

Exercice clos le 31 décembre 2002

Mesdames, Messieurs les Actionnaires de la société TOTAL FINA ELF S.A.,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre Société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence de conventions, mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de celles dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient, selon les termes de l'article 92 du décret du 23 mars 1967, d'apprécier l'intérêt qui s'attache à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention conclue au cours de l'exercice et visée à l'article L. 225-38 du Code de commerce.

Par ailleurs, en application du décret du 23 mars 1967, nous avons été informés que l'exécution des conventions suivantes, approuvées au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours du dernier exercice :

## ***Avec les banques BNP Paribas, la Société Générale et le Groupe National Westminster Bank***

– Des garanties ont été accordées par votre Société à un groupe de banques dont font partie les banques BNP Paribas, la Société Générale, et le Groupe National Westminster Bank dans le cadre du financement du projet Sincor auquel participe Total Venezuela.  
Le montant global de ce financement est estimé à 2,7 milliards de dollars américains.

– Garantie d'un prêt d'un montant de 243 millions de dollars américains accordé à la société Oleoducto Central S.A. "Ocensa".

– Garantie à première demande portant sur 16,7 % des montants dus par TMR Energy Limited au titre d'un prêt d'un montant de 34,2 millions de dollars américains. Cette garantie a été prorogée jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet 2003 par décision de votre Conseil d'administration du 6 mai 2002.

Compte tenu des remboursements intervenus, la quote-part garantie de votre Société se trouve ramenée à 0,9 million de dollars américains au 31 décembre 2002.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 20 février 2003

Les commissaires aux comptes

Barbier Frinault et Autres  
Réseau Ernst & Young  
Pascal Macioce

KPMG Audit  
Département de KPMG S.A.  
René Amirkhanian

# Rapport général des commissaires aux comptes

Exercice clos le 31 décembre 2002

Mesdames, Messieurs les Actionnaires de la société TOTAL FINA ELF S.A.,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2002, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société TOTAL FINA ELF S.A., tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

## 1 Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Société à la fin de cet exercice.

## 2 Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 20 février 2003

Les commissaires aux comptes

Barbier Frinault et Autres  
Réseau Ernst & Young  
Pascal Macioce

KPMG Audit  
Département de KPMG S.A.  
René Amirkhanian

# Société mère



## ÉTATS FINANCIERS SIMPLIFIÉS DE LA SOCIÉTÉ MÈRE

(en millions d'euros)

COMPTES DE RÉSULTATS RÉSUMÉS	2002	2001	2000
Résultat d'exploitation	785	1 197	1 335
Résultat financier *	2 774	3 321	1 155
Résultat exceptionnel et impôt	(1 149)	(689)	522
Résultat net	2 410	3 829	3 012
* Incluant les produits des participations	3 387	3 660	1 245

(en millions d'euros)

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES	Actions émises		Primes d'émission	Réserves et report à nouveau	Réserve de réévaluation	Total
	Nombre	Montant				
au 31 décembre 2001	705 934 959	7 059	47 517	7 869	121	62 566
Dividendes payés en numéraires <sup>(1)</sup>	-	-	-	(2 609)	-	(2 609)
Résultat net 2002	-	-	-	2 410	-	2 410
Émission d'actions réservée aux salariés	2 785 214	28	314	-	-	342
Réduction de capital	(23 443 245)	(234)	(3 224)	-	-	(3 458)
Exercice d'options de souscription d'actions Elf bénéficiant de la garantie d'échange	564 471	5	84	-	-	89
Émission d'actions	447 181	5	22	-	-	27
Warrants	901 930	9	84	-	-	93
Variation des écarts de réévaluation	-	-	-	-	(82)	(82)
Au 31 décembre 2002	687 190 510	6 872	44 797	7 670	39	59 378

(1) Dividendes distribués en 2002 : 2 609 millions d'euros (3,80 euros par action).

## BILANS RÉSUMÉS AU 31 DÉCEMBRE

(en millions d'euros)	2002	2001	2000
<b>ACTIF</b>			
Actif immobilisé	78 751	78 741	79 986
Immobilisations incorporelles	41	16	18
Immobilisations corporelles	202	188	77
Immobilisations financières	78 508	78 537	79 891
– Titres de participation et titres de l'activité de portefeuille	71 517	71 531	70 607
– Créances rattachées à des participations	6 991	7 006	9 284
Actif circulant	2 728	3 469	3 938
Stocks	1	1	2
Créances d'exploitation	1 267	2 472	2 520
Valeurs mobilières de placement	1 364	905	446
Disponibilités et dépôts à court terme	96	91	970
Comptes de régularisation	91	9	9
<b>Total général</b>	<b>81 570</b>	<b>82 219</b>	<b>83 933</b>
<b>PASSIF</b>			
Capitaux propres	59 379	62 567	66 567
Capital	6 872	7 059	7 405
Primes, réserves, report à nouveau	50 097	51 679	56 150
Résultat de l'exercice	2 410	3 829	3 012
Autres fonds propres	-	-	-
Provisions pour risques et charges	1 209	266	328
Dettes	20 976	19 332	16 912
Dettes financières :	19 843	17 361	14 831
– Emprunts obligataires <sup>(1)</sup>	4 742	5 861	5 810
– Emprunts et dettes financières divers	15 101	11 500	9 012
Dettes d'exploitation	1 133	1 971	2 081
Comptes de régularisation	6	54	126
<b>Total général</b>	<b>81 570</b>	<b>82 219</b>	<b>83 933</b>

(1) Y compris emprunts assimilés.

Les états simplifiés de TOTAL FINA ELF S.A. société mère sont établis conformément à la réglementation comptable française.

Les états financiers complets sont disponibles sur simple demande auprès de la Société.


**FILIALES ET PARTICIPATIONS**

(en millions d'euros)

31 décembre 2002 (en millions d'euros)	Quote-part du capital détenu en %	Capital	Autres capitaux propres	Valeur comptable des titres détenus		Prêts et avances	Chiffre d'affaires	Résultat net	Divi- dendes encaissés	Avals et cautions
				brute	nette					
<b>FILIALES</b>										
Cray Valley S.A.	100,0	70	(3)	69	69	-	252	5	12	-
Elf Aquitaine	95,6	2 225	11 339	44 847	44 847	-	25	2 478	1 009	-
Omnium Insurance Reinsurance Cy.	100,0	38	174	115	115	-	314	142	61	-
Total Chimie	100,0	930	11 717	13 117	13 117	-	-	433	420	-
TotalFinaElf France	59,6	624	332	2 632	2 632	-	15 872	(483)	681	-
Total Fina Gestion	100,0	3 969	-	3 969	3 969	-	-	-	-	-
TotalFinaElf E&P Holding	65,8	4	510	391	391	-	-	872	32	-
TotalFinaElf Holding Europe	51,8	63	2 607	4 069	4 069	-	-	1 506	766	-
Autres	-	-	-	2 581	2 308 <sup>(a)</sup>	7 101	-	-	406	22 395 <sup>(b)</sup>
<b>Total général</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>71 790</b>	<b>71 517</b>	<b>7 101</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>3 387</b>	<b>22 395</b>

(a) Y compris les titres de l'activité de portefeuille (essentiellement autodétention 1 417 millions d'euros).

(b) Essentiellement les garanties des emprunts et des programmes de financements court terme émis par TotalFinaElf Capital.

## AUTRES INFORMATIONS SUR CINQ ANS

	2002	2001	2000	1999	1998
<b>I - CAPITAL EN FIN D'EXERCICE</b>					
<i>(en milliers d'euros)</i>					
Capital social	6 871 905	7 059 350	7 404 658	7 222 037	1 865 882
Nombre d'actions ordinaires existantes	687 190 510	705 934 959	740 465 798	722 203 679	244 787 638
Nombre d'actions futures à créer :					
• options de souscription d'actions	-	449 881	962 680	1 522 135	2 578 770
• warrants US TotalFinaElf	884 465	1 786 395	1 789 691	1 674 958	-
• options et actions Elf bénéficiant de la garantie d'échange en actions TotalFinaElf	5 178 906	5 951 375	6 296 965	6 786 902	-
• warrants personnels PetroFina	-	-	-	136 359	-
<b>II - OPÉRATIONS ET RÉSULTATS DE L'EXERCICE</b>					
<i>(en milliers d'euros)</i>					
Chiffre d'affaires commercial hors taxes	4 111 252	3 949 347	16 488 288	7 666 169	4 575 011
Provisions pour participation et intéressement des salariés au titre de l'exercice	14 000	10 200	10 214	10 214	4 573
Résultat après impôts et dotations aux amortissements et provisions	2 410 412	3 828 722	3 012 113	916 109	572 623
Report à nouveau antérieur	1 316 910	651 989	19 134	385 535	501 955
Résultat à affecter :	3 727 322	4 480 711	3 031 247	1 301 644	1 074 578
• Réserve légale	-	-	18 262	1 061	346
• Fonds de prévoyance	-	-	-	-	-
• Réserves	-	-	-	(408 756)	-
• Résultat distribué	2 821 221	2 712 141	2 449 443	1 709 339	704 319
• Report à nouveau	906 101	1 768 570	563 542	-	369 913
<b>III - RÉSULTATS PAR ACTION</b>					
<i>(en euros)</i>					
Résultat après impôts, mais avant dotations aux amortissements et provisions <sup>(1)</sup>	4,42	5,51	4,56	0,98	2,74
Résultat après impôts et dotations aux amortissements et provisions <sup>(1)</sup>	3,62	5,52	4,26	2,61	2,33
Dividende net attribué à chaque action	4,10	3,80	3,30	2,35	2,00
<b>IV - PERSONNEL</b>					
<i>(en milliers d'euros, excepté pour l'effectif des salariés)</i>					
Effectif moyen des salariés pendant l'exercice <sup>(2)</sup>	3 376	2 645	2 488	2 523	2 501
Montant de la masse salariale de l'exercice	311 741	219 987	203 501	171 122	162 217
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (Sécurité sociale, œuvres sociales, etc.)	147 133	106 315	85 738	85 083	79 574

(1) Les résultats par action sont calculés sur la base du nombre moyen d'actions pondéré dilué sur l'année.

(2) Y compris les collaborateurs en congé de fin de carrière ou en préretraite (7 personnes en 2001 et 1 personne en 2002).

## ÉVOLUTION DU CAPITAL SOCIAL AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

(en milliers d'euros, excepté pour le nombre d'actions)

Années	Augmentations du capital	Apports en numéraire		Montants successifs du capital nominal	Nombre cumulé d'actions de la Société
		Nominal	Prime d'émission ou de conversion		
1998	Augmentation de capital :				
	• Exercice d'options de souscription d'actions	3 464	13 673	1 865 882	244 787 638
1999	Augmentation de capital :				
	• Écart de valeur nominale	581 995	(581 995)	2 447 877	244 787 638
	• PetroFina	1 046 198	10 721 356	3 494 075	349 407 436
	• Elf	3 717 351	37 860 626	7 211 426	721 142 550
	• Warrants	19	158	7 211 445	721 144 494
	• Frais d'augmentation de capital				
	• Exercice d'options de souscription d'actions	10 592	35 377	7 222 037	722 203 679
2000	Augmentation de capital :				
	• Augmentation de capital réservée aux salariés	19 772	173 229	7 241 809	724 180 872
	• PetroFina	10 429	154 354	7 252 238	725 223 819
	• Elf	144 378	2 315 869	7 396 616	739 661 587
	• Warrants	31	302	7 396 647	739 664 662
	• Exercice d'options de souscription d'actions Elf bénéficiant de la garantie d'échange	2 489	34 439	7 399 136	739 913 543
	• Exercice d'options de souscription d'actions	5 522	21 144	7 404 658	740 465 798
2001	Augmentation de capital :				
	• Warrants	33	318	7 404 691	740 469 093
	• Garantie d'échange offerte aux porteurs d'options	3 276	47 760	7 407 967	740 796 710
	• Exercice d'options de souscription d'actions	5 063	20 740	7 413 030	741 302 959
	• Réduction de capital	(353 680)	(5 269 375)	7 059 350	705 934 959
2002	Augmentation de capital :				
	• Warrants	9 019	83 890	7 068 369	706 836 889
	• Augmentation de capital réservée aux salariés	27 852	313 675	7 096 221	709 622 103
	• Garantie d'échange offerte aux porteurs d'options	5 645	83 470	7 101 866	710 186 574
	• Exercice d'options de souscription d'actions	4 472	22 252	7 106 338	710 633 755
	• Réduction de capital	(234 433)	(3 223 868)	6 871 905	687 190 510

# Responsable du document de référence et attestations

## Attestation du responsable du document de référence

“À ma connaissance, les données du présent document sont conformes à la réalité ; elles comprennent toutes les informations nécessaires aux investisseurs pour fonder leur jugement sur le patrimoine, l’activité, la situation financière, les résultats et les perspectives de la société et du Groupe ; elles ne comportent pas d’omission de nature à en altérer la portée.”

Thierry Desmarest  
Le Président du Conseil d’administration

## Attestation des contrôleurs légaux

En notre qualité de commissaires aux comptes de la société TOTAL FINA ELF S.A. et en application du règlement COB 98-01, nous avons procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes historiques données dans le présent document de référence.

Ce document de référence a été établi sous la responsabilité du Président du Conseil d’administration. Il nous appartient d’émettre un avis sur la sincérité des informations qu’il contient portant sur la situation financière et les comptes.

Nos diligences ont consisté, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à apprécier la sincérité des informations portant sur la situation financière et les comptes, à vérifier leur concordance avec les comptes ayant fait l’objet d’un rapport. Elles ont également consisté à lire les autres informations contenues dans le document de référence, afin d’identifier le cas échéant les incohérences significatives avec les informations portant sur la situation financière et les comptes, et de signaler les informations manifestement erronées que nous aurions relevées sur la base de notre connaissance générale de la société acquise dans le cadre de notre mission. S’agissant de données prévisionnelles isolées résultant d’un processus d’élaboration structuré, cette lecture a pris en compte les hypothèses retenues par les dirigeants et leur traduction chiffrée.

Les comptes annuels et les comptes consolidés pour les exercices clos les 31 décembre 2000, 2001 et 2002 arrêtés par le Conseil d’administration, ont fait l’objet d’un audit par nos soins, selon les normes professionnelles applicables en France, et ont été certifiés sans réserve ni observation.

Sur la base de ces diligences, nous n’avons pas d’observation à formuler sur la sincérité des informations portant sur la situation financière et les comptes, présentées dans ce document de référence.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 31 mars 2003

Les commissaires aux comptes

Barbier Frinault et Autres  
Réseau Ernst & Young  
Pascal Macioce

KPMG Audit  
Département de KPMG S.A.  
René Amirkhanian

**TABLEAU DE CONCORDANCE RENVOYANT AUX PRINCIPAUX PARAGRAPHERS DU RÈGLEMENT COB 98-01 ET AUX PAGES DU DOCUMENT DE RÉFÉRENCE CORRESPONDANTES**

	Paragraphe COB 98-01	Pages correspondantes du document de référence
<b>Chapitre 1 : Responsables du document de référence et responsables du contrôle des comptes</b>		
- Nom et fonction des responsables du document	1.1	171
- Attestation des responsables	1.2	171
- Nom et adresse des contrôleurs légaux	1.3	158
- Politique d'information	1.4	27, 31-33, 154
<b>Chapitre 3 : Renseignements de caractère général concernant l'émetteur et son capital</b>		
- Renseignements de caractère général concernant l'émetteur	3.1	151
- Renseignements de caractère général concernant le capital	3.2	152-153
- Répartition actuelle du capital et des droits de vote	3.3	145
- Marchés des titres de l'émetteur	3.4	30
- Dividendes	3.5	141-142
<b>Chapitre 4 : Renseignements concernant l'activité de l'émetteur</b>		
- Présentation de la Société et du Groupe	4.1	1-25, 34-77
- Effectifs	4.3	116
- Risques de l'émetteur	4.7	131-140
<b>Chapitre 5 : Comptes consolidés de l'émetteur</b>		
78-121		
<b>Chapitre 6 : Organes d'administration et de direction</b>		
- Composition des organes d'administration et de direction	6.1	7, 12-13, 155-157
- Intérêts des dirigeants dans le capital de l'émetteur	6.2	16-17, 150
- Mention des schémas d'intéressement du personnel	6.3	16-17, 153
<b>Chapitre 7 : Évolution récente et perspectives d'avenir</b>		
- Perspectives d'avenir	7.2	39

**COB**

Le présent document de référence a été déposé auprès de la Commission des opérations de bourse le 4 avril 2003, conformément au règlement n° 98-01. Il pourra être utilisé à l'appui d'une opération financière s'il est complété par une note d'opération visée par la Commission des opérations de bourse.



## **TOTAL FINA ELF**

Direction de la Communication  
TOTAL FINA ELF S.A.  
Siège social : 2, place de la Coupole  
La Défense 6 - 92400 Courbevoie  
Capital social : 6 871 905 100 euros  
542 051 180 RCS Nanterre  
[www.totalfinaelf.com](http://www.totalfinaelf.com)